

INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE

DU


LUXEMBOURG.



ANNALES.



N. E. *L'institut n'est responsable d'aucune des idées et des opinions émises par ses membres;
il se borne à les publier, lorsque les documents lui paraissent dignes de voir le jour.*



TOME XX.

34^e FASCICULE.

PRIX 5',25.



ARLON.

TYPOGRAPHIE & LITHOGRAPHIE DE F. BRÜCK.

1888.

UN DESSUS DE GLACE

AU CHATEAU DE

LA TRAPPERIE.

I

Je parcourais au mois d'août dernier le beau chemin qui passe près du domaine du Pont d'Oye, se faufile entre le Châtelet et les dernières maisons de Habay-la-Neuve, retrouve à Bologne la Rulles qui, ayant peu hâte de quitter ces sites romantiques, s'arrête à tout bout de champ dans de vastes étangs, presque des lacs, aux eaux claires réfléchissant les frondaisons largement épanouies de bois pour ainsi dire continus, et je m'étais accoudé à la vanne qui ferme la grande pièce d'eau de la Trapperie, lamée d'or mouvant par les rayons du soleil.

Un des coins les plus pittoresques des environs d'Arlon où l'on en rencontre tant, souvent trop méconnus ; un paysage où tout se trouve réuni à souhait, les eaux vives et les essences les plus variées, aux tons métalliques de la fin de l'été, couronnant les plis de terrain les plus capricieusement heurtés et se suivant pourtant dans un développement harmonieux. Dans le lointain, le bruit très assourdi du canon de nos pacifiques manœuvres militaires troublait seul le grand silence de ce paysage mélancolique et solitaire qui semble une oasis jetée aux confins de la bruyère ardennaise, terminant la région du grès pour entrer dans celle du schiste ardoisier, paysage mélancolique et par lui-même et par les souvenirs qui s'y rattachent. Le Pont d'Oye, le Châtelet, la Trapperie ! M. de Raggi, la marquise du Pont d'Oye, l'arbre de Voltaire, puis les contemporains !

Un garde-chasse s'approcha de moi en me demandant si je désirais visiter le château de la Trapperie, cette élégante et riche construction moderne, ajustée par M. de Bellefroid sur un des côtés de l'ancien château des d'Anethan ; là avait résidé le baron Félix d'Anethan qui eut quatre filles : Mad^e Huyttens de Terbecq, femme du greffier de la Chambre des représentants, Mad^e Charles Collart dont le mari, de la famille des maitres de forges de Steinfort, réside à Dommeldange ; Mad^e Ruzette, femme du gouverneur de la Flandre occidentale et Mad^e Darode du Taillis, française par son mariage ; les deux sœurs de M. F. d'Anethan avaient également épousé des noms connus dans notre pays, le baron Frédéric de Blochausen, de Birtrange, et le baron d'Huart, de Villemont, cette sympathique et originale figure qu'on a vu si longtemps siéger à la Députation permanente à Arlon.

Après la famille d'Anethan, le vieux château, vaste bâtiment carré aux grosses tours gardant une cour intérieure, avait abrité les installations de l'école d'agriculture dirigée par M. Raingo, une des créations les plus heureuses de M. Ch. Rogier, ministre de l'intérieur ; créations inégalement appliquées, à coup sûr peu ou mal comprises, venues trop tôt peut-être à cette époque, et qui, au grand dam de notre enseignement populaire sagement entendu, disparurent avant celui qui les avait fait surgir.

Retombé du rang d'institution publique à celui de simple ferme, il fut reconstruit sur un plan tout moderne, il y a une dizaine d'années, par M. de Bellefroid pour passer dans le courant de 1887 aux mains de M. Poswick, de Verviers, puis, peu de mois après, à celles du vicomte de Curel, un français, neveu des MM. de Wendel, les importants maitres de forges de Hayange ; M. de Curel va, croit-on, l'achever et l'habiter.

Des grands appartements du rez-de-chaussée, auquel on accède par un perron princier, appartements vides et sonores, à moitié lambrissés de boiseries enlevées sans doute à l'ancien corps de bâtiment, je passai par le grand escalier de chêne au premier étage où je cherchais des traces du passé et des vieux blasons qui se reproduisent encore, à demi effacés, sur les murs extérieurs.

J'allais abandonner ces recherches vaines lorsque, dans une

petite chambre à coucher donnant sur la cour intérieure, je découvris un dessus de glace qui attira mon attention.

Peinture médiocre et d'ailleurs sans grand mérite artistique, elle est curieuse au point de vue des costumes qui semblent dater de la fin du règne de Louis XIV ou de celui de Louis XV ; elle est en outre des plus étranges et m'a semblé mériter la description que j'en vais donner.

A quel fait de l'histoire locale se rapporte-t-elle ? cache-t-elle une allégorie dont je ne puis trouver le sens ? je ne sais.

Les visiteurs de notre musée archéologique seront peut-être plus heureux que moi lorsqu'ils verront la copie qu'à ma demande un collègue a bien voulu en faire faire.

M. X. a reproduit fidèlement ce tableau sans rien modifier à sa composition singulière, à son coloris encore éclatant et, surtout, sans rien lui ôter de la naïveté narquoise qui le distingue.

Dans le fond, un massif bâtiment carré, flanqué de quatre tours ; peut-être le vieux château de la Trapperie, peut-être celui du Pont d'Oye, mais cette dernière hypothèse à tous égards paraît moins vraisemblable. Au premier plan, une calvacade de six personnages. Un valet ou un héraut ouvre la marche ; un vaste manteau rouge surmonté d'une pélerine d'hermine le couvre jusqu'à l'étrier ; il tient un petit drapeau blanc ; le seigneur châtelain le suit ; il est malade, faible, amaigri, vêtu d'une houppelande gris de fer et la tête couverte d'un bonnet rouge à bordure blanche ; ses mains tombent molles le long du corps et c'est à peine si elles tiennent encore les rênes ; à la selle pendent deux gourdes et deux vases de formes différentes ; à ses côtés s'avance le chapelain, bonnet carré, surplis blanc, appuyant la main gauche sur l'épaule du malade et, de la main droite, lui montrant le ciel ; il l'exhorte évidemment et cherche à lui faire entrevoir des horizons plus sereins au-delà du mauvais passage où il se trouve, mais l'air rechigné et abattu du patient ne témoigne pas d'une résignation bien profonde ; puis vient le docteur en habit rouge et tricorne du temps de Louis XV, gilet et culotte bleus, bas blancs moulant de gros mollets ; une longue perruque bouclée et une face rubiconde et placide, contrastant vivement avec la mine de son client ; sur la croupe du cheval flotte un manteau noir ; dans la main droite le docteur tient une fiole et deux vases pen-

dent attachés au-devant de la selle ; à sa gauche, l'apothicaire, tout de noir vêtu, rabat blanc, chapeau rond, plat, à larges bords ; de la main gauche, dans la position d'un lancier appuyant sa lance, il tient une énorme seringue, tout armée, prête à donner et, sur le devant de la selle, en guise de fontes, s'étale la gaine de l'instrument illustré par Molière ; de grandes bésicles surmontent le nez de l'opérateur et complètent sa physionomie tranquille et sûre de son fait ; enfin, un valet clôt la chevauchée et représente la mort ; tricorne noir, habit et bas blancs, culottes rouges, il porte sur l'épaule gauche une faux et, à l'arçon de la selle, une pelle de fossoyeur et deux grands ossements en croix ; derrière lui un porte-manteau noir traversé par une croix blanche. Voilà ma description terminée.

Que représente cette cavalcade, macabre ou grotesque ? faut-il y voir un seigneur de renom qu'on conduit à quelque lieu vénéré de pèlerinage ?

S'agirait-il peut-être d'une scène d'un de ces auteurs narquois du commencement du siècle dernier traduisant à coups de pinceau les mésaventures conjugales de M. du Bost-Moulin, le chatelain voisin de la Trapperie ?

Mais où allait donc alors en ce plaisant équipage ce seigneur si ennuyé ? A coup sûr pas à Notre Dame d'Herbeumont dont la réputation en matière d'accordailles était encore à faire.

Puis les chagrins du genre de celui dont souffrait l'époux de la belle marquise du Pont d'Oye ne sont pas de ceux qu'on traite à l'aide des fioles et des instruments plus haut décrits.

Et encore ces chagrins ne sont-ils pas toujours incurables, et ne provoquent-ils pas nécessairement grand éclat, témoin les vers connus

*La plainte est pour le fat, le bruit est pour le sot,
L'honnête homme trompé s'éloigne et ne dit mot.*

Or, le héros du tableau n'a rien moins que cet air-là et moins encore paraît-il disposé à dire avec le poète ancien :

*Totà pluit nocte
Redeunt spectacula manè,*

que les modernes ont traduit par : « après la pluie, le beau temps. »

Non, il est triste jusqu'à la mort et déconfit comme oncques ne

le fut mari de cette époque légère du 18^e siècle, triste comme si tous les Feuerbach et les Schopenhauer de l'avenir y avaient passé !

Serait-ce plutôt une allusion à la mort du personnage en question et une épigramme à l'adresse des princes de la science d'alors et de leurs aides escortant à sa dernière demeure, placides, sereins et contents d'eux-mêmes, celui qu'ils ont... soigné ? De ces médecins dont le grand comique, dans l'*Amour médecin*, dit : N'est-ce pas assez d'un pour tuer une personne ! Faut-il y trouver la mise en action de la pensée de Marc-Aurèle que la mort n'est peut-être qu'un changement de place ? Ou bien de l'idée que la mort nous poursuit au galop ? Il est vrai qu'ici le cavalier va au trot, mais chacun sait que pour les uns il met son cheval à une allure que pour d'autres il sait accélérer.

Le seigneur, personnage principal du tableau, est probablement, selon moi, un célibataire, sinon le peintre aurait mis dans le cortège une femme, des enfants éplorés ; puis, toutes les fenêtres du château sont fermées, ce qui peut vouloir dire qu'avec le malade va s'éteindre une race dont il est le dernier rejeton.

Sans doute un célibataire endurci et qui a mené une vie plus joyeuse qu'édifiante, courant tout au long de l'année chevreuils et sangliers dans la forêt d'Anlier, dans les bois de Bologne et de Rulles, festoyant en gaie et variée compagnie. Nul parent ne l'accompagne et nul pauvre ne se montre sur son passage pour joindre ses bénédictions et ses vœux aux exhortations du prêtre. Aurait-il eu le cœur et la bourse fermés aux malheureux ? Ne vous semble-t-il pas ouïr le confesseur lui montrant le moyen de racheter une semblable existence et de gagner le ciel à force de bonnes œuvres, peut-être en transformant en abbaye le beau château qui va devenir désert ? Mais le moribond, que les affres de la mort n'ont point encore suffisamment détaché des choses de ce monde et qui est plus rapproché de la philosophie du xviii^e siècle que des âges de grande foi, se regimbe et fait la sourde oreille.

Le tableau, je le disais tantôt, n'a certes pas grande valeur artistique, et cependant il a de singuliers mérites. Il est bien ordonné, les lois de la perspective telles qu'elles sont encore comprises aujourd'hui y sont presque en tous points respectées ; l'ex-

pression de chaque personnage est bien rendue, bien originale. Ainsi, le cavalier qui ouvre la marche, valet ou héraut : on voit qu'il compâtit à la triste situation de son maître, mais sa tristesse est probablement mitigée par l'idée que ses services n'ont pas été improductifs et que, ses orges étant faites, il pourra à son tour avoir serviteurs et suivants. La scène qui se joue entre le maître et le chapelain se lit sans l'ombre de difficulté, tellement le jeu des physionomies est expressif et parlant.

Chez le médecin comme chez l'apothicaire, le calme, l'assurance, la pleine et infaillible confiance qui distinguaient ces praticiens.... au XVIII^e siècle.

Les montures même ne sont pas sans avoir le caractère de celui qu'elles portent et le cheval du chatelain est tout aussi déconfit et mal en point que son maître.

Mais le personnage le plus original à coup sûr est celui qui vient le dernier.

Prenez les représentations de la mort dans l'antiquité, au moyen âge ; voyez les œuvres célèbres du grand peintre de la cruelle, Hans Holbein : *La danse des morts*, *l'alphabet de la mort*, *Theatrum mortis humanæ tripartitum*, *simulachres et historiées faces de la mort* ; examinez les funèbres tableaux triangulaires des vieux ponts couverts de Lucerne, toujours la mort est figurée par le classique squelette, le plus généralement vêtu d'une robe noire parsemée d'étoiles, avec des ailes au dos et une faux à la main ; parfois on lui donne la forme d'un vieillard décharné qui tient d'une main une faux et de l'autre un sablier ailé, parfois encore celle d'un horrible faucheur, mais toujours elle est chose hideuse et informe. Les modernes, les contemporains ne la dépeignent pas plus favorablement. « Une forme hideuse, innommable, effrayante. « Celle qui guette la vie des hommes et les tue, les ronge, les écrase, les étrangle ; qui aime le sang rouge, les yeux allumés « par la fièvre, les rides et les flétrissures, les cheveux blancs et « les décompositions. » (*Guy de Maupassant. Misère humaine.*)

Notre artiste inconnu a une toute autre conception de la mort qui ne se rapproche ni de celles qui précèdent, ni de celle de Chateaubriand qui dit : « La mort, dans les danses macabres, est « variée à l'infini, mais toujours bouffonne, à l'instar de la vie « qui n'est qu'une sérieuse pantomime. »

Regardez le cavalier qui trotte à l'arrière de la cavalcade. Rien en lui de hideux ou de repoussant, de bouffon ou de grotesque, au contraire ; une bonne grosse figure de gars de vingt-cinq ans, joufflu, rosé ; il porte sur lui tous les attributs de sa profession, la faux, la pelle, la croix, les ossements, mais il les porte comme un brave ouvrier porte ses outils de travail ; il fauche les hommes comme un autre fauche les blés, calme et tranquille, presque inconscient ; entre eux une seule différence, l'un doit prendre parfois du repos, l'autre jamais ne s'arrête, les épis humains tombent et tombent sans cesse ; en somme une récolte comme une autre, une récolte nécessaire ; les hommes se couchent dans les sillons où bientôt d'autres hommes lèveront, grandiront pour jaunir, mûrir et s'abattre à leur tour sous les coups de l'infatigable ouvrier.

Pourquoi dès lors donner à celui-ci des traits repoussants ou hideux, grotesques ou bouffons ?

La forme adoptée par le peintre n'est-elle pas plus vraie, plus naturaliste dans la bonne acception du mot, plus philosophique ?

Je ne dirai pas de ce tableau ce que Montesquieu dit des écrivains : « Peut-être que les meilleurs écrivains et ceux qui ont plu davantage sont ceux qui ont excité dans l'âme plus de sensations en même temps. »

Non, certes ; mais il est positif que l'auteur de cette page énigmatique provoque des sensations en même temps diverses et contraires, le rire, la pitié, le doute.

Maintenant que j'ai retourné mon sujet dans tous les sens, que j'ai discuté toutes les hypothèses et rendu justice au peintre de cette étrange composition, je dois avouer que je n'en sais pas plus qu'en commençant et que l'allégorie m'échappe ; je jette ma plume aux chiens et passe la main à de plus perspicaces.

II.

Semblable à la Rulles qui s'éloigne comme à regret de ce vallon sinueux, je vais m'y arrêter un instant encore et refaire le chemin de la Trapperie au Pont d'Oye qui, sur un parcours de quatre kilomètres à peine, a vu les forges de la Trapperie, de Bologne, du Chatelet et du Pont d'Oye, toutes éteintes aujourd'hui, de même

que la Papeterie du Pont d'Oye qui faisait vivre deux cents ouvriers et qui est démantelée depuis deux ou trois ans. Ces usines, autrefois si vivantes, si animées, brillant des feux des Hauts-Fourneaux et des rouges lueurs des halles de coulée, retentissant des bruits des marteaux et des cubilots, ces usines sont mortes et leurs vieux murs s'effondrent les uns après les autres ; sur les chemins qui y conduisaient et que sillonnaient les lourds charrois de minéral, de charbon de bois dans les vieilles « bannes » en clayonnage, de lingots de fonte, de ballots de chiffon, l'herbe pousse seule silencieuse. La vie s'est transportée ailleurs. Comme la mort, n'est-elle aussi qu'un changement de place ?

Un de nos anciens présidents, le promoteur de notre société, M. Prat, a donné d'intéressants détails sur ces lieux dans les annales de l'Institut, année 1874, pages 31 et suivantes (*Les deux Habay et le Pont d'Oye*). J'y renvoie le lecteur et je complète ce travail à l'aide des quelques documents que j'ai pu retrouver depuis.

LE CHATEAU DE LA TRAPPERIE.

D'après M. Prat, les forges ont été construites en 1737 par le baron de Trappé, qui a donné son nom à l'établissement. Le château, dit-il, doit dater également de cette époque.

Je ne sais si le renseignement est bien exact car, au dessus de la grande porte charretière qui donne sur le chemin de Habay, je trouve un écusson aux armes des de Baillet (1).

Puis, dans le *dictionnaire généalogique et héraldique* de Goethals, je vois que François-François de Paule Henri Joseph d'Anethan *de la Trapperie*, ex-seigneur de Densborn, né à Luxembourg le 6 juillet 1743, haut-forestier de la Province et Duché de Luxembourg, est mort le 10 mars 1824 au château de la Trapperie qui est resté dans la famille d'Anethan jusqu'au moment où le domaine fut vendu à M. de Bellefroid.

On s'explique difficilement que si le château n'a été bâti que vers 1737, il ait en si peu de temps passé aux de Baillet, puis aux d'Anethan.

(1) Je trouve dans une lettre de M. le baron d'Anethan, du 14 décembre 1887, le passage ci-après qui confirme cette opinion :

« Le domaine de la Trapperie a été acheté par notre grand' père au comte de Baillet.

La famille d'Anethan, originaire de Trèves, fut admise dans la noblesse de l'Empire par Ferdinand II, le 27 août 1630.

Le premier d'Anethan qui porta le nom de d'Anethan *de la Trapperie* fut créé baron par lettres patentes de 1787. Il était fils de François-Antoine Oswald d'Anethan, co-seigneur de Densborn, etc., né à Hohenbourg, le 15 juin 1694, mort à Luxembourg, le 29 mai 1754, après avoir épousé, le 6 avril 1738, Marie Béatrix-Henriette-Joséphine de Mareschal, née le 10 juillet 1709, décédée le 14 septembre 1778.

Il avait quatre sœurs, dont l'une mourut célibataire et dont les autres épousèrent l'une le comte O'Donnel, colonel au service d'Espagne, la seconde M. de Stein, la troisième un franc-comtois, M. Simonin.

Outre ses fonctions de Haut-Forêtier, il fut élevé à la dignité de membre du corps équestre de la province de Luxembourg et de la première Chambre des états généraux du royaume des Pays-Bas, chevalier de l'ordre royal du Lion-Belgique.

Le 7 septembre 1767, il avait épousé en premières noces Anne Barbe Petronille de Cassal, née à Luxembourg, le 12 février 1747, fille de P. A. J. baron de Cassal et de Bomal, seigneur de Fischbach, de Rocourt, de la Rochette et des terres et seigneuries de Soye, conseiller d'épée au conseil de Luxembourg, ancien député résident de la noblesse du pays et duché de Luxembourg et du comté de Chiny, prévôt, capitaine et administrateur du marquisat d'Arlon, et de Marie-Anne de Biber ; en secondes noces, en 1782, M. C. J. de Mareschal, sa cousine germaine, née à Bâle, le 20 juin 1762, fille de J. C. J. baron de Mareschal, né à Luxembourg, le 25 septembre 1704, résident impérial près du corps helvétique et d'Hélène de Brias de Hollenfeltz, née au château de Hollenfeltz, le 26 juillet 1729 et décédée à Luxembourg, le 16 août 1805.

De son premier mariage, il eut deux filles et un fils ; celui-ci, Jacques-Joseph-Dominique baron d'Anethan, né à Luxembourg, le 4 août 1769, devint conseiller municipal à Bruxelles, conseiller de préfecture du département de la Dyle, intendant ou préfet de ce même département, conseiller d'État en 1816 ; il épousa A. J. Verseyden de Varick dont il eut cinq enfants ; le troisième, le baron Jules-Joseph d'Anethan, né à Bruxelles, le 23 avril 1803, fut ministre de la justice et président du Sénat belge ; il fait encore

partie aujourd'hui de cette haute assemblée dont il a été un des membres les plus éminents.

Du second lit, F. F. de Paule Henri Joseph d'Anethan de la Trapperie eut trois enfants dont j'ai parlé au début de ce travail :

1^o Pierre-Félix-Joseph, né à Luxembourg, le 5 novembre 1787, membre de la seconde Chambre des états généraux pour la province de Luxembourg, en 1829, et du corps équestre de la même province, époux de Séraphine Demesnil, de Volckrange, créé baron en 1828, mort au château de la Trapperie ;

2^o Apolline-Éléonore, née à la Trapperie, le 27 janvier 1798, épouse du baron Auguste d'Huart, membre de la Députation permanente du conseil provincial du Luxembourg, décédée au château de Villemont, le 22 septembre 1856.

3^o Henriette-Victorine, née à la Trapperie, le 13 janvier 1806, épouse du baron Frédéric de Blochausen, chancelier d'État pour le Grand-Duché de Luxembourg, décédée au château de Birtrange quelques années après sa sœur.

Il existe dans l'église des Augustins à Trèves et dans la chapelle de la Sainte-Vierge en l'église de St-Antoine à Trèves deux monuments concernant la famille d'Anethan ; il en existe encore un dans la chambre chapelle qui précède l'entrée de l'église de Saint-Géréon à Cologne.

Quant à la famille de Trappé, elle est, d'après le recueil héraldique d'Abry, originaire de Jupille, où, depuis plus de quatre à cinq siècles (publié en 1720) elle a possédé jusqu'alors une des sept tours que les chevaliers de ces temps occupaient. Il n'en reste plus qu'une qui ait conservé son nom et ses armes, qui est la tour communément appelée « Delle Weige ». Elle était possédée par Johan et Henri delle Trappe qui y avaient une cour foncière, selon qu'il se vérifie par une sentence arbitrale de 1452, conservée dans cette famille.

Honoré seigneur Herman de Trappé, bourgmestre de la noble cité de Liège pour la première fois en 1606, eut pour père Étienne de Trappé, frère de Mathieu de Trappé, chanoine de Liège en 1570 et pour mère Anne de Berwir de Fize.

Étienne de Trappé naquit de Guillaume *delle Trappe* dit *delle Weige* et de Gertrude d'Ordingenne, famille noble du pays de Cologne.

Le bourgmestre susdit épousa Catherine Gérard, fille de Laurent et de Catherine Delfosse. Il mourut le 4 octobre 1625 et son épouse le 4 septembre 1631.

Leurs enfants :

- 1 Étienne, chanoine.
- 2 Herman, seigneur de Losange.
- 3 Laurent, qui épousa Catherine Liverlo.
- 4 Onde.
- 5 Marguerite.

Laurent (3) eut un fils, Herman François, dont le fils, Nicolas Dieudonné de Trappé, était chevalier du St-Empire, conseiller de S. A. S. dans sa souveraine cour féodale, bourgmestre de la noble cité de Liège en 1719. Herman François épousa Marie Fabry. Ils ont laissé entre autres enfants :

Herman, leur fils aîné, qui s'est allié au pays de Luxembourg à Marie de Cicignon, fille de noble seigneur Charles Théodore de Cicignon, grand prévôt de Bastogne et Marche, seigneur de Wampach et de noble Dame Anne Marie de Rahier.

Pologne.

Les anciennes forges ont disparu et ont été remplacées par les établissements industriels de M. Florentin, bourgmestre de Habay-la-Neuve (Fonderie, scierie, etc.)

Châtelet.

Une construction moderne, moitié maison moitié château, s'élève sur les ruines des anciennes forges de Châtelet-bas. Édifiée par M. le Dr François-Jacminot, elle a passé à M. le B^{on} Alfred de Bonhome.

Pont d'Oye.

Des mains de M. Constant d'Hoffschmit de Resteigne, ancien membre de la Chambre des représentants et du Sénat, ancien Ministre des Travaux publics et des Affaires étrangères, et de celles de son fils Arthur, Conseiller des mines, le domaine du Pont d'Oye a passé en propriété au B^{on} de Pitteurs Hiégaerts.

Armoiries et devises de diverses familles citées ci-dessus (1).

de TRAPPÉ. Écartelé au 1 et 4 d'argent à la bande de gueules chargée au centre d'un croissant d'or montant selon la bande, au 2 et 3 d'azur au lion d'argent.

de BAILLET. D'azur à une voile d'or, attachée à une antenne posée en fasce aussi d'or.

Cimier. Une biche au naturel.

Devise : Vous perdez le temps.

d'ANETHAN. Coupé : d'or au lion assis de gueules, lampassé d'azur, la queue fourchue et passée en sautoir : et d'azur à quatre pals d'or.

Cimier : Le lion de l'écu entre deux trompes de sable.

d'HUART. D'argent à une branche de houx de sinople, fruitée de gueules, issante d'un brasier ardent.

Cimier. L'écusson des armes placé entre deux trompes allumées et mi-parties d'argent et de gueules.

Devise. Cor meum sicut aquifolium ardet.

Mon cœur comme mon houx arde.

de BLOCHAUSEN. Ecartelé : au I, d'argent au lion de sable : au II et III, d'argent à la fleur de lis d'azur ; au IV de gueules à une couronne d'or.

de VILLEMONT. De sable à l'écusson d'argent.

CHASTELET ou du CHATELET. D'or à la bande de gueules, chargée de trois fleurs de lis d'argent.

de BONHOME. Coupé d'argent au lion léopardé de gueules, et d'or au sautoir de gueules, l'écu sommé de la couronne de baron et supporté à dextre par un sauvage de carnation, ceint et couronné de sinople ; à senestre par un lion, contourné de gueules, tenant, le sauvage une bannière aux armes de la seconde partition de l'écu et le lion une bannière aux armes de la première partition ; les bannières frangées d'or, à hampe de même armées d'argent.

du BOST-MOULIN. D'or, au chêne naturel, chargé de glands d'or, sur un tertre de sinople, au sanglier de sable issant de der-

(1) Armorial Luxembourgeois par le chevalier P. H. de Kessel. Arlon, J. Everling libraire, 1868. — Abry. Recueil héraldique des bourgmestres de Liège publié en 1720. — Annales archéologiques du Luxembourg. Documents privés, etc. Voir gravure.

rière le chêne, avec deux lions d'or armés et lampassés de gueules pour supports, et au-dessus une couronne de marquis. d'HOFFSCHMIDT. De gueules à l'autruche essortante au naturel, tenant au bec un anneau d'or, coupé d'argent à trois pals de gueule.

ÉMILE TANDEL,

Commissaire de l'arrondissement d'Arlon-Virton

Arlon, novembre 1887.

LES BIENS

DE

L'ABBAYE D'ORVAL.

« C'est au milieu de la forêt de Chiny, que les défrichements ont respectée, presque jusqu'à présent ; c'est dans une de ses gorges, la plus reculée et sans doute la plus sauvage autrefois, que quelques ermites d'abord, du ^{vi}^e au ^{xi}^e siècle, et ensuite cinq moines bénédictins, venus de Calabre, et accueillis par notre cinquième comte Arnoux II de Chiny, vers l'an 1071, ont jeté les fondements de cette thébaïde célèbre, dont on vient encore, de toutes parts, contempler le squelette noirci et rougeâtre, après cinquante ans de destruction. »

M. Jeantin, président du tribunal civil de Montmédy, auteur des *Chroniques d'Orval* publiées en 1850, à qui j'emprunte cette citation, donne ensuite la charte de fondation de l'abbaye d'Orval par les comtes de Chiny, en 1124 (1).

(1) *Fondation de l'Abbaye d'Orval par les Comtes de Chiny en 1124.*

« In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, anno ab incarnatione Domini Millesimo centesimo vigesimo quarto, indictione tertia, pridie Kal. Octobris, dedicata est Ecclesia in honorem sanctæ et perpetuæ Virginis in Aurea valle, à Domino venerabili Episcopo Henrico Virdunensi, jussu et petitu domini Archiepiscopi Trevirorum Godefridi, primo anno suæ ordinationis, regnante Henrico hujus nominis quarto, anno secundo *reconciliationis inter regnum et sacerdotium*. Cujus dedicationi Ecclesiæ interfuit Otto Comes de Cisney cum sua uxore Adelaide et filiis Domino scilicet Frederico Remensis Ecclesiæ Præposito, et Alberto post patrem Comite, et aliis quam plurimis nobilibus et liberis hominibus.

« Qui Comes prædictus in præsentia omnium qui aderant, terram possessionis in qua ipsa Ecclesia constructa est, cum appenditiis inferius divisit, Deo et Sanctæ Mariæ libera manu conjugis et filiorum assensu, sub testimonio præsentis Domini Episcopi Henrici Virdunensis et omnium Clericorum, Monachorum, militum et servientium, sine retentione alicujus juris vel occasionis, advocacy omnium eorum, quæ tunc possidebant vel possessuri erant fratres ibidem Deo servientes, concessit, et sui autoritate sigilli con-

Quelques années plus tard, en 1879, un de nos collègues les plus érudits et les plus dévoués que les devoirs de sa charge viennent malheureusement pour nous d'arracher à notre province et à nos travaux, le R. P. Hip. Goffinet, de la Société de Jésus, publiait pour la collection de Chroniques belges inédites mises au jour par ordre du Gouvernement, le cartulaire de l'abbaye d'Orval depuis l'origine de ce monastère jusqu'à l'année 1365 inclusivement, époque de la réunion du comté de Chiny au Duché de Luxembourg.

Cette collection est dans bien peu de mains et pourtant elle est d'un haut intérêt pour nos lecteurs, pour une région où le souvenir de la célèbre abbaye est encore si vivant, où ses ruines encore imposantes ne cessent d'être le but de nombreux pèlerinages de touristes, où les moindres objets échappés à la barbare dévastation du 23 juin 1793 sont avidement recherchés et soigneusement conservés, où les noms de Frère Périn, de Valensart, de Frère Amand Robin, de Chauvency-le-Château et surtout de Frère

« firmavit, ita liberè et absolutè *quomodo Pater suus Arnulphus fecerat, jussu Mathildis Marcionissæ*, cujus erat fundamentum illius loci.

« Hæc sunt autem quæ tunc divisa sunt, totum *Alfai* usque ad viam de *Izers*, quæ vadit ad ortum aquæ *Villire*, et usque ad quatuor furnos, terram venatoris Arnulphi et sicut via tendit de *Gemengis* ad aquam *Asum*, et à ripa supra quam sita est ipsa Ecclesia, usque ad allodium de *Viler*, ubi tria flumina conveniunt, ista et alia quam plurima contulit Otto Comes prædictæ Ecclesiæ in dedicationis die ejus, ita liberè sicut pater suus Arnulphus Comes pridem contulerat, jussu Marcionissæ Mathildis; census etiam fœminarum de *Casa-Petra* et census de uno manso apud *Surinis*; in ipso autem dedicationis die sub dote dedit ibidem liberalis Comes mansum unum, cujus pars una adjacet apud *Morsul*, et alia apud *Chervis*, et cum hoc servum unum et ancillam, quorum nomina sunt *Lambertus* et *Beva*, dedit etiam cum his et alios scilicet *Lambertum*, *Fabrum*, *Aynardum*, *Sciardum*, *Bodonem*, *Rodulsum* cum familia sua, *Evvidem* cum familia sua, medietatem etiam molendini apud sanctam Mariam concessit. Concessit etiam Deo et Sanctæ Mariæ idem Comes Otto, astipulantibus uxore et filiis, ut quisquis vellet converti de seculo ad locum supra dictum, liberam haberet facultatem quidquid possidebat ipsi dare loco, vel alius qui sive liber sive servus aliquid ex suo dare voluerit, ratum confirmavit.

« Quidam etiam vir clarissimus Cono dedit partem allodii sui, a tribus videlicet fluminibus usque ad allodium de *Blennei*, et totum aquæ cursum *Villire* ad molendinum faciendum, secundum prædictam divisionem, sine respectu alicujus advocacy. Tradidit etiam decimam ejusdem allodii per manus præditi Pontificis. In die etiam ipso dedicationis quædam mulier *Deda Defant* quidquid hæreditatis habebat apud *Valansart* dedit, per manum Comitum, similiter et *Gisla* de *Viler* dedit S. Marie duo jugera apud *Morei*. Huic concessioni omnium ipsa scriptorum interfuerunt testes Dominus Episcopus *Virdunensis*, *Henricus*, consecrator ipsius loci, *Hugo*, *Rodolphus*, *Petrus*, *Theodericus*, Clerici, *Bernardus*, Decanus, *Ludovicus de Chisnei*, *Cono de Viler*, *Theodericus*, *Eichardus*, *Arnulphus*, *Roricus* et alii quam plures liberi et nobiles (1).

(Tiré des Archives d'Orval)

(1) Bertholet, T. III, preuves. Col. L. 1.

Abraham Gilson (1), de Habay-la-Neuve, sont encore si populaires. C'est pourquoi je me permets d'abord de lui faire un emprunt, celui de la liste des abbés d'Orval.

Les abbés d'Orval.

On possède diverses listes des abbés d'Orval (2). Les unes n'admettent que quarante-huit abbés, les autres en comptent jusqu'à cinquante-deux. Celle qui suit nous a paru nécessaire en tête de ce volume, parce que l'étude des chartes fournira l'occasion de la consulter assez souvent. Elle contient du reste quelques données nouvelles et des rectifications justifiées par des pièces authentiques.

I. CONSTANTIN, premier abbé d'Orval, était disciple de saint Bernard et profès de l'abbaye de Clairvaux. Envoyé d'abord, avec quelques-uns de ses frères, pour fonder l'abbaye de Trois-Fontaines, il y remplissait l'office de chantre, lorsqu'il reçut l'ordre de se rendre à Orval. C'était, disent les annales cisterciennes, un religieux d'une grande sainteté ; aussi lui donnent-elles la qualification de *bienheureux* (3). Les princes eux-mêmes se plurent à

(1) Jean-Henri Gilson, plus tard frère Abraham d'Orval, fils de Pierre Gilson et de Françoise Warnimont, est né à Habay-la-Vieille le 1^{er} octobre 1741.

D'abord ermite, puis élève de l'académie de peinture de Dusseldorf, frère Abraham entra à l'abbaye d'Orval qu'il ne quitta qu'à l'époque de sa destruction ; il vécut ensuite pendant quelque temps à Montmédy et passa les dernières années de sa vie à Florenville où il mourut en 1809.

Sa tombe était adossée au mur extérieur de l'ancienne église de Florenville. Il avait peint cet édifice en entier. Le plafond en bois représentait l'Assomption. La pierre tumulaire fut transférée au nouveau cimetière de Florenville par les soins du Docteur Jacques, le bourgmestre actuel. L'inscription suivante y est gravée :

« Ci-gît Abraham Gilson, frère convers de l'abbaye d'Orval.

« Il fut peintre célèbre et son noble talent

« Décora cette église. Artiste bienfaisant,

« Modeste et vertueux, religieux austère,

« Il vécut en bon frère et mourut en saint père

« Le 16 janvier 1809.

« Requiescat in Pace.

Le travail le plus complet qui ait été publié sur lui est la *Notice sur le frère Abraham de l'abbaye d'Orval, et les tableaux qui lui sont attribués, par le docteur A. Namur, professeur-bibliothécaire à l'Athénée de Luxembourg, 2^e Édition, corrigée, augmentée et ornée de deux portraits. Luxembourg. Imprimerie de V. Bück, rue du curé, 1860.*

— Le frère Périn était un médecin renommé et le frère Amand Robin un sculpteur auquel on a donné le nom de Benvenuto Cellini d'Orval.

(2) Henriquez, *Flosculi*, SS., lib. II ; *Gall. Christian.*, tom. XIII ; Bertels, *Histor. lux.* ; Bertholet, *Hist. etc.*, tom. IV ; *Metropol. eccl. trevir.* tom. II ; *Annal. Arch. prov. Luxemb.* t. V, etc.

(3) *Ménolog. Cisterc.*, 8 décembre, p. 408.

rendre hommage à son mérite : une charte de 1153 nous apprend qu'il fut visité, en l'année 1134, par le célèbre Albéron de Montreuil, archevêque de Trèves, accompagné de Waleran, duc d'Arlon ou de Basse-Lorraine, et d'Albert, comte de Chiny (1). Le duc était lui-même accompagné de Henri, son fils, comme le prouve une autre charte de l'année 1151, charte dans laquelle le jeune prince prend à son tour le titre de duc d'Arlon (2). Saint Bernard voulut aussi visiter son disciple (3), et le souverain pontife Innocent II lui accorda une bulle (4) confirmative de l'érection de la nouvelle abbaye et de la possession de tous ses biens (12 avril 1141).

Moins de quinze ans suffirent à dom Constantin pour conduire à bonne fin cette vaste entreprise (5). Lorsqu'il mourut, le 8 décembre 1145, tout présageait à l'abbaye d'Orval les plus heureuses destinées : elle était admirablement animée de l'esprit du saint abbé de Clairvaux, et protégée d'une manière toute spéciale par les autorités civile et religieuse.

II. THIERRY I DE VITRY, second abbé, jugea sagement qu'il ne lui restait qu'à maintenir l'exacte observation de la règle et à perfectionner certains détails. Il s'attacha surtout à la formation, si difficile alors, d'une bonne bibliothèque. Dans ce but il fit venir, même de contrées lointaines, un grand nombre de précieux manuscrits qu'il mit à la disposition de ses moines. Tous les nécrologes de l'abbaye plaçaient sa mort en 1152 (6), le 6 septembre.

III. THIERRY II DE VERDUN est mentionné, en 1153, dans une charte de Hillin, archevêque de Trèves, et en 1166, dans une charte de Jean, abbé Saint-Hubert. Il mourut ou abdiqua, le 1^{er} février 1167. Selon la *Gallia christiana*, il vivait encore, mais n'était plus abbé, en 1169 (7).

(1) Ci-après, p. 25, le texte et la note.

(2) Ménolog., *ibidem*, p. 22.

(3) Sans doute en 1131. Ce fait repose sur la tradition. On conservait dans le trésor des reliques d'Orval le calice dont s'était servi saint Bernard.

(4) Le Ménologe Cisterc., *ibidem*, parle de quatre bulles d'Innocent II, en faveur d'Orval. Il attribue vraisemblablement à ce pape les trois bulles d'Innocent III.

(5) Voir de nombreuses transactions dans la charte de l'archevêque Hillin, p. 23.

(6) C'est ce que nous apprend un manuscrit intitulé : *Abrégé historique de la fondation de l'abbaye d'Orval*. Bibliothèque royale à Bruxelles, fonds van Hulthem, 540. Cependant la *Gallia christiana* le fait vivre jusqu'au 9 septembre de l'année suivante. T. XIII, col. 627.

(7) *Ibidem*. Une charte de cette année disait en parlant de lui, *quondam abbas*. Nous n'avons pas retrouvé cette pièce.

IV. ADAM I D'ONGWY est cité à la fin de la charte confirmative des biens d'Orval, par le comte de Chiny Louis III, au printemps de l'année 1174. Également à la fin de la charte suivante, même les de Henri le Grand, archevêque de Reims, en 1174, et de l'année 1175, par l'abbé II, archevêque de Trèves, en 1175. Il mourut le

1174 DE LUXEMBOURG est nommé dans plusieurs actes, bulle du pape Alexandre III (9 avril 1178), jusqu'à 1190, entre l'abbaye d'Orval et Dudon de Malandry (1). Il mourut le 30 avril 1192 (2).

LE LONGUION présidait à Huy, en 1192, à la réclusion de la chère Ivette, mère de Henri de Stenay, qui sera le comte abbé d'Orval (3). Il intervint dans deux donations faites à son abbaye : l'une en 1194, par Gormond de Dun, l'autre, en 1295, par dame Hadvige, femme de Lambert de Dampvillers (4). On ignore la date de sa mort.

VII. GÉRARD DE ROCHEFORT est cité en qualité d'abbé d'Orval dans deux chartes de l'année 1200, et dans une de l'année suivante (5). Il mourut peu après.

VIII. JEAN I D'ÉTALLE, d'après le manuscrit déjà cité de la Bibliothèque royale, était mentionné dans un acte de 1203. Il mourut cette même année.

IX. GAUTIER DE VIRTON était abbé d'Orval en 1203 (6), et encore en 1209, le 23 avril (7).

X. PIERRE DE LIÈGE, oncle d'Étienne de Esclarrun, châtelain de Hirceon (8), figure en qualité d'abbé dans un accord fait avec le comte de Chiny, au mois de juillet 1212 (9). Il n'est pas mort en 1214, ni même en 1224, puisqu'on le trouve encore, avec le titre

(1) Pages 70, 105.

(2) *Gallia christiana*, t. IX, col. 959.

(3) *Acta SS.*, t. II, *januar* p. 145. On y voit, p. 169, que cette réclusion eut lieu en 1192 et, p. 153, qu'elle fut présidée par un abbé d'Orval. Or dom Siegnitz, dernier abbé d'Orval, dans un manuscrit dont nous parlerons plus loin, dit que cet abbé était dom Remy de Longuion.

(4) Pages 124 et 125, charte d'un archidiacre et d'un archevêque de Trèves ; p. 135, charte de Gautier, sire d'Ivoix, et de sa femme, comtesse de Chiny.

(5) Ci-après, p. 180.

(6) Ci-après, p. 140.

(7) *Ibidem.*, p. 153.

(8) *Gallia christ.*, t. XIII. col. 628.

(9) Ci-après, p. 167.

d'abbé, en l'année 1225 (1) ; mais il avait un su
mois de février suivant.

XI. HENRI I DE STENAY. Les *Acta Sanctorum* suppo-
abbés du nom de Henri, l'un de *Stenay*, l'autre de
opinion ne paraît pas assez fondée (2). Henri était ab
au mois de février 1226 (3). Il est nommé avec ce même
2 janvier 1228 et le 5 mars suivant (4). Sa mère la bienh
Ivette de Huy, sur le point de mourir, lui avait conseillé
démètre de la charge d'abbé (février 1228). Au mois de juin
il est qualifié de *moine, ancien abbé* (5).

XII. JEAN II DE NEUFCHATEAU gouverna l'abbaye, depuis l'année
1228 jusqu'en 1242 et non jusqu'au 10 mars 1237, comme le disent
à tort plusieurs auteurs (6). Il mourut non loin de Paris et fut
inhumé dans l'abbaye cistercienne d'Ourscamp (7). Cet abbé reçut
le surnom de Père de la patrie (8).

XIII. JEAN III DE LAFERTÉ est cité dans diverses chartes, à
partir de l'année 1243, jusqu'au 22 mai 1256 (9). C'est sous lui que
le moine Gilles, dit d'Orval, acheva son Histoire des évêques de
Liège, vers la fin de l'année 1251, époque, dit-il, à laquelle il
dépôsa la plume (10). Gilles était prieur de l'abbaye, le 31 décembre
1244.

(1) *Ibidem*, p. 184.

(2) *Tom. II, januar., pag. 167, nota*. On ignore à la vérité pourquoi cet abbé est dit de
Stenay et non de *Huy*. Mais est-ce là une raison suffisante pour supposer qu'il y ait eu suc-
cessivement deux abbés nommés Henri ? Du reste son père pouvait être de *Stenay*, comme
sa mère était de *Huy*. Si cette famille avait été étrangère au comté de *Chiny* et à ses envi-
rons, comment les deux frères seraient-ils entrés en religion, l'un à *Orval*, l'autre à *Trois-*
Fontaines ?

(3) *Ci-après*, p. 186.

(4) *Ibidem*, pp. 195 et 196.

(5) *Ibidem*, p. 214.

(6) Bertels. *Historia luxemburg.*, p. 160 ; Bertholet, *Histoire du duché de Luxembourg*,
t. III, Preuves p. 2, Annales de la province de Luxembourg, Armorial d'Orval, t. V, p. 167 ;
Ms. de la Bibliothèque royale de Bruxelles, Abrégé historique de l'abbaye d'Orval.

(7) Renseignement fourni par le 25^e décret du chapitre général de l'ordre de Cîteaux,
tenu en l'année 1242. Ce décret a pour objet de réprimander le prieur de l'abbaye de Royau-
mont de ce qu'il avait manqué gravement au respect dû à la dépouille mortelle de l'abbé
d'Orval, décédé cette même année 1242. Il s'agit de l'abbé d'Orval et non de celui d'Ervau,
également dit en latin *Aureavallis* ; car alors cette dernière abbaye était habitée par des
chanoines réguliers de Saint-Augustin, chez qui le chapitre général des Cisterciens n'avait
rien à prescrire. On voit par le même décret que le coupable doit aller faire amende hono-
rable dans le monastère de l'abbé défunt et y être traité d'une manière déterminée. Voir
Martene et Durand, *Anecd.*, t. IV, col. 1379.

(8) Ms. du dernier abbé d'Orval. Archives de l'État, à Arlon.

(9) *Ci-après*, pp. 275 à 338.

(10) Chapeville, *Gesta, etc.*, t. II, p. 269.

XIV. HENRI II DE BOUILLON affranchissait, au mois de juillet 1258, le village de Gêrouville et trois autres localités voisines aujourd'hui détruites (1). Il mourut, disent les auteurs, au commencement de l'année suivante.

XV. JEAN III DE NAMUR mourut avant la fin de l'année 1260, et non, comme plusieurs le disent, en 1263.

XVI. GUY DE CHINY est, selon la *Gallia Christiana*, mentionné comme abbé dans une charte de 1260 (2). Au mois de janvier 1262, il prenait possession des biens acquis à Longuion (3). Il est présent à un acte du mois de juin 1267 ; il en rédige un le 31 décembre 1269 (4). On parle encore de l'abbé d'Orval dans les actes suivants, jusqu'au mois de mars 1271 ; mais dès le mois d'avril, on emploie seulement les expressions : *cil d'Orvaus*, *la maison d'Orvas*, jusqu'au mois de juin (5), puis, le même mois, revient la mention de l'abbé (6). Peut-être est-ce la date de la nomination de son successeur.

XVII. ADAM II. Il est choisi pour arbitre au mois de mai 1272 (7). Il est cité parmi les témoins dans une charte du mois de mars 1272 ou 1273 (8). Dom Siegnitz rapporte qu'il écrivit au roi de France pour réclamer sa protection en faveur de l'abbaye d'Orval. Le même abbé suppose qu'il gouvernait encore l'abbaye en 1277. La *Gallia christiana* invoque une charte du duc de Bar, datée du mois d'août 1280, pour prouver qu'il vivait encore à cette époque (9).

La *Gallia* intercale ici l'abbé Bauduin, qui aurait vécu en 1280. Il n'en est aucunement question ailleurs.

XVIII. NICOLAS I DE LUPIFONT. Il entra en charge, dit-on, en 1278. Les actes de cette époque parlent en général de l'abbé d'Orval sans jamais citer son nom. Il reste de celui-ci une charte originale, datée du 4 juillet 1288 (10). A partir du mois de décembre 1292, il est nommé plusieurs fois, jusqu'au 3 octobre 1299 (11). Il

(1) Ci-après, p. 314.

(2) Tome XIII, col. 626 ; charte non retrouvée

(3) Ci-après, p. 391.

(4) Ci-après, p. 447.

(5) *Ibidem*, pp. 454-457.

(6) *Ibidem*, p. 458.

(7) *Ibidem*, p. 467.

(8) *Ibidem*, p. 473.

(9) Tome XIII, *ibid.* Nous avons une charte du même duc et de la même date, p. 506 ; mais elle parle de l'abbé d'Orval, sans en dire le nom.

(10) Ci-après, p. 543.

(11) *Ibidem*, pp. 561-600.

mourut le surlendemain, du moins tous les auteurs marquent sa mort au 5 octobre 1299.

XIX. NICOLAS II DE TRÈVES, nommé simplement Nicolas dans les actes, mourut, dit-on, le 24 mars 1311.

XX. JEAN IV DE HUY est auteur de plusieurs chartes, datées de 1314 et de 1315 (1). Son épitaphe nous apprend qu'il était évêque *in partibus* d'une ancienne ville nommée *debratensis*, ailleurs *delmetensis* (2). D'après différents auteurs il mourut en 1317. C'est inexact : il était encore abbé d'Orval en 1325, 1326 et le 18 août 1327. Dans la charte du 1^{er} août 1326, il est dit Jean de Huy, abbé d'Orval (3).

XXI. JACQUES I DE MOUZON, d'après l'Armorial et le Nécrologe d'Orval, a gouverné l'abbaye jusqu'en 1325 (4). Il aurait donc succédé à Jean de Huy, en 1317, lors de la translation de celui-ci à Trois-Fontaines ; mais après sa mort, au plus tard en 1325, l'abbé Jean se serait démis pour revenir à Orval, où il est mort (5).

XXII. ROBERT DE PRENEY (6) était abbé le 3 juillet 1335, puisqu'il publia, ce jour même, une charte, datée de Pétange. Une autre charte qui n'a pas été transcrite dans le grand cartulaire d'Orval, faisait encore mention de lui, le 25 mai 1342. Il mourut le 15 ou le 18 février suivant, ou, selon Henriquez, le 18 février 1243, n. st.

XXIII. NICOLAS III est auteur d'une charte datée de 1350. Il est

(1) Ci-après, pages 636 et suivantes.

(2) Voici cette épitaphe, copiée à Orval par le P. Guillaume Wiltheim. Elle se trouvait dans la muraille du chœur, à gauche de l'autel : *Ad latus sinistrum altaris, in muro chori. HIC JACET FRATER JOHANNES DE HOTO, DEI ET APOSTOLICÆ SEDIS GRATIA EPISCOPUS DEBRATENSIS, ISTIUS MONASTERII ET DOMUS TRIUMFONTIUM....* La suite était illisible. *Ms. de la Bibliothèque royale de Bruxelles*, n° 6810. Le P. Bertholet a cette inscription au complet, mais peut-on s'y fier ? *HIC JACET etc. EPISCOPUS DELMETENSIS, ISTIUS MONASTERII ET POSTEA TRIUMFONTIUM ABBAS. OBIT ANNO DOMINI M° CCC° XVII° Hist. du duché de Luxemb.*, t. VI, p. 351. On m'écrit qu'il existait autrefois une ville dite *delmetensis* au centre de la Bosnie. Il n'en reste plus de traces. J'ai inutilement cherché *debratensis* dans Gams et ailleurs.

(3) A cette époque il n'était plus abbé de Trois-Fontaines, puisque, le 25 mai 1325, il fait lui-même intervenir Richard, abbé de ce monastère. Voir la note qui accompagne la charte du 1^{er} août 1326, page 659.

(4) *Annales archéol. de la prov. de Luxembourg*, tome V, pages 168 et 174.

(5) La *Gallia christiana* et bien des auteurs du siècle dernier placent, après Jacques de Mouzon, un abbé Jean de Chiny. Aucune trace de cet abbé ne se rencontre dans les écrits plus anciens. L'unique preuve que l'on donne de son existence est tellement faible qu'elle peut à peine étayer un léger doute. Voir page 659, note.

(6) Henriquez, dans son *Floscul. SS. ordinis cisterc.* (Lib. II, dist. 40, page 441 de l'édition de Cologne), lui donne le nom de Robert de Prouvy.

mentionné dans plusieurs autres et, pour la dernière fois, dans le testament de Colet de Puilly, le 16 novembre 1362.

XXIV. THIERRY III D'ANSART vivait encore le 9 décembre 1376, comme le prouve un acte de ce jour.

XXV. JEAN V DE METZ. C'est lui qui reçut à Orval le corps de Wenceslas, duc de Luxembourg et de Brabant. Il était mort ou avait abdicqué en 1385.

XXVI. JACQUES II DE BARANZY. Une charte du 1^{er} mai 1385 commence par ces mots : « Nous frères Jacques de Barencey, par la patience de Dieu, abbés d'Orval. »

Il figure dans beaucoup d'autres chartres, notamment le 27 juin 1401 et le 16 décembre 1402. La *Gallia christiana*, le manuscrit de dom Siegnitz et celui de la Bibliothèque royale citent un acte qui n'a pas été conservé et qui le mentionnait comme vivant encore le 19 mai 1413.

XXVII. NICOLAS IV D'ARLON. Il est nommé dans la lettre de protection, accordée à l'abbaye, en 1417, par l'empereur Sigismond, et dans une charte du 2 mars 1419. Il mourut, dit-on, le 25 septembre 1423 ou le 6 octobre suivant.

XXVIII. JEAN VI DE PROUVY. Le 3 mars 1419, alors qu'il n'était que simple moine, il se disait âgé d'environ soixante ans. Il est cité comme abbé, en 1425, dit la *Gallia*. Nous n'avons plus cet acte. On le rencontre en cette qualité, le 15 décembre 1430, le 15 mars 1435, et pour la dernière fois, le 15 juillet 1440. Henriquez dit qu'il vécut jusqu'en 1442.

XXIX. NICOLAS V DE BAYONVILLE. On le trouve dans un acte du 15 novembre 1444. Il mourut le 15 octobre 1453.

XXX. JEAN VII DE ROSSIGNOL. Il fut élu le 18 octobre 1453 et installé le même jour. Il vivait encore le 6 avril 1473 et même, d'après dom Siegnitz, la *Gallia* et le manuscrit de la Bibliothèque royale, le 22 août 1475. Il mourut l'année suivante.

XXXI. GODEFROID I D'ARENBERG. Ses armoiries étaient celles de la Marck, mais il aurait dû les barrer (1). Par un bref du 25 janvier 1477, nouveau style, le pape Sixte IV lui accorda, pour lui et ses successeurs, le droit de porter la mitre et la crosse. Il

(1) Voir sa généalogie dans les Mss. du roi d'armes Jacques le Fort, à Liège.

mourut, nous apprend son épitaphe, le 25 mai 1484 (1). Il fut aussi abbé commandataire de Val-Saint-Lambert, près de Liège, depuis environ 1478 jusqu'à sa mort.

XXXII. NICOLAS VI DE VILLERS est nommé dans un acte du 27 avril 1490, et dans un autre du 6 septembre 1498. On lisait sur sa tombe qu'il mourut en 1504, le 3 décembre.

XXXIII. BAUDUIN DE PRESSEUX prit part à beaucoup d'actes jusqu'au 22 novembre 1528. Il reçut, avant le 22 mars 1520 (v. st. ?), un coadjuteur, nommé dom Guddequin. Celui-ci apparaît pour la dernière fois le 20 mars 1529 (v. st.). L'abbé Bauduin mourut le 13 février 1530.

XXXIV. GODEFROID II DE PRESSEUX. Son élection du 14 février 1530 fut confirmée, le 3 mars suivant, par l'abbé de Trois-Fontaines. Il fut béni, le 23 du même mois, dans l'église des Célestins à Metz, par Conrard, suffragant du cardinal de Lorraine, évêque de Metz. Le 7 mars 1531, il fut installé à Orval, par l'abbé de Sainte-Marie de Chéri, commissaire de l'abbé de Trois-Fontaines. Il mourut le 1^{er} mai 1540.

XXXV. MATTHIAS DELVAULX, de Malmédy, mourut le 21 mars 1555. Bertels rapporte qu'il a composé, dans un style concis et lumineux, un traité sur le nombre, l'ordre et la vie des comtes de Chiny. Ce traité qui, au jugement du savant abbé d'Echternach, aurait suffi pour immortaliser le nom de son auteur, a sans doute péri dans l'incendie du mois d'août 1637.

XXXVI. LAMBERT I DE WAIGNÉE, élu le 23 mars 1555, nommé par l'empereur le 6 avril suivant. Il vient pour prendre possession, mais il est repoussé par les Français qui occupent l'abbaye. Il proteste et prend possession *de visu*. Les Français veulent mettre à sa place le fils du capitaine de Montmédy. Dom Lambert est élu de nouveau par les religieux le 16 mars 1556 et confirmé par le pape le 27 mai suivant. L'élection est renouvelée le 28 juin 1559. Il mourut le 25 mars 1563.

XXXVII. DOMINIQUE ROBIN DE STENAY prit possession de l'ab-

(1) Plusieurs le font vivre jusqu'en 1488. Ce doit être une erreur, puisqu'il est dit dans la liste des abbés du Val-Saint-Lambert que son prédécesseur dans cette abbaye lui survécut. Or celui-ci mourut en 1485. *Gallia christ.*, t. V, et Casp. Jongelini, *Notit. abbatiar.*, lib. IX, p. 46. Nous n'avons pas parlé jusqu'ici de la liste des abbés d'Orval insérée dans ce dernier ouvrage (*ibidem.*, p. 4), parce qu'il y a trop d'inexactitudes.

baye le 9 juin 1563 (1). Il mourut le 3 mars 1571, nouveau style. L'abbaye vauqua, après lui, pendant sept ans, à cause d'un projet d'évêché à Luxembourg.

XXXVIII. LAMBERT II DE VILLERS-DEVANT-ORVAL est élu en 1578. Il laissa surprendre sa signature par un personnage intrigant nommé Jean d'Angleure, prévôt des chanoines de Saint-Georges à Nancy et chancelier de Remiremont ; de sorte que, à son insu, l'abbé d'Orval se trouva démissionnaire et pourvu d'un successeur. C'était au commencement du mois de février 1586. Le conseil provincial et l'abbé de Clairvaux déjouèrent cette intrigue ; mais peu après on donna un coadjuteur à dom Lambert. Il mourut le 2 décembre 1588.

XXXIX. LAMBERT III DE HANSIMBOURG, déjà coadjuteur depuis le 12 juin 1586, lui succéda. Il naquit à Huy. Il mourut le 28 août ou le 28 septembre 1596.

XL. REMACLE CERFAY, dit de Saint-Hubert, était frère du prévôt d'Ivoix, nommé de Sapoigne. Il fut nommé par le roi catholique le 7 décembre 1596, et mourut le 5 janvier 1605.

XLI. BERNARD DE MONTGAILLARD, surnommé le Petit Feuillant. Il est le premier auteur de la réforme dite d'Orval, qui fut complétée plus tard par dom Charles de Bentzeradt. Religieux austère, prédicateur éminent, caractère actif et fortement trempé, il communiqua à l'abbaye une partie de sa réputation et de sa gloire. Il mourut le 8 juin 1628.

XLII. LAURENT MICHAELIS, de Laroche, cellérier de l'abbaye en 1618, coadjuteur en 1622, mis en possession le 9 juin 1628, meurt à Montmédy le 6 décembre 1638, cinq mois après l'incendie du monastère par les Français.

XLIII. HENRI III DE MEUGEN, né à Beaufort près d'Echternach, nommé par le roi, le 17 mai 1539, béni par le suffragant de Trèves, le 22 novembre suivant ; il abdiqua le 10 mars 1668 et mourut le 6 juin 1669.

XLIV. CHARLES DE BENTZERADT d'Echternach, né le 23 août 1635, coadjuteur en 1666, béni le 8 avril 1668 : il est le second auteur de la réforme dite d'Orval. Il fonda le prieuré de Conques, en 1694, et douze ans plus tard celui de Dusselthal près de Dus-

(1) La *Gallia* dit le 29 juin.

seldorf, lequel fut peu après érigé en abbaye. Il mourut le 12 juin 1707.

XLV. ÉTIENNE II HENRION, né à Malines en 1657, coadjuteur en 1703, abbé à la mort de son prédécesseur. Le jansénisme, qui s'était introduit dans l'abbaye sous son prédécesseur, s'y fortifia jusqu'à l'année 1725. On voulut trop tard en arrêter les progrès : douze religieux et trois frères s'enfuirent en Hollande. Dom Henrion mourut le 7 juin 1729.

XLVI. JEAN-MATHIEU MOMMERTS, né à Juliers en 1673, coadjuteur en 1726, inauguré le 28 août 1729, mort le 25 décembre 1742.

XLVII. ALBERT DE MEULDRE, né à Saint-Vaast, en 1704, coadjuteur le 21 septembre 1741, inauguré le 19 mars 1743, se démit de sa dignité en 1757 et mourut à Andenne, le 3 août 1766 ?

XLVIII. MENNE EFFLEUR, né à Dinant, le 5 février 1705, nommé par l'impératrice Marie-Thérèse le 24 août 1757, mort le 9 juin 1764.

XLIX. ÉTIENNE II SCHOLTUS, né à Bastogne, le 5 octobre 1721, nommé abbé le 12 novembre 1764, mort le 22 octobre 1787. L'abbaye vqua ensuite près d'un an.

L. BARTHÉLEMY LUCAS, né à Trèves, le 3 mars 1733. Sa mère était fille du comte de Brias. Il fut nommé par Joseph II, le 28 septembre 1788, et mourut le 7 janvier 1792, à l'âge de 59 ans (1). Pendant l'été suivant commencèrent les pillages de l'abbaye, suivis, un an après, de sa destruction.

LI. GABRIEL SIEGNITZ, né à Bastogne, le 12 juillet 1743, entré au noviciat le 8 septembre 1759, fait profession le 1^{er} novembre 1760, est ordonné prêtre le 2 octobre 1768, nommé abbé par l'empereur François II, le 25 décembre 1793, inauguré à Luxembourg, le 6 juillet 1794. Il vint à Conques pendant l'été de 1795 avec plusieurs pères et frères, et y vécut dans l'indigence. Le 20 décembre 1796, ils en furent tous chassés et se dispersèrent à jamais. Dom Gabriel, emprisonné le 16 novembre 1798, pour avoir refusé de faire le serment exigé par le Directoire, languit jusqu'au 12 janvier, puis fut élargi sous caution et mourut, chez M. Bock à Kokelscheuer, le 26 février 1799. Il fut enterré à Itzig (2). Voilà ce qu'écrivait

(1) Un placard imprimé pour annoncer sa mort porte qu'il est *le cinquantième abbé d'Orval*. On possédait donc alors à Orval une liste des abbés différente de celle des nécrologes et plus exacte.

(2) *Annales archéologiques de la province de Luxembourg*, t. V, p. 223.

M. l'abbé Welter, son compatriote et son ami. Cependant ni au cimetière, ni à la cure, ni à la mairie d'Itzig, il ne reste aucun souvenir du dernier abbé d'Orval. »

M. Jeantin, comme le P. Goffinet, donnent le résumé du pied-terrier d'Orval vers le milieu du XVIII^e siècle (1) ; mais il existe aux archives de l'Etat à Arlon, un état général des biens et revenus ainsi que des dettes, charges et dépenses de l'abbaye d'Orval dressé en conformité de l'Edit de S. M. du 4 janvier 1787.

C'est cet état que je vais reproduire pour bien fixer la situation vraie et marquer le grandiose développement de ce monastère qui a occupé une si grande place dans l'histoire du Luxembourg.

Abbaye de Notre-Dame d'Orval, Ordre de Cîteaux dans la province de Luxembourg, diocèse de Trèves.

ÉTAT GÉNÉRAL (2)

des biens et revenus, ainsi que des dettes, charges et dépenses de cette Abbaïe, dressé sur les cartulaires, titres, comptes et autres renseignements d'après les directions qui ont été données à ce sujet, et pour autant qu'il était possible, en conformité de l'édit de Sa M^{té} du 4 janvier 1787, pour être présenté au cons. du conseil roïal du gouvernement, Bruno, Joseph-Sanchez De Aguilar, et au Reverd^{me} Gabriel Simon, abbé de l'Abbaye de Boneffe, commissaires députés par Son Excellence le comte de Trautmansdorff, ministre plénipotentiaire de S. M^{té} l'Empereur et Roi pour le gouvernement général des Pays-Bas, par commission expédiée sous la date du 19 novembre

(1) Le pied-terrier dont parle M. Jeantin était en la possession de la famille Lefort de Villers-d'Orval, qui l'abandonna à M. le B^{on} de Loën d'Enschede alors propriétaire du Domaine d'Orval, bourgmestre et sénateur.

D'après M. le D^r Jacques qui a eu ce manuscrit en main, à la 1^{re} page on lisait : « *Qui terre a, guerre a ; qui n'a, pis a.* » Il y avait aussi un brocart latin que M. Jacques ne pourrait citer de mémoire, mais qui se trouve transcrit dans les *Errants de Nuit*, de Paul Féval. Le sens était celui-ci : « *En insérant dans leurs actes des clauses ambiguës, les notaires pondent des œufs que le génie de la chicane fait éclore sous l'aile des avocats.* »

Qu'est devenu ce manuscrit après le départ de M. de Loën ?

(2) Le présent état a été formé sous les yeux des commissaires, successivement examiné et coulé et finalement arrêté sous la date à énoncer ci-dessus.

Vu par les commissaires le présent état, ainsi que les cartulaires, registres, baux et autres actes ainsi que les états précédents des années 1757 et 1764.

1787, à l'intervention du secrétaire du gouvernement le baron de Lederer, et de l'official de la chambre des comptes de Sa de Majesté N. Joly dénommés par la même commission.

Observations. Les biens fonds sont rapportés dans le présent état suivant les mesures usitées dans les lieux de leur situation respective, et les revenus en nature ont été évalués et rapportés en argent au cours de Luxembourg.

Biens Seigneuriaux

defructués par l'abbaye et faisant partie de la seigneurie d'Orval.

N° 1. L'Eglise, cloîtres, bâtiments, cours et basses cours, jardins et vergers, moulins, brasseries et autres usines pour l'usage de l'abbaye, contiennent ensemble depuis que l'on y a incorporé quelques étangs et quelques parties de bois derrière la maison, à l'occasion de la construction de la nouvelle église et autres bâtiments 29 arpens de 100 verges de 22 pieds de France, ou 24 de St-Lambert, dont environ le tiers est réduit et cultivé en jardinage, destiné uniquement pour la consommation de la maison et qui considéré comme rapportant le double de produit d'un terrain appliqué au labourage forme ici un produit de. fr. 73.. 14. »

Basse cour.

N° 2. L'Abbaye defructue en terres labourables 176 journaux mesure cadastrale de 160 verges de 16 pieds de St-Lambert, et dont le rendage est porté ici, d'après la vérification qui en a été faite sur les registres mêmes par année commune de 10 à 490 quartels de seigle, et à 420 quartels d'orge, 910 quartels ensemble, mesure de Carignan, l'orge et le seigle estimés à 33 sols 6 deniers par quartel, fait un produit annuel de fr. 1524.. 5.. »
et étant considéré comme loué au 1/3 du rendage, ainsi qu'il est d'usage de louer les terres dans ces cantons, réduit ce produit à la somme de. . . fr. 508.. 1.. 8
et en y ajoutant le produit de la dîme calculé au 15^e de la totalité du rendage faisant fr. 401.. 12.. 4

Le revenu net de la défructuation de la basse cour d'Orval, serait supputé après déduction de toute espèce de charges et dépenses, y compris même les charges publiques et extraordinaires, à la somme de fr. 609.. 14.. »

N° 3. En prairies tant pour ce qui dépend de la basse cour, que de ce qui est situé sur le ban de Villers-devant-Orval, environ 199 journaux rapportant année commune et sur le pied de l'estimation qui en a été faite au cadastre, n'ayant pu l'évaluer autrement à raison que le foin en provenant, est consommé dans l'abbaye même à la somme de fr. 1287.. 13.. »

N° 4. En Etangs 45 journaux, 28 verges estimés de même comme au cadastre à la somme de fr. 129.. 18.. »

N° 5. Les terres incultes consistant en 33 journaux, 10 verges ne produisant aucun revenu ici Mémoire.

Usines.

N° 6. L'abbaye possède et exploite à son profit d'Orval, consistant en un fourneau et une forge et demie, une fenderie et une platinerie, avec étangs, moulin, scierie, maison du Directeur et autres bâtimens ordinaires à une usine complete, mais l'exploitation de cette usine étant combinée avec celle du fourneau lui appartenant à Villansy, en Lorraine, on est obligé d'en rapporter ici le produit en un seul article : ce qui se fera dans un article particulier relatif à l'exploitation et au produit commun de ces deux usines réuni, se monte à la somme de fr. 16071..18.. 2

N° 7. Une maison avec deux petits jardins situés sous la même seigneurie et a portée de l'abbaye occupée gratuitement et sans bail par le procureur Mothet, vu qu'il ne se présente personne qui voudroit paier le loyer de cette maison. Mémoire.

N° 8. La d^e seigneurie d'Orval consistant en haute moïenne et basse justice, avec droit d'y établir officier, échevins et greffier ne s'étendant que sur les biens mêmes de l'abbaye, elle n'en retire aucun profit, non plus que de la chasse et de la pêche y attaché ici Néant.

Observation. Tous les biens rapportés ci-dessus font partie de la fondation primitive de cette abbaye, par Othon, comte de Chiny l'an 1124, mais dont les religieux de l'ordre de Citeaux ne sont entrés en possession que le 9 mars 1131, la confirmation ou nouvelle concession de la haute moïenne et basse justice sous Orval et dépendances, aiant au surplus été accordé par Philippe III. L'an 1622.

Bled.

N° 9. Une ferme, consistant en une maison etc. avec un jardin de 86 verges, 52 journaux, 34 verges de terres et 6 journaux, 73 verges de prés, loués par bail du 25 mars 1779 pour le terme de 3, 6 ou 9 ans, à Jean Watrin, au prix de 67.. 4.. » sols, deux chapons et un louis une fois pour vin de marché faisant ensemble ci fr. 69..14.. »

et après déduction des grosses réparations etc. supportées années commune à. fr. 4.. ».. »

Reste net. . . . fr. 65..14.. »

ces biens sont de roture et d'acquisition particulière.

Bièvre en Ardenne.

N° 10. 3/4^{mes} dans la grosse dime et 1/4 dans la menue, le droit de terrage, ainsi que les droits seigneuriaux sur le ban de Mouzon mais dont l'abbaye ne retire aucun profit de ces derniers, loués par bail du 16 d'août 1785 à N. Duterme et N. Renaud, pour une somme de 234^l de france faisant la somme de fr. 142.. 8.. » et après déduction des frais pour la restauration et l'entretien de l'église, et de la maison Pastorale pour la part de l'abbaye fr. 17.. ».. »

Reste net. . . . fr. 125.. 2.. »

Cette dime vient d'un échange fait en 1618 avec l'abbaye de Mouzon, contre la ferme de Brevilly.

Bulles (les :) de la paroisse de Jamoigne.

N° 11. 2/3 des grosses dimes, la moitié de celles dites la Chapelle et les dimes noales : ont été relaissées par bail du 18 mars 1786, pour un terme de 9 années à N. Goffinet et consors, au rendage d'un quartel de froment à 57 sols de 96 de mèteil à 43 sols et de 192 d'avoine à 18 sols le tout mesure de Carignan faisant ensemble une somme de fr. 382.. 1.. »

Cette dime ainsi que la suivante est d'ancienne fondation.

N° 12. La menue dime louée par reconduction tacite sur ancien bail, à J. F. Duhattois pour fr. 12.. ».. »

Ensemble. . . fr. 394.. 1.. »

A déduire ici 1°. L'Entretien et la restauration de l'église et de la maison Pastorale de la paroisse de Jamoigne et qui sont entièrement à charge de l'abbaye, qui y perçoit seule toute la dime ecclésiastique non réservée aux curés et qui loue la dime de Jamoigne même conjointement avec celles des Bulles, Prouvy, Romponcel et Valent-sart, la de charge se montant en tout à fr. 114 : 2° la compétence du curé se montant à 100 Quartels de seigle, et autant d'avoine fait fr. 257..10sols

3° La compétence du vicaire de Jamoigne à 36. Quartels de seigle et autant d'avoine, fait fr. 92..14.. »

4° Au marguillier 48 quartels d'avoine fait fr. 43.. 4.. »

5° pour pain, vin, luminaire, ornemens etc : fait fr. 30.. 2.. 3

Ensemble toutes déductions faites font une somme de . . . fr. 937..10.. 3
qui repartis sur les quatres villages sus dits, fait en déduction des dimes des bulles, ci. fr. 121..10.. »

Reste net. . . fr. 272..11.. »

Charmois.

N° 13. La dime grosse menue et novale, louée à la veuve Marechal, par reconduction tacite sur ancien bail pour la somme de fr. 25.. 4.. »
cette dime est d'ancienne fondation.

Ebly.

N° 14. Le 1/3 de la dime grosse et novale louée par bail du 22 mars 1786 pour 9 années à Guillaume Pierre, à charge de paier les tailles et acquitter les autres charges inhérentes pour fr. 92..19.. »

et après déduction des frais de la restauration et de l'entretien de l'église et de la maison Pastorale évalués à fr. 17.. ».. »

Reste net. . . fr. 75..19.. »

Faing

sera renseigné avec les dimes de Romponcel.

Frenois lez Jamoigne

sera de même renseigné avec les dimes partie de Romponcel et partie avec Termes et Frenois.

Gennevaux.

N° 15. Un moulin avec scierie et jardin arrenté à perpétuité à P. Julien, suivant acte de renouvellement et de dénomination du 10 octobre 1784 au prix annuel de 30 Ecus de navare faisant fr. 84.. ».. »

Ancienne donation, l'arrentement est de 1735 le 2 mars.

N° 16. It. la haute moïenne et basse justice sur la partie ci-dessus acquise de S. M^{te} en 1632, n'étant d'aucun rapport Mémoire.

Grandcourt et Ruette la petite.

N° 17. Une ferme consistant en une maison, grange, écurie, jardins ou chenevière avec 100 journaux $\frac{3}{4}$ de terres labourables, 17 $\frac{1}{2}$ fauchées de prés de la mesure de 80 verges, louée par reconduction tacite sur bail du 4 février 1772, à Jean-Henri Le Roy pour 65 quartels de froment mesure de Virton à 49^s 9^d et 64 quartels d'avoine à 16^s 3^d et 2^d de cire à 18^s chaque, 2 chapons à 9^s et pour vins de marché une fois sur 9 ans 30 Ecus de navare, et les francs vins fr. 3.10^s faisant ensemble la somme de fr. 224..11.. »
ci. fr. 224..11.. »

Biens de roture par acquisition et pour lesquels on paie tous les 40 ans le 20^e denier pour droits de solts et vente.

Gérouville.

SEIGNEURIE FONCIÈRE.

N° 18. Consistant en 44 journaux 30 verges de terres labourables, 6 fauchées et 20 verges, une chenuevière sans la maison, grange etc., loué par bail renouvelé le 20 avril 1780 à Jean-Baptiste le Comte pour 46 quartels de seigle, une livre de cire, un chapon, et fr. 12.12 sols pour vins de marché, une fois sur 9 ans, faisant ensemble la somme de fr. 79..16.. »

N° 19. It. une prairie d'une fauchée et demie, louée au même pour fr. 9.. ».. »

N° 20. It. un jour et demi de terres et une chenuevière à Pierre Rondeux par reconduction tacite sur bail de l'an 1771 pour fr. 3..12.. »

Ensemble. fr. 92.. 8.. »

Ces biens sont de roture acquis en différentes parties et en différents tems.

Biens Seigneuriaux

d'ancienne fondation.

N° 21. La moitié d'un four banal, par bail renouvelé tacitement à N. Le Comte et S. Rondeux, au prix annuel de fr. 26.. 8.. »
desquels venant à déduire les grosses réparations évaluées annuelle-
ment à fr. 4.. ».. »
Reste net. fr. 22.. 8.. »

N° 22. I^e les 2/3 de la dime grosse et novale, avec le droit de terrage que l'abbaye leve par elle même rapportant année commune de 10. » 77 quartels de méteil 121 de seigle 89 d'avoine et 75 1/2 d'orge, estimés ensemble à la somme
de fr. 573.. 19. »
la paille restant au décimateur pour frais de perception, chariage etc.

N° 23. La même dime louée à N. Rondeux, par reconduction tacite sur bail de 1771.
à fr. 32.. 8.. »
Ensemble. . . fr. 606.. 7.. »

et après déduction de fr. 60 pour la restauration et de l'entretien de l'église et de la maison Pastorale, qui sont fort spacieux, et de fr. 13. pour le pain, vin lumineux ornement etc. et pour suppléer au défaut de la fabrique ensemble fr. 73.. » . »
Reste net. . . fr. 533.. 7.. »

N° 24. Les rentes en grains que l'abbaye perçoit elle même, consistant en 24 quartels de seigle et autant d'avoine, et 2 Chapons faisant ensemble . fr. 62.. 14.. »
Ces rentes sont d'ancienne et en partie de nouvelle acquisition.

N° 25. Les droits seigneuriaux au même village rendent annuellement fr. 7.. 4 .. »
Il sont d'ancienne fondation.

Hayon lez Florenville.

Seigneurie, haute justice possédée par engagère de Sa Majesté en 1632.

N° 26. Il a existé une cense avec jardin et chenivière, mais maintenant la cense étant démolie, il ne reste que 59 jours de terres labourables et 11 journaux de prés, loués par reconduction tacite, sur bail du 22 avril 1776, à N. Jacob au rendage de 21 quartels de seigle 36 quartels d'avoine, 2 chapons et vins de marché évalués à
fr. 5. 5^s par an
Ensemble. . . fr. 72.. 16.. 6 »

dans cette partie sont compris 37 jours de terres et 7 fauchées de prés d'ancienne fondation et de biens seigneuriaux, le reste est d'acquisition particulière et bien de roture.

N° 27. La seigneurie et haute justice sur cette 1^{re} partie acquise comme ci-dessus n'étant d'aucun rapport, ici Mémoire.

Hayons Noirdinchamp.

N° 28. Consistant en une maison, grange, écurie, jardin et verger de 154 1/2 verges, 3 journaux 113 1/2 verges de prairie 56 journaux 126 verges terres labourables, et 43 jours 80 1/2 verges terres sables, loué par reconduction tacite sur bail du 21 janvier 1777, à Jean Lambinet pour 121 quartels de seigle et 12 mesures de sarazin, mesure de Mont Medy et 21 de cire et fr. 3. 2. » sols en argent pour franc vin, le seigle à 30 sols et le sarazin au même prix fait ensemble la somme de . fr. 204.. 18. »
et après déduction des grosses réparations de la ferme supputées annuellement à fr. 18.. » . »
Reste net. . . fr. 186.. 18.. »
sont les biens d'ancienne fondation et fiefs.

N° 29. Il est compris dans le même bail et rendage une partie de 11 journaux de terres satables située sur le ban de Somphthon contiguë à la cense susdite aussi d'ancienne fondation et de roture Mémoire.

N° 30. It la haute seigneurie et justice sur ces mêmes terres et les bois et plantes en dépendans acquise de Sa Majesté en 1632, ne produisant aucun revenu, ici Mémoire.

Herbeumont.

N° 31. L'abbaye a une ardoisière dans la foret d'Herbeumont, dont le bénéfice s'absorbe, pour ainsi dire par les frais de l'exploitation et le paiement du cens d'un chapon par an, sauf qu'elle y tire à meilleur compte les ardoises nécessaires pour les batimens ce qui sera considéré et déduit dans l'évaluation des frais de leur entretien, ici Mémoire.

Cette ardoisière est d'ancienne fondation.

Icourt.

fief amorti pendant le 14^{me} siècle.

N° 32. Consistant en une maison grange, écurie, jardin, chenevière, verger et aisances, avec 105 jours de terres et 18 fauchées de prés, loué par bail du 26 mars 1782, à Pierre Merville au prix de 63 ecus de navare, 2^e de cire, 2 chapons pour francs vins, et deux louis une fois pour vin de marché sur 9 ans, ensemble la somme de fr. 184..15.. »
et après déduction des 21.. » grosses réparations etc. :

Reste net. . . . fr. 163..15.. »

N° 33. It la haute justice sur les fonds ci-dessus acquise en engagère de Sa Majesté en 1632, n'étant d'aucun rapport, ici Mémoire acquisition ancienne.

La Soye.

N° 34. Une rente seigneuriale pour la fontaine descendant du ban de Lux. territoire de Gérrouville sur les forges de la Soye possédées présentement par le S. de la Ramée, rapportant fr. 9.. ».. »
d'ancienne fondation.

Lymes.

N° 35. Ce village est composé de terrains appartenant tout d'ancienne fondation à l'abbaye qui en tenoit la juridiction foncière, et en a acquis la haute justice de Sa Majesté en 1571. Il lui reste dans cette terre les revenus suivans :

La haute justice étant plutôt onéreuse que profitable, puisque les amendes ne rapportent tout au plus que fr. 2 par année commune, ici. Mémoire.

N° 36. Une cense nommée Malaputte, et portée dans les États précédens sous cette dénomination consiste en une maison qu'on n'a plus envie d'entretenir ; en 68 journaux

125 1/2 verges de terres labourables, 14 journaux 22 verges sartables, 27 journaux 98 verges prairies, étangs, 13 journaux 5 1/2 verges, et en terres d'arrentements, 153 journaux 90 verges et 1/4.

N° 37. It. Un autre étang maintenant depeché, et dont l'abbaye n'a pas la propriété, mais servant uniquement de servitude pour passage d'eau, portant 4 journaux 111 verges ici Mémoire.

Le fermier Jean Brel rend pour 1/3 du produit 35 quartels de seigle et 9 quartels d'avoine, mesure de Carignan par année commune de 9. le seigle à 33 sols 6 deniers, et l'avoine à 18 sols fait fr. 66..14.6 »

N° 38. Les arrentemens de la partie dite Briga compris ci-dessus, rendant 28 quartels de seigle et 28 d'avoine, mesure de Montmédy, le seigle à 30 sols et l'avoine à 18 sols fait fr. 67.. 4.. »

N. B. Les possesseurs des arrentements prétendent d'en déduire les charges publiques qui se montent à fr. 13.. ... »

Reste net. . . . fr. 54.. 4.. »

Soit mémoire que les arrentements antérieurs aiant été repris font actuellement partie des bois etc :

N° 39. It. En droits seigneuriaux par chaque ménage et autres cens et menues rentes ci. fr. 19..10.. »

N° 40. Un moulin banal avec scierie et batimens en dépendant, loué par bail du 19 avril 1784 à Jean Nicolas au prix de. fr. 303..12.. »

et après déduction des grosses reparations de fr. 45.. ».. »

Reste net. . . . fr. 258..12.. »

N° 41. Il se trouve encore compris dans le mesurage et la carte figurative des biens de Lymes, les 27 journaux de prairies rappelés ci dessus, que l'on loue selon affirmation fr. 28..16.. »

Vu que ce sont des fanges et mauvais terrains, étant à observer que quant à la juridiction, on prétend qu'ils font plutôt partie de la justice d'Orval que de celle de Lymes ci. fr. 28..16.. »

N° 42. It. La moitié de la dime grosse menue et novale, partie sur Lymes et partie sur la france à l'endroit nommé fagny louées ensemble à J. F. Depargne par bail du 31 décembre 1785 pour la somme de fr. 21. ici pour ce qui est de la province de Luxembourg fr. 10..10.. »

N. B. On devrait deduire ici la compétence du curé qui est de f. 90. par an, mais comme elle surpasse de beaucoup le produit de la dime, on renseignera ci après cette compétence à l'article des charges de l'abbaye Mémoire.

Lottert.

N° 43. Une ferme consistant en maison, étang, grange, écuries, jardins avec 89 jours de terres 36 1/2 fauchées de prés, donnés en arrentement perpétuel, par acte du 31 août 1753 devt Duhattoy N° à Hubert Evrard pour la somme de . fr. 140.. ... »

Mais comme il y a une grande partie de cet arrentement qui sera retiré, sans que l'on en sache encore la consistance, le revenu sera diminué à proportion, lorsque la

sentence a porter par le conseil, sera rendue, et au cas que la maison vienne à perdre le procès.

Ces biens sont d'acquisition nouvelle.

Luxembourg.

N° 44. Un refuge situé dans la ville de Luxembourg, dont l'abbaye réserve une partie à son usage le reste étant loué à M^r Deseyl pour une somme de 60 ecus faisant 168 fl. outre l'obligation de nourrir l'abbé et les religieux qui l'accompagnent, ainsi que leurs domestiques et les personnes qu'il trouve à propos d'inviter, pendant le séjour qu'il est dans le cas de faire à Luxembourg, tellement que l'estimation de cette obligation fait partie du loier, sur lequel on doit déduire encore les grosses réparations qui ne sont point à charge de locataire, et que l'on évalue par année commune à fr. 100.. ... »

Reste net. . . . fr. 68.. ... »

Bien, de nouvelle acquisition.

Meix.

N° 45. Les 2/3 dans la grosse et menue dime et le 1/3 dans les novales, loués à N. Lambinet, fermier du Hayon, par reconduction tacite sur ancien bail, pour la somme de 80 ecus de navare faisant fr. 224.. ... »
dont à déduire 4 muids de seigle mesure de Virton à paier aux dames de Claire fontaine, le quartel à 30 sols fait fr. 72... .. »

Reste net. . . . fr. 152.. ... »

et après déduction de f. 63 d'une part pour l'entretien et la restauration de l'église et de la maison Pastorale, et de f. 28.. 16^s. pour pain, vin lumineaire ornement etc. et ensemble. fr. 91..16.. ... »

Reste net. . . . fr. 60..4... »

N° 46. It. 5 jours et 4 verges de terres sartables, loués par reconduction tacite sur bail de l'an 1749 au profit de Noel Jacqmain sur le pied de f. 6 par an, à déduire la 3^{me} année pour année de versaine, reste par année commune. . . fr. 4... ... »

Ces biens sont d'ancienne fondation.

Menil.

N° 47. La moitié de la dime grosse, menue et novale, relaissée pour 9 années consécutives à f. Hincq, par convention affirmée par le sous celleries pour 8 quartels de seigle et autant d'avoine, mesure de Carignan faisant ci . . . fr. 20..12.. ... »

Moyen.

N° 48. La grosse dime tant ancienne que novale relaissée par bail du 31 mars 1786 pour 9 années à Henri Goffinet, à raison de 16 muids, un tiers en mêteil et seigle et les

2/3 restant en avoine mesure de Carignan faisant 32 quartels meteils à 43 sols 32 de seigle à 33 sols et 128 d'avoine à 18^s.

It. pour vins de marché 10 louis une fois, fait pour chaque année fr. 16, et ensemble la somme de fr. 237..12.. »

N° 49. It. la menue dîme au même endroit louée à H. J. Villers par bail du 9 décembre 1780 pour fr. 15.. ».. »

Ensemble. . . . fr. 252..12.. »

Ces dîmes sont de donation ancienne.

Mussy.

N° 50. La moitié du terrage sur un terrain nommé la grande Cheverreulle louée par reconduction tacite sur ancien bail, au prix de fr. 2..16.. »

Acquisition nouvelle.

Neufchâteau.

N° 51. Une rente perpétuelle sur le moulin de Neufchâteau de 24 francharts de seigle mesure de Virton, évalués en argent à fr. 38..8 s. laissée à J. Weberg par bail du 22 novembre 1784.

Cette rente est chargée de l'entretien de deux lampes devant le S. Sacrement, dans l'église de l'abbaye d'Orval, et vû que la dépense de ces lampes mêmes et de la lumière à y entretenir absorbe cette somme, se porte ici pour Mémoire.

Cette rente est d'ancienne fondation.

Pin et Isel.

N° 52. La moitié de la grosse dîme, et toute la dime novale, louée par bail du 15 janv. 1781 pour 9 ans, à Othon Durand et consors, pour 24 muids, moitié seigle et moitié avoine, mesure de Carignan et un quartel de froment, 2^e de cire, un sol par quartel pour francs vins, et un louis pour vin de marché le seigle à 33 sols. 6 D. l'avoine à 18 sols, et le froment à 57 sols faisant ensemble. . . . fr. 391.. 6.. »

N° 53. It. Sur l'autre moitié des grosses dîmes un preciput de 12 francharts ou quartels de seigle pareille mesure fais^t fr. 20.. 2.. »

N° 54. It. la moitié des menues dîmes louée par bail du 31 mars 1786, à N. Goffinet pour 9 années consécutives au prix de fr. 37 et une fois 3 louis fais^t par année commune fr. 4..16^s et ensemble fr. 41..16.. »

Total. . . . fr. 453.. ».. »

et après déduction des frais d'entretien et de réparation de l'Église et de la maison Pastorale, évalués à fr. 31 par année commune et de la compétence du Curé fixée à 36 quartels de seigle et 72 d'avoine fais^t fr. 125..2sols et ensemble ci fr. 156.. 2.. »

Reste net. . . . fr. 297.. 2.. »

N° 55. It. appartient à l'abbaye la nomination du vicariat et de la marguillière au même endroit, ce droit ne produisant rien, non plus que la maison occupée par le 1^{er} vicaire et appartenante à l'abbaye ici Mémoire.

Ces biens sont de fondation ancienne.

Poncel.

N° 56. Une rente sur le moulin de ce lieu, rapportant selon le registre 2 muids de seigle, mesure de Virton, qui à raison de 30 sols le quartel fait ci. . . 36.. ».. »
 Cette rente est d'ancienne fondation.

Prouvy, paroisse de Jamoigne.

N° 57. Une cense consistant en un enclos, deux chennevières, 64 jours 15 verges de terres labourables, 13 fauchées, 10 verges de prés, ci-devant occupée par N. Courtois et N. Coustier, quelques jours de terres et quelques jours de prés, ci-devant occupés par N. Prothin, 11 jours et 29 verges de terres, la moitié de deux jardins et d'un pré, et finalement un pré nommé le pré de vaches ; toutes ces parties ensemble louées présentement à J. Rogier et J. Goffinet avec charge d'en produire à leurs frais un nouveau pied terrier avec tenants et aboutissants par bail du 7 mai 1782 pour 51 quartels de seigle et 50 d'avoine, mesure de Carignan et un sol par quartel pour francs vins, faisant ensemble la somme de. 168.. 1.. »

N° 58. It. la grosse dime et terrage louée au même par le même bail pour 13 quartels de méteil, 55 quartels de seigle, 3 quartels de pois, 12 quartels d'orge, 62 d'avoine, et un sol par quartel pour francs vins, le tout mesure de Carignan comme les précédents, faisant ensemble la somme de ci. fr. 265.. 4.. 6

N° 59. It. la menue dime louée par bail du 17 novembre 1783 à N. Henry au prix de 3 ecus de navare annuellement. fr. 8.. 8.. »

Total. . . . fr. 273.. 12.. 6

et après déduction des frais d'entretien et de réparation de l'église et de la maison Pastorale de Jamoigne, ensemble la compétence du curé, celle du vicaire et le traitement du marguillier et les frais de l'entretien des ornemens, pain, vin lumineux, etc., le tout selon ce qui est spécifié art. des Bulles fol. (4) vient ici pour la quote part de ces dimes dans les susdites charges ci. fr. 67.. 15.. »

Reste net. . . . fr. 205.. 17.. 6

Ces biens sont d'ancienne fondation sauf quelques parties de nouvelle acquisition.

Rond Buisson.

N° 60. Un moulin banal avec un jardin, 2 étangs, une chennevière et une partie de pré moitié sur france, loué par bail du 20 janvier 1782 à Lambert Collard, au prix annuel de fr. 91.. 17.. 9 faisant la somme de fr. 91.. 17.. 9
 vient à déduire les charges inhérentes qui consistent en une demie chopine de vin et 14^l qui se paient aujourd'hui sur le pied de 7^l 10 sols de france ci fr. 4.. 15.. »

It. les grosses réparations évaluées à fr. 15.. ».. »

en tout. . . . fr. 19.. 15.. »

Reste net. . . . fr. 72.. 2.. 9

Ce moulin est d'acquisition particulière.

Rond Poncel, paroisse de Jamoigne.

N° 61. La dime tant ancienne que novale, avec celle de Faing et de Jamoigne pour autant qu'on y cultiveroit des fruits décimables dans les parties de la forêt, sont recueillies maintenant par l'abbaye et rapportant année commune de 7.36 quartels de méteil, 93 de seigle, 95 d'orge, 121 d'avoine et 35 de pommes de terres, le tout évalués à la somme de. fr. 513.. 9.. »

Les frais de perception se retrouvant sur le bénéfice de la paille, il n'écheoit point de déduction ni d'augmentation de ce chef.

N° 62. It. la menue dime aux mêmes endroits ci-dessus, se loue selon le registre au prix de fr. 4..16.. »

Ensemble. . . . fr. 518.. 5.. »

et après déduction des frais d'entretien et de réparation de l'Eglise et de la maison Pastorale de la paroisse de Jamoigne, ensemble la compétence du Curé fr. 518.. 5.. »

celle du vicaire, le traitement du Marguillier et les frais de l'entretien des ornemens, pain, vin, luminaire etc., le tout selon ce qui est spécifié Art^e des Bulles 1^{re} (4:) vient ici pour la quote part de ces dimes, dans les susdites charges, la somme de ci. fr. 159..13.. »

Reste net. . . . fr. 358..12.. »

Ces dimes sont d'ancienne fondation.

Rossignol.

N° 63. Un préciput de 12 muids d'avoine sur les dimes et terrages faisant 144 quartels mesure de Virton à 18 sols, faisant la somme de. fr. 127..12.. »

Aucune fondation.

Rouvroy.

N° 64. 1/12^e de la grosse dime louée par bail du 10 février 1780 à N. Jacques pour 3, 6 ou 9 ans, au prix de 13 1/2 quartels de seigle mesure de Virton à 30 sols, 13 1/2 quartels de froment à 51 sols et 27 quartels d'avoine à 18 sols même mesure, faisant ensemble après déduction de fr. 5 pour l'entretien de l'église la somme de fr. 73..19.. 6

Cette dime est d'ancienne fondation.

St-Léger.

N° 65. Le 1/3 de la grosse dime tant ancienne que novale, aussi bien que dans la menue dime le 1/4 dans le grand terrage à raison de la 14^{me} gerbe, loués par bail du 14 mars 1786 pour 9 années à Henri Le Peucque, au prix de 109 quartels de seigle et 108 quartels d'avoine mesure de Virton 2^e de cire et un sol par quartel pour franc vin, fait ensemble la somme de fr. 273.. 6.. »

et après déduction des frais d'entretien et de réparation de l'église et de la maison

Pastorale évalués à 59 fl. 10 s. par année commune, et fl. 87 10 s. pour les ornemens, pain, vin, luminaire etc : ensemble la somme de. fr. 147.. ».. »
 Reste net. fr. 126.. 6.. »

Les dimes sont d'aucune donation.

N. B. le fermier est chargé en outre de transporter à l'abbaye les grains mentionnés.

N° 66. It. un arrentement perpetuel de différens terrains et bois, à la communauté de St-Léger, à raison de 5 muids et un quartel d'avoine mesure de Virton faisant fr. 54..18.. »

N° 67. La moitié du moulin banal de St-Léger, d'ancienne fondation et 3/16^{mes} d'acquisition particulière ensemble 11/16^{mes} rendu à F. Musquin, pour 6 ou 12 ans, par bail du 17 juillet 1779, au prix annuel de fr. 252.. ».. »
 dont vient à déduire les grosses réparations pour lesquelles la communauté de St-Léger est obligée de fournir les bois, évaluées année commune à fr. 16.. ».. »
 Reste net. fr. 236.. ».. »

St-Mard.

N° 68. Un jardin, 11 jours 75 verges de terres, et quelques prés loués à F. Siméon, par reconduction tacite sur ancien bail, au prix annuel de fr. 42.. ».. »

N. B. le résidu des biens à St-Mard a été revendiqué par les représentants des anciens propriétaires.

Ces terrains sont d'acquisitions nouvelle.

Termes et Frenois.

N° 69. 1/5 dans la grosse dime et le terrage, et toute la dime novale, loués par bail du 23 mars 1786 pour 9 années à Vincent Rion au prix de 7 1/2 muids de grains moitié meteil et moitié avoine, et un quartel de meteil mesure de Carignan 2^e de cire et un sol par quartel pour franc vin, et pour vin de marché fr. 28..16s. »
 une fois sur 9 ans, faisant la somme de fr. 144.. 8.. »

N° 70. It. La menue dime louée à N. Fayon, par bail du 4 avril 1786 p^r 9 ans au prix de fr. 10.. ».. »
 Ensemble. fr. 154.. 8.. »

Sont d'ancienne fondation.

Tintigny.

N° 71. Une rente de deux chapons qui l'acquitte, selon le registre moïement 24 sols. ci. fr. 1.. 4.. »

N° 72. N : B. Le droit de parcours accordé anciennement à l'abbaye dans le ban de Tintigny, Jamoigne, Isel et autres villages dépendans de Florenville et Chassepierre, et à leurs confins, n'est d'aucun usage à cette abbaye.

La d^e rente est d'ancienne fondation.

Valensart, paroisse de Jamoigne.

N° 73. La grosse dime tant ancienne que novale, se perçoit par l'abbaye même et rapporte par année commune de 10 et 95 quartels de seigle 147 d'avoine, 57 d'orge, 97 meteil, et 2 de froment, le tout mesure de Carignan faisant ensemble la somme de. fr. 601.. 3.. »

N° 74. It. La menue dime louée à J. Lemaire, par bail du 30 janv. 1782, pour 3. 6 ou 9 ans, au prix de fr. 10.. 16.. »

Total. fr. 611.. 19.. »

Dont vient à déduire les frais d'entretien et de réparation de l'église et de la maison Pastorale de Jamoigne ensemble la compétence du curé celle du vicaire, le traitement du Marguillier et les frais pour pain, vin, luminaire, ornemens etc : selon ce qui est spécifié. Art. des Bulles fol : (4 :) vient ici p^r la quote part de ces dimes dans les sus d^e charges fr. 188.. 12.. 3

Reste net. fr. 423.. 6.. 9

N° 75. It. Une rente irredimible sur un jardin dit le couvent d'Orval qui contient 1/4 de jour de terre, rapportant. fr. 1.. 16.. »

Les dimes sont d'ancienne fondation et la rente est d'acquisition particulière.

Vance.

N° 76. Un préciput sur la dime et terrage de Vance, et environ deux fauchées de prés, loués ensemble par bail du 10 mars 1786, pour 12 ans à P. Jeanty au prix de fr. 37.. 10.. »

N° 77. L'abbaye a acquis de S. Mté. en 1758, le 1/4 des amendes dans la seigneurie de Vance rapportant par année commune. fr. 8.. .. »

Le préciput sus dit est d'ancienne fondation.

Villers devant Orval.

N° 78. La seigneurie haute moïenne et basse justice, droit d'établir une cour avec officier, échevins et greffier confiscations et amendes, droits de chasse et de pêche, épaves et autres droits ordinaires, lesquels étant plus onéreux que profitables sont portés ici pour Mémoire.

N° 79. Soit encore mémoire que l'on conteste actuellement à l'abbaye les 3/32 dans la haute justice, dans le moulin, certaines terres, et autres droits seigneuriaux.

N° 80. It. Une ferme louée par bail du 20 avril 1780, à Jean Caffaret, avec maison, grange, écuries, jardins, chennevières, 77 jours de terres moins 5 verges et 14 fauchées de prés.

N° 81. La 2^{me} ferme louée à Henri Pierre, consistant en maison grange, écuries, jardins, chennevière, 77 jours 15 verges de terres et 14 fauchées 30 verges de prés.

N° 82. La 3^{me} ferme louée à F. Bouvier consistant comme dessus et en 75 jours 5 verges de terres et 14 fauchées 30 verges de prés.

N° 83. La 4^{me} ferme à Jean Lambert François consistant comme dessus, et en 70 jours environ de terres et 14 fauchées de prés.

N° 84. La 5^{me} ferme louée à Jean Pierre, consistant comme dessus et en 71 jours moins quelques verges de terres, et en 14 fauchées 30 verges de prés.

N° 85. La 6^{me} ferme à Henri Le Page, consistant comme dessus et en 71 jours 10 verges de terres, 13 fauchées et 60 verges de prés.

N° 86. Toutes lesquelles fermes sont louées au 1/3 du rendage qui se leve sur la couture, et sont engrangés dans une grange appartenante à l'abbaye, et les grains en provenant sont livrés à la dite abbaye par les fermiers respectifs.

Lequel rendage consiste en 84 quartels de froment, 105 meteil, 148 de seigle, 83 d'orge et 119 d'avoine, le tout mesure de Carignan faisant ensemble la somme de. fr. 988..13.. 6

Au surplus 2^d de cire, 2 chapons et 25^d de france par chaque année pour francs vins et pour vin de marché 30^d une fois sur 9 ans faisant ensemble pour les six fermes par chaque année fr. 118.. 4.. »

Total. . . fr. 1076..17.. 6

Ces six fermiers sont chargés des réparations ordinaires, et en outre de faire toutes les voitures des matériaux nécessaires pour les grosses réparations et au surplus de toutes les impositions et charges publiques ; on porte ici le restant des grosses réparations à charge de l'abbaye et supputées année commune à la somme de fr. 109.. ».. »

Reste net. . . fr. 976..17.. 6

N° 87. Un moulin banal avec scierie, huilerie, etc., relaiés pour le terme de 9 ans à J. Bapt. Renaud par bail du 9 janvier 1782, au prix de 450^e de france, à charge de paier les tailles et autres impositions, faisant la sôme de . . . fr. 270.. ».. » dont vient à déduire pour les grosses réparations supputées annuellement à. fr. 43.. ».. »

Reste net. . . fr. 227.. ».. »

N° 88. 5/9^e dans la grosse dime et la totalité du terrage que l'abbaye leve par elle-même sur toute l'étendue du ban de Villers, rapportant année commune de quatre, n'ayant pû être calculé autrement, 9 quartels de froment, 8 de meteil, 45 de seigle, 33 d'orge et 20 d'avoine, le tout mesure de Carignan, faisant ensemble la somme de fr. 191..10.. » lesquels vient à déduire les entretiens de la grange que l'abbaye a dans cet endroit pour recueillir la dime fr. 12.. ».. »

Reste. . . fr. 179..10.. »

N° 89. It. La menue dime rendue par reconduction tacite selon le registre, au prix annuel de fr. 24.. ».. »

Total. . . fr. 203..10.. »

N° 90. It. Un livre censal ou droit seigneurial consistant : 1^e de chaque chef de menage, l'abbaye perçoit annuellement trois gelines ou 7 sols et demi de france, et un franchart d'avoine évalué à 30 sols, faisant ensemble en argent de la

province fr. 1..11.. 6 lequel droit a produit année commune de 10 suivant les cartulaires registre et notice fr. 217.. 7.. »

et après deduction des droits de justice, évalués année commune de 10 à fr., 15..15.. »

Total. . . fr. 201..12.. »

N° 91. 2^a. Les rentes foncières rapportant annuellement après deduction de 5 p^r % pour frais de perception fr. 47..15.. »
Fait ensemble fr. 249.. 7.. 6

tous les biens de Villers-devant-Orval sont de différentes acquisitions tant anciennes que nouvelles.

Virton.

N° 92. La cense avec biens en dépendans, loués ci-devant à Jean Maucoffe, repris aux états précédents, ayant été en 1766 retraits par les représentans des anciens propriétaires pour la somme de fr. 3402..18.. »
y compris les frais ici. Néant.
Tom. 6 des rentes annuelles. Fol. 231.

N° 93. Sur le domaine de Virton une rente irrédimible de 60 quartels mesure du lieu et f. 5.. 16 sols en argent, sur quoi à déduire conformément au regitre et autres renseignements, 12 quartiers dûs au curé de Rouvroy, reste par conséquent 48 quartels à 30 sols, fait ensemble. fr. 77..16.. »
Sont d'ancienne fondation.

Villancourt.

N° 94. L'abbaye possédoit ci devant deux censes rappellées dans les états des biens précédens de 1757 et 1764 mais qui ont été retraites en 1765 la 1^{re} pour la somme de f. 1800 s. de france et 44^l pour les frais du contrat et la 2^{me} pour la somme de 1139 f^l 12 sols y compris les frais, fol. 103 et 106. Tom. 6 du regitre des rentes annuelles d'après l'édit de l'année 1753, à l'exception de quelques parties de terres et de prés, louées par bail du 20 février 1783, à J.-Baptiste Léonard pour 9 années, au prix de 12 écus de navarre faisant fr. 33..12.. »

Concques.

N° 95. L'abbaye d'Orval a dans cet endroit un établissement ou hospice en forme de monastère composé d'une église, cloître et logement pour des religieux de cette maison qu'on y envoie fréquemment pour cause de santé, de délassement, de retraite ou même d'application qui demande de la tranquillité et y font le service ordinaire de l'église et sont souvent au nombre de six, y compris les frères, convers. Il s'y trouve au surplus, une basse cour, avec grange, écuries, moulins, scierie et brasserie pour l'usage du dit hospice, jardins, et un logement assez considérable pour les étrangers et domestiques, le tout formant ensemble une enceinte de 5 journaux 146 verges et on y defructue 88 journaux 33 et 3/4 verges de mauvaises prairies, y compris cependant 25 journaux et 27 verges de prés du canton de Herbeumont dont le produit avec celui des prairies de Concques est évalué selon l'estimation portée au cadastre au défaut d'autre renseignement, à la somme de. fr. 258.. ».. »

N° 96. It. En étangs, 18 journaux 30 verges.

Comme les religieux freres convers et domestiques qui se trouvent dans cette maison, reçoivent leur entretien et subsistance d'Orval, les frais qui les concernent, sont compris dans les dépenses de l'abbaye, de même que les frais pour l'entretien et réparations de bâtimens etc. de Conques. Mémoire.

Les biens de Conques sont d'ancienne fondation.

Les Prévôtes d'Etalle et Boulogne, achetées en 1758 de S. M^{te}.

N° 97. La seigneurie haute moienne et basse justice de la prévôte d'Etalle avec tous droits seigneuriaux ordinaires.

N° 98. Les confiscations et les amendes n'ayant produit jusques ici pas autant qu'emportent les frais de poursuites criminelles, qui sont à charge de l'abbaye, vû que la plupart des malfaiteurs sont insolubles, on ne peut en renseigner ici aucun produit, mais on suppose, que l'utile en est tout au moins absorbé, par les dépenses inhérentes, comme il conste quant au passé, par les registres et relevés qui seront produits aux commissaires.

N° 99. Le droit de chasse et de pêche ne produisant point un bénéfice qui surpasse le salaire des gardes etc : ici Néant.

N° 100. Une ferme dite la ferme de Fratin consistant en maison terres, prés et jardins et autres héritages, mais dont on ne désigne pas l'étendue : le terrage et les deux parts dans les aisances à charge d'entretenir tous ces héritages, loués par bail du 5 avril 1786, pour 9 années à la veuve Jean Lahure et ses enfants, au prix de 110 écus de navare faisant fr. 308.. ».. »
 outre quatre maldres de seigle païables au seigneur de S^{te} Marie, et affectés sur cette ferme.

Les grosses réparations évaluées annuellement à. fr. 40.. ».. »
 Reste Net. fr. 268.. ».. »

N° 101. Un pré dit L'Etang de failleuille consistant en 4 journaux 109 verges, loué par le même bail aux mêmes locataires pour un pareil terme au prix de 16 écus de navarre et un sol par florin ci fr. 47.. 9.. »

N° 102. Un pré de 40 verges dit le pré aux champs loué par hausse publique au prix annuel de fr. 2.. 12.. »

N° 103. Un autre pré dit Blavin loué par bail du 21 mars 1786 à F. François pour fr. fr. 30.. 7.. 6

N° 104. Un pré dit fossez Magin, relaissé le 30 juin 1782 à Joseph Grandjean au prix de fr. 5.. 3.. »

N° 105. Un pré dit pré huant par bail du 21 mars 1786 à F. François pour fr. de. fr. 5.. 10.. 3

N° 106. Un pré dit la Pisscherotte loué à Gilles Baudru pour fr. 1.. 8.. »

N° 107. Un pré dit l'Etang de la chaussée contenant 5 journaux 16 verges, loué par bail du 1^{er} mars 1787 à Noel Lahure, au prix de fr. 36.. ».. »

N° 108. Un pré dit le Grand étang en quatre parties : ensemble 16 journaux 80 1/2 verges loué par bail du 1^{er} juillet 1787.

1^o à J.-Baptiste Lecomte pour. fr. 35.. 5.. 6

2^o à Noel Lahure pour fr. 61.. 1.. 9

3° à F. Guillaume pour	fr.	45..11.. 6
4° à Nicolas André par adjudication pour	fr.	93.. ».. 3
Ensemble.	fr.	234..19.. »

N° 109. Un pré dit les Hoquettes en trois portions ensemble 13 journaux 39 1/2 verges loué par bail du 25 juin 1786 à Louis Poncelet pour . . fr. 139..13.. 3

N° 110. Un pré dit le Prévôt alloué successivement à différents par-
ticuliers pour fr. 10.. 9.. 3

N° 111. Une pré dit le Roi de Sicile contenant un journal 60 1/4
verges loué pour fr. 8.. 8.. »

N° 112. Les prés dits le grand Bru et le petit Bru le comte, contenant ensemble 11
journaux 136 1/2 verges relaiés au meunier de Buzenol pour fr. 117.12 sols et le
demie sol par florin en sus fait fr. 123.. 9.. 6

N° 113. Les prés dits de relune et de la queue de l'Étang, ont été relaiés au meu-
nier de Boulogne ici pour Mémoire.

N° 114. Le moulin banal de Boulogne loué par bail du 21 mars 1786 avec les deux
prés ci-dessus à F. François pour le terme de 9 années au prix de 100 écus de navares
faisant fr. 280.. ».. »

Outre la charge de toutes réparations ordinaires et des charges publiques, mais les
grosses réparations à la charge de l'abbaye ont été supputées annuel-
lement à fr. 21.. ».. »
Reste net. fr. 259.. ».. »

N° 115. Le moulin banal de Buzenol loué par bail du 16 may 1784, à Pierre François
pour 3, 6 ou 9 ans, au prix de 66 écus de navare, faisant la somme
de fr. 184..16.. »
et après déduction des grosses réparations comme dessus. . . fr. 24.. ».. »
Reste net. fr. 160..16.. »

N° 116. Le moulin banal d'Étalle, loué par bail du 18 mars 1786 à F. Musquin pour
3, 6 ou 9 ans au prix annuel de fr. 288..15.. 6
y compris les vins de marché se montant à fr. 28.16 sols une fois et après déduction
des grosses réparations, etc. ci. fr. 13..10.. »
Reste net. fr. 275.. 5.. 6

N° 117. Le grand et petit moulin de Rulles loué par bail du 31 mars 1784 pour 3,
6 ou 9 ans à Mathieu Schmit et N. Cornet au prix annuel de . . fr. 374.. 8.. »
à déduire les matériaux pour les grosses réparations supputés annuel-
lement à fr. 40.. ».. »
Reste net. fr. 334.. 8.. »

Nota. Qu'il y a eu autrefois contestation sur la banalité de ce moulin, et qui n'est
pas encore terminée par sentence.

N° 118. Le four banal d'Étalle relaié sur bail de 1782 pour 3, 6 ou 9 ans à Noel
Lahure, au prix de fr. 71..14.. »
à déduire les grosses réparations évaluées à. fr. 12.. ».. »
Reste net. fr. 59..14.. »

Nota. Les habitans contestent de fournir les bois pour le chauffage du d^r jour.

N° 119. Le four banal de l'Enclos relaissé par reconduction tacite sur bail du 19 juin 1777, à Willebrode Badou et Jean Martin au prix de	fr.	42.. ».. »
et après déduction comme dessus	fr.	9.. ».. »
Reste net.	fr.	33.. ».. »

même observation que ci-dessus.

N° 120. Le grand étang d'Etalle contenant 140 journaux 156 verges y compris une petite isle rapportant par année commune et selon l'estimation faite au cadastre et après déduction de tous frais la somme de	fr.	264.. 7.. »
---	-----	-------------

N° 121. Le droit de terrage de Buzenol loué le 23 juillet 1787 pour 3 ans à Pierre François, meunier de Buzenol, au prix annuelle de	fr.	120..10..10
--	-----	-------------

N° 122. Le droit de terrage à Etalle alloué à Jean Ballon par hausse publique à	fr.	18.. ».. »
---	-----	------------

N° 123. Le terrage de Habay-la-Neuve, relaissé par bail du 25 juillet 1784 à M ^r l'abbé Masson repris depuis par M. l'abbé de St-Hubert pour	fr.	73..10.. »
---	-----	------------

N° 124. Le terrage de Habay-la-Vieille, laissé successivement à divers depuis quelques années à raison de 3 fl. par année commune, ci	fr.	3.. ».. »
---	-----	-----------

N° 125. Le terrage à Houdemont loué actuellement par bail très court à Nicolas Mathieu, au prix de fr. 144.. 1..3 ^d . mais qui ne produit par année commune de 9, que	fr.	135.. 4.. »
--	-----	-------------

N° 126. Le terrage de l'Enclos et Sivry loué par bail du 30 juillet 1786 à F. Hardy pour trois ans comme précédemment, au prix de	fr.	86..14.. 9
---	-----	------------

N° 127. Le terrage de Mortinsart adjudgé comme ci-dessus à Jacob Perlaut au prix de	fr.	126.. 8.. 6
---	-----	-------------

N° 128. Le terrage de Orsainfang et Harinsart, adjudgé pour 6 ans le 6 août 1787, à Henri Mabilie comme précédemment pour.	fr.	132.. 6.. »
--	-----	-------------

N° 129. Le grand et petit terrage de Rulles adjudgé par bail du 25 juillet 1784 pour 3, 6 ou 9 ans, à Henri Joseph Rossignon, au prix annuel de	fr.	391.. ».. 6
---	-----	-------------

N° 130. Le terrage à Villers-sur-Semois loué par bail du 30 juillet 1786 pour 3, 6 ou 9 ans, à Henri Lefebvre, au prix de	fr.	132.. 6.. »
---	-----	-------------

N° 131. La grosse dîme de Houdemont et de Mortinsart, louée par bail du 25 juillet 1784 pour 3, 6 ou 9 ans à N. Cornet, au prix annuel de.	fr.	164..12.. 9
--	-----	-------------

N° 132. La menüe dîme pour.	fr.	2..18.. 9
Ensemble.	fr.	167..11.. 6

Dependance de la paroisse de Villers-sur-Semois.

N° 133. La grosse dîme d'Orsainfang, et Harinsart louée par bail du 27 juillet 1783 pour 6 ou 9 années à Jacques Rossignon au prix annuel de	fr.	111..14.. 6
--	-----	-------------

N° 134. Et la menue dîme adjudgée par année commune à	fr.	6.. ».. »
Ensemble.	fr.	117..14.. »

Dependance de la paroisse de Villers-sur-Semois.

N° 135. La grosse dîme de Rulles et de Marbehan louée par bail du 25 juillet 1784 pour 3, 6 ou 9 ans à J. Deom, au prix de.	fr.	191.. 2.. »
---	-----	-------------

N° 136. Item la menue dîme au même pour	fr.	11..15.. 3
Ensemble.	fr.	202..17.. 3

dont vient à deduire pour l'entretien et la restauration de l'église, année commune

fr. 21..10 sols, et pour la part de l'abbaye dans le traitement du Marguillier fr. 16.. 1.. 6 fait ensemble fr. 37..11.. 6
 Reste net. fr. 165.. 5.. 9

N° 137. La grosse dîme de Villers-sur-Semois loué par bail du 30 juillet 1786, à Henri Lefebvre pour 3, 6 ou 9 ans au prix de. fr. 114..11.. »
 dont vient à déduire pour les frais d'entretiens et de restauration de l'église et de la maison Pastorale, évalués par année commune à f. 56. et pour la quote part de l'abbaye dans le traitement du Marguillier portant fr. 56..6.. 3 deniers et ensemble de fr. de. fr. 112.. 6.. 3
 Reste net. fr. 2.. 4.. 9

N° 138. Les rentes, cens et perception seigneuriales rapportent suivant les registres et relevés savoir :

N° 139. Sous Buzenol	fr.	486..12.. 3
140. Chantemelle	fr.	33..16.. »
141. Boulogne et avoine	fr.	313.. 6.. 9
142. Sous Etalle en petites rentes	fr.	77..15.. 3
143. Habay la Neuve. { sur les fournaux	fr.	38.. ».. »
{ en petites rentes	fr.	56.. ».. »
144. Habay-la-Vieille cens et rentes	fr.	14.. ».. »
145. Houdemout en petites rentes	fr.	4..12.. »
146. Mortinsart. Droits seigneuriaux et petites rentes	fr.	16.. 6.. 6
147. Nantimont pour rachat du four banal	fr.	17.. ».. »
Item, pour le droit de lods et ventes qui n'a rien produit		Néant.
148. Rulles. Droit seigneuriaux et petites rentes	fr.	45.. ».. »
149. Villers sur Semois petites rentes et droits seigneuriaux fr.		10.. 8.. 6
150. Anliers et dépendances	fr.	11.. 3.. »
Total.	fr.	1107..17.. 3

151. L'abbaye jouit au surplus du 1/3 de l'excédent comme seigneur au-dessus du bois de chauffage et de bâtiments dûs au habitants dans les bois communaux d'Etalle, Buzenol, fratin et Ste-Marie et ce droit aiant été supputé rapporter sur le terme de 18 ans auquel est réglé la coupe des mêmes bois communaux, une somme de fr. 3975. Vient ici pour l'année commune de 18.. ci. fr. 221.. ».. »

Bois de l'abbaye d'Orval.

sous la domination de S. Mté.

N° 152. Sous la seigneurie d'Orval en bois et haies plantis etc : journaux. Verges.		
	3298	57
153. Sous celle de Villers devant Orval	356	127
154. Hayon et Noirdinchamps	53	150
155. Icourt.	13	»
156. Lymes	153	129
157. Conques	611	96
Ensemble.	4487	79

Bois d'Étalle.

158. Le Banal	413	»
159. Le Chenel	450	117
160. Le Chenois	372	80
161. La Sarte	105	85
Ensemble.	1341	122

Total des bois sous la Dom : Imp : 5829 journaux 41 verges.

lesquels 5829 journaux 41 verges qui sont de la mesure de 160 verges 16 pieds de St-Lambert, étant réduits à l'arpent de 100 verges de 24 pieds font 4144 arpens six perches et qui s'exploitant tous les 24 ans, à raison de 40 cordes par arpent, donnent respectivement un produit annuel de 172 arpens et 2/3 d'exploitation, et de 6906 cordes et 2/3 étant à observer que l'on ne fait pas entrer dans ce produit les abbayages ou corps d'arbres, dont l'abbaye peut retirer et retire en effet un utile particulier mais que l'on compense avec les frais relatifs à la conservation de bois, plantis, dommages et autres pertes, auxquelles l'abbaye peut être exposée, de manière que chaque corde est évaluée à un produit net de trois florins l'une parmi l'autre, ce qui fait monter l'ensemble du revenu des bois de cette abbaye à la somme

de fr. 20720.. ».. »

dont vient cependant à déduire les impositions et autres charges publiques savoir sur les bois d'Orval, Conques, Hayons, Noirdinchamps, Icourt et Lymes, d'après les estimations portées au cadastre, et dans la proportion de ce qu'ils contribuent avec les autres biens fonds dans les subsides ordinaires et extraordinaires, et autres charges de la province sont évaluées par année commune à. fr. 728.. ».. »

Les bois de Villers-devant-Orval à fr. 222.. ».. »

et ceux d'Étalle à fr. 144.. ».. »

Ensemble. fr. 1094.. ».. »

Reste. fr. 19626.. ».. »

Récapitulation de revenus de l'abbaye sous la domination de S. M^{te} L'Empereur.

Orval	{ les biens fonds	fr. 2100..19.. »
	{ les forges	16071.. ».. »
Bleid		65..14.. »
Bievre		125.. 2.. »
Bulles (les).		272..11.. »
Charnois		25.. 4.. »
Ebly.		75..19.. »
Gennevaux.		84.. ».. »
Grandcourt et Ruette la petite		224..11.. »
Gerouville		718.. 1.. »
Haion lez Florenville		72..16.. 6
Haion Noirdinchamps		186..18.. »

Herbeumont	fr.	»
Icourt	163..15.. »	
La Soye.	9.. » . . . »	
Lymes	438.. 7.. »	
Lottert	140.. » . . . »	
Luxembourg	68.. » . . . »	
Meix.	64.. 4.. »	
Menil	20..12.. »	
Moyen	252..12.. »	
Mussy	2..16.. »	
Neufchâteau	»	
Pin et Izel	297.. 2.. »	
Poncel	36.. » . . . »	
Prouvy	372..18.. 6	
Ronde Buisson	72.. 2.. 9	
Rond Poncel	358..12.. »	
Rossignol	127..12.. »	
Rouvroy	73..19.. 6	
St-Léger	417.. 4.. »	
St-Mard.	42.. » . . . »	
Termes et Frenois	154.. 8.. »	
Tintigny	1.. 4.. »	
Valensart	425.. 2.. 9	
Vance	45..10.. »	
Villers-devant-Orval	1656..15.. »	
Virton	77..16.. »	
Villancourt.	33..12.. »	
Conques.	258.. » . . . »	
Les prévôtés d'Etalle et Boulogne	3984.. 8.. 5	
Les rentes cens et perceptions seigneuriales.	1328..19.. 3	
Les bois en général	19626.. » . . . »	
Les intérêts des capitaux	2827.. 7.. »	
Total.	fr. 53399..10..10	

dont vient à déduire la somme de 1200.. 3.. 3

Que l'abbaye paie pour les tailles en sus de celles qui ont été déduites sur les parties des biens qui les supportaient particulièrement : Reste net. . . . fr. 52199.. 7.. 7

Biens et revenus de l'abbaye d'Orval en France et en Lorraine

En France.

Observations : On a divisé en deux chapitres les biens de l'abbaye d'Orval, sous cette domination. Dans le 1^{er} les biens qui sont à la mesure de Montmédy, tant pour leur

consistance ou étendue que pour leur rendage en nature, et dans le 2^{me} chapitre les biens qui sont à la mesure de Carignan.

Soit mémoire encore : que l'abbaye paie en masse pour la généralité des biens qu'elle possède en France, savoir : en dons gratuits : au trésorier de la collégiale de Carignan, au receveur du chapitre de la chrétiennoté d'Ivoix et de Carignan, et au decanat de Juvigny, la somme de 595^l 5 sols et pour les XX^{mes} et sols pour livres dans le département de Metz la somme de fr. 4760.. ».. »

Ensemble. . . fr. 5355.. 5.. »

par année commune faisant en argent de Luxembourg. . . . fr. 3213.. 3.. »

Lesquelles charges seront deduites sur le montant général des revenus nets de la dite abbaye, ne paraissant pas qu'il soit nécessaire de les déduire de chaque objet, et en tant que cela ne pourrait s'effectuer que par une règle de proportion entre les revenus particuliers et le montant général des impositions.

Ars.

N^o 1. Une chapelle, une maison avec pressoir, grange et jardins 24 jours de terres, 8 fauchées de prés, 12 journaux de vignes, occupée par un agent de l'abbaye qui défructue et dirige, le tout parmi un gage annuel de 310 sols ou fr. 186 argent de Luxembourg; le produit des terres et des prés se consommant sur les lieux tant par lui que par les employés et surveillant, et après déduction de ces gages de l'entretien des bâtimens, etc. Il en revient à l'abbaye un produit net de 58 pièces de vin, évaluées à la somme de 1644^l faisant en argent de Luxembourg. . . . fr. 986.. 8.. »

Ces biens sont d'ancienne fondation.

Avioth.

N^o 2. La cense dite Pentheuville consistant en maison, jardin, cheneviere, et suivant le dernier rapport 95 1/2 journaux de terres compris les jardins 12 1/2 fauchées de prés, louée par bail du 12 mars 1786, à F. Dumont pour 9 ans, au rendage de 32 quartels de froment, et un autre quartel à comble à f. 2.. 11^s l'un et l'autre, 30 quartels de seigle à 30 sols, et 63 d'avoine à 18 sols, et un sol par quartel, 2^l de cire et 2 chapons pour francs vins et 60^l une fois sur 9 ans pour vin de marché avec charge des réparations ordinaires, et de voiturier les matériaux pour les grosses reparations faisant ensemble la somme de fr. 198..16..10

et après déduction des grosses réparations supputées année commune
à fr. 18.. 8.. »

Reste net. . . fr. 180.. 8..10

Ces biens sont, partie d'ancienne fondation et partie de donation nouvelle.

N^o3. It. le 1/4 dans la dime grosse menue et novale, ensemble un petit Dimeret nommé le Dimeret d'Orval, loué par bail de même date et au même pour 9 ans au rendage de 39 quartels de froment, 39 quartels de seigle et 98 d'avoine pour chacune des deux premières années 18 de froment, 18 de seigle et 48 d'avoine pour la 3^{me} année faisant

par année commune 32 quartels de froment, 32 de seigle et 81 d'avoine, qui fait	fr.	202..10.. »
à déduire la compétence du curé pour la part de l'abbaye ci . . .	fr.	157..10.. »
Reste net. . . .	fr.	45.. ».. »

Bazeilles.

N° 4. 2/9^{mes} dans la dime grosse menue et novale et 1/6 dans 1/9 de la dime de Torgny loués par bail du 11 septembre 1787 à N. Pallardel pour 3, 6 ou 9 ans au prix de 500^l faisant fr. 300.. ».. »
et après déduction de l'entretien et de la restauration du chœur de l'église, supputés année commune à. fr. 4.. ».. »

It. par transaction de 1787 et accord fait avec les decimateurs de Torgny, l'abbaye est chargée envers la fabrique d'une somme annuelle d'une livre et un sol pour la fourniture des ornements etc: ci fr. 12.. ».. »
Reste net. . . . fr. 295.. 8.. »

Ces dimes sont partie d'ancienne fondation et partie d'acquisition.

Bohemont.

N° 5. Seigneurie haute moïenne et basse justice, fief amorti, avec droit de chasse et de pêche, à l'exclusion de tous autres ainsi que les droits seigneuriaux cens et rentes y attachés.

N° 6. Une ferme consistant en 150 jours de terres 91 fauchées de prés, louée à N. Macquart par bail du 8 may 1780, pour 3, 6 ou 9 ans au prix de 1200^l et pour francs vins en cire, chapons et 12 quartes de beurre fondu 35^l et 100^l une fois sur 9 ans pour vins de marché ou 11^l 2^s 1/2 deniers par année, et le tout ensemble la somme de fr. 1246^l 2^s 2 1/2^a
et en argent de Luxembourg fr. 747^l .13.. 3
dont vient à déduire les grosses reparations portant fr. 30.. ».. »
Reste net. . . . fr. 717^l .13.. 3

N° 7. Le même tient encore en louage les prairies dites sur le Puis, (: le residu des biens de ce nom ayant été réduits en bois, qui seront renseignés à la suite :) pour une somme annuelle de 200^l faisant fr. 120.. ».. »

N° 8. It. une rente sur un moulin situé à Villoue sur Meuse au prix de 90^l faisant fr. 54.. ».. »
Ensemble. . . . fr. 174.. ».. »

Cette rente est d'acquisition récente et le surplus des biens est de très ancienne fondation.

Breux.

N° 9. Une cense consistant en maison, grange, écurie, jardin, chenivière et en 95 1/2 journaux de terres 10 1/2 fauchées de prés, loués par bail du 28 avril 1783 à Jean Pierre Guyot, pour 9 ans, au rendage de 67 quartels de seigle, 60 d'avoine et 17^l

9 ^s 4 ^d en argent pour cire, chapons et vin de marché faisant ensemble la somme de	fr.	164..19.. 6
a déduire les grosses reparations dont le transport des matériaux est à charge du fermier	fr.	10.. ».. »
Reste Net.	fr.	154..19.. 6

NOUVELLE AQUISITION.

Buré.

Situé en partie en Lorraine fief amorti.

N° 10. Une ferme consistant en maison, grange, écurie et chennevriere, avec 90 journaux de terres et 8 fauchées de prés, louée par bail du 20 avril 1780, pour 9 ans à George Vincent ; au rendage de 160 quartels de froment 47 de meteil 100 d'avoine et 30 en orge. Item 3 ^d de cire et 100 ^d en argent une fois sur 9, ans faisant ensemble la somme de	fr.	549..18.. 3
et les grosses réparations à déduire portant	fr.	29.. ».. »
Rest net.	fr.	520..18.. 3

Ces biens sont d'ancienne fondation.

N° 11. It. Un moulin bannal avec scierie loué par bail du 11 décembre 1782, pour 3. 6 ou 9 ans à la veuve Thys, au prix annuel de 395 ^d 18 ^s 10 ^d compris 2 ^d de cire et 30 ^s une fois pour vins de marché, faisant ensemble la somme de	fr.	237..11.. 3
les grosses réparations à déduire portant	fr.	18.. ».. »
Reste net.	fr.	219..11.. 3

Ces biens sont d'ancienne fondation :

Nota. Les bois dépendants de la dite ferme seront renseignés ci-après.

Buxy.

N° 12. Haute moiënné et basse justice acquise de S. Mté en 1632, mais n'étant d'aucun rapport se porte ici pour Mémoire.

N° 13. La cense qui se trouvait dans cet endroit est rasée, et les terres et prés qui en dependoient sont reduits en bois, et dont il sera fait mention ci après sauf qu'il y a 6 arpens 77 1/2 verges de 24 pieds de St Lambert qui font maintenant partie de la cense de Trembloy, où ils seront renseignés.

Sont d'acquisition ancienne.

Nota. Que l'abbaye paie pour droit de paturage dans les bois du Prince de Carignan enclavés dans la terre de Buxy, annuellement 5 ^d faisant	fr.	3.. ».. »
		Mémoire.

Carignan.

N° 14. Pour l'anniversaire du Duc Wenceslas 1 ^{er} Duc de Luxembourg 350 ^d de rentes et quelques autres rentes irrédimibles qui portent 13 ^d 7 ^s 6 ^d et ensemble 363 ^d 7 ^s 6 ^d faisant ci	fr.	218.. ».. 6
Ancienne fondation.		

Chauvancy St-Hubert.

N° 15. Les rentes en grains seront renseignées avec les arrentements de Blagny etc. :
D'ancienne fondation.

Faigny.

N° 16. Rentes de 6 quartels de seigle et 6 d'avoine faisant . . fr. 14.. 8.. »

Nota. Que l'abbaye percevoit anciennement encore 65^l en argent pour intérêt d'un capital qui a été remboursé depuis longtemps. Cette somme est donc portée par erreur dans le relevé des biens de 1781, ou l'on a aussi exprimé par erreur 6 quartels de froment qui n'existent pas.

D'ancienne fondation.

Frenois lez Montmedy.

N° 17. La moitié ou du moins une part dans la grosse et menue dime louée par bail du 8 may 1780, à M. De Reurmont pour 3, 6 ou 9 ans au prix de 85 quartels de froment 84 d'avoine et en argent 16^l. 10^s pour cire et francs vins ensemble faisant la somme de fr. 302.. 5.. »

De fondation ancienne.

Maidy-Bas.

N° 18. Une ferme consistant en maison, jardin, chennevière avec 81 jours 7 verges de terres labourables, 34 fauchées de prés loués par bail du 10 janv. 1782 à Jean-Baptiste Leclerc pour 3, 6 ou 9 ans au prix de 127 quartels de froment et 126 d'avoine, 2^l. de Cire 15^l. 5^s. pour frans vins et une fois 75^l pour vin de marché, faisant ensemble la somme de fr. 453..16.. 6
dont à déduire les grosses reparations supputées annuellement à fr. 36.. ».. »
Reste net. . . fr. 417..10.. 6

et sera compris à l'article de Montmedy ci après.

De fondation ancienne.

Mont Medy.

N° 19. Un refuge de l'abbaye, occupé autrefois par le subdélégué de l'intendance, dont on n'a jamais rien retiré du loyer ici. Mémoire.

Fondation et acquisition ancienne.

N° 20. It. à peu près la moitié de la grosse et menue dime dans toute l'étendue de la paroisse, composée des endroits nommés Maidy-Bas, Irez le prez, Vigneul et Vaux, et un tiers dans celle de Frenois, rapportant 340 quartels de froment et 140 quartels d'avoine, faisant la somme de ci fr. 993.. ».. »

N° 21. La moitié de la menue dime louée par bail du 10 janvier 1782 à J.-Baptiste Leclerc, au prix de 75^l en argent faisant fr. 45.. ».. »
Ensemble. fr. 1038.. ».. »

dont vient à deduire :

1° la charge de la restauration et de l'entretien des chapelles de St-François et du Rosaire dans l'Eglise paroissiale ainsi que des ornements lumineux etc. fr. 65.. ».. »
2° la compétence du curé fixé à fr. 456.. ».. »
3° Celle du vicaire de Maily-Bas à fr. 210.. ».. »
4° celle du vicaire d'Irez à. fr. 210.. ».. »
5° celle du vicaire de Vigneuil à fr. 210.. ».. »
6° celle du desseviteur et de la chapelle du Rosaire fr. 66.. ».. »
7° Au chantre de la paroisse fr. 30.. ».. »
fr. 1247.. ».. »

D'où il conste que le produit de la dime de Montmedy est plus qu'absorbé par les charges dépendantes de la cure, mais comme la ferme de Maily-Bas est dépendante de la cure de Mont Medy, le produit doit en être ajouté ici pour pouvoir opérer la deduction des dites charges lequel produit de la ferme porte . . . fr. 417..10.. 6
ce qui ajouté au produit de la dime fait fr. 1455..10.. 6
à deduire fr. 1247.. ».. »
Reste net. fr. 208..10.. 6

Ces dimes sont d'ancienne fondation.

Olisy.

N° 22. Le 1/3 dans toutes les dimes rendues par bail du 8 may 1780, à Pierre Paschal pour 3, 6 ou 9 ans, au prix annuel de 500^l faisant. fr. 300.. ».. »
Ancienne fondation et donation.

Petit Verneuil.

N° 23. Une cense en trois petites mazures trois jardins et deux chenuevières avec 64 journaux 1/2 de terres, 12 1/2 fauchées de prés, en partie exemts de terrage, avec un droit dans les terres de Rodel loués par bail du 19 avril 1785 à Pierre St-Mard pour 3, 6 ou 9 ans, au prix de 52 quartels de froment et 51 d'avoine et 13^l 12 sols pour francs vins et faisant ensemble fr. 186..13.. »
Donation du siècle passé.

St-Laurent et Sorbey.

N° 24. Une portion de dimes louées par bail du 9 juillet 1785, à la veuve Henry Toussaint au prix de 174^l faisant ci fr. 104.. 8.. »
D'acquisition ancienne et échange.

Thone le Til.

N° 25. Une cense consistant en maison, grange, écurie, jardin, chenivière avec 105 journaux de terres partie exemte de dime et terrage, 17 1/2 fauchées de prés, et une dime dite la dimerie de Belvance affermée par bail du 15 novembre 1785, à Jean Montlibert pour 3, 6 ou 9 ans, au rendage de 37 quartels de froment 36 de meteil et 72 d'avoine, et pour francs vins etc. : 18^l 9^s 10^d faisant ensemble la sôme de. fr. 239.. 7.. 7
et après deduction des grosses reparations etc. : évaluées à . . . fr. 29.. ».. »
Reste net. . . . fr. 210.. 7.. 7

D'ancienne fondation.

Thone le Prez.

N° 26. Une cense consistant en maison grange, écurie jardin, chenivière enclos avec 87 1/4 journaux de terres, 17 1/2 fauchées de prés, avec le droit de la Bargerotte, affermé par bail du 18 avril 1781, pour 3, 6 ou 9 ans, à Jean Wilmet, au rendage annuel de 113 quartels de froment de 112 d'avoine et 6 d'orge : et pour francs vins et 24^l 8^s 2^d faisant ensemble la somme de. fr. 413.. 10.. 5
dont vient à déduire les grosses réparations, etc fr. 18.. ».. »
Reste net. . . . fr. 385.. 10.. 5

Ces biens sont de donation ancienne.

Vigneul.

N° 27. Une cense consistant en maison, grange, écurie, deux jardins, trois chennivières avec 50 1/2 journaux de terres labourables, 12 3/4 fauchées de prés, loués par bail du 10 janvier 1782 à J.-Bapt. Fallalla, au rendage de 63 quartels de froment et 54 d'avoine et pour francs vins et 30 sols de france, 2 chapons, et en vins de marché 36^l une fois sur 9 ans faisant ensemble la sôme de. fr. 214.. 7.. »
dont vient à déduire les grosses réparations, etc., ci fr. 12.. ».. »
Reste net. . . . fr. 202.. 7.. »

N° 28. It. la moitié d'une menue dime louée au même par bail de même date au prix de 30^l faisant. fr. 18.. ».. »
toutes les parties ci-dessus sont d'acquisition nouvelle.

CHAPITRE 2.

Biens à la mesure de Carignan.

Bievre et Ginvry.

N° 29. 1/3 dans la dime tant ancienne que novale, et en outre 1/45 et 1/3 moins 2/15 des dites novales, louées par bail du 23 juillet 1786, à Nicolas Vignol pour 3, 6 ou 9 ans, au rendage de 76 quartels de froment et 75 d'avoine, et pour francs vins 13^l 3^s 4^d

faisant ensemble après déduction de 14 fl. pour l'entretien de l'église
la sôme de fr. 278.. ».. »
N° 30. La menue dime louée pour 3, 6 ou 9 ans par bail du 24 juillet 1785 à Jean-Baptiste Isaac, au prix de 24^l de france ci. fr. 14.. 8.. »
Ces dimes sont partie de donation ancienne et partie d'acquisition nouvelle.

Blagny.

N° 31. Une maison, grange et écuries, jardins et chenuevières, avec 101 journaux de terres, 25 1/2 fauchées de prés, loués par bail du 8 mars 1780 à Jean Thyron, pour 3, 6 ou 9 ans au prix de 67 quartels de froment, de 30 de meteil, et 88 d'avoine, et 8 quartels d'orge et pour francs vins 2^l de cire, 2 chapons et un sol par quartel et pour vins de marché 90^l une fois sur 9 ans faisant le tout ensemble la somme de fr. 362..10.. 9
et après déduction des grosses réparations, etc. fr. 19.. ».. »
Reste net. . . . fr. 343..10.. 9

Sont de donation et acquisition ancienne.

Une petite cense arrentée, ainsi que d'autres rentes seront renseignées ci-après en un seul article.

Blanchampagne.

N° 32. Seigneurie avec haute moïenne et basse justice, laquelle n'étant d'aucun produit se porte ici pour. Mémoire.

N° 33. Une chapelle, maison, grange, écuries, etc., thuilierie avec 910 journaux de terres, 307 1/2 fauchées de prés défructués par l'abbaye même, comme dépendance de la basse cour d'Orval, rendant année commune de dix, en grains 1600, mesure de froment, le reste ayant été consommé sur les lieux et étant absorbé par les frais d'entretien, de culture et autres dépenses indispensables qui sont censées être déduites du produit net ci-dessus, lequel fait en argent de Luxembourg ci. fr. 4560.. ».. »

N° 34. It. 22 1/2 journaux de vignes rapportant année commune 126 pièces valeur mesure de Bar la somme de 3024^l ou en argent de Luxembourg . fr. 1814.. 8.. »

Ces biens sont d'ancienne fondation et donation, et quelques parties d'acquisition.

Cherves.

N° 35. Seigneurie avec haute, moïenne et basse justice. etc :

N° 36. Une franche chapelle, deux fermes isolées, granges écuries etc : 305 journaux de terres, 31 fauchées de prairies, louées par bail du 18 juillet 1779 : L'une des fermes avec la moitié des terres et prés à Philippe de Rule, et l'autre ferme avec l'autre moitié à Jean Bracart, pour le terme de 9 ans à charge d'un rendage annuel pour chaque fermier de 171 quartels de seigle et 150 d'avoine 2^l de cire, 2 chapons, 12^l de beurre à 6 sols la livre, et un sol par quartel, pour francs vins et en argent 60^l une fois pour vin de marché faisant le tout ensemble la somme de fr. 901..19.. »
dont vient a déduire les grosses reparations etc : ci. . . . fr. 81..12.. »
Reste net. . . . fr. 820.. 7.. »

Sont d'ancienne fondation et basse cour d'Orval.

Nota. Dans ce bail et rendage, est comprise aussi une petite dime nommée la dime d'Orval avec une reserve de celle de l'endroit dit la Rosiere, qui sera renseignée avec la ferme de Mogre.

Chevroy.

N° 37. Seigneurie haute moïenne et basse justice etc : qui n'étant d'aucun produit se porte ici pour Mémoire.

N° 38. Quelques rentes en grains qui seront rapportées ci après. Ancienne fondation.

Charbeau.

N° 39. Justice foncière avec droit de chasse et de pêche et les autres droits seigneuriaux y attachés, rendant avec la moitié de la menue dime louée par bail du 8 may 1780, à la veuve Visseau pour 31^l 1^s faisant ci fr. 18..14.. 4

N° 40. It. La moitié de la grosse dime louée à J.-Baptiste Lina par bail du 24 juillet 1785, au prix de 33 1/3 quartels de froment, 16 1/3 de seigle, 50 d'avoine et un sol par quartel pour francs vins, faisant ensemble la somme de . . fr. 170..18.. 4
et après déduction de l'entretien et restauration du chœur de l'église supputés année commune fr. 6.. ».. »

Reste net. . . fr. 164..18.. 4

d'acquisition nouvelle en remplacement des fermes de Villancourt et de Virton retirées.

Les deux Villes.

Anciennement nommées Giversy et Chamouilly.

N° 41. La grosse dime louée par bail du 13 mars 1786, à l'avocat Grosmaître pour le terme de 9 années, au rendage de 180 stiers de grains, faisant à raison de 4 quartels de stiers, 181 quartels de froment, 180 de seigle et 360 d'avoine, 2^l de cire et un sol par quartel pour francs vins, et en argent pour vins de marché 150^l une fois, évalué le tout ensemble à la somme de fr. 1174..15.. »

N° 42. Nota. Le fermier paie au surplus au curé 200 de pailles de froment et autant d'avoine, et en outre 48 quartels de froment, 48 de seigle et 96 d'avoine Mémoire.

Cette dime est de fondation ancienne.

N° 43. It. les 2/3 de la menue dime relaissée par bail du 12 mars 1786, à J. François Michel, au prix de 90^l faisant fr. 54.. ».. » dont vient à déduire aussi bien que sur la dime précédente, les frais de la restauration et de l'entretien du Cœur de l'Eglise des deux villes portant annuellement. fr. 9.. ».. »

Reste net. . . fr. 45.. ».. »

N. B. L'arrentement en grains sera renseigné ci-après.

Fromy, fief amorti d'ancienne et de nouvelle acquisition.

N° 44. Une ferme consistant en maison, grange, écuries, jardins, meix et chennevière avec 119 journaux de terres, 14 1/4 fauchées de prés, avec les 2/3 d'une petite dime, dite la dime de Villy, relaissés par bail du 8 may 1780 pour 3, 6 ou 9 ans à Joseph Gallois, au rendage de 59 quartels de froment, 58 quartels d'avoine, 2^e de cire, 2 chapons et 4^e en argent pour francs vins et 60^e une fois pour vin de marché, faisant ensemble la somme de fr. 229.. 9.. »
 et après déduction de grosses réparations évaluées à année commune à fr. 24.. ».. »
 Reste net. . . . fr. 205.. 9.. »

Fermont.

N° 45. Le moulin de Geminel, les dimes de Goderbrange et celles de Higny, seront rapportés avec les biens de Lorraine Mémoire.

Halloy.

N° 46. La haute moïenne, et basse justice sur la cense et partie de terres suivantes, n'étant d'aucun produit, se porte ici pour. Mémoire.

N° 47. Une ferme consistant en une maison, grange, écurie, jardin et chennevière, 74 journaux de terres et 11 fauchées de prés pour la plupart exemts de terrage, et en partie de dimes, louée par bail du 19 avril 1785, pour 3, 6 ou 9 ans à J.-B. Anzelme au prix de 76 quartels de seigle et 10 d'orge, 2^e de cire, 2 chapons et 4^e pour francs vins, et 60^e une fois pour vin de marché faisant ensemble la somme de fr. 153.. 3.. »
 et après déduction des grosses réparations sauf le transport des matériaux qui est à charge du fermier. fr. 21.. ».. »
 Reste net. . . . fr. 132.. 3.. »

de donation ancienne, et partie d'ancienne et de nouvelle acquisition.

Herbeuval.

N° 48. Seigneurie avec haute moïenne et basse justice sur le village du même nom, ou l'abbaye avait précédemment la justice foncière en propriété, n'étant d'aucun rapport ici Mémoire.

N° 49. Une cense consistant en maison, granges, écuries, jardins, chennevières avec 99 journaux de terres et 12 fauchées de prés louée par bail du 18 avril 1781 à Étienne Nicolas, pour 3, 6 ou 9 ans, au prix de 89 quartels de seigle, 2^e de cire, 2 chapons et 4^e 8^e pour francs vins, et pour vins de marché 60^e une fois faisant le tout ensemble, la somme de fr. 158.. ».. »
 dont vient à déduire les grosses réparations sauf les chariages, qui sont à charge du fermier fr. 14.. ».. »
 Reste net. . . . fr. 144.. ».. »

C'est une engagère de 1632 et un fief amorti, partie d'ancienne et partie de nouvelle acquisition.

N° 50. It. un moulin banal avec scierie, maison, écurie et jardin, deux fauchées de prés, une petite houblonnière et chennevière, relaissés par bail du 11 mars 1786, pour 9 années à Jean Watrin au prix de 168^l en argent faisant la somme de . . . fr. 100..16.. »

N° 51. Le fermier doit acquitter en outre deux petits cens affectés sur ce monlin, chargé au surplus de deux muids de seigle à distribuer aux pauvres à la porte d'Orval . . . fr. 20.. 4.. »

Reste. . . fr. 80..12.. »

à déduire encore les grosses réparations, etc. . . fr. 58.. ».. »

Reste net. . . fr. 22..12.. »

Le moulin susdit est d'ancienne donation.

N° 52. Le droit da Massuage sera renseigné avec les autres droits seigneuriaux.

La Ferté.

N° 53. Une petite ferme sans maison avec 26 1/2 journaux de terres, 10 1/2 fauchées de prés, relaissée par bail du 18 juillet 1779, à la veuve Pierre Paire, pour 39 quartels de froment et 39 d'avoine, 3^l 16^s pour francs vin et 12^l une fois pour vins de marché, faisant . . . fr. 149.. 6.. 6

N° 54. It. la grosse dime que l'abbaye lève par elle-même, rapportant année commune de 10 en froment, 250 quartels, 23 de méteil, 88 d'orge, 108 d'avoine, 4 1/4 de pois et 2 1/2 quartels de seigle faisant ensemble la somme de . . fr. 928.. ».. 9

N° 55. It. la menue dime louée par bail du 18 juillet 1779, à Jean Morreau au prix de 54^s en argent faisant . . . fr. 32.. 8.. »

Ensemble. . . fr. 960.. 8.. 9

à déduire sur ces dimes.

1^e La compétence du curé fixée à 700^s ou . . . fr. 420.. ».. »

2^e Conjointement avec les offrandes dans l'église de St-Walfroid la restauration et l'entretien de cette église étant la mère église de la paroisse de la ferté : Item la restauration et l'entretien du chœur de l'église de la ferté supputés ensemble à . . . fr. 60.. ».. »

3^e 12 quartels de froment qui se paie au marguiller ci . . . fr. 34.. 4.. »

Ensemble. . . fr. 514.. ».. »

Reste net. . . fr. 446.. 4.. 9

Ces biens sont parties d'ancienne et partie de nouvelle acquisition.

La Mouilly.

N° 56. Le 1/3 et le 87^{me} des grosses dimes anciennes et novales, à la reserve de la dime des vins, loués par bail du 23 juillet 1786 pour 9 ans à Jean Bouvier, au prix de 111 quartels de froment et 110 quartels d'avoine un sol par quartel pour franc vin et 18^l une fois pour vins de marché, faisant ensemble la somme de . . fr 423.. 3.. »

N° 57. It. La même dime louée par bail du 28 avril 1783 au même pour 27^l en argent ci . . . fr. 16.. 4.. »

Ensemble. . . fr. 439.. 7.. »

dont vient a deduire la compétence du vicaire fixée à 350^l ou . . fr. 210.. ».. »

Reste net. . . fr. 229.. 7.. »

N° 58. It. Un petit près de 60 verges loué par bail du 10 janvier 1782, pour 3, 6 ou 9 ans, à Gilles Perignot au prix de 13^l ci fr. 7.. 16.. »
Ces biens sont d'ancienne donation.

Linay.

N° 59. Une ferme consistant en maison, grange, écuries, jardins, chennevière, avec 57 1/4 jours de terres, 38 fauchées de prés loués avec 1/12 dans la grosse et menue dime à J.-Baptiste Lina, par bail du 12 mars 1786, au prix de 43 1/2 quartels de froment 20 de seigle et 42 1/2 d'avoine 2 chapons, 2^l de cire et un sol par quartels pour franc vin, et 30^l une fois pour vins de marché, faisant ensemble la somme de fr. 203.. 11.. 6
et après déduction des grosses reparations etc : fr. 19.. ».. »
Reste net. fr. 184.. 11.. 6

N° 60. It. 12 arpens de prés, par échange contre une rente de 48 quartels de froment dit droit du sauvement, loués au même pour 100^s en argent ci fr. 60.. ».. »
Ces biens sont d'ancienne fondation et échange récent.

Malandry.

N° 61. le 1/3 de la grosse et menue dime relaissée par bail du 8 may 1780 à J.-Baptiste Balland et consors, pour 3, 6 ou 9 ans au prix annuel de 105^l en argent, faisant ci. fr. 63.. ».. »
Donation ancienne.

Malvoisine.

N° 62. La haute moïenne et basse justice par engagere de 1632 n'étant d'aucun rapport, se porte ici pour Mémoire.
N° 63. It. Une ferme consistant en maison, jardin, chennevière avec 68 journaux de terres, 7 fauchées de prés, relaissée au tiers à Jean Michel pour 3, 6 ou 9 ans, au rendage de 25 quartels de froment, 10 de meteil, 18 de seigle, 15 d'avoine et 10 d'orge, et pour francs vins 5^l 12 sols fait ensemble la somme de fr. 156 . 10.. »
dont à déduire les grosses reparations etc: ci fr. 27.. ».. »
Reste net. fr. 129.. 10.. »
Ancienne donation et acquisition.

Mandresis.

N° 64. La haute moïenne et basse justice par engagère de 1632 comme dessus.

N° 65. It. une cense consistant en maison, jardin, chennevière avec 139 journaux 32 1/2 verges de terres et prés de la mesure de 80 verges de 19 pieds 4 pouces de france selon la carte commencée le 25 octobre et finie le 26 novembre 1779 dressée par le géomètre J. Jacob, loué par bail du 20 avril 1784 à Jean Rendage, au prix de 450^l faisant la sôme de fr. 270.. ».. »
dont à déduire les grosses réparations etc fr. 27.. ».. »
Reste net. fr. 243.. ».. »

N. B. La partie située sous la haute Mandresis est exemte de dimè et terrage.
Les 2/3 de la grosse dime sous la basse Mandresis seront rapportés à l'art. de Mogre.
Ancienne donation et partie d'acquisition.

Margny.

N° 66. La haute moienne et basse justice par engagère de 1632	Mémoire.
N° 67. Les droits seigneuriaux seront rapportés ci-après, le 1/3 dans la grosse dime que lève l'abbaye elle-même, rapportant annuellement, 25 quartels de froment, 16 de mèteil, 70 de seigle, 14 d'orge et 20 d'avoine faisant ensemble la sôme de	fr. 264.. 7.. »
N° 68. It. le 1/3 de la menue dime louée par bail du 18 avril 1781, à André le Roy pour 30°.	fr. 18.. ».. »
Ensemble.	fr. 282.. 7.. »
dont vient à déduire la charge de l'entretien et de la restauration de l'église portant par année commune	fr. 15.. ».. »
It. 9 quartels de seigle qui se paient au Marguillier évalués à	fr. 15.. 1.. 6
Ensemble.	fr. 30.. 1.. 6
Reste net.	fr. 252.. 5.. 6

Ancienne donation.

Margut et Willière.

N° 69. 126 fauchées de prés dont le produit, qui se consomme à l'abbaye même, est estimé par année commune, déduction faite des frais occasionnés tant pour la perception du produit que de toutes les autres dépenses inhérentes telles que les gardes etc. à la somme de fr. 1283..14.. 2

Mogres ou Mogue.

N° 70. Une cense consistant en maison, grange, écurie, 68 journaux de terres, 8 1/2 fauchées de prés, jardin etc., et la dimerie de la rosière rappelée à l'art. de chèvres, loués par bail du 11 mars 1786, pour 3, 6 ou 9 ans, à Jean Blaise, au prix de 51 quartels de seigle et 50 d'avoine, et pour francs vins un sols par quartel, 2 ^l de cire, 2 chapons et 36 ^l une fois pour vin de marché faisant ensemble la somme de	fr. 138..10.. 6
dont à déduire les grosses réparations sauf la voiture dont le fermier est chargé ainsi que des menues rentes, ci	fr. 14.. ».. »
Reste net.	fr. 124..10.. 6

Nota. Que les terres sont en partie exemptes de terrage.

N° 71. Les 2/3 de la grosse dime ancienne et novale, louée par bail du 23 juillet 1786, pour 3, 6 ou 9 ans, à Jean Brocquart et consors au prix de 17 quartels de froment, 75 de mèteil, 75 de seigle et 150 d'avoine, 2^l de cire, un sol par quartel pour franc vin et 30^e une fois pour vins de marché, faisant ensemble la somme de fr. 483.. 2.. 6

dont vient à déduire pour la restauration et l'entretien de chœur et de l'église de Mogres fr. 8.. ».. »

It. 4 quartels de seigle qui se paient à la fabrique de l'église, évalués à fr. 6..14.. »
 Ensemble. . . fr. 14..14.. »
 Reste net. . . fr. 468.. 8.. 6

L'arrentement en grains sera renseigné ci-après :
 Ces biens sont d'ancienne et de nouvelle acquisition.

Moiry.

N° 72. Partie de ferme consistant en 36 journaux de terres et de prés louée par bail du 12 mars 1786 pour 3, 6 ou 9 ans à Joseph Gallois, au rendage de 41 quartels de froment et 10 d'avoine, un chapon, une livre de cire, et 6^l une fois pour vin de marché, faisant ensemble fr. 42.. 2.. »

N. B. Le produit en argent exprimé dans le rapport fait par l'abbaye des biens situés en France, se trouve déjà enseigné ci-dessus dans l'art. des prés situés à Villers-devant-Orval, comme s'étendant en partie sur la France.

N° 73. Les 2/3 et 1/9 dans les grosses dimes et la totalité de celle qui étoit ci-devant novale, et détenue par le vicaire, loués par bail comme dessus et au même, au prix de 71 quartels de froment et 70 d'avoine, outre un sol par quartels pour franc vin, et 24^l une fois pour vins de marché faisant ensemble la sôme de . fr. 271.. 3.. »

N. B. Le fermier est chargé aussi d'une rente affectée sur cette dime.

N° 74. Les 2/3 et le 1/9 dans les menues dimes, loués au même par bail du 19 avril 1785, pour 24^l ci fr. 14.. 8.. »
 Ensemble. . . fr. 285..11.. »

dont vient à déduire la compétence du vicaire fixée à 350^l ou f. 210. Item 4 quartels de froment au marguillier à fr. 11..8^e et ensemble. fr. 221.. 8.. »
 Reste net. . . fr. 64.. 3.. »

Ces biens sont de donation ancienne.

Osme.

N° 75. Une cense consistant en maison, grange, écuries, jardins, avec 84 journaux de terres, 8 fauchées de prés, louée pour 9 ans par bail du 11 mars 1786, à Jacques Franclet, au prix de 46 quartels de froment, 15 de seigle, 60 d'avoine, 2^l de cire, 2 chapons, 2 pots de beurre de 10^l chaque et un sol par quartel pour franc vin, et en outre 6^l une fois en argent pour vins de marché faisant ensemble fr. 226..10.. 6
 dont à déduire les grosses réparations, etc fr. 38.. ».. »

Reste net. . . fr. 188..10.. 6

D'ancienne fondation et quelques parties d'acquisition récente.

Presle.

N° 76. Haute moienne et basse justice comme ci-dessus.

N° 77. Un moulin banal, avec maison et scierie, un petit étang et deux arpens de terres, relaissé à Pierre Didier, pour 3, 6 ou 9 ans par bail du 18 avril 1781, au prix annuel de 440^l 5^s et à charge de moudre gratis les grains pour la consommation de la ferme de Blanchampagne, faisant la somme de fr. 264.. ».. »
dont vient à déduire les grosses réparations, etc. ci fr. 16.. ».. »
Reste net. fr. 248.. ».. »

D'ancienne fondation.

Prouilly.

N° 78. Fief amorti avec droit de chasse et de pêche dans la Meuse, qui ne rapportent rien au delà des dépenses qu'on y fait.

N° 79. 3 censes avec maisons, granges et écuries, louées par un même bail du 28 avril 1783, pour 3, 6 ou 9 ans à J.-Bapt. Gobert, Henri Paulin et J.-B. Gobert qui est chargé en particulier de 100^l en argent au dessus du d^t rendage, lesquelles censes consistent en 400 journaux de terres, et 70 fauchées de prés, tout exemts de dime et terrage, rapportant à l'abbaye 633 quartels de froment 18 de pois, 150 d'orge et 150 d'avoine 9^l de cire, 30^l de beurre, 69^l en argent pour franc vin et 187^l 10^s pour redemption d'avoine, enfin en 900^l une fois pour vins de marchés faisant le tout ensemble la somme de fr. 2491.. 4.. »

N° 80. Les fermiers sont chargés de retributions inhérentes pour le curé et de fournir ce qui est nécessaire pour la vigne de Pouilly, et de voiturier les vins à l'abbaye.

N° 81. A déduire cependant la contribution des décimes qui se paient à la chambre ecclésiastique à Rheims, à raison de ces biens, comme faisant partie de ceux du clergé de France; laquelle contribution, se monte par année commune à. fr. 447.. 3.. 6
Reste. fr. 2044.. ».. 6

et après déduction des grosses réparations se montant année commune à. fr. 47.. ».. »
Reste net. fr. 1997.. ».. 6

N° 82. 15 journaux de vignes rapportant selon le dénombrement par année commune 72 pièces de vin, estimées à la somme de 1788^l faisant en argent de Luxembourg fr. 1036.. 16.. »
dont vient à déduire l'entretien des 3 bâtimens et du pressoir des vigneron évalué à fr. 27.. ».. »
Reste net. fr. 1009.. 16.. »

Ces biens sont d'ancienne fondation.

Puilly.

N° 83. La seigneurie avec haute moienne et basse justice par engagère de 1632
ici Memoire.

N° 84. Deux fermes savoir l'une consistant en maison, grange écuries, 4 jardins, 2 chenneviere louée pour 9 ans à Jean Richard, par bail du 11 mars 1786, et l'autre consistant en maison, grange, écuries, deux jardins, 4 chennevieres, louée pour pareil terme et par bail de même date, à la veuve Wathelet, les terres et les prés de ces deux fermes étant rapportés ensemble à 235 1/2 jours de terres et 48 fauchées de prés, mais dont on croit que 15 fauchées sont portées par erreur, comme faisant partie de ces deux fermes, puisque le pied terrier en rapporte 15 de moins, erreur que l'on croit être provenue de ce que l'on s'imaginait que les sus dites 15 fauchées renseignées à l'art : de Margut Williere, faisoient partie des sus dites deux fermes, et dont la 1^{re} rend annuellement 96 quartels de seigle et 95 d'avoine, un sol par quartel 2 chapons, 2^l de cire pour francs vins, et 60^l une fois en argent pour vin de marché, faisant ensemble la somme de fr. 253..14.. »
 dont vient a deduire les grosses reparations etc fr. 22.. ».. »
 Reste net. fr. 231..14.. »

N° 85. La seconde ferme rend 93 quartels de seigle et 92 d'avoine 2^l de cire, 2 chapons, un sol par quartel pour francs vins, et 60^l en argent une fois pour vins de marché faisant en tout la somme de fr. 245.. 5.. 6
 et après déduction des grosses reparations etc : fr. 22.. ».. »
 Reste net. fr. 223.. 5.. 6

Ces biens sont partie d'acquisition ancienne et partie de nouvelle.

N° 86. Le 1/4 de la grosse dime louée par bail du 11 mars 1786 à André Léonard pour 9 ans, au prix annuel, y compris au préciput d'un muid de seigle de fr. 270.. ».. »

N° 87. It. une part de menue dime louée à Gilles Leonard par bail du 19 avril 1785 pour 9 ans, au prix de 30^l faisant ci fr. 18.. ».. »
 Ensemble. fr. 288.. ».. »
 dont vient à déduire pour frais de l'entretien et de la restauration du chour de l'église, ci. fr. 15.. ».. »
 Reste net. fr. 273.. ».. »

N° 88. Les menues rentes seigneuriales seront renseignées ci-après.

Ces dimes sont partie de donation ancienne et partie par échange.

Sachy.

N° 89. Deux fermes actuellement réduites en une seule, consistant en maison, jardin chenneviere avec 127 journaux de terres, 20 fauchées de prés, louée par bail du 11 mars 1786, à Jean Roscy pour 9 ans au rendage annuel de 41 quartels de froment, 40 de seigle et 80 d'avoine, 2^l de cire, 2 chapons, un sol par quartel pour francs vins et 60^l en argent une fois sur 9 ans, faisant ensemble la sôme de. fr. 286.. 7.. »
 dont vient à déduire les grosses réparations etc fr. 25.. ».. »
 Reste net. fr. 261.. 7.. »

N° 90. Des petites rentes irrédimibles qui ne se paient plus ici. Néant.

Ces biens sont d'acquisition ancienne, et une petite partie acquise récemment.

Sailly.

N° 91. Une ferme consistant en maison, chennevière, avec 27 journaux de terre et 2 fauchées de prés, rendue par bail du 11 décembre 1782, à J.-B. Liégeois, au prix annuel de 11 quartels de froment, 9 de seigle et 19 d'avoine, faisant la somme de	fr.	63..10.. 6
et après déduction des grosses réparations etc	fr.	4.. ».. »
Reste net.	fr.	59..10.. 6

Sont d'acquisition ancienne.

St-Walfroid.

Mère église de la Paroisse de la ferté.

N° 92. Le 1/3 dans les offrandes qui revient à l'abbaye étant absorbé par les frais d'entretien de l'église et des ornemens ici. Mémoire.

D'ancienne fondation.

Thonelle.

N° 93. La haute moienne et basse justice sur le moulin et dépendance et par engagère de 1632.

N° 94. Maison et moulin banal, grange et écuries avec 12 journaux et 75 verges de terres, 11 fauchées 46 verges de prés donnés en bail le 9 janvier 1782, pour 3, 6 ou 9 ans à Mathias Léonard, au prix annuel de 623' 10 ^s en tout faisant ci fr.	374.. 2.. »
dont vient à déduire les grosses réparations, etc ci	fr. 38.. ».. »
Reste net.	fr. 336.. 2.. »

Nota. Qu'il y a une bonne partie de ces terrains qui a été absorbée par la construction d'une chaussée Roïale.

N° 95. Une ferme consistant en maison, jardin et deux chennevières, avec 96 journaux 25 verges de terres, dont une partie exemte de terrage, 30 fauchées et 4 verges de prés, louée par bail du 12 mars 1786 pour 3, 6 ou 9 ans à Pierre François avec 1/6 de la totalité des grosses dimes et pareille portion dans une petite dimerie, et encore tous autres droits et franchises appartenant à l'abbaye pour 106 quartels de froment et 105 d'avoine, deux livres de cire, deux chapons, un sol par quartel pour francs vins et 36 ^s en argent une fois sur 9 ans, pour vins de marché, faisant ensemble la somme de	fr.	408.. 6.. »
dont vient à déduire les grosses réparations.	fr.	29.. ».. »
Reste net.	fr.	379.. 6.. »

La rente irredimible de 8 quartels de froment et de 8 d'avoine payée par différentes personnes, de même que la rente d'un florin en argent ne se paient plus depuis 1757 l'abbaye n'a pas jugé à propos de soutenir un procès pour les récupérer ici. Mémoire.

Ces biens sont de fondation ancienne.

Tremblois.

N° 96. Quatre censes réunies en une seule consistant en maison, grange, écurie, jardin, et courtil avec 334 1/2 journaux de terres, 21 3/4 fauchées de prés, louée par bail du 11 mars 1786 pour 9 années à Nicolas Jeanjean, au rendage de 181 quartels de seigle et 180 d'avoine, un sol par quartel 6ⁱ de cire et 6 chapons pour francs vins et 120ⁱ en argent une fois pour vins de marché faisant ensemble la

somme de	fr.	492.. ».. »
dont vient à déduire les grosses réparations etc :	fr.	34.. ».. »
Reste net.	fr.	458.. ».. »

N° 97. La grosse dime louée pour 3, 6, ou 9 ans, par bail du 23 juillet 1786 à Nicolas Jeanjean, au rendage de 171 quartels de seigle et 170 d'avoine, un sol par quartel 2ⁱ de cire pour francs vins et 30ⁱ en argent pour vin de marché, une fois sur 9 ans, faisant ensemble la somme de fr. 453.. 8.. 6

N° 98. Nota le fermier est obligé de fournir au curé des deux Villes 200 de paille sur sa compétence. Mémoire.

N° 99. La menue dime louée par bail du 20 avril 1784 au même pour 3, 6 ou 9 ans, au prix de 18 ⁱ ci	fr.	10..16.. »
Ensemble.	fr.	464.. 4.. 6

N° 100. Vient à déduire la somme de 350 ⁱ que l'abbaye paie au vicaire de Tremblois, à titre de compétence ci	fr.	210.. ».. »
Reste net.	fr.	254.. 4.. 6

tous les biens rapportés ci-dessus sont d'ancienne fondation.

Waux devant Mouzon.

N° 101. Une ferme consistant en une Mazure, jardin, chennevière 47 journaux de terres en partie exemts de dime et terrage et 8 fauchées de prés louée par bail du 20 avril 1784 pour 3, 6 ou 9 ans, à Nicolas Daverdise, au rendage de 44 quartels de froment et 43 d'avoine, 2ⁱ de cire et 4ⁱ en argent pour francs vins, et 60ⁱ une fois sur 9 ans pour vin de marché, faisant ensemble ci, fr. 172.. ».. »

N° 102. It. un 15^{me} de la grosse et menue dime, loué au même et par le même bail, au prix annuel de 60ⁱ faisant ci fr. 36.. ».. »

Ces biens sont de donation ancienne et échange.

Villone sur Meuse.

Rapporté avec Bohemont.

Mémoire.

Villy.

N° 103. En prés 21 fauchées comprises dans la défructuation des prés de blanchampagne rapportés ci-dessus en masse.

N° 104. Les 2/3 de la grosse dime et de la totalité des novales que l'abbaye lève par elle même rapportant année commune de 10, 12 quartels de seigle, 230 quartels de

froment 22 de méteil 85 d'orge 130 d'avoine et 10 de pois estimés ensemble à la sôme de fr. 1010..15.. 6

N° 105. It. Les 2/3 dans la menue dime louée par bail du 12 mars 1786 à Jacques Massieux avec un petit jardin et une rente de 5 1/4 quartels de froment et autant d'avoine au prix de 85^l faisant fr. 51.. ».. »

Ensemble. . . fr. 1061..15.. 6

N° 106. Dont vient à déduire les frais de l'entretien et réparations du chœur et de l'église etc fr. 25.. ».. »

It. pour l'entretien de la grange que l'abbaye a dans cet endroit pour recueillir la dime fr. 15.. ».. »

Ensemble. . . fr. 40.. ».. »

Reste net. . . fr. 1021..15.. 6

Ces biens sont de fondation ancienne.

Way.

N° 107. La haute moïenne et basse justice par engagère de 1632 franc alleux etc.

N° 108. Une cense y compris la petite ferme de Carignan exemte de terrage, consistant en maison, grange, écuries, jardin et chennivière, 168 1/2 journaux de terres, 22 fauchées de prés louée pour 9 ans à F. Michel par bail du 11 mars 1786, au rendement de 90 quartels de froment, 65 de seigle et 154 d'avoine, 3 chapons 3^l de cire, un sol par quartel de franc vin, 80^l en argent une fois pour vins de marché sur 9 ans, faisant ensemble la somme de fr. 519..12.. 9
et après déduction de grosses réparations etc fr. 34.. ».. »

Reste net. . . fr. 485..12.. 9

Ancienne fondation.

N° 109. Les petits arrentements tant en grains qu'en argent, et dont on a fait mention, consistant dans ceux de :

Blagny... anciens arrentemens et donation.

Chauvancy St-Hubert, ancien arrentements et donation.

Chevroy, anciens arrentements et donations.

Les deux Villes, ancien arrentement et donation.

Mogre, acquisition ancienne et ancien arrentement.

Olizy, ancienne donation et ancien arrentement.

Tremblois, ancienne donation et acquisition et ancien arrentement.

Sont relaissés pour le terme de 9 années, commencé 1780, à M. l'avocat Gros Maître, au prix de 800^l de france, faisant ci fr. 480.. ».. »

Relevé des bois situés en France.

	Arpens.	Perches.
N° 110. Blanchampagne	473	»
111. Buxi.	163	»
112. Cherves.	137	»
113. Malvoisine	6	»
114. Mandresis	126	»
Total.	905	»

Lesquels 905 arpens calculés à la recroissance de 20 ans et exploités sur ce pied, font un produit commun de 45 1/4 arpens d'exploitation, qui évalués à 38 cordes par arpent, et au rapport de 3 florins par corde fait un revenu annuel de fr. 5158..10.. »

Récapitulation des revenus de l'abbaye sous la partie Française.

Ars	fr.	986.. 8.. »
Avioth		225.. 8.. 10
Bazeilles		295.. ».. »
Bohemont		891..13.. 3
Breux		154..19.. 6
Buré.		740.. 9.. 6
Buxy.		».. ».. »
Carignan		218.. ».. 6
Chauvancy St-Hubert.		».. ».. »
Faigny		14.. 8.. »
Frenois Lez Montmédy		302.. 5.. »
Maidy Bas }	compris ci-dessous	
Montmédy }		208..10.. 6
Olizy		300.. ».. »
Petit Verneuil.		186..13.. »
St-Laurent et Serbey.		104.. 8.. »
Thone le Thil		210.. 7 . 7
Thone le Prez.		385..10.. 5
Vigneuil		220.. 7.. »

Pour la mesure de Carignan.

Bievre et Ginvry	fr.	292.. 8.. »
Blagny		343..10.. 9
Blanchampagne		6374.. 8.. »
Cherves.		820.. 7.. »
Chevroy		».. ».. »
Charbeau		183..12.. 8
Deux Villes (les)		1219..15.. »
Fromy		205.. ».. 9
Fermont		».. ».. »
Hattoy		132.. 3.. »
Herbeuval		166..12.. »
La Ferté		595..11.. 3
La Mouilly.		237.. 3.. »
Linay		244..11.. 6
Malandry		63.. ».. »
Malvoisinne		129..10 . »

Mandresis	243.. ».. »
Margny.	252.. 5.. 6
Moiry	106.. 5.. »
Margut et Williere	1283..14.. 2
Mogres	592..19.. »
Osne	188..10.. 6
Presle	248.. ».. »
Prouilly.	3006..16.. 6
Puilly	727..19.. 6
Sachy	261.. 7.. »
Sailly	59..10.. 6
St-Walfroid.	».. ».. »
Thonelle	715.. 8.. »
Tremblois	712.. 4.. 6
Waux devant Mouzon.	208.. ».. »
Villoue sur Meuse.	».. ».. »
Villy.	1021..15.. 6
Way.	485..12.. 9
Les arrentemens en général.	480.. ».. »
Les bois en général	5158..10.. »
Les intérêts des capitaux	181..15.. 3
Total.	32386.. 3.. 8

et après déduction des XX^e et sols pour livres qui se montent par
 années commune à. fr. 3213.. 3.. »
 Reste net. . . . fr. 29173.. ».. 8

En Lorraine.

Observations. Les XX^e et autres charges que l'abbaye paie sur la généralité des biens, qu'elle possède en Lorraine ont monté jusques ici à la somme de 2718^l pour année commune, mais ces impositions sont augmentées à commercer de l'année 1788, dans la proportion de , d'où il résulte que les dites impositions sont portées provisionnellement jusqu'à la concurrence de la somme de 4067^l 8^s 6^d faisant en argent de Luxembourg qui ne pouvant pas être déduits sur chaque objet en particulier, le seront sur l'ensemble des revenus que l'abbaye d'Orval possède en Lorraine.

Allondrel et Malmaison (Moselle).

N^o 1. 1/8 dans les grosses dimes tant anciennes que novales rapportant par années commune suivant les registres 325^l ci. fr. 195.. ».. »
 N^o 2. Dont vient à déduire les frais de l'entretien et de la restauration de l'église d'Allondrel, qui a coûté récemment 14500^l ci. fr. 5.. 8.. »
 Reste net. . . . fr. 189..12.. »

N° 3. Une rente en grains qui rapporte annuellement 49 ^l 10 sols	
faisant ci	fr. 29..14.. »
valeur de 12 quartels seigle 12-33 avoine 2 chapons et 1 ^l cire, et provenant de l'arrentement perpétuel dit Triconville du 11 juin 1470, pour 9 journaux de terres, avec la charge de païer au curé trois bichets de froment, faisant un quartel	
et demi estimé ci	fr. 3.. 2.. 6
Reste net.	fr. 26..11.. 6

Sont d'ancienne fondation.

Bayonville.

N° 4. Une maison pressoir, etc., avec 59 homées de prez et 30 journaux de vignes, le tout étant défructué, employé et consommé sur les lieux, sauf le vin de manière que déduction de tous frais et y comprenant les 2/3 de la dime, un petit cens d'une hotte de raisin et un préciput de 44 hotte de raisin le tout en vin, il en revient à l'abbaye 144 pièces de vin évaluées à 4104^l en argent de france, faisant la somme de fr. 2462.. 8.. »

N° 5. La déduction à faire du chef de la dime pour les frais de l'entretien et de la restauration de l'église	fr. 6.. ».. »
Reste net.	fr. 2456.. 8.. »

D'ancienne fondation.

Braumont.

N° 6. Deux fermes en une seule maison et une mazure, granges, écuries, jardins et chenuevières avec 297 journaux de terres, 3 1/2 fauchées de prés, relaiés à deux fermiers, l'une à Pierre Andrin, par reconduction tacite sur bail du 12 janvier 1774, et l'autre à Henri Meli par même reconduction et même bail, au rendage de 156 quartels mèteil et 154 quartels d'avoine pour les dits deux fermes, en outre annuellement 25 ^l 1 ^s 4 ^q pour francs vins et vins de marché faisant le tout ensemble la somme de fr 420..11.. 6	
dont vient à déduire les grosses réparations évaluées par année commune à	fr. 27.. ».. »
Reste net.	fr. 393..11.. 6

Ces biens sont d'acquisitions nouvelle.

Convers.

N° 7. Fief amorti, ban a part exempt de dimes et terrage excepté environ 4 journaux 4 censes dont les batimens tiennent tous ensemble, et qui étoient primitivement occupées et defructuées pour des freres convers de l'abbaye d'Orval, consistant en 484 journaux de terres, 48 fauchées de prés, relaiés par reconduction tacite sur bail du 11 janvier 1774 à la veuve Bernard, François Adam, Thiri Joseph Adam, et Jean Joseph Adam, pour 3, 6 ou 9 ans, au rendage annuel de 533 quartels de froment, 528 quartels d'avoine et un sol par quartel 8^l de cire, 8 chapons, 4 pots de beurre de

8 ^l chaque a 6 sols, le tout pour franc vin, et 240 ^l en argent une fois sur 9 ans pour	
vins de marché faisant ensemble la somme de	fr. 1609..14.. 6
et après déduction des grosses réparations etc	fr. 144.. ».. »
Reste net.	fr. 1465..14.. 6

Ces biens sont de fondation ancienne.

Fermont.

N° 8. 1/12 dans la grosse et menue dime relaissée à Charles Mordillar, par recon-	
duction tacite sur ancien bail pour 24 ^l faisant	fr. 14.. 8.. »
D'ancienne fondation.	

Flabeuville.

N° 9. La moitié et 1/8 d'une cense, consistant en une maison, granges, écuries, jar-	
dins, chenuevières possédés par indivis, et contenant 69 1/2 journaux de terres et 9 3/4	
fauchées de prés, loués par bail du 15 juillet 1787, a Jacques Lecquois pour 3, 6 ou 9	
ans au rendage, quant à la part de l'abbaye de 39 quartels de froment et 39 d'avoine,	
faisant la somme de	fr. 113.. 1.. »
et après déduction des grosses réparations	fr. 7.. ».. »
Reste net.	fr. 106.. 1.. »

Sont de nouvelle acquisition.

Frenois la Montagne.

N° 10. Une ferme consistant en une maison, grange, écuries, jardin chenuevière	
avec 101 1/2 journaux de terres et 5 fauchées de prés relaissée par reconduction tacite	
sur bail du 22 avril 1777 à la veuve Caillière, au rendage annuel de 73 quartels mèteil	
et 72 quartels d'avoine et en argent 7 ^l 4 ^s pour francs vins et vin de marché faisant	
ensemble la somme de	fr. 194.. 9.. »
Dont vient à déduire les grosses réparations etc : ci	fr 14.. ».. »
Reste net.	fr. 180.. 9.. »

Ces biens sont d'ancienne fondation et en partie de nouvelle acquisition.

Geminel.

N° 11. Un moulin banal arrenté pour 99 ans, par acte notarié du 24 juin 1741, en	
1740 au marquis de Lamberty, avec deux fauchées de prés, pour le	
prix de	fr. 100 ^l .. ».. »
mais dont vient à déduire 4 cordes de bois à 10 ^l chaque ci	40 ^s .. ».. »
Reste.	60 ^s .. ».. »
Faisant ci.	36.. ».. »

Fief amorti d'ancienne fondation.

Godebrange

N° 12. 1/3 dans la grosse dime sur un petit canton dit Gonderstioff loué par bail du 13 janvier 1785 à J.-B. Didion pour 26^l faisant ci fr. 15..12.. »
D'ancienne fondation.

Higny.

N° 13. 1/3 dans la dime grosse, menue et novale, louée par le directeur de Villancy, au prix de 150^l par année commune, faisant fr. 90.. ».. »
et après déduction des frais de la restauration et de l'entretien de l'église pour 1/6
ci. fr. 7.. ».. »
Reste net. . . . fr. 83.. ».. »

D'Ancienne fondation.

La Caure.

N° 14 Une ferme avec maison, grange, écurie, jardin, chennevière, contenant 177 journaux de terres, 30 fauchées de prés relaissée par bail du 31 mars 1787, pour 3, 6 ou 9 ans, à Christophe Mauchamps, au rendage de 149 quartels de froment et 148 d'avoine, et pour franc vin, le sol par quartel 3^l de cire, 2 pots de beurre fondu, et 75^l en argent une fois sur 9 ans ; le pot de beurre pesant 16^l à 6 sols chaque livre ; pour vin de marché, faisant le tout ensemble la somme de. . . . fr. 452..13.. 4
dont vient à déduire pour les grosses réparations évaluées à . . . fr. 39.. ».. »
Reste net. . . . fr. 413..13.. 4

Fief amorti d'ancienne fondation.

Longuion.

N° 15. La moitié de la grosse dime louée par reconduction tacite sur ancien bail de 1752, à M. Dewal, au rendage de 192 quartels de froment, 100 de méteil et 284 d'avoine, 6^l de cire, 6 chapons et 28^l 8^s en argent pour francs vins, faisant ensemble la somme de fr. 836.. 9.. »

N° 16. Dont vient à déduire la charge de la restauration et de l'entretien de l'église qui est maintenant à rebâtir, étant pour la moitié à charge de l'abbaye supputé annuellement à fr. 20.. ».. »

Reste net. . . . fr. 816.. 9.. »

N° 17. Nota. Il y a 2589 verges de terres situées dans ce ban, qui sont attachées à la cense de Nørs et seront renseignées ci-après.

Cette dime est d'acquisition ancienne.

Moncel et Mazel.

N° 18. Deux censes amorties et exemtes de terrages et de dime consistant en deux maisons, granges et écuries, jardins et chennevières, avec 320 journaux de terres et

12 fauchées de prés, louées toutes deux par reconduction tacite sur bail du 16 janvier 1774, l'une à Philippe Launoy, et l'autre à la veuve Jean Launoy, pour 1/3 du produit, faisant par année commune un rendage de 264 quartels de froment, 64 de méteil, 20 d'orge et 300 d'avoine, et 31^l 4^s 6^d en argent pour francs vins et vins de marché, outre 4^l de cire et 4 chapons, estimés le tout ensemble la somme de fr. 961.. 4.. »
et après déduction des grosses réparations etc fr. 45.. ».. »
Reste net. . . . fr. 916.. 4.. »

Partie d'ancienne et partie de nouvelle acquisition.

Morville.

N° 19. 1/3 dans la grosse et menue dime louée par nouveau bail de 1786 pour la somme de 550^l faisant fr. 330.. ».. »
dont à déduire les frais de la restauration et de l'entretien de l'église pour un tiers ci. fr. 7.. ».. »
Reste net. . . . fr. 323.. ».. »

D'ancienne fondation.

Noers.

N° 20. Une ferme consistant en maison, grange, écuries, jardin avec 163 1/8 journaux de terres et 9 1/2 fauchées de prés, louée à Henri Colin par bail du 10 décembre 1786 pour 3, 6 ou 9 ans, au prix de 568^l 10^s un pot de beurre de 6^l pesant, à 6 sols, 3^l de cire et 30^l une fois pour franc vin, et de marché faisant ensemble la somme de fr. 347.. 12.. »
et après déduction des grosses réparation. fr. 14.. ».. »
Reste net. . . . fr. 333.. 12.. »

D'acquisition nouvelle.

Sivry le Petit.

N° 21. 1/6 dans la dime laissée par reconduction tacite au capitaine Devaux pour 30 quartels de froment et 30 d'avoine, faisant annuellement fr. 86.. 19.. 6, mais dont la veuve ne paie que 96^l en argent ensuite de modération lui accordée par considération personnelle.

Dont vient à déduire pour un sixième les frais de restauration et de l'entretien de l'église, évalué à fr. 5 par an.

Reste net. . . . fr. 81.. 19.. 6

D'ancienne fondation.

Tellancourt.

N° 22. Une cense avec maison, grange et écurie, jardin chenivière, 137 journaux de terres et 17 1/4 fauchées de prés, relaissée par reconduction tacite sur ancien bail à Jean Baptiste Doyen, pour 71 quartels de meteil, 70 quartels d'avoine, 11^l 10^s en

argent, pour francs vins et cire et chapons compris faisant ensemble la somme	
de	fr. 191.. 8.. »
dont vient à deduire les grosses reparations etc.	fr. 6.. ».. »
Reste net.	fr. 185.. 8.. »

D'acquisition nouvelle.

Villancy.

N° 23. Quatre censes ou une cense cultivée par quatre fermiers ayant chaque une maison, grange, écuries, un jardin et une chenivière et ensemble 720 journaux de terres, exemts de dîme et terrage, loués au tiers par réconduction tacite sur bail du 14 janvier 1774 à Michel Curé, Nicolas Jacquet, N. Bigarez, et François Mangin, au rendage annuel de 925 quartels de froment 120 de méteil, 66 d'orge, et 560 d'avoine, 8 chapons, 8 ^l de cire, pour francs vins, et pour vin de marché 600 ^l une fois en argent en 9 ans pour les quatre fermiers faisant le tout ensemble la somme	
de	fr. 2742..15.. »
dont vient à deduire les grosses reparations etc.	fr. 99.. ».. »
Reste net.	fr. 2643..15.. »

N° 24. Le fourneau à couler les gueuses étant censé faire partie des forges d'Orval, le produit et le bénéfice en seront renseignés avec ceux des mêmes forges ici Mémoire.
Ces biens sont de donation ancienne.

Ville Houdlemont.

N° 25. Une cense consistant en maison, grange, écurie jardin avec 52 journaux de terres et 8 1/4 fauchées de prés, relaiés par reconduction tacite sur ancien bail, pour 3, 6 ou 9 ans, à Jean Laurent, au rendage annuel de 36 quartels de froment et 36 d'avoine et pour franc vin 2 chapons, faisant ensemble la somme	
de	fr. 105.. 6.. 6
dont vient à deduire les grosses réparations etc. : évalués à	fr. 12.. ».. »
Reste net.	fr. 93.. 6.. 6

D'acquisition nouvelle.

Bois de l'abbaye pour les parties situées en Lorraine.

	Arpens.
N° 26. Bohemont et Palpuis.	247
27. Buré.	222
28. Convers.	153
29. La Caure	16
30. Nœrs	12
31. Prouilly.	50
32. Willancy	780
Total.	1480

Lesquels quatorze cent quatre vingt arpens calculés à la recroissance de 20 ans, et exploités sur ce pied, font un produit commun de 74 arpens d'exploitation qui évalués à 38 cordes par arpent et au rapport de 3 florins par corde, fait un revenu annuel de la somme de fr. 8436.. ».. »

Récapitulation des revenus de l'abbaye d'Orval pour les parties de biens situées en Lorraine.

37.	Allondrel et Malmaison	fr.	216..	3..	6
37 ^{do} .	Bayonville		2456..	8..	»
37 ^{do} .	Braumont		393..	11..	6
37 ^{do} .	Convers.		1465..	14..	6
38.	Fermont		14..	8..	»
38.	Flabeuville		106..	1..	»
38 ^{do} .	Frenois la Montagne		180..	9..	»
38 ^{do} .	Gennivel		36..	»..	»
38 ^{do} .	Godebrange.		15..	12..	»
38 ^{do} .	Higny		83..	»..	»
39.	La Caure		413..	13..	4
39.	Longuion		816..	9..	»
39 ^{do} .	Moncel et Mazel		916..	4..	»
39 ^{do} .	Morville.		323..	»..	»
39 ^{do} .	Nœrs		333..	12..	»
40.	Sivry le Petit?		81..	19..	6
40 ^{do} .	Tellancourt.		185..	8..	»
40 ^{do} .	Willancy		2643..	15..	»
40 ^{do} .	Ville Houdlemont		93..	6..	6
41.	Les bois de l'abbaye		8436..	»..	»
	Les intérêts des capitaux.		254..	5..	9
	Total.		19465..	»..	7
et après déduction des charges publiques qui se montent par année commune à. fr. 2440.. 9.. 1					
	Reste net.	fr.	17024..	11..	6

Biens situés en Brabant et dans le comté de Namur, dépendans de la recette de Huy.

Nota. La proportion de l'argent de Liège avec celui de Luxembourg est de 3 à 4.

Abolens en Brabant.

N° 1. En terres 3 bonniers 3 journaux loués à André Poireaux par reconduction tacite sur ancien bail, au rendement annuel de 11 stiers et une quarte froment et autant de wassin, ou seigle, évalués par année commune ensemble à fr. 52.. 6.. 3 argent de Liège faisant en argent de Luxembourg ci fr. 39.. 4.. 8 1/4
Ancienne donation.

Dans les Beguines ibid. :

N° 2. 2 bonniers 17 verges de terres en quatre parties loués à la veuve Renson, pour 9 stiers de froment et 9 stiers de wassin ou seigle, outre la charge de deux douzaines d'avoine et 8 palart du Roi, dûs au Chapitre de St-Servais à Maestricht, le tout évalué à fr. 42 argent de Liège, faisant ci. fr. 31..10.. »
D'ancienne donation.

Dans le comté de Namur.

N° 3. Quelques rentes foncières à Ahin, Monfrange et Soliers rapportant ensemble selon les comptes du receveur et regîtres, fr. 60.. 8.. 3^e en argent de Liège ci fr. 45.. 6.. 2 1/4
D'ancienne fondation fr. 116.. »..10 1/2
Total de la recette de Huy, pour les parties situées en Brabant et dans le comté de Namur.

1 ^e	florins.	52.. 6.. 3
2 ^e		42.. ».. »
3 ^e		60.. 8.. 2
Ensemble.			154..14.. 6

N° 4. Dont vient à déduire 5 p. % en faveur du receveur pour droit de recette faisant fr. 7..14.. 8

N° 5. It. La taxe du clergé de Namur se montant annuellement à fr. 9..14.. 3
Ensemble ces 2 objets. fr. 17.. 8..11
Reste. fr. 137.. 5.. 7
faisant en argent de Luxembourg fr. 102..19.. 2 1/4

Biens et rentes situés au pays de Liège, dépendants de la recette de Huy.

N° 6. Une grande maison ou refuge de l'abbaye, avec chapelle, remise, écurie, rebatie en 1728. It. les jardins, bosquets, verger, etc., contenant ensemble 4 bonniers 18 petites verges de terrains, occupé gratuitement par le receveur N. Bodart, ici Mémoire.
L'abbaye a au surplus une seigneurie foncière et une cour y attachée, qui ne rendent absolument rien.

Chapon Ceraing.

N° 7. 4 bonniers, 13 verges grandes et 4 petites de terres en cinq différentes parties, selon le registre, cartes figuratives et le compte du receveur, loués par reconduction tacite à Louis Docteur, sur ancien bail, au rendement de 10 muids d'épeautre, évalués à la somme de fr. 80 en argent de Liège, faisant ci fr. 60.. ».. »
De fondation ancienne.

Ciplet.

N° 8. Deux bonniers, 12 verges grandes et trois petites de terres en trois parties, loués par reconduction tacite sur ancien bail, à la veuve Antoine Dethier, au rendage annuel de 4 muids d'épeautre ou fr. 32, argent de Liège, faisant ci. fr. 24.. ».. »
De fondation ancienne.

Corswarem ou Berloo.

N° 9. Un bonnier, une grande verge et 10 petites de terres labourables en différentes parties et 2 1/2 verges de prairies tenues en louage par reconduction tacite sur ancien bail, par N. Moreau, au rendage annuel de 2 muids et 4 stiers d'épeautre faisant fr. 20. Arg^t de Liège, outre la charge de 4 deniers oboles dûs au comte de Berloo ci fr. 15.. ».. »
De fondation ancienne.

Darion.

N° 10. 3 bonniers 17 grandes verges et 7 petites de terres en une pièce, louées comme ci dessus à Joseph Dacos, au rendage de 8 muids d'épeautre, faisant en argent de Liège fr. 64, outre 14 deniers dûs à la cure du Lieu, ci . . . f. 48.. ».. »
De fondation ancienne.

Failon.

N° 11. 2 journaux de terres loués comme dessus à Remi Lafontaine pour 6 stiers d'épeautre faisant 6 florins argent de Liège ci fr. 4..10.. »
De fondation ancienne.

Fixhe petite ferme.

N° 12. 20 bonniers 16 verges grandes et 6 petites de terres, loués par reconduction tacite sur bail du 16 may 1751, à M. Planchart pour 46 muids d'épeautre évalués en argent de Liège à 368 fl. outre différentes petites rentes dues au chapitre de St Lambert pour lesquelles on paye 4 stiers d'avoine et 3 f. 10^s 9^d en argent, ici pour mémoire ci. fr. 276.. ».. »
De fondation ancienne.

Marchin.

N° 13. 2 bonniers de terres tenuës en louage par Nicolas Bierlu comme dessus, pour deux muids d'épeautre faisant 16 fr. en argent de Liège, ci . . . fr. 12.. ».. »
De fondation ancienne.

Oteppe.

N° 14. 10 verges grandes et 2 petites de terres en deux pièces louées comme dessus à Lambert Daxhelet pour 7 stiers d'epeautre faisant en argent de Liège fr. 7, ci. fr. 5.. 5.. »
De fondation ancienne.

Verlaine.

N° 15. 18 grandes verges de terres, proche Kakeku, tenuës comme dessus par Valentin et Gilles Jamoul, pour 13 stiers d'epeautre, faisant en argent de Liège fr. 13, ci. fr. 9.. 15.. »
De fondation ancienne.

Vieu Valeffe.

N° 16. 2 bonniers de terres ou plutôt selon la carte figurative un bonnier 15 verges grandes et 11 petites, tenuës en louage comme dessus, par Pierre Borsu, pour 3 muids, et 4 stiers d'epeautre, faisant en argent de Liège fr. 28, ci. . . . fr. 21.. ».. »
De fondation ancienne.

Valeffe.

N° 17. 4 grandes verges de prés tenuës comme dessus par Nicolas Renson, pour un muid d'epeautre, faisant fr. 8 en argent de Liège, ci. . . . fr. 6.. ».. »
De fondation ancienne.

Revenus en cens et rentes foncières dépendans de la même recette de Hui, et rappelés en détail tant dans les registres et listes de l'abbaye, que dans les comptes du receveur Bodar, dont le dernier est du 29 décembre 1787, dans les endroits ci-après savoir :

N° 18. Borlée, Chapon, Ceraing en Hesbaie Ereve à Marchin en Coudroy, Faucour lez Fumal et Haneffe en Hesbaye · Hui.

Lamalle, Latinne et Limont en Hesbaye.

Lize à Marchin et Miceret en Condroz.

Chabasse, Oteppe, Oumal, Paix, Dien, Remiquette et Scel en Hesbaye.

Soliers, Terwagne et Tilkange ou Thiange en Condroz ;

Fourinne, Villers le Bouillet, Wissoul, Waleffe, Wanze et Waremmé en Hesbaye.

Lesquelles rentes qui se perçoivent dans ces différents endroits portent en tout 178 muids 5 stiers d'epeautre faisant en argent de Liège la somme de fr. 1429 ci. fr. 1074.. 13.. »

N° 19. It. quelques rentes sous Ahin, Maufrange et Soliers, comté de Namur rendant en argent de Liège fr. 60.. 8.. »

N° 20. Et en Brabant sous abolens et lens les Beguines, 4 Chapons laissés au receveur ici. Mémoire.

Le total des dites rentes, en argent de Liège porte la somme de fr. 1489.. 8.. »

N° 21. Vient à déduire les frais d'entretien et de réparation du refuge que l'abbaye a à Hui, portant annuellement	fr.	90.. ».. »
N° 22. Le 20 ^{me} denier pour droit de recette portant	fr.	106..13.. 6
N° 23. La taxe du clergé de Liège ci.	fr.	76.. 2.. »
N° 24. 24 stiers dûs au curé et à l'église de St-Severin et au curé et à l'église de St-Maur, faisant	fr.	24.. ».. »
N° 25. Pour célébrer 12 messes à 10 sols	fr.	6.. ».. »
N° 26. Au curé de St-Remi une poule évaluée à	fr.	»..10.. »
N° 27. A Mad ^e de Viron quatre griffons évalués à	fr.	17.. 6.. »
N° 28. En aumône aux pauvres religieuses recollectines de Hui, deux muids de grains ou en argent ci	fr.	16.. ».. »
lesquelles deductions portent la somme de	fr.	320.. 3.. »
après lesquelles deductions reste p ^r revenu net en cens et rentes ci	fr.	1169.. 5.. »
en argent de Liège faisant ci.	fr.	876..18.. 9

Recette particulière sous le même département de Hui.

N° 29. La totalité de la grosse dime dans le dimage d'Oleppe et dans lequel Wisoul et Warisoul sont compris en entier et Boin et Marneffe, en partie, louée par le Bailly Jacques de Liège et à ce autorisé par l'abbaye, suivant les comptes et rapports, pour une somme annuelle de ci fr. 1760.. ».. » en argent de Liège.

N° 30. Dont vient à déduire la charge de l'habitation du curé pour laquelle l'abbaye a payé six mille florins. Item la charge de l'entretien de l'église, des ornemens, pain, vin et luminaire, évalués le tout ensemble et au dessus de ce que fournit le fermier ci. fr. 100.. ».. »
Reste. fr. 1660.. ».. »
faisant en argent de Luxembourg fr. 1245.. ».. »

La recette de Liège administrée par le Prelocuteur et Syndic Lambinon.

N° 31. Suivant le registre, l'abbaye possède plusieurs pièces de terres, dans ce département, à Oreye, Fesche et Stins, Othée et Xhendremal, nommément 6 bonniers 16 verges à Oreye, mais que faute de renouvellement de bail, les fermiers tiennent, dit-on, actuellement en emphyteuse à l'exception d'une petite partie pour 3 muids et un stier d'epeautre.

N° 32. A Fesche et Stins elle possède, 7 bonniers, 8 grandes verges et 15 petites qui, par reconduction tacite, sur bail de 1738 seroient tenus en louage, par Arnould Sauveur et consors, pour 21 muids, 2 stiers d'epeautre.

N° 33. A Othée elle possède 3 parties ensemble un bonnier, 15 verges grandes, tenues de mêmes par reconduction tacite depuis 1738 par Pierre Drisquet et Gilles Pierre, par la veuve Martin Giroul et par Jacques Freson, pour 4 muids un stier d'epeautre.

N° 34. Et finalement 18 grandes verges de terres situées à Xhendremal tenues de même par Jacques Barré, pour deux muids d'epeautre : Item suivant le rapport du d^e receveur l'abbaye possède aussi maintenant par ressaisie, une partie de terres sous

Flemaal, pour laquelle elle percevoit ci-devant 2 muids deux stiers de rentes annuelle, et cette partie est louée, suivant le même rapport, à Mathieu Gillet, au rendage de 14 fl^r argent de Liège.

N^o 35. Selon le même rapport les rentes sous Avroy, Flemaal, Jupille et Oreye se montent à 24 muids, 7 stiers par an, et les parties de terres susmentionnées rapportent ensemble 30 muids, 4 stiers, qui sont évalués à un 20^e de plus que le stier à la mesure de Hui, tellement qu'on retrouve sur cet excédent la déduction du tantième du receveur et que les 55 muids, 3 stiers se renseignent ici en total à la

somme de ci	fr.	443.. ».. »
It. les 14 fl. des terres tenuës par Mathieu Gillet, sur lesquels déduits 14 sols pour droit de recette, reste à ajouter ci	fr.	13.. 6.. »
Ensemble.	fr.	456.. 6.. »
faisant en argent de Luxembourg ci	fr.	342.. 4.. 6

Récapitulation des revenus de l'abbaye en Brabant, dans le comté de Namur et dans le Pais de Liège, dépendans respectivement de la recette de Hui et de Liège.

42. Abolens en Brabant	}	102..19.. 2
42. Lens les Beguines ibid			
42. Rentes foncières dans le comte de Namur			
42do. Hui			».. ».. »
43. Chapen Ceraing			60.. ».. »
43. Ciplet			24.. ».. »
43. Corswarem ou Berloo.			15.. ».. »
43. Darion			48.. ».. »
43do. Failon			4..10.. »
43do. Fixhe			276.. ».. »
43do. Marchin.			12.. ».. »
43do. Oteppe			5.. 5.. »
44. Verlaine			9..15.. »
44. Vieu Valeffe			21.. ».. »
44do. Valeffe			6.. ».. »
44. Cens et Rentes			876..18.. 9
45. Recette particulière à Hui			1245.. ».. »
45do. Recette particulière à Liège.			342.. 4.. 6
Ensemble.	fr.		3048..12.. 5

Note sur le produit des usines appartenantes à l'abbaye d'Orval.

La première et principale de ces usines est située près de l'abbaye, et consiste dans un fourneau, une forge et demie, une fonderie, une platinerie et autres batimens ordinaires à une usine complète.

La seconde est située à Villansy en Lorraine à environ six lieues de l'abbaye et con-

siste en un simple fourneau sans aucun batimens y attaché, sinon une halle pour mettre les charbons. Il résulte des éclaircissemens et informations que l'on s'est procuré sur les lieux qu'il serait moralement impossible de trouver des locataires ou admodiateurs de ces deux usines ensemble, ou de l'une ou de l'autre séparément, si on n'y assignait la livrance assurée d'une certaine quantité de bois par an; on ne pourrait gueres les exploiter avec avantage, ne fut ce en réunissant l'exploitation que si on assurait à l'usine d'Orval 4320 cordes de bois à fournir annuellement au prix ordinaire des bois de l'abbaye, qui pourrait faire cette fourniture sans nuire au chauffage et à la consommation nécessaire de bois dans la maison et en assignant à l'usine de Villansy, de la même manière 1280 cordes par an on pourrait vraisemblablement trouver un locataire ou admodiateur pour les deux usines à raison de fr. 3000 par an, bien entendu que les gros entretiens et les accidens que l'on évalue à fr. 600 par an, resteraient à charge de l'abbaye qui par conséquent n'en retirerait qu'un produit net de fr. 2400 argent de Luxembourg.

Il résulte ultérieurement des mêmes informations, que pour le cas de vente, on évalueroit les usines avec tout ce qui en dépend à une somme d'environ 35000 fl. argent de Luxembourg, sans que l'on puisse considérer à quelque valeur particulière l'usine de Villansy séparément, de manière que l'intérêt qui proviendrait du capital, n'équivaudroit point la somme annuel que produiroit l'admodiation.

On fait ici ces observations pour éclaircir la matière et pour constater le produit et le bénéfice que l'abbaye qui exploite actuellement ces deux usines, en perçoit dans le fait; on s'en est expliqué avec M. de la Ramée, maître des forges de la Soye, Debon, directeur des forges de Berchivé, et Warnier, directeur de l'approvisionnement des bois de forges de Berchivé et de la Clereau, et d'après les renseignements donnés par le directeur des forges de l'abbaye en comparant d'ailleurs les choses aux forges susmentionnées qui se trouvent dans le voisinage d'Orval, il en a été fait la supputation et le relevé d'après les déclarations et les calculs des trois maîtres et directeurs des forges nommés ci-dessus.

Mais comme d'après la confrontation que les commissaires ont fait de ce relevé avec les registres des fourneaux de Villansy et d'Orval, et ceux des forges d'Orval ainsi que d'après les éclaircissemens ultérieurs qu'ils se sont procurés, il a été trouvé qu'il y avoit des différences, tant pour le prix et la quantité des mines qu'on emploie pour former les gueuses, que pour le salaire des ouvriers, et surtout par rapport à la qualité, au poids, et à la quantité des fers qui se coulent et l'affinent à la forge et aux fourneaux susmentionnés, on a arrêté le relevé et les supputations y relatives qui conformément aux mêmes registres, aux détails et appaisemens ultérieurs qui ont paru constater absolument le tout, du moins autant qu'il a été possible, étant à observer que les régîtres de l'usine d'Orval, se sont tous trouvés en bonne forme; pour le renseignement des gueuses qui s'y coulent, et des fers de fonte tant du fourneau d'Orval que de celui de Villansy qui s'y forgent et s'y débitent ainsi que pour le salaire des ouvriers et des autres objets qui concernent la forgerie.

Dépense et bénéfice du fourneau de Villansy.

Pour trouver le montant de la dépense il faut constater premièrement ce que toute la fabrication de la gueuse coute, et ensuite quelle est en détail la dépense de chaque

opération d'affinement, savoir : pour réduire le fer de la gueuse en barres, et ensuite pour réduire le fer forgé en barres, en fer fendu.

On n'a fait aucun calcul particulier ici sur le fer que l'on forge en platinerie ou en tôle, mais l'on s'est contenté de vérifier que la quantité n'en est point considérable, et que le surplus du prix ou bénéfice qui en provient à la vente, est absorbé par le surplus ou l'augmentation de la dépense que l'on est obligé d'y faire pour réduire le fer en barres plutôt en platinerie ou en tôle qu'en fer fendu simplement.

C'est par cette raison que l'on a évalué le bénéfice sur toute la quantité de fer forgé comme si elle avait été réduite en fer fendu.

Il est à observer encore que pour arrêter l'année commune de ce bénéfice, on n'a point eu d'égard au marché conclu.

Pour un terme de 9 années avec le sieur Poulain de Boutancourt fournisseur de l'artillerie du roi de France, à qui l'on est obligé de livrer tous les ans 400 mille de fer coulé au fourneau de Villansy, au prix de 60^l ou f. 36 arg^t de Luxembourg, les mille livres pesant, à cause que cette circonstance passagère ne peut point déterminer le bénéfice qui revient par année commune des gueuses fabriquées à Villansy et forgées à Orval, conformément à leur destination, à laquelle on n'a dérogé à l'égard de ce marché, que parce que l'on a cru qu'on ne pouvoit pas s'y refuser, et que le refus auroit pu nuire à la protection dont l'abbaye a besoin tant pour la conservation du dⁱ fourneau de Villansy et pour la sortie et le transport des fers de ce fourneau en cette province que pour ses biens situés en France.

Prix de fabrication d'une gueuse de fer fort coulée au fourneau de Villansy du poids de 1800^l de 18 onces, 36 seilles de mines de St-Panchré à 12^s faisant

fr. ci.	fr.	21..12.. »
-----------------	-----	------------

10 queues de charbon attendu qu'ils proviennent du bois d'une moindre qualité que le bois que l'on emploie au fourneau d'Orval à raison de f. 3 ci	fr.	30.. »
--	-----	--------

La main d'œuvre savoir : pour le mineur	1 ^s .. 8 ^d
lavoirs.	6.. 3
laveur.	1.. 2

Marque de fer à 3 sols 4 ^d le % et les 10 sols pour livre en sus sur un seille du poid de 150 ^l ci	fr.	7.. 6.. »
--	-----	-----------

Voiturier au fourneau	fr.	3.. 6.. »
---------------------------------	-----	-----------

en tout 1^l et argent de Luxembourg 12 sols.

Il le salaire du fondeur qui a 6^l par semaine celle du petit fondeur à 5^l 10^s par semaine, et ceux des deux chargeurs. qui ont chacun 5^l et celui du meneur de crasses qui a 5^l 5^s par semaine faisant le tout ensemble ci

fr.	1..16.. »
-----	-----------

ce qui joint avec les	fr.	51..12.. »
---------------------------------	-----	------------

fait une dépense de	fr.	53.. 8.. »
-------------------------------	-----	------------

de sorte que le mille de fer fort coulé au fourneau de Villansy		
coute	fr.	29..13.. 4

et le cent	fr.	2..19.. 4
----------------------	-----	-----------

Prix ou dépense d'un millier de fer fort réduit en barres du poids de 18 onces la livre.

Pour avoir un millier de fer fort provenant du fourneau de Villansy réduit en barres à la forge d'Orval, il faut ce qui s'en suit :

1500 ^l de fer en fonte évaluées comme ci-dessus à f. ci . . .	fr.	29..13.. 4
le mille, et coutant par conséquent.	fr.	44..10.. »
Voiture de 1500 à f. 2. 5. le mille porte pour les 1500 . . .	fr.	3.. 7.. 6
It. 10 queues de charbon à f. 3. font	fr.	30.. ».. »
It. la main d'œuvre.	fr.	5.. 1.. 3
Le tout ensemble	fr.	82..18.. 9

Pour constater la dépense et le prix du fer fort en barres réduit en fer fendu, il faut considérer d'abord que le chauffage et l'opération de la fonderie produit régulièrement un déchet de 90^l de 16 onces sur le fer fendu, au surplus que le poids des forges est de 18 onces la livre, mais que le fer fendu se pèse à la vente à raison de 16 onces la livre seulement, que partant le 1000^l de fer en barres à raison de 18 onces la livre produisant après déduction comme dessus 1035 livres à 16 onces.

Le mille de fer fort en barres coute comme il est dit ci-dessus. fr. 82..18.. 9

Il faut pour le chauffer à la fonderie 3/4 de cordes de bois à f. 3 la corde ci. fr. 2.. 5.. »

La main d'œuvre de la fenderie coute f. 1. 10^s savoir : au maître fendeur à raison de 7 sols par mille.

Le spateur qui reçoit le fer 14^s le mille.

Le tiegueur qui dirige le feu et le tireur de verges, chacun f. 13 par cent mille et le pinceur f. 9 pour % mille ci. fr. 1.. 10^s »

Par ainsi le 1035^l de fer fort fendu à 16 onces la livre en ne comptant que la dépense qui tombe sur le fer content fr. fr. 86..13.. 9
donc les mille livres de fer fort fendu à 16 onces la livre content. fr. 83..15.. 1

La vente au comptoir du mille de fer fort fendu à 16 onces la livre est de fr. 102.. ».. »

Il coute fr. 83..15.. 1
partant le bénéfice sur le mille est de fr. 18.. 4..11

On coule par année commune à Villansy 460 gueuses dont le poids commun est salvo justo de 1800^l poids de 18 onces, lesquels après les affinemens dechets et calculs expliqués ci-dessus, rendent 521320^l de fer fort fendu poids de 16 onces, qui se vend le mille à f. 102. tellement que sur toute cette partie il y a à raison de f. 18.. 4^s.. 11 de bénéfice par mille, un profit de f. 10424.. 4^s.. 2 en comptant cependant toujours uniquement jusques ici les dépenses faites sur le fer seulement, de manière que les autres dépenses relatives au fourneau aux forges et à tout ce qui dépend des usines, doivent être déduites sur ce profit en masse conjointement avec le profit qui se fait sur le fer tendre, fabriqué au fourneau d'Orval.

Orval, fer tendre provenant des gueuses coulées au fourneau d'Orval.

Le prix d'une gueuse compté d'après le calcul du poids commun pris sur les fontes de 10 années à 1675^l de 18 à 19 onces.

On emploie 40 seilles de mines (dont environ les 3/4 proviennent de Sapogne, village situé dans la partie française) dont le prix commun revient à 6 sols 10^e faisant les 40 seilles, ci fr. 13..13.. 4
 9 1/2 queues de charbon à fr. 3, ci 28..10.. »
 main d'œuvre 1..16.. »

fr. 43..19.. 4

Sur ce pied le mille revient à. fr. 36.. 4..11

Prix du mille de fer fort fendu en barres poids de 18 onces.

Il faut 1500^l de fonte comme ci-dessus, qui comptés à 26 fl. 4^s 11^e le mille fait pour le tout fr. 39.. 7.. 4

9 1/2 queues de charbons à fr. 3, ci 28..10.. »

main d'œuvre des forgerons. 4.. 4.. 6

fr. 72.. 1..10

Prix du mille de fer tendre fendu.

Il est à remarquer que le mille de fer en barres poids de 18 onces, ou de 1125 poids de 16 onces, produit après le déchet ordinaire de 7 1/2 p. c. occasionné par l'opération de la fenderie 1040 1/4 livres poids de 16 onces.

Le mille de fer en barres à 18 onces coûte comme il est dit ci-dessus,

ci. fr. 72.. 1..10

Il faut pour chauffer le fer 3/4 de cordes de bois à fr. 3, ci. . fr. 2.. 5.. »

main d'œuvre des ouvriers 1.. 8.. 1

donc le prix de fer tendre fendu poids de 16 onces revient à . . 75..14..11

et par ainsi le prix du mille à 72..16.. 7

et les 100^l à. 7.. 5.. 7^e 9/10

La vente du mille de fer tendre fendu est à présent à . . . fr. 87.. ».. »

et comme ce millier coûte en comptant uniquement les frais et dépenses qui portent sur la mine et le fer ci fr. 72..16.. 7

Le bénéfice sur chaque mille est de. fr. 14.. 3.. 5

Pour déterminer la quantité de fer tendre sur laquelle l'abbaye d'Orval retire ce bénéfice par année commune de 10, on observe que le fourneau à couler les gueuses de fer tendre à Orval a chômé différentes fois pendant le 10 dernières années, à cause que l'on avoit encore des gueuses en magasin, mais que lorsque la fonte est en activité, elle produit par année commune, 938655^l de fer tendre coulé en gueuses, laquelle quantité de fer crû ou en fonte, a produit après le déchet ordinaire d'un tiers 625770^l de fer forgé en barres à 18 onces la livre, laquelle quantité de fer forgé en barres a produit à la fenderie après déduction de 7 1/2 p. c. 578843^l de fer tendre fendu au même poids de 18 onces la livre de fer, et vû que la livre de fer à la vente est de 16 onces seulement; cette quantité de 578843^l à 18 onces a produit 651198^l à 16 onces.

Le bénéfice par mille, est comme il est dit ci-dessus de. . . fr. 14.. 3.. 5

par conséquent le bénéfice total est de. fr. 9228.. ».. »

comme on n'a supputé le prix de la fabrication et de l'affinement du fer coulé réduit en barres et fendu, qu'en comptant les dépenses qui se font sur le fer uniquement, toutes les dépenses ultérieures de l'usine seront déduites ci-dessous sur le bénéfice du fer tendre de l'usine d'Orval, sur celui de fer fort provenant du fourneau de Villansy

qui l'affine à la forge d'Orval; cependant l'on n'évaluera point à une certaine somme, mais l'on porte uniquement ici par mémoire l'intérêt du capital que l'abbaye emploie dans ses deux usines avec ce qui en dépend de même que le loyer ou l'usage des batiments, étangs, terrains et généralement de tout ce qui sert au fourneau de Villansy et au fourneau, à la forge avec fonderie, platinerie, etc., composant l'usine d'Orval, puisque le bénéfice qu'on en retire se renseigne ici comme revenu et produit des mêmes usines et de leurs dépendances, et comme intérêt de l'argent que l'on y emploie.

Les objets à déduire sur le bénéfice que l'abbaye perçoit sur les usines d'Orval et de Villansy sont :

Pour l'usine d'Orval.

En réparations et gros entretien des batiments ci.	fr.	176..14.. »
Entretiens et réparations des ouvrages mouvants.		360.. ».. »
Salaire du charpentier.		288.. ».. »
Pour le bois à employer à l'entretien.		300.. ».. »
Les marchaux		172..16.. »
Suif et savon.		283.. ».. »
Huile		172..16.. »
Entretiens et renouvellement de 17 soufflets		135.. ».. »
Pour l'acier et la façon des taillans de la fenderie ci		72.. ».. »
Au sous facteur des bois tant pour l'usine d'Orval, que pour le fourneau de Villansy, le facteur principal étant un frère convers de l'abbaye.	fr.	180.. ».. »
Pour frais de voiage et autres dépenses concernant la regie et l'achat des bois, traitements ordinaires des maitres de forges aux officiers et autres ci	fr.	360.. ».. »
Pour les mêmes frais, bois de chauffage, lumière, papier, registre, etc.		360.. ».. »
Pour le regisseur de la forge on paierait au moins une somme de	fr.	360.. ».. »
mais vu que c'est un frère convers de la maison qui en est chargé ici.		Mémoire.
Au sous facteur de la forge on paie un gage de	fr.	180.. ».. »
Pour les tailles et autres impositions publiques par années commune	fr.	160.. ».. »
Ensemble.	fr.	3200.. 6.. »

Au fourneau de Villansy.

Les frais de régis, d'entretien et autres dépenses quelconques concernant l'usine et l'exploitation, sans y comprendre les tailles et autres impositions dont l'objet est confondu dans celles de la généralité des biens de l'abbaye en Lorraine, se montent à fr. 380.. ».. »

Total des objets à déduire.		3580.. 6.. »
Le bénéfice que fait l'abbaye sur le fer tendre est de fr. ci		9228.. ».. »
et sur le fer fort		10424.. 4.. 2
		19652.. 4.. 2
à déduire.	fr.	3580.. 6.. »
Reste.	fr.	16071..18.. 2

TITRES

* En capitaux de fondations placés à intérêts.

Il n'y en a point.

En capitaux placés à intérêts, qui ne sont chargés d'aucune fondation.

Dans la province de Luxembourg.

Alt. Linster.

N° 1. A charge du chevalier de Paheau, un capital de 1000 écus, qui lui a été transporté par le Cons : au conseil de Luxembourg, d'Olimart, comme tuteur des enfants de feu M^e Gilkens, ensuite d'un contrat du 14 décembre 1784, à raison de 5 pour %.

	capitaux.	intérêts.
d'intérêt, faisant la somme de.	fr. 2800.. ».. »	140.. ».. »
tom 1 ^{er} fol. 2.		

Les arrerages se montent jusques et compris 1787 à fr. 720.. ».. »

Arlon.

Le capital dû par le sieur Rieker sera renseigné à l'article des capitaux actifs sans intérêts.

Chantemelle.

Un capital de 840 fl. à 5 p. % levé le 8 Mars 1750 par Nicolas Prothin fr. 840.. ».. » 42.. ».. »

tom 1. fol. 186.

Arriéré depuis 1787 fait f. 84.

Chatelet.

Le baron de Soleuvre doit un capital de 4480 fl. à 5. p. % levé le 31 mai 1777 ci. 4480.. ».. » 224.. ».. »

tom. 1 fol. 193.

Les arrérages pour l'année 1787 et f. 67.. 4^s.. pour restant de 1786 font ci fr. 291.. 4.. »

Etalle.

Une rente de f. 21 au capital de 420 à 5 p. % à charge des représentants de Henri Collignon le 19 mai 1715 ci fr. 420.. ».. » 21.. ».. »

tom 1. fol. 233.

Arriéré depuis 1779 fait ci f. 189.

Une rente de 5 fl. 9^s 9^d au capital de 109 f. 1. 6. deniers à 5 p. % à charge de Nicolas Gilles le 24 septembre 1713 ci fr. 109.. 1.. 6 5.. 9.. 9

tom. 1 fol. 236.

Arriéré pour la dernière année.

Faing.

Une rente de 1982 fl. au capital de 49546 f. 14^s 4. restant d'un autre capital de 92000 fl. dû par Madame la comtesse de Lannoy à 4 p. % et affecté sur la terre de Jamoigne, laquelle terre ayant été acquise par M. Vandenbroek le 28 avril 1778, qui a remboursé en différens paiemens et par la réduit le 1^{er} capital à la somme de
ci fr. 49546..14.. 4 1982.. ».. »
devant Duhattoy N^{re}

les intérêts sont païés jusqu'en 1787 inclusivement.

Florenville.

Une rente de deux fl. 15 sols 9^d et 3/5 au capital de 55 fl. 16 sols à 5 p. % à charge de Jean Hemgotte le 8 mars 1713 devant Duhattoy N^{re} ci 55..16.. » 2..15.. 9 3/5
tom 1. fol. 281.

Arriéré depuis 1773 fait fr. 39..11.. 2

Gennevaulx.

Une rente de 4 f. 4^s au capital de 84 fl. à 5 p. % à charge de la communauté du dⁱ Gennevaulx le 29 juillet 1718 devant Duhattoy N^{re}. . 84.. ».. » 4.. 4.. »
tom 1. fol. 41.

Arriéré depuis et compris 1770 fait. fr. 75..12.. »

Iselle.

Une rente de 19 fl. 4^s au capital de 384 fr. à 5 p. % à charge de Jean Gratia le 11 octobre 1762 ci 384.. ».. » 19.. 4.. »
tom 1. fol. 41.

Il n'a encore païé aucun intérêt.

Lymes.

Une rente de 7 fl. 1^s 10^d et 4/5 au capital de 141 fl. 18 sols à 5 p. % à charge de Léonard le Roy représenté par Jean Adam le 1^{er} juillet 1711 devant Duhattoy ci. 141..18.. » 7.. 1..10 4/5
tom 2. fol. 112.

Arriéré depuis et compris 1778 fait. fr. 63..16..10

Par obligation du 23 août 1741, Charles Chanvier s'est chargé du capital et de la rente.

Luxembourg.

Une rente de f. 78 8^s au capital de 1960 à 4 p. % à charge des représentans feu M. le Président de Gerden, par contrat du 31 août 1761, ci 1960.. ».. » 78.. 8.. »
tom. 2 fol. 132.

Il n'a encore payé aucun intérêt.

Une rente de f. 98 au capital de 1960 à 5 p. % a charge de M. Dezervel représenté par la comtesse de Geule sa sœur le 1^{er} août 1722 par acte s. s. p.

ci 1960.. ».. » 98.. ».. »
tom. 2 fol. 135.

Les intérêts sont payés jusqu'à l'année courante.

Une rente de f. 140 au capital de 1000 ecus à 5 p. % à charge du baron de Prel, le 19 novembre 1767, ci. 2800.. ».. » 140.. ».. »

tom. 2 fol. 329.

Arriéré depuis 1784, fait 3 années f. 320.

Matton devant Virton.

Une rente de 5 fl. 8 s. au capital de 108 fl à 5 p. % à charge de Philibert Lambert le 23 janvier 1720, ci 108.. ».. » 5.. 8.. »

tom. 2 fol. 201.

Arriéré depuis et compris 1773 fait 13 années d'intérêt, ci . . fr. 70.. 4.. »

Une rente de 4 fl. 10 sols au capital de 90 fl. à 5 p. % à charge de Jacques Brasseur le 25 janvier 1720, ci 90.. ».. » 4.. 10.. »

tom. 2 fol. 201.

Arriéré depuis et compris 1773 fait 13 années d'intérêt ci . . fr. 58.. 10.. »

Nota. Ces rentes n'ont pas été renseignées à l'Etat des biens de 1757.

Meix-devant-Virton.

Une rente de 5 fl. 5 sols au capital de 105 fl. à 5 p. c. à charge de Pierre forgeur le 4 septembre 1714 devant Duhattoy, ci. . . . fr. 105.. ».. » 5.. 5.. »

tom. 2, fol. 212.

Arriéré depuis et compris 1777 fait 10 années d'intérêt ci . . fr. 52.. 10.. »

Pin.

Une rente de fr. 3.. 12 sols au capital de 72 fl. à 5 p. % à charge des Gérard Monlibert le 14 juin 1713 devant Duhattoy, ci fr. 72.. ».. » 3.. 12.. »

tom. 3, fol. 9.

Païé jusqu'au courant.

Ste-Marie.

Une rente de 4 fl. 10 sols au capital de 90 fl. à 5 p. % à charge de Henri Clesse représenté par Mathias Schuttienne, le 25 septembre 1713 d^t Duhattoy,

ci fr. 90.. ».. » 4.. 10.. »
tom. 3, fol. 98.

Arriéré depuis et compris 1772 fait 16 années d'intérêt, ci . . fr. 72.. ».. »

Suchy ou Rondponcel.

Une rente de 10 fl. 12 sols 9^e au capital de 212 fl. 16^s à 5 p^r % à charge de Jean Courteaux représenté par Claude de Breux le 18 janvier 1714, ci. fr. 212..16.. » 10..12.. 9 tom. 3, fol. 171.

Arrière depuis et compris 1780, fait 8 années d'intérêt, ci . . fr. 85.. 2.. »

Villers-devant-Orval.

Une rente de 18 fl. au capital de 360 fl. à 5 p^r % à charge d'Élisabeth Lallemant, V^e Henri Watelet, le 22 août 1749 devant Duhattoy, notaire, ci fr. 360.. ».. » 18.. ».. » tom. 3, fol. 257.

Arrière depuis et compris 1781, fait 6 années d'intérêt, ci . . fr. 108.. ».. »

Une rente de 5 fl. 7 sols au capital de 107 fr. à 5 p^r % à charge de Jacques Orban le 23 septembre 1730 fr. 260 l'état de 1757 du 23 septembre 1730 d^t Duhattoy, notaire fr. 107.. ».. » 5.. 7.. »

Une rente de 2 fl. 6 sols 9^e 3/5 au capital de 46 fl. 16^s à 5 p^r % le 12 juin 1751, à charge de Nicolas Gérard devant Duhattoy, notaire, ci. 46..16.. » 2..6..9 3/5 tom. 3, fol. 264.

Arrière depuis et compris 1780, fait 8 années d'intérêt fait ci . fr. 18..14.. 4 4/5

Une rente de 3 fl. 12^s au capital de 72 fl. à 5 p. c. à charge de Jean Pierret le 16 juin 1734 devant Duhattoy, notaire fr. 72.. ».. » 3..12.. » tom. 3, fol. 265.

Arrière depuis et compris 1778, fait 10 années d'intérêt, ci . . fr. 37.. ».. »

Latour.

Une rente de 72 fl. 16 sols au capital de 1820 fl. à 4 p. c. à charge de M. le général comte de Latour, le 6 août 1766, ci fr. 1820.. ».. » 72..16.. » feu Monsieur l'Abbé a remis les intérêts du dit capital, sous la promesse du remboursement du capital, ici. Mémoire.

Fratin.

Une rente de 12 fl. 15^s au capital de 255 fl. à 5 p. c. à charge de Pierre Lapard représenté par Gui. Grégoire, le 13 janvier 1714, ci fr. 255.. ».. » 12..15.. » tom. 1^{er}, fol. 293.

Arrière depuis et compris 1776, fait pour 12 années 153.

② **EN FRANCE.**

Auflance.

Capitaux. Intérêts.
En argent de France.

Une rente de 5^l 5 sols d'un capital de 105^l à 5 p. c. restant d'un autre capital de 700^l remboursé le 27 janvier 1761 jusqu'à la concurrence de 105^l à charge de Jean Bap-

tiste Petifils le 22 janvier 1725 devant Duhattoy, notaire,
 ci fr. 105.. ».. » 5.. 5.. »
 tom. 1^{er}, fol. 22.

Les arrérages depuis et compris 1783, font six années d'intérêt ci. 31^l 10 sols.

Généralité de Paris.

Une rente de 122^l 5 sols au capital de 6112^l 10 sols à 2 p. c. mais qui par une disposition du roi a été réduite à la moitié ce qui fait, ci. 3056.. 5.. » 61.. 2.. 6
 le capital a été levé au mois d'août 1720.

Les arrérages pour l'année 1787 font la somme de fr. 61^l.. 2.. 6
 tom. 1^{er}, fol. 327.

La ferté.

Une rente de 7^l 10 sols au capital de 150^l restant d'un autre capital de 200^l à 5 p. c. à charge de Jean Levillain le 26 janvier 1714 devant Duhattoy,
 ci fr. 150.. ».. » 7.. 10.. »
 tom. 2, fol. 63.

Il n'y a point d'arrérage

Une rente de 22^l 5 sols 6 deniers au capital de 445^l 10 sols à 5 p. c. à charge des représentans Lambert Boudwet, Anne Leclerc, le 14 décembre 1715,
 ci fr. 445.. 10.. » 22.. 5.. 6
 tom. 2, fol. 67.

Les arrérages depuis et compris 1780 font 7 années d'intérêt, ci fr. 155^l.. 18.. 6

Lusy.

Une rente de 50^l au capital de 1000^l à 5 p. c. à charge de la communauté de Lusy, levé en 1742 par contrat devant le notaire Gille . fr. 1000.. ».. » 50.. ».. »
 tom. 2, fol. 142.

Margny.

Une rente de 9^l 5 sols 9^d au capital de 185^l 15 sols à 5 p. c. à charge de Pierre Martin le 14 mars 1700 devant notaire, ci fr. 185.. 15.. » 9.. 5.. 9
 tom. 2, fol. 174.

Puilly.

Une rente de 5^l au capital de 100^l à 5 p. c. à charge de Jean Nicolas, et Marie Appoline Dumont sa femme, le 30 avril 1729, ci. . . . fr. 100.. ».. » 5.. ».. »
 tom. 3, fol. 37.

Les arrérages depuis 1772 inclus font 15 années d'intérêt, ci . fr. 75^l.. ».. »

Sailly.

Une rente de 30^l au capital de 600^l à 5 p. c. à charge de Jean Jacques laboureur et Margueritte Lardinode sa femme, par acte devant Delahaut, notaire, le 14 mars 1714,
 ci fr. 600.. ».. » 30.. ».. »
 tom. 3, fol. 91.

Les arrérages depuis 1777 font 11 années d'intérêt ci . . . fr. 180^l.. ».. »
 Une rente de 15^l au capital de 300^l à 5 p. c. à charge de Pierre Lardenois, et Anne Collet sa femme par acte devant Delahaut N^{re}, le 14 mars 1714,
 ci fr. 300.. ».. » 15.. ».. »
 tom. 3, fol. 93.

Les arrérages depuis 1783 inclus font 6 années d'intérêt, ci . . fr. 90^l.. ».. »

St-Pancré.

Une rente de 10^l au capital de 200^l créée le 18 mai 1720 devant Bourguignon N^{re} et une rente pareille, en 1736 le 13 janvier devant le sieur N^{re} ensemble 20^l au capital de 400^l à 5 p. c. à charge de François Gillet et Gillet Ronvaux
 ci fr. 400.. ».. » 20.. ».. »

Sorbey.

Une rente de 22^l 10 sols au capital de 450^l à 5 p. c. à charge de Pierre Damien le 24 septembre 1718 devant Bourguignon N^{re}, ci . fr. 450.. ».. » 22..10.. »
 tom. 3, fol. 161.

Les arrérages depuis et compris 1779 font 8 années d'intérêt ci. 180^l.

Stenay.

Une rente de 75^l au capital de 1500^l à 5 p. c. à charge de Nicolas Crelau, représenté par Madame Decoste de Stenay, le 10 mars, 1753 devant le Notaire Collet et Chanal. Cette rente se paie au vicaire de Villers devant Orval, à charge d'instruire les enfants pauvres du dit Villers devant Orval, ainsi. Mémoire.

En Lorraine, Bayonville.

Une rente de 10^l de Lorraine au capital de 200^l à 5 p. c. à charge de B. Nicolas représenté par M. Serjeant de Metz le 17 avril 1717, devant le Tabellion François,
 ci fr. 154..16.. 9 7..14..10
 tom. 1^{er}, fol. 39.

Il n'y a point d'arrérage.

Une pareille rente, à charge du même créée le 18 octobre 1723 ou 1733 devant le tabellion ragot, ci 154..16.. 9 7..14..10
 tom. 1^{er}, fol. 40.

Il n'y a point d'arrérage.

Une rente de 18^l de france au capital de 360^l à 5 p. c. à charge de Christophe Antoine le vieux et Hélène Toussaint sa femme le 27 mars 1713 devant Dancerville à Metz fr. 360.. ».. » 18.. ».. »

Le contrat a été renouvelé le 2 août 1772.

tom. 1^{er}, fol. 41.

Les arrérages depuis et compris 1782 font 7 années d'intérêt ci. 126^l de france.

Une rente de 20 livres de france au capital de 400^l à 5 p. c. à charge de f. Antoine Pichon représentant Claude Verdet, le 10 juin 1734 devant le tabellion mefadt. le contrat a été renouvelé le 4 novembre 1782 ci. . . fr. 400.. ».. » 20.. ».. »

tom. 1^{er} fol. 45.

Il n'y a point d'arrérage.

Trois différentes petites rentes portant 25^l de france ensemble au capital de 500^l à 5 p. c. à charge de F. Wattreny représentant Dominique Franquin et F. Antoine le 11 février 1732, 7 septembre 1722 et 29 octobre 1717 ce d^r d^t le tabellion François et les deux autres devant le tabellion Ragot, le contrat a été renouvelé le 12 janvier 1785 ci fr. 500.. ».. » 25.. ».. »

tom. 1 fol. 50.

Il n'y a point d'arrérage.

Une rente de 20^l argent de France, au Capit. de 400^l à 5 p. c. à charge d'Hubert Frocquart représentant F. Frocquart les 22 avril 1738 et 29 janvier 1734 devant le tabellion Ragot ci fr. 400.. ».. » 20.. ».. »

tom. 1^{er} fol. 58.

Il n'y a point d'arrérage.

Deux rentes portant ensemble 38^l 7 sols argent de France au capital de 767^l 5 sols à 5 p. c. à charge de la veuve Pierre Antoine représentant Gabriel Nautré, la 1^{re} rente est sous la date du 9 décembre 1716 et la seconde sous la date du 5 juillet 1720, les deux actes passés par le tabellion François le contrat a été renouvelé

en 1770, ci fr. 767.. 5.. » 38.. 7.. »

tom. 1, fol. 58.

Les arrérages depuis et compris 1783, font 5 années d'intérêt ci 191^l 15^s.

Deux rentes de 10^l argent de France ensemble au capital de 200^l à 5 p. c. à charge de Joseph Cordonnier représenté par Hubert Frocart chargé du capital et des deux rentes par contrat du 23 janvier 1779 la 1^{re} rente est du 26 octobre 1717 devant le tabellion François et la seconde du 7 sept. 1722, ci fr. 200.. ».. » 10.. ».. »

tom. 1^{er}, fol. 68.

Il n'y a point d'arrérage.

Une rente de 70^l argent de Lorraine, au capital de 1400^l à 5 p. c. à charge de la communauté de Bayonville le 15 janvier 1732, devant le tabellion

Ragot. fr. 1083.. 17.. 4 54.. 3.. 9

tom. 1^{er}, fol. 70.

Il n'y a point d'arrérage.

Une rente de 5^l argent de France au capital de 100^l à 5 p. c. à charge de la veuve Lenner représentant Maurice Cuillière le 30 décembre 1724 devant le tabellion Ragot ci fr. 100.. ».. » 5.. ».. »

tom. 1^{er}, fol. 73.

Il n'y a point d'arrérage.

Une rente de 10^l au capital de 200^l argent de France à 5 p. c. à charge de Nicolas Antoine, fils de Christophe Antoine, le 25 octobre 1720 devant François tabellion
ci fr. 200.. ».. » 10.. ».. »
tom. 1^{er}, fol. 75.

Arrière pour 1782 font 6 années d'intérêt ci fr. 60^l.. ».. »

Une rente de 15^l argent de France, divisée en deux parties au capital de 300^l à 5 p. c. à charge de Nicolas Pierre représentant Nicolas Pompey créé devant le tabellion François le 20 décembre 1729 et devant le tabellion Ragot le 5 janvier 1723
ci fr. 300.. ».. » 15.. ».. »
tom. 1^{er}, fol. 81.

Arrière pour l'année 1787 fait 30^l.

Une rente de 8^l 10 sols argent de France, au capital de 170^l à 5 p. c. à charge de Nicolas d'Erlon représentant Christophe d'Erlon, le 26 may 1750,
ci fr. 170.. ».. » 8..10.. »
tom. 1^{er}, fol. 87.

Arrière depuis et compris 1784, font 4 années d'intérêt, ci . . . fr. 34^l.. ».. »

Une rente de 5^l argent de France au capital de 100^l à 5 p. c. à charge de Hubert Pichon représentant F. Lesanbry le 1^{er} mars 1715, devant le tabellion François.
ci fr. 100.. ».. » 5.. ».. »
tom. 1^{er}, fol. 88.

Arrière depuis et compris 1776 fait 13 années d'intérêt, ci . . . fr. 65^l.. ».. »

Une rente de 7^l 10 sols argent de France au capital de 150^l à 5 p. c. à charge de Sébastien Mathias le 4 avril 1729 et Sébastienne Hestelin, sa femme devant le tabellion Ragon, ci. fr. 156.. ».. » 7..10.. »
tom. 1^{er}, fol. 94.

Il n'y a pas d'arrérage.

Une rente de 5^l argent de France au capital de 100^l à 5 p. c. à charge de Toussaint Vignot représenté par Étienne Derlo le 30 décembre 1724 devant le tabellion Ragot,
ci fr. 100.. ».. » 5.. ».. »
tom. 1^{er}, fol. 96.

Il n'y a pas d'arrérage.

Deux rentes ensemble de 15^l 10 sols argent de France au capital de 310^l à 5 p. c. à charge de Nicolas Genet représentant Vincent Frocard et consors créé le 23 juillet 1715 et le 20 déc. 1719 devant le tabellion Ragot, ci fr. 310.. ».. » 15..10.. »
tom. 1^{er}, fol. 97.

Il n'y a point d'arrérage.

Jarny.

Une rente de 46^l 9 sols argent de Lorraine au capital de 929^l 8 deniers à 5 p. c. à charge de Jean Cailleux représentant Dominique Menon et Étienne François c'est François Chardonnet de Aulance le 18 oct. 1724, ci. fr. 719..10.. 8 35..19.. 6
tom. 2, fol. 26.

Il n'y a point d'arrérage.

Une autre rente à charge du même et représentant les mêmes de 15^l argent de France, au capital de 300^l le 10 avril 1761 . . . fr. 300.. ».. » 15.. ».. » tom. 2, fol. 28.

Il n'y a point d'arrérage.

Braumont.

Une rente de 35^l argent de France au capital de 700^l à 5 p. c. à charge du représentant Pierre Roberge, le 7 mars 1761, ci. . . fr. 700.. ».. » 35.. ».. » tom. 1^{er}.

Les arrérages depuis et compris 1782 font 7 années d'intérêt, ci fr. 245^l.. ».. »

Longuion.

Deux rentes ensemble de 62^l argent de Lorraine au capital de 1300^l à 5 p. c. à charge de Mad^e de Gorcy l'une le 5 janvier 1713, et l'autre le 15 juin 1726 devant le notaire de Longuion, ci fr. 1006.. 8..10 50.. 6.. 5 tom. 2, fol. 122.

Les arrérages depuis et compris 1776 font 12 années d'intérêt, ci 609^l 17 sols.

Vaudelainville.

Une rente de 15^l argent de France au capital de 300^l à 5 p. c. à charge de Jean Malassé représentant Louise Malgagne le 15 novembre 1723, ci fr. 300.. ».. » 15.. ».. » tom. 3, fol. 283.

Il n'y a point d'arrérage.

Dettes actives ne produisant aucun intérêt et dont le paiement est réglé à termes fixes.

N° 1. L'abbaye a prêté à l'abbaye de Bonne voie le 23 décembre 1786, la somme de 800 écus de Navarre remboursables sans intérêt en huit termes égaux à commencer le 1^{er} janvier 1790, ci fr. 2240.. ».. »

En dettes actives sans intérêts.

N° 1. Les différens fermiers de l'abbaye doivent pour arrérages en différentes sommes particulières le totale de ci fr. 12089..13.. 6

N° 2. Le s^r Monin de Sedan du chef des fers achetés aux forges de l'abbaye doit la somme de ci fr. 38700.. 9.. »

N° 3. M^r D'Arlon de Bastogne pour la même raison, ci 3104..13.. »

It. M^r Denrez de Bastogne du même chef, ci 1491..18.. »

M. Poulain de Boutancourt 7014.. ».. »

La veuve Le Jay terff de Charleville 2467..10.. »

M. Gérard de Mouzon	2544..18.. »
M. L'Abord de Luxembourg	3261.. ».. 9
M. Renaud de Chassepierre	1048..17.. 6
M. Drion Zoude de Namur	1564..15.. 6
M. Lefèbvre de Charleville.	2700..15.. »
M. Lonviaux de Resteigne.	1008.. 3.. 6
M. Guillaume Wagner de Luxembourg, ci	2419..12.. »

N° 4. Item en différentes petites sommes provenant des redevances des marchands de fers, la somme totale de ci fr. 7636.. 9.. 7
 finalement en arrérages des capitaux placés à intérêts la somme de ci. 3399..11.. 6

En d'autres dettes actives sans intérêts et dont les termes de paiement ne sont pas encore fixés.

N° 1. Le 6 août 1766, M. le général comte de Latour a reçu la somme de ci fr. 1820.. ».. »
 N° 2. Le 2 avril 1769, le même a reçu la somme de ci 3085..14.. 3
 En tout. 4905..14.. 3

Lesquelles deux sommes ont été mises en constitutions de rentes, mais par une disposition de feu M. l'Abbé, M. le comte de Latour promettant de rembourser les dits capitaux dans l'espace de quelques années, s'est libéré des intérêts des deux dites sommes.

N° 3. Le s^r Kieller greffier d'Arlon a reçu le 5 novembre 1762 un capital de 704 écus de Navare restant d'un autre capital de 1300 écus, dont on lui a remissionné les intérêts, à charge de rembourser le dit capital sous peu d'années. . . fr. 1971.. 4.. »

Soit mémoire qu'outre les rentes et dettes actives portées ci-dessus, il s'en est trouvé plusieurs encore annotées aux registres, les unes notoirement prescrites, les autres anéanties par l'insolvabilité des débiteurs, d'autres enfin comme rémissionnées pour ce qui en restait dû, par feu l'abbé, soit à titre d'aumônes, de gratification ou des services rendus ; sur quoi aiant été délibéré par les prieur et religieux gérans et anciens, il a été résolu de ne pas faire de frais au sujet des rentes prescrites et anéanties comme on vient de le dire et d'agréer les remises faites par feu M. l'abbé, moyennant quoi il n'a pas autrement été fait mention de ces rentes dans le présent État, soit du reste pourvu au recouvrement éventuel des sommes qui pourroient provenir des parties non éteintes.

Dettes passives en capitaux passifs avec intérêts.

Dettes passives en capitaux passifs avec intérêts.

N° 1. L'abbaye a levé d'après une résolution capitulaire, sur les biens situés au païs de Liège une somme de 3000 fl. argent au cours de Liège à 3 p. c. et dont les intérêts prennent cours dès la date du 24 octobre 1778, faisant en argent au cours de Luxembourg. ci fr. 22500.. ».. » 675.. ».. »

Ce capital a été avancé par le sieur Jean Louis Renier négociant à Liège.

N° 2. Item. Un capital de 120,000 fl. argent de Liège à 3 p. c. levé le 1^{er} may 1779 chez différents particuliers, savoir : chez M. Henri de Hasque et Watter Etienne de thaille. fl fr. 4000.. ».. »

Madame la baronne Vanderheyden de Blisin douairière de M. le baron de Rosen fr. 30000.. ».. »
chez le sieur J. Lambert Palatte marchand à Liège le may d^r ci 30000.. ».. »
chez M. le comte de Boregrave le 5 d^e. 20000.. ».. »
du chapitre de St-Lambert à Liège le 5 d^e. 16000.. ».. »
chez M. de Fapin de Grandaax le 9 juin 1779 10000.. ».. »
chez M. Mathieu Raick le 11 juillet. 10000.. ».. »
Ensemble. 120000. ».. »

faisant en argent de Luxembourg fr. 90000.. ».. » 2700.. ».. »

N° 3. Item. Un capital de 50,000 fl. à 3 p. c. levé chez différens particuliers savoir :
chez M. le Trefoncier de Libert le 28 may 1779 ci fr. 4000.. ».. »
chez Md^e la Douairière de Libert à la même date. 8000.. ».. »
chez Md^e de Seiller le 11 juillet d^r 4000.. ».. »
chez M. Pierre le comte, le 21 février 1780 14000.. ».. »
It. Du même le 7 avril 1780 20000.. ».. »
Ensemble. 50000.. ».. »

faisant en argent de Luxembourg fr. 37500.. ».. » 1125.. ».. »

N° 4. It. un capital de 7400^l argent de france à 3 p. c. levé le 15 octobre chez Pierre Cozière de Liège faisant en argent de Luxembourg.
ci fr. 4440.. ».. » 133.. 4.. »

N° 5. It. un capital de 117, 963 fl^s argent courant de Brabant à 3 1/2 p. c. chez la veuve Riga et ses associés le 1^{er} mars 1782, faisant en argent de Luxembourg 130000.. ».. » 4550.. ».. »

Lequel dernier capital a été levé ensuite d'octroy de S. Mté en date du 23 novembre 1781.

TOTAL DES CAPITAUX ET INTÉRÊTS.

En capitaux passifs sans intérêts.

N° 1. Au S. Henri Ambroise Hencké marchand à Luxembourg, du chef de différentes marchandises et autres objets livrés pour les besoins de l'abbaye par compte produit, et commençant au mois d'août 1783, jusques et compris le mois de novembre 1787 la somme de 11096 écus de Navares et 25 sols 3/4, à compte de laquelle somme il a été payé en différentes fois, celle f. 3492.. 48^s. par tant l'abbaye d'Orval réduit la somme de 7603 écus 33^s 3/4 faisant la somme de 21290 fl. 1^s 9 deniers argent de Luxembourg, ci fr. 21290.. 1.. 9

N° 2. L'abbaye doit à différens particuliers de Liège du chef des arrerages des intérêts des capitaux levés au païs de Liège savoir à : Madame la baronne de Rosen pour les intérêts des années 1786 et 87, la somme de. fr. 1800.. ».. »
à M. Raick pour l'année 1787 300.. ».. »

à M. Defapin pour l'année 1787.	300.. ».. »
à la cathédrale de Liège pour les intérêts des années 1786 et 87 .	960.. ».. »
à M. Letrefoncier de Libert pour l'année 1787.	120.. «.. »
à M ^{de} de Rickman pour 1787.	240.. ».. »
à M. le comte pour les années 1785, 86 et 87.	2700.. ».. »
Item à M. le comte pour un autre capital pour les années 1785, 86 et 87	1800.. ».. »
Au même pour un autre capital pour les années 1786 et 87 . .	840.. ».. »

Ensemble. . . fr. 9060.. ».. »

Argent au cours de Luxembourg celle de. fr. 6795.. ».. »

N° 3. Au sieur Riga, négociant à Bruxelles du chef des divers paiements qu'il a faits pour le compte de l'abbaye tant en pensions qu'autrement, le tout ensuite du compte qu'il en a produit, et commençant au mois d'août 1787, jusques et compris le mois de décembre la somme de 10907 fl. 12 sols 3 deniers argent cour de Brabant, faisant en argent de Luxembourg celle de ci fr. 12020..12.. 8

N° 4. Du chef des bois achetés pendant l'année 1787 pour l'approvisionnement des forges de l'abbaye savoir à S. M^{te} la somme de 3772.. 8.. »

à M. le comte de Wiltz, ci 2691.. 6.. 8

à M. le baron de Wal, ci. 121..10.. »

Ensemble pour l'achat des bois 6585.. 4.. »

fr. 46690..18.. 5

N° 5. A M. Nagel à Luxembourg, du chef des diverses fournitures et commissions faites pour l'abbaye d'Orval, selon le compte produit pour les années 1784, 85, 86 et 87, la somme de ci fr. 517..13.. »

Total. . . fr. 47208..11.. 5

CHARGES ATTACHÉES A L'ABBAYE.

L'entretien des abbé, religieux et frères convers, ainsi que des domestiques attachés au service de la maison.

N° 1. L'abbaye a été fondée par Arnould, comte de Chiny, pour des bénédictins venus de la Calabre l'an 1070. Remplacés ensuite par des chanoines réguliers, du tems desquels la 1^{re} église d'Orval fut consacrée l'an 1124 : après le départ de ceux-ci l'abbaye fut donnée par Albert fils d'Otton aussi comte de Chiny aux religieux de l'ordre de Cîteaux, qui y sont entrés le 9 mars 1131.

Ni la fondation primitive, ni les actes ensuivis ne déterminent le nombre des religieux, qui est maintenant de 44, tous prêtres et de 27 frères convers, lesquels sont solennellement profès, et entretenus sur le même pied que les religieux : six religieux sont actuellement hors de l'abbaye, savoir : trois à l'hospice de Conques, et les trois autres sont prieurs ou directeurs des abbayes de Clairefontaine, Tiffertange et Bonnevoie ; mais comme les trois premiers sont entretenus de la maison, leur dépense est réglée comme celle des internes, les trois autres ne recevant de l'abbaye que le vestiaire.

N° 2. Dépense de l'abbé en argent. fr. 730.. ».. »

N° 3. Entretien des 40 religieux de chœur à raison de 500 fl. par tête, et des 27 frères convers à raison de 300 fl. par tête, fait annuellement une somme
de ci. fr. 28500.. ».. »

N° 4. Le vestiaire pour les trois externes évalué à 75 fl. par tête
faisant ci fr. 225.. ».. »

N° 5. L'abbaye entretient 20 domestiques savoir : 4 oblats ou domestiques perpétuels, 1 garçon garde malades, 3 domestiques pour l'abbaye compris le cocher, 2 palfreniers pour les chevaux des étrangers, 3 pour les jardins, 4 pour le quartier d'hotes, 1 tonnelier cavistes pour le quartier d'hotes, 1 garçon grenetier pour les grains qu'on emploie au quartier, et que l'on distribue aux pauvres, 1 portier.

Les salaires et l'entretien de ces 20 domestiques évalués à 200 fl. par tête
faisant fr. 4000.. ».. »

N° 6. L'abbaye entretient une pharmacie dirigée par un frère convers, qui fournit tous les médicamens nécessaires dans la maison, et gratuitement à tous les pauvres des villages voisins à la distance de 4 à 5 lieues à la ronde, plusieurs habitants des alentours qui sont en état de paier viennent y acheter des drogues, ce qui joint à la vente des eaux d'Arquebusade et d'Orval contribue en partie à la dépense augmentée par les présents que l'abbaye est dans le cas de faire des mêmes eaux moyennant quoi cette dépense y compris les gages des deux garçons, mais pas leur nourriture, se monte par année commune de 10 à fr. 1568.. ».. »

N° 7. Pour la nourriture des deux garçons de la pharmacie ci . fr. 280.. ».. »

N° 8. Le frère chirurgien étant mort depuis peu l'on se trouve obligé de tenir un médecin pensionné à l'abbaye, tant pour le service d'icelle, que pour le soulagement des pauvres, dont il est chargé, et pour lequel soin des pauvres l'abbaye lui a augmenté sa pension. Le frère chirurgien défunt ayant fait un cours d'anatomie et de chirurgie à Paris avait grand soin à tout égards de soulager les Pauvres des environs par les services de son art ; c'est pourquoi pour suppléer au défaut de celui-ci, l'abbaye a augmenté la pension d'un médecin résidant qui a une somme annuelle
de ci. fr. 576.. ».. »

Autres dépenses pieuses.

N° 9. Pour les hosties, l'encens, le vin, la cire blanche et jaune nécessaires à la célébration des messes, item l'huile des lampes, outre celles de la fondation déduite ci-dessus à l'article de Neuchâteau mais compris les lampes du dortoir et du cloître, par années commune de 10, ci fr. 791..16.. »

N° 10. L'entretien des ornemens d'autel, des habits sacerdotaux, du linge, et des autres effets de la sacristie y compris le blanchissage des dits linges, le nettoyage de l'église, l'entretien des cordes et autres dépenses pour les cloches, par années commune de 10 à fr. 2591.. ».. »

N° 11. L'entretien des orgues, les gages et entretien de l'organiste et du souffleur, ci. fr. 1000.. ».. »

N° 12. Les enfants de chœur pour la dépense desquels l'abbaye a reçu l'an 1623 en fondation la somme de f. 3200 content par année commune . . fr. 128.. ».. »

N° 13. Les distributions fondées en aumônes, pains grains etc : se trouvent imputées sur les revenus des biens sur lesquels elles sont affectées ici . . . Mémoire.

N° 14. Les frais des visites canoniques, des députations aux assemblées de la congrégation générales de l'ordre par année commune de 4. ci . . fr. 444.. ».. »

En Aumônes.

N° 15. L'abbaye distribue ordinairement en aumônes par année commune de dix . . . fr. 2552..18..11

Outre ces aumônes ordinaires feu M. l'abbé en faisant encore beaucoup extraordinairement ici . . . fr. Mémoire.

N° 16. En pains évalués par années commune de dix à la somme de . . . fr. 2646.. ».. 4

N° 17. En grains en nature, évalués par années commune de dix à . . . fr. 395..11.. 6

N° 18. Outre ces aumônes l'abbaye entretient ordinairement 6 élèves pour le dessin et pour la peinture que l'abbaye désire de conserver. Ils sont sous la direction d'un frère convers peintre. L'abbaye leur fournit la nourriture et tous les avantages pour les mettre en état d'exercer leur art : ce qui évalué à 150 fl^r par tête ferait une somme de f. 900 ci. . . fr. 900.. ».. »

Outre les sus mentionnés l'abbaye entretient encore plusieurs élèves pour leur apprendre différens métiers, tels que la serrurerie etc : ici pour . . Mémoire.

Entretien et réparations des bâtimens.

N° 19. Entretien et réparation des bâtimens du monastère de l'église et du quartier d'hôtes, ainsi que des bâtimens de l'hospice de Conques dans lequel on n'a pas compris celui des usines et de la basse cour, qui est imputé sur leur produit évalué par année commune de dix à . . . fr. 1500.. 5..10

En charges particulières.

N° 20. L'abbaye étant par sa situation dans le cas de recevoir une infinité d'étrangers de tout état et entre-autres de la France où elle a des biens considérables, pour l'avantage desquels elle a besoin d'appuy et de protection, il en est résulté jusqu'à présent selon les registres et autres notices une dépense par année commune de dix de f. 31363.. 15^s. mais comme par les nouveaux arrangements et entr'autres par la dispense obtenue pour faire gras, n'y ayant plus de cuisine particulière pour le quartier d'hôtes, le tout sera plus concentré, et produira une économie qui réduira la somme sus dite à celle d'environ . . . fr. 15000.. ».. »

N° 21. Achat et entretien des livres de la bibliothèque par année commune de 10 . . . fr. 460.. ».. »

N° 22. Frais de procès et affaires par année commune de 10 . . fr. 2025.. ».. »

N° 23. Frais de voyages, exprès, ports de lettres, gazettes, papier, plumes et encre par année commune de 10	fr. 2700..10.. 6
N° 24. Pour l'achat et nourriture des chevaux de l'abbé et la nourriture des chevaux des étrangers par année commune.	fr. 2200.. ».. »
N° 25. Les pensions assignées sur les revenus de l'abbaye et frais des paiements y relatifs	fr. 12745.. 5.. »
N° 26. Les intérêts des capitaux levés	fr. 9183.. ».. »

En d'autres charges particulières qui n'ont pas été déduites dans l'état des biens.

N° 27. La compétence du curé de Lymes dont il est fait mention à l'art : Lymes	fr. 90.. ».. »
N° 28. L'abbaye paie au duc de Carignan la somme de fr. 3 pour droit de paturage dans les bois du Prince enclavés dans la terre de Buxy, ci. . . .	fr. 3.. ».. »
N° 29. L'abbaye reste chargée du chef des pensions lui imposées par S. M ^{té} de la somme totale de	fr. 11519.. 7.. »
y compris les frais de paiement, faisant au cours de Luxembourg celle de	
N° 30. L'abbaye paie pour les XX ^{es} à raison du refuge qu'elle a à Montmédy la somme annuelle de 32, ci.	fr. 19.. 4.. »

VOYEZ D'AUTRE PART.

Récapitulation générale.

Le produit net des biens fonds et autres revenus portent :

Pour la province de Luxembourg	fr. 52199.. 7.. 7
Pour la France	fr. 29173.. ».. 8
Pour la Lorraine	fr. 17024..11.. 6
En Brabant, comté de Namur et pays de Liège, ci.	fr. 3048..12..15
Total.	fr.101445..12.. 2

Les charges et autres dépenses internes de l'abbaye se montent à la somme de	fr. 93253..16.. »
A ajouter.	fr. 100.. ».. »
Reste pour boni.	fr. 8091..16.. 1

Ainsi fait, besogné et conté par nous commissaires, le présent état de biens sous les réserves ordinaires, et arrêté finalement le 20 may 1788.

(Signé) B.-J. Sanchez De Aguilar, et F. Gabriel, abbé de Boneffe.

L'incendie, le sac et la dévastation d'Orval, qui datent donc du 23 juin 1793, avaient été dirigés par la brigade française du général Loison. Jean Baptiste Louis Maurice Loison est né à Damvillers, le 21 janvier 1773 ; il est fils de François Loison, avocat au Par-

lement, conseiller du Roi, prévôt de cette petite ville, et de Dame Marie Charlotte Patusset de Saint-Germain (Jeantin, Chroniques d'Orval).

Propriétaires successifs d'Orval. (1)

A. RENSEIGNEMENTS DONNÉS PAR LE CADASTRE.

1^o *Matrice de rôle dressée le 8 messidor an VIII (C'est le seul document qui existe ici pour la période de 1796 à 1817).*

Art. 3. Bernard Stévenotte, propriétaire d'Orval.

Sous cet article figurent les bâtiments, ruines, étangs, terres et prés. — L'un des états de section ou parcellaire porte « le citoyen Bernard Stévenotte, de la commune de Lacuisine.

Les bois sont inscrits au nom du « Domaine national » avec la désignation suivante : Bois provenant de la cy-deyant abbaye d'Orval, situés au bois dit d'Orval, 3298 journaux et 57 verges.

Des terres vaines et vagues, une carrière, une terre labourable nommée la Houblonnière, située derrière l'enceinte des ruines sont aussi portées au nom du Domaine national, mais il me paraîtrait que c'est par erreur, car nous les retrouvons plus tard comprises avec le lot d'Orval, les bois n'y étant pas encore réunis.

Sont également inscrits au nom du domaine national, les bois que l'abbaye avait possédés sur la section de Villers : Bois Jinvry, Hautfays, Bois-le-François, et la culée ou bois des débats, environ 430 journaux. Il en est de même des bois provenant du comte de Wiltz et de la famille de Custine, tandis que ceux appartenant au baron de Wal, de Sapogne, restent inscrits au nom du citoyen Wald (sic).

2^o *Matrice certifiée à Luxembourg, le 8 juin 1817, par le directeur des contributions Tock.*

Art. 24. Champeaux, Jean-François, nég ^t	} le domaine d'Orval, comme ci-dessus en l'an VIII, plus les terres vagues, la hou- blonnière etc., mais sans les bois, qui restent inscrits comme Domaine de l'Etat.
à Charleroi, et consors.	
muté en 1828 au nom de Poncelet, Louis-Joseph (Collard),	
rentier à Rochefort.	
muté en 1836 au nom de Geloës, le comte, rentier à Eysden	
(Limbourg).	

On remarquera, d'après les dates de vente citées plus loin, que les mutations cadastrales se faisaient bien tardivement.

Il n'existe pas de livre de mutations, de 1837 à 1842.

(1) La plupart de ces renseignements m'ont été fournis par M. Théophile Noël, Bourgmestre et secrétaire communal à Villers devant Orval, ainsi que par M. Eugène Poncelet, notaire et conseiller provincial à Florenville.

3^e Cadastre révisé en 1843.

Art. 167. Société civile, agricole et forestière de Vière et Semois, à Orval.

N. B. La forêt contiguë à Merlanvaux et le petit bois près d'Orval sont maintenant compris à cet article.

muté en 1852 à Lord Talbot, comte de Stafort, Henri-Jean, propriétaire à Ingesterhall (Angleterre).

id. en 1855 à La Banque de l'Industrie, à Anvers.

id. en 1864 à de Loen d'Enschede, comte Fernand-Antoine-Charles-Albert, propriétaire à Gand.

id. en 1885 à Zoude, Louis-Clément-Joseph, propriétaire à Val-de Poix.

La forêt d'Orval, entièrement située sur la section cadastrale d'Orval, ne fut pas toute réunie à ce beau domaine, qu'elle entoure de trois côtés.

Le premier lot. — Celui qui confine le plus aux terres d'Orval — compris entre les routes d'Orval à Limes et d'Orval à Jamoigne, fut acheté par le comte de Geloës, comme il est dit ci-après.

Le deuxième lot, entre les routes d'Orval à Jamoigne et d'Orval à Pin, — parties nommées Fontaine l'abbé, Mohimont et côte des Moines, — fut acheté par une société de marchands de bois composée de MM: Collin, de Petitfays (en même temps notaire et géomètre dit-on); Renaud, Vasseur et Arnould, de Sugny, Rogissart, de la Grandville; Lefebvre et Rollin, de Gespunsart. Il fut revendu à M. Seilliére ou de Seilliére, associé de Schneider et C^{ie}, plus tard Boutmy et C^{ie}, de Bazeilles. Le cadastre de 1843 porte « Seilliére, François-Alexandre, banquier à Paris. Les charbons de bois de cette riche forêt et les carrières de Castine qui s'y trouvent approvisionnèrent le haut-fourneau de Margut jusqu'à la construction du chemin de fer de l'Est. M. de Seillières revendit alors ce lot à M. de Modave, qui le défricha en partie et y construisit une ferme. Ce domaine, qui a pris le nom de Mohimont, appartient aujourd'hui à une société anonyme. Des carrières de bonne pierre de taille y furent découvertes et mises en exploitation par la société de Construction du chemin de fer Athus-Charleroi.

Le troisième lot, entre la vallée d'Orval à Pin et les prairies de la vallée d'Orval à Williers, fut acquis par la famille Gofflot, de Neufchâteau. Le cadastre de 1843 renseigne ce lot subdivisé en trois articles, aux noms de MM. Gérard-Gofflot, à Neufchâteau, Pety, à la cour d'appel à Liège, et Henry, à Carignan. Le lot de M. Henry, revendu au Prince de Ligne, et celui de M. Pety furent acquis et exploités au superlatif par M^r Louis Zoude, sauf une petite partie près d'Orval, cédée au baron de Loen. Ce double lot ou subdivision ainsi modifié appartient maintenant à M. Brugmann, de Bruxelles. La part de Gérard-Gofflot fut revendue par M. Poncelet-Gofflot, son successeur, à Madame veuve Davanne, de Carignan. — Cette part longe la route d'Orval à Pin.

B. RENSEIGNEMENTS DONNÉS PAR LES EXPLOITS JUDICIAIRES DÉPOSÉS A LA COMMUNE DE VILLERS-DEVANT-ORVAL.

En vente judiciaire du 16 octobre 1821, Louis Poncelet, de Rochefort, se rendit adjudicataire du domaine d'Orval, les bois non compris.

Le 4 novembre 1828, par acte du notaire Henri, à Izel, il revendit ces biens à François Cavelin et consorts, à Vignotte (France).

Le 10 mars 1829, suivant procès-verbal dressé par Jadot, notaire à Marche, le comte de Geloës acquit du domaine de l'État, la forêt d'Orval (1) et la forêt de Chiny.

Le 11 août 1829, par acte devant M^e Bertrand, notaire à Liège, il acquit de Cavelin et consorts les terres, prés, étangs, maisons, forges et ruines de l'abbaye d'Orval.

Le 25 août 1840, par acte passé à Bruxelles, devant les notaires Van Beveren et Coppyn, MM. de Geloës et autres personnes entrant en société avec lui constituent la « Société anonyme d'Orval et de Chiny », pour une durée de 12 ans.

Le 17 mai 1841, par acte passé à Gand, devant le notaire Van Ghendt, des modifications sont apportées aux statuts de la société, et une partie des associés se retirent.

Mais le 15 janvier 1841, la société d'Orval et de Chiny avait vendu à MM. Regnier et Huard, propriétaires à Paris, la forêt de Chiny, le bois d'Orval et autres biens de la société !

Dans un exploit de 1843, la « Société civile, agricole et forestière de Vière et Semois » — ayant à sa tête le vicomte Lecorgne de Timadeuc et René Léveil, à Rennes, et le baron de la Chapelle, à Guingamp — se prétend propriétaire, comme représentant les droits de M. Van Maldeghem, négociant à Gand, l'un des créanciers du comte de Geloës. Je ne trouve pas l'indication de l'acte établissant la cession faite à cette société.

Le 10 juillet 1850, en adjudication à l'audience des criées du tribunal d'Arlon, Lord Henri-Jean-Chetwynd Talbot, pair d'Angleterre, demeurant à Ingesterhall, comté de Stafforts'hire, se rendit adjudicataire du bois et du domaine d'Orval, et de la forêt de Chiny (Biens expropriés à charge du comte de Geloës, débiteur principal, et à charge de la Société de Vière et Semois, tiers détenteurs).

Observations. Le domaine était depuis environ deux ans mis sous séquestre confié à MM. Denis et Simon, avoués à Arlon.

Autre observation. Sous l'administration de la société de Vière et Semois, une maison avait été construite près du pré dom Gilles, à la bifurcation de la route de Villers et de la route rectifiée de Florenville à St-Mard. — Cette maison, louée au fermier de la barrière d'Orval, n'était pas encore portée au cadastre lorsqu'eurent lieu les formalités préalables à l'expropriation.

D'autre part, les prairies du domaine d'Orval, dans la vallée vers Limes, s'étendaient en partie sur la rive gauche du ruisseau des Courwez, conséquemment sur le territoire de Margny, puisque le ruisseau forme limite entre les deux États.

(1) C'est-à-dire le 1^{er} lot, partie comprise entre Orval et Merlanvaux, puis le petit bois près des forges. — Les bois de l'Etat étaient exempts d'impôt ; aucune mutation n'en a été faite avant la révision cadastrale de 1843 : l'acquéreur n'avait aucun intérêt à faire opérer cette mutation.

Pour les formalités relatives à l'expropriation, on copia au cadastre de Villers la liste des parcelles comprenant le domaine d'Orval : la maison de barrière — aujourd'hui enseignée hôtel de l'abbaye d'Orval — et les prairies sur la France échappèrent ainsi à l'expropriation. La société de Vière et Semois vendit la maison sans le fonds à Jean-Nicolas Wary de Florenville, prête-nom, dit-on, d'un propriétaire de cette localité, — qui la revendit plus tard au baron de Loen — et les prés de France à un sieur Boesmans, de Bruxelles, qui les possède encore.

Le 8 novembre 1854, encore à l'audience des criées du tribunal d'Arlon, Orval et la forêt de Chiny furent revendus à la folle enchère de Lord Talbot et adjugés à la banque de l'Industrie d'Anvers.

Observation. Une nouvelle mise sous séquestre avait encore précédé cette revente. MM. Emmanuel Tesch, d'Arlon, Isidore Aubée, de Herserange (France), et Jules Lejeune, d'Anvers, en étaient, je crois, administrateurs.

Renseignements subséquents.

Le 6 décembre 1862, par acte passé devant le notaire Aubert, à Ciney, le baron (comte du St-Empire Romain) Fernand-Antoine-Charles-Albert de Loen d'Enschedé acquiert le domaine d'Orval, de la banque de l'industrie en liquidation, mais non la forêt de Chiny.

Le 10 mai 1884, en vente publique par le notaire Biart, à Liège, sur expropriation du baron de Loen, le domaine d'Orval, modifié par un échange avec M. de Modave et agrandi par acquisition de parties voisines d'Orval, de bois du prince de Ligne et de la famille Pety, fut adjugé à M. Louis Zoude, industriel à Poix.

Le 10 mai 1887, par suite de revente sur folle enchère, par devant le notaire Poncelet, de Florenville, M. Edouard Wauters, de Liège, en est devenu acquéreur. (Il a, je crois, fait cette acquisition pour lui-même, pour sa mère, Joséphine Michiels, Madame v^e Edouard Wauters, et pour sa sœur, Madame Marie Wauters, v^e Maurice Terwangne).

Notes sur les occupants d'Orval, renseignements divers.

En l'an X, le domaine est occupé par la famille de M. Toussaint Stévenotte, 56 ans, originaire de St-Hubert ; cette famille s'y trouve en 1806 ; de 1806 à 1830 il n'existe plus d'archives relatives à la population (1).

Stévenotte fit partie du jury qui condamna (à Arlon, en l'an XII, dit Jeantin), le trop fameux Bernard, de Mogues, prêtre apostat, devsnu assassin.

A la suite de mauvaises affaires, il dut s'expatrier. Il avait un garde nommé Molhan.

Un jour, celui-ci étant seul à la chasse, il se trouva aux prises avec un sanglier. Se voyant près d'être déchiré par ce dangereux animal, il fit vœu d'ériger là une image

(1) Dans les registres de l'état-civil, je trouve des actes indiquant l'existence de forgerons à Orval, en 1801 et 1802 (forgerons, affineurs, platineurs).

En 1803, je trouve le mariage à Villers de M. Collard, sous-préfet de Neufchâteau, avec Mademoiselle Du Monceau, native de Bercheux, demeurant à Villers-devant-Orval.

Je remarque que pour ce mariage le curé a indiqué la date selon le calendrier républicain.

de la vierge. C'est le médaillon en fonte que l'on voit encore attaché à un arbre de la forêt de Merlanvaux, sur la route d'Orval à Jamoigne, et que l'on nomme « la Notre-Dame Molhan. »

Un nommé Rozière habita quelque temps Orval. Il passait pour en être le maître. Peut-être était-ce l'un des sociétaires de Champeaux.

M. Poncelet de Rochefort l'habita ensuite. Il fit des travaux dans les prairies, assécha l'étang du neuf pré, en amont du noir étang, puis celui des Courwez, en amont de l'étang du neuf moulin, mais ici il ne put travailler que sur le côté belge, la commune de Margny s'opposa à l'enlèvement de la digue sur la rive gauche, cette digue figurant à ses plans comme chemin de Margny à la forêt de Merlanvaux.

Registre des habitants de la commune de Villers-devant-Orval, au 1^{er} janvier 1830. Sont inscrits à Orval.

Pierson, Ferdinand, 33 ans, né à St-Hubert, teneur de livres.

Séverin, Gilson et Sohet, commis, Noten, servante.

Roland, natif de Waha, 54 ans, fermier, veuf avec 10 enfants.

Le comte de Geloës, qui avait acheté Orval à la fin de 1829, fit rétablir les forges et le haut-fourneau, et les fit activer sous la direction de MM. Rossignon, de Foy-Notre-Dame, et de leur beau-frère M. Desseille. Ce dernier seul fut inscrit au tableau des habitants de Villers. Ferdinand Pierson, surnommé, était commis pour ces usines, Xavier Debry, venu en 1835, eut la surveillance de la ferme, la culture et les usines étant alors sous la même direction. La grande halle aux charbons fut construite à cette époque.

Les familles Rossignon et Desseille quittèrent Orval en 1838, pour aller aux forges de Thonnelle (France), appartenant au baron de Blanckaert, gendre du comte de Geloës et propriétaire des croissettes de Suzy.

Les forges furent encore activées quelques années, par la société Schneider et C^{ie}, de Bazeilles et Margut, qui s'en était rendue locataire. Leurs prédécesseurs, MM. Devillez, à Bazeilles, en avaient déjà été locataires avant l'acquisition de Poncelet, de Rochefort.

Xavier Debry quitta Orval en 1842, et Ferdinand Pierson en 1843.

M. Cavalier, qui avait sans doute des comptes à régler avec le nouveau propriétaire, habita Villers-devant-Orval pendant environ deux ans, jusqu'au 11 septembre 1835. Il occupait un côté de la maison actuelle de M. Théophile Noël et y tenait une école privée pour les élèves sortis de l'école primaire.

M. Léveil, administrateur de la société de Vière et Semois, vint résider à Orval en 1843, jusqu'en 1845. C'est lui qui fit remplacer par un mur le talus intérieur de la digue de l'étang des forges. M. Hammic, avocat, eut ensuite la surveillance d'Orval,

mais il n'y résidait pas en permanence ; à celui-ci succéda en 1847, M. Rolland, aussi avocat, d'origine gasconne, qui demeura à Orval jusqu'en 1849.

De 1845 à 1847, résidait aussi à Orval un Anglais nommé Nicholson, marié, mais n'ayant pas sa femme ici. Il alla ensuite résider à Arlon. J'ignore s'il avait des intérêts dans le domaine d'Orval.

M. Rolland signala son séjour en Belgique par une diatribe contre le tribunal et le barreau d'Arlon, et par un ouvrage d'histoire locale, dont je ne me rappelle plus le titre, où il disait que tous les habitants de Villers-devant-Orval naissent et meurent contrebandiers, et, plus loin, que la plupart des douaniers avaient eux-mêmes été fraudeurs avant de revêtir le costume officiel. Quelques extraits de l'ouvrage, donnés comme spécimen en feuilleton dans l'*Indépendant d'Arlon*, donnèrent lieu à une vive réplique de la part d'un brigadier de douane, nommé Jacquet, et le livre ne fut pas édité.

Au mois de septembre 1857, M. Lejeune, un des administrateurs de la banque de l'industrie d'Anvers, donna à Orval une fête splendide à laquelle assistait l'auteur de ce travail et qui est restée dans toutes les mémoires.

A un moment donné les ruines de l'abbaye furent illuminées au feu de Bengale, simulant l'incendie de 1793 ; des gardes-chasses costumés en moines portaient de grandes torches et erraient dans les vastes cours de l'abbaye.

C'était un spectacle grandiose.

Le prince Pierre Napoléon Bonaparte (1) occupa alors à titre de

(1) A propos du prince Pierre Napoléon Bonaparte un souvenir qui a un certain intérêt historique.

Depuis plusieurs années, je n'avais plus vu le prince avec lequel j'avais conservé pour tant de lointaines relations, lorsque je reçus de lui une invitation à dîner le dimanche 21 août 1870 à sa campagne de Rochefort.

Comme convives, il y avait le prince, la princesse sa femme, le prince Roland et la princesse Jeanne, encore enfans, un ami commun. M. J. C., mort récemment, et moi.

Après nous avoir raconté les incidents de son départ d'Auteuil où, ainsi que le lui mandait un avis du préfet de police Piétri, il n'était plus en sûreté ; après nous avoir parlé de l'état des esprits à Paris, le prince me demanda à brûle-pourpoint : « Et vous, en Belgique, que pensez-vous de cette guerre ? » Quoiqu'assez surpris de la question, je n'hésitai pas à répondre que nous considérions cette guerre comme criminelle après l'abandon de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne, comme engagée légèrement par la France et comme fort dangereuse pour notre pays.

Le prince sans faire aucune observation changea immédiatement de conversation.

A la fin du dîner, on apporta un télégramme dont il déchira fiévreusement l'enveloppe ; puis, après un silence assez prolongé il me tendit la dépêche qui annonçait le résultat de la journée de Gravelotte, la dernière bataille autour de Metz et me dit textuellement : « Vous avez vu juste, vos prévisions étaient fondées. Je puis vous le dire aujourd'hui que mon cousin Louis Napoléon a certainement perdu sa couronne, votre nationalité était l'enjeu de la guerre.

Peu après, je prenais congé du prince que j'ai revu deux fois encore avant sa mort.

locataire, de 1860 à 1863, la maison de maître et les ruines de l'abbaye, en même temps qu'il était locataire des chasses d'Orval et de Chiny. Par suite de l'acquisition faite par M. de Loën, il cessa son bail à Orval et alla s'installer au château des Epioux, près de Florenville

La fille du prince Pierre Napoléon Bonaparte est née à Orval ainsi qu'il résulte de l'acte ci-après :

L'an mil huit cent soixante-un, le vingt-sept du mois de septembre, à huit heures du matin, par devant nous, Jean-Baptiste Renaud, Bourgmestre et officier de l'état civil de la commune de Villers-devant-Orval, canton de Florenville, province de Luxembourg, est comparu Monsieur Louis Morel, âgé de cinquante-deux ans, docteur accoucheur, domicilié à Paris, rue Molière, lequel nous a déclaré que le vingt-cinq de ce mois, à cinq heures du matin, est née en la demeure de Son Altesse le Prince Pierre-Napoléon Bonaparte, à Orval, une enfant du sexe féminin qu'il nous a présentée, déclarant qu'elle est née de la demoiselle Justine-Éléonore Ruffin, dite Nina, rentière, âgée de vingt-six ans, demeurant à Orval, domiciliée à Paris, grande-rue, et à laquelle enfant il a déclaré vouloir donner le prénom de Jeanne.

Les dites déclaration et présentation faites en présence de Thomas Capifali, âgé de vingt-neuf ans, intendant à Orval, domicilié à Paris, et de Jean-Baptiste-Théophile Noël, âgé de vingt-huit ans, secrétaire communal, domicilié à Villers-devant-Orval, et ont, le déclarant et les deux témoins, signé avec nous le présent acte de naissance, après qu'il leur en a été fait lecture.

(Ont signé :) D^r Louis Morel, Th. Noël, Thomas Capifali, J.-B^{re} Renaud.

(En marge est écrit :) Par mariage contracté le onze novembre mil huit cent septante-un à la légation de France à Bruxelles, le prince Pierre-Napoléon Bonaparte et Justine-Éléonore Ruffin ont reconnu et légitimé Jeanne Ruffin, inscrite à l'acte de naissance ci-dessus.

Le Bourgmestre, officier de l'état civil.

(Signé) J.-B^{re} RENAUD.

Quant à son fils, le prince Roland, je ne l'ai plus revu mais, le 7 juillet 1887, me trouvant à Disentis, dans l'Oberalp, le garçon du *Disentiserhof* me présenta à signer le livre des étrangers où, au nombre des départs de la veille, je remarquai les deux noms suivants : *Réné Goblet, Comte des Epioux* et sa suite.

L'un était le chef du cabinet français tombé quelques jours auparavant ; l'autre, à la description qui m'en fut faite, devait être le prince Roland qui avait pris le titre de *comte des Epioux*, du nom du château que son père avait pendant plusieurs années occupé dans mon arrondissement.

E. T.

*Extrait d'un registre aux actes de mariages de la commune
de Lacuisine, province de Luxembourg.*

ACTE N° 3.

L'an mil huit cent soixante-sept, le deux du mois d'octobre à dix heures du matin, par devant nous Jean-Baptiste Bouvy, Bourgmestre, officier de l'état-civil de la commune de Lacuisine, canton de Florenville, province de Luxembourg, sont comparus : Son Altesse monseigneur le prince Pierre-Napoléon Bonaparte, propriétaire, domicilié à Epioux, section de la commune de Lacuisine, né à Rome, le onze octobre mil huit cent quinze, fils de feu monseigneur Lucien Bonaparte prince de Canino, décédé à Viterbe, le vingt-neuf juin mil huit cent quarante et de dame Alexandrine Bleschamps, princesse, aussi décédée à Ste-Marie-aux-Neiges, del portone à Sinigaglia, le douze juillet mil huit cent cinquante-cinq, comme il conste des pièces ci-jointes. Son Altesse déclare que le lieu de décès de ses aïeuls est : de Charles Bonaparte, à Montpellier, en mil sept cent quatre-vingt-cinq et de Madame Lætitia Ramolino, son épouse à Ajaccio, on dit à Rome, en mil huit cent trente-six.

Renvoi approuvé : P.-N. B., J.-N. R., P. D., O. F., C.-J. W., J.-B. B.

Et Justine-Éléonore Ruffin, rentière, domiciliée également au dit Epioux, née à Paris, le deux juillet mil huit cent trente-deux (8^e mairie), fille de Julien-Louis Ruffin, rentier, domicilié à Paris, et de feu Marguerite-Justine Lucard, décédée le vingt-un juin mil huit cent cinquante-quatre, à Paris : Le père de la future ici présent et consentant au mariage. Suivant l'art. 331 du code civil, section première de la légitimation des enfants naturels, Son Altesse, le prince Pierre-Napoléon Bonaparte, déclare en présence des témoins ci-dessous désignés reconnaître et légitimer les enfants naturels portés au nom de dame Justine-Éléonore Ruffin, savoir : A) Roland Ruffin, porté aux registres des actes de naissances de l'état-civil de la commune d'Auteuil (Paris), département de la Seine, le vingt-un mai mil huit cent cinquante-huit. B) Jeanne Ruffin, portée aux registres des actes de naissance de l'état-civil de la commune de Villers-devant-Orval, le vingt-cinq du mois de septembre mil huit cent soixante-un, S. A. déclarant qu'ils sont nés de ses œuvres avec la dite dame Justine-Éléonore Ruffin, et voulant qu'ils portent son nom.

Lesquels nous ont requis de procéder à la célébration du mariage projeté entr'eux, et dont les publications ont été faites à Lacuisine, le vingt-deux et vingt-neuf septembre mil huit cent soixante-sept.

Aucune opposition au dit mariage ne nous ayant été signifiée, faisant droit à leur réquisition, après avoir donné lecture de toutes les pièces ci-dessus mentionnées et du Chapitre VI du titre du Code civil intitulé du mariage, avons demandé au futur époux et à la future épouse s'ils veulent se prendre pour mari et pour femme, chacun d'eux ayant répondu séparément et affirmativement, déclarons au nom de la loi que Pierre-Napoléon Bonaparte et Justine-Éléonore Ruffin, sont unis par le mariage. De tout quoi nous avons dressé le présent acte en présence des témoins ci-dessous dénommés, savoir :

Louis Poncelet, notaire, âgé de cinquante-sept ans, domicilié à Florenville, ami du

futur ; Clément-Joseph Winand, curé desservant, âgé de soixante-trois ans, domicilié à Lacuisine, ami du futur ; Octave Famenne, juge de paix, âgé de quarante-trois ans, domicilié à Florenville, ami de la future ; Lambert Duparque, ami de la future, âgé de septante ans, domicilié à Lacuisine, premier échevin de cette commune. Lesquels ont signé avec nous et les parties contractantes, après lecture faite au domicile de Son Altesse le prince Pierre-Napoléon Bonaparte, pour empêchements graves, les portes ouvertes et en présence du public. (Ont signé :) Pierre-Napoléon Bonaparte, C.-J. Winand, curé, Julien Ruffin, Justine-Éléonore Ruffin, J.-B. Bouvy, O. Famenne, L. Duparque, Poncelet-Devillez.

Aujourd'hui, le Domaine d'Orval est occupé par un Anglais, M. W. Turner, qui y a disposé des installations de pisciculture extrêmement remarquables et dont j'ai donné la description suivante dans l'*Indépendance belge*.

ARLON, 13 décembre.

Qui ne connaît en Belgique, on pourrait même dire un peu partout en Europe, les célèbres ruines de l'abbaye d'Orval, ces restes grandioses et imposants d'un passé peu éloigné encore ? Et le château dont l'élégante façade se reflète dans une vaste pièce d'eau, jetant une note gaie dans cette magnifique vallée de la Marche en plein centre de cette région qu'on a justement baptisée du nom de « Petite Provence ? »

Aujourd'hui l'industrie s'est emparée de ce vallon. Où ne pénètre-t-elle pas ? Mais heureusement une industrie qui ne modifie en rien le caractère du paysage, qui ne répand sur ses arbres ni poussière ni fumée, et qui laisse à ses eaux leur incomparable pureté.

Un Anglais, M. W. Turner, qui occupe la propriété depuis plusieurs années, y a disposé un établissement de pisciculture, et il a si habilement profité des vastes espaces du domaine et des eaux vives qui l'arrosent, que ses installations sont certainement en ce moment les plus importantes de l'Europe.

L'industrie qu'il développe est si curieuse, si peu connue encore, elle touche à un si haut degré à cette question chaque jour plus ardue de l'alimentation générale, qu'il m'a semblé intéressant de conter à vos lecteurs ce que j'ai vu en suivant la série des opérations qui constituent la ponte et l'éclosion artificielle.

Pour ceux qui l'ignorent, je dirai que de la gare de Florenville (ligne de Libramont-Athus-Arlon) à Orval il n'y a que 8 1/2 kilomètres et qu'à Florenville on trouve toujours à louer chevaux et voitures.

Cela dit, je vais essayer de vous donner une idée de la suite des opérations qui ont pour but et pour résultat de centupler la production des salmonides.

Dans la grande pièce d'eau du château se trouvent les truites adultes de toute espèce. (*Salmo fario* ou truites d'Orval ; *Fontinalis* d'Amérique ; *Levenensis* d'Ecosse ; *Ferox* truites de lac ; *Salmo irridens* de Californie ; ombre de rivière). Tous poissons de une à quatre livres, vivant dans une aimable familiarité et trouvant sur place la nourriture qu'ils affectionnent.

Vers la mi-octobre, on vide le grand étang et les truites sont transportées dans les réservoirs disposés dans les ruines de l'abbaye ; mais là il y a le côté des dames et celui des messieurs et la séparation des sexes est complète.

Les femelles reconnues prêtes à pondre sont mises dans des réservoirs spéciaux, tous alimentés par l'eau de la rivière qui les traverse constamment et sans obstacle.

Le moment de la grande ponte se produit du 9 novembre à la fin de décembre.

A l'aide d'une épuisette, l'opérateur et son aide, les mains garnies d'une toile fine, saisissent une truite après l'autre ; le poisson est maintenu par la tête et par la queue, puis on exerce une légère pression sur le ventre de l'animal, dans toute la longueur et la pluie d'œufs se précipite au fond d'un petit vase de faïence ; ainsi soulagée, la mère-truite est rejetée à l'eau et ses frémissements indiquent suffisamment la joie qu'elle éprouve de sa délivrance et de son retour à l'élément préféré. Quand le vase a reçu de mille à deux mille œufs environ, des œufs couleur orange clair, de la grosseur d'une petite lentille, on prend des truites mâles et on exerce sur elles la même pression qu'on vient d'appliquer à leurs épouses. Au lieu d'œufs, ils produisent quelques gouttes d'un lait complètement blanc qui se répand sur les œufs. Au bout de quelques minutes, après avoir mélangé le tout à l'aide d'une petite brosse plate, on lave à plusieurs eaux et on transporte dans la salle d'éclosion. Les œufs sont couchés dans des cadres en bois, à fond de toile métallique, déposés dans des canaux d'eau courante maintenue à la température de 45° Fahrenheit.

Bientôt ils s'embryonnent et, neuf à dix semaines après, ils éclosent ; en naissant, les alevins ont 1 1/2 centimètres, à 3 mois 5, et à 1 an 10 centimètres environ. Les alevins restent dans les bacs d'éclosion pendant 3 ou 4 semaines, se nourrissant du contenu d'une vésicule qu'ils portent attachée au nombril ; la vésicule absorbée, on place les poissons dans des caisses entourées de toile métallique et déposées à la queue du grand étang ; on leur donne à manger six fois par jour, une nourriture composée d'œufs durs, de farine et de viande séchée, le tout réduit en poudre assez fine. A trois mois, on les transporte dans des canaux à ciel ouvert, alimentés toujours par la rivière et où ils trouvent directement leur nourriture. Ce n'est qu'à cet âge-là qu'ils peuvent être utilement employés pour le repeuplement des eaux courantes ; l'expérience est formelle, et c'est pour avoir méconnu cette loi que les premiers essais faits sur divers points du pays ont donné de si maigres résultats.

Outre cette pratique, M. Turner a imaginé un appareil qui supprime une partie de l'opération à la main. Dans le cours d'eau, il dépose une grande caisse de cinq mètres de longueur, ayant deux fonds en toile métallique ; le fond supérieur est recouvert de gravier et de petits cailloux de rivière sur lequel les truites viennent déposer leurs œufs ; ceux-ci passent à travers le gravier et le grillage et tombent sur la seconde toile métallique plus fine où ils se trouvent arrêtés et qui, à l'aide d'un moteur à la main, se déroule et déverse les œufs dans un bac en zinc qu'on transporte dans la salle d'éclosion. C'est la ponte naturelle et l'éclosion artificielle.

— La production d'alevins de truites, en 1886-1887, a été de 273,000, dont un peu plus de 200,000 ont été expédiés en Belgique, en Hollande et en France. J'oubliais de dire que 95 p. c. environ des œufs arrivent à l'état d'alevins.

Pour l'année 1887-1888, l'établissement a été considérablement augmenté, de ma-

nière à produire, tant par la ponte naturelle que par la ponte artificielle, trois millions de sujets.

Sur cette production, 200,000 œufs sont déjà retenus par un propriétaire d'Angleterre.

Ai-je réussi à faire saisir complètement la série des multiples et délicates opérations qui constituent la pisciculture ?

Dans tous les cas, je suis heureux de pouvoir attirer l'attention du public sur leur installation aussi curieuse qu'utile.

Le ruisseau qui passe à travers les ruines d'Orval est le ruisseau de Lamouline. La Marche, ainsi nommé, dit-on, à cause de la rapidité de son cours, est formée par la réunion du ruisseau des Cour-Wez, venant de Limes (que M. Jeantin nomme déjà la marche) avec celui de Lamouline et celui de Williers. Elle commence ainsi à porter son nom en dessous d'Orval, pour le perdre à Margut, où elle se jette dans la Chiers.

Lorsque les forges étaient activées, les trois ruisseaux se réunissaient dans l'étang des forges, aujourd'hui l'étang du château. Deux aqueducs y amenaient les eaux du ruisseau de Williers et de l'étang du Neuf-Moulin, au moins les eaux disponibles après approvisionnement du Neuf-Moulin, d'une part, et de la scierie Frère Georges, d'autre part. La scierie se trouvait à quelques mètres en arrière de la maison où se trouve aujourd'hui l'*Hôtel des ruines d'Orval*, maison qui n'existait pas alors.

ÉMILE TANDEL,

Commissaire de l'arrondissement d'Arlon-Virton.

Arlon, novembre — décembre 1887.

M. le Docteur Jeanty, de Virton, a bien voulu me communiquer deux lambeaux de feuillets originaux des déclarations des biens d'Orval. Ils lui ont été donnés par un particulier de Signeulx qui les tenait d'un vieux curé de Meix, mort à Signeulx, croit M. Jeanty, et qui s'appelait Freymuth. Ce curé devait les tenir de *Dom Arsène*, ancien curé de Tintigny et ancien moine d'Orval, qui les avait emportées d'Orval. Les déclarations sont conformes aux indications du pied-terrier.

Sceaux de Villers-d'Orval L'S renversé, traversé par une double croix qui se remarque en bas du sceau d'Orval et que les anciens maires nommaient « *la croix de Lorraine* », formait aussi les empreintes du vieux marteau forestier et du fer à marquer le bétail admis au pâturage dans les bois communaux.

Le travail sur l'état des biens de l'abbaye d'Orval en 1787-1788 était en partie imprimé lorsque M^r le Dr Jacques, bourgmestre de Florenville, a bien voulu me communiquer un manuscrit authentique qu'il a découvert à Mogues, le petit village français d'où est originaire D. Bernard, curé de Nepvaut, qui livra l'abbaye. Il porte pour titre : *Abbrégé des biens, rentes et revenus, etc., que le monastère d'Orval possède l'an 1745* et il donne de curieux détails sur la nature des revenus et les noms de l'époque. Je regrette fort de ne pas avoir pu consulter plus tôt ce manuscrit auquel j'emprunte pourtant la note qui suit :

Réduction des grains à la mesure d'Ivoix maintenant Carignan.

« La mesure de Carignan se divise en muids, septiers, quartels, poignets ou pannefs et écuellen.

« Le grand muid de Carignan porte 48 quartels qui font quatre muids ordinaires tant en durs grains qu'en marsage. Et il semble que c'est le muid memmois dont les vieux titres ont souvent mention, ainsi, selon qu'il semble, on le peut prouver par les titres d'Avioth.

« Le muid ordinaire de Carignan est de douze q^{ls} ou de franchard.

« Le septier, ou les tiers selon qu'on l'appelle parmi les gens de la campagne, est de 4 q^{ls} ou de franchars.

« Le pannel est la sixième partie du q^{el}.

« L'écuellen est la douzième partie du q^{el}.

« Le quartelpel est celui qui ne contient point le droit du Thonlieu.

« Un quartel d'Ivoix pèse 54^l 9 onces.

« Un quartel mesure de Virton pèse 48^l 9 onces.

« Le quartel de Montmedy pèse 42^l 12 1/2 onces.

« Le quartel de Prouilly pèse 36^l 6 1/2 onces.

« Le bichet c'est la moitié d'un quartel ou franchard.

1.

Réduction de la mesure de Montmedy à celle d'Ivoix.

« Six mesures d'Ivoix pour le froment et autres grains ce qui se mesurent de même font sept de la mesure de Montmedy. Quant à l'avoine il peut y avoir un 14^e de différent, étant à remarquer que l'avoine se livre à comble et qu'elle se racle à la mesure de Montmedy, qui revient à la mesure de bled en donnant 1/2 pour deux.

2.

« Les dix quartels d'Ivoix font douze quartels mesure de Virton. Et douze quartels mesure de Virton pour le froment et autres durs grains font treize de la mesure de Montmedy. Et deux mesures d'avoine de Virton ne font que dix de Montmedy qui est un sixième de différent.

3.

« Douze mesures de Stenay pour le froment et autres durs grains font neuf mesures de Montmedy et un 7^e. Et les douze mesures d'avoine de Stenay font seulement 8 de Montmedy.

4.

« Douze mesures de la Ferté pour les durs grains font onze mesures de Montmedy.

5.

« Comme se sert en Lorraine de quarts et de paire il faut scavoir que la quarte fait de
« quartels et la paire signifie un quartel de durs grains et un de marsage.

6.

« Quant aux durs grains les quatre quartels de Bar font 5 quartels de Marville.
« Quant au marsage qui se racle à la d^{re} mesure de Marville, les 4 q^{ts} de Bar font 6 de
« Marville.

7.

« Les deux quartels mesure d'Yvoix font trois mesures de Beaumont. »

Un hospice sera prochainement installé à Villers-d^t-Orval.

Un enfant de cette commune, M. Kaussen Jⁿ-B^{te}, né à Villers-d^t-Orval le 22 avril 1809, de Jean-B^{te}, bonnetier, natif de Villers, et d'Anne-Marie Perin, native de Jamoigne, y décédé le 24 février 1888, a, par testament du 5 février et codicille du 7 février 1888, laissé à la commune tous ses biens meubles et immeubles, évalués à plus de quarante mille francs, pour l'institution d'un hospice destiné à recevoir les enfants pauvres, orphelins, vieillards des deux sexes, les estropiés, principalement les darteux, avec droit de préférence pour les parents du fondateur.

L'hospice portera le nom de *Saint Jean-Baptiste* et sera tenu par des sœurs de charité; il sera ouvert dans les maisons délaissées par M. Kaussen, après approbation spéciale, dès que l'accumulation des revenus ou des donations nouvelles le permettront.

M. Kaussen était entré après 1831 dans la gendarmerie nationale et avait longtemps commandé la brigade de Bastogne en qualité de maréchal des logis.

Il était chevalier de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix commémorative, de la médaille de sauveteurs et de plusieurs autres.

Erratum.

Dans la gravure qui accompagne ce travail, le sceau de Villers-d^t-Orval, alors que cette commune faisait partie du gouvernement du bas et moyen Rhin, aurait dû, au point de vue chronologique, être placé après le sceau qui lui fut donné sous le gouvernement impérial.

Après la séparation des provinces belges de l'Empire français en 1814, le Département des Forêts, c'est-à-dire le pays de Luxembourg a fait partie du gouvernement général du bas et du moyen Rhin. Cet état de choses a duré jusqu'en 1815. Echternach, jusqu'à la reddition de Luxembourg, était alors le siège du commissariat général ou préfecture du Département des forêts.

E. T.

LES MAÏEURS AU 18^e SIÈCLE.

Dans le tome XIX de nos annales, j'ai donné l'acte de nomination d'un maïeur au 18^e siècle faites sur la présentation de l'abbé de Notre-Dame d'Orval de Citeaux. Je reproduis aujourd'hui un acte analogue fait par le capitaine et prévôt des ville et comté de Chiny, gouverneur des terres franches et seigneurie de Muno. Il s'agit de la nomination du maïeur de Muno, Jean-Baptiste Lorent (Laurent), bisaïeul maternel de M. Noël, Bourgmestre de Villers-dt-Orval, en remplacement du bisaïeul paternel dudit, Mathieu Noël, décédé.

Nous Dieudonné-François-Hiacinthe Du Mont, écuyer, seigneur d'Otte, T. capitaine et prévôt des ville et comté de Chiny, gouverneur des terre franche et seigneurie de Muno, scavoir faisons à tous ceux qu'il appartiendra, que la place de mayeur de la justice dud. Muno étant venue à vaquer par le décès de N. Noël dernier pourvû ; et étant nécessaire de le remplacer : sur le bon rapport qui auroit été par nous fait à Sa Majesté l'Empereur et Roy nôtre auguste souverain, de la personne de Jean-Baptiste Lorent l'un des échevins de cette justice ; de sa probité, capacité, et vigilance ; elle aurait été servie de nous notifier par sa gracieuse dépêche du 3^e juin dernier, qu'elle a disposé de cet office, en faveur du dit Lorent ; nous chargeant spécialement de l'en mettre en possession, lui donner commission, et le laisser jouir outre les émolumens dont jouissent les autres mayeurs de cette prévôté conformément au prescrit de l'ordonnance émanée le 3^e may 1775 portant abolition de la loy de Beaumont, de ceux annexés à la première audience, qu'il tiendra comme chef de justice ; et finalement du tier dans les amandes champêtres, et du quart dans celles de bois communaux, se réservant Sa dite Majesté le surplus des dites, et toutes autres amandes ; à charge par le dit Lorent de se bien et diligament acquitter de tous devoirs lui incombans, nôtamment dans l'administration de la justice, et de soutenir les droits et hauteurs de Sa Majesté ; de tout quoy il prettera serment entre nos mains, et jurera en outre que pour obtenir le susd. office, ou à cause d'icelluy, il n'a offert, promis, ni donné, ni fait offrir, promettre ni donner à qui que ce soit, aucun argent, où autre chose quelconque, ni la donnera directement ou indirectement, ni autrement en aucune manière, sauf et excepté l'expédition des présentes, qu'il aura à faire enregistrer par tout ou besoin sera.

Donné à Chiny, sous le cachet de nos armes, le 30^e septembre 1786.

(Signé) DU MONT.

Cejourd'huy six octobre 1786, Jean-Baptiste Lorent dénommé au blanc de cette, à pretté entre nos mains le serment dont il est chargé par la présente commission, et à

en outre juré que pour obtenir le d^t office de mayer ou à cause d'icelluy, il n'a offert, promis, ni donné, ni fait offrir, promettre ni donner à qui que ce puisse être, aucun argent, ni autre chose quelconque, ni le donnera directement ni indirectement, ni autrement en aucune manière, sauf et excepté l'expédition de la présente commission, et à signé avec nous à Muno le jour ut supra.

(Signé) J.-B. LAURENT.

(Signé) DU MONT.

La présente commission et prêtation de serment ont été enregistré au registre des commissions du greffe de la haute cour et justice de Muno, par le clerc-juré commis du dit lieu soussigné, à ce requis, fait à Muno le 10^e octobre 1786.

(Signé) Jaan-Baptiste GUIOT.

En vertu du décret de la Cour du 13^e octobre 1786, la présente a été enregistrée au registre des commissions reposant au greffe de céans Luxembourg ut supra.

(Signé) GERDEN.



LES COMMUNES LUXEMBOURGEOISES.

I. HALANZY.

Dans la séance de notre Société archéologique du 6 octobre 1876, les deux propositions suivantes furent faites, développées et adoptées :

M. Tandel propose de prier les instituteurs de recueillir les légendes et les proverbes locaux. L'ensemble de ces renseignements serait publié dans les annales de l'Institut.

M. le curé Sulbout demande qu'on s'adresse aux instituteurs afin d'obtenir la désignation des LIEUX DITS et des petits cours d'eau avec leur dénomination locale.

Les renseignements indiqués par la première proposition ont été recueillis en 1877 ; jusqu'à présent nous n'avons pu encore leur donner la forme définitive et complète, mais j'espère y arriver comme j'espère réaliser, en partie du moins, le vœu de M. le curé Sulbout auquel il n'a pas encore été donné suite.

Mon but serait de publier alors ces divers documents dans nos annales sous la forme d'un dictionnaire géographique et archéologique.

Comme spécimen, je prends la commune de Halanzy et je tâcherai de terminer pour l'année prochaine l'arrondissement d'Arlon-Virton. En attendant, je prie nos collègues de bien vouloir m'adresser, dès qu'ils le pourront, tous les renseignements qui leur sembleraient intéressants à donner sur les communes de la province.

HALANZY.

Arrondissement administratif et judiciaire d'Arlon ; canton de milice et de justice de paix de Messancy. Évêché de Namur.

<i>Trois sections :</i> Halanzy, chef-lieu 1012 habit.		} Total au 1 ^{er} janvier 1888..... 1888 h.
Aix-sur-Cloie	342	
Battincourt	522	
M ^{lin} de Halanzy	12	

Superficie de la commune 1991^h, 64^a, 81^c.

Situation. 7 kil. S. O. de Messancy, 17 kil. d'Arlon par voie ordinaire, 24 kil. par chemin de fer, 3 kil. d'Aix-sur-Cloie et 3 kil. de Battincourt.

Sol inégal, couvert de coteaux, sablonneux et rocailleux mais argileux dans les fonds.

Bois communaux 278^h.

Altitude 270^m.

Industrie et commerce. Minerais de fer, Hauts-Fourneaux, fabrication de tabacs, agriculture.

Station du chemin de fer d'Athus vers la Meuse. La ligne est ouverte depuis le 20 décembre 1880.

Langues. A Halanzy, chef-lieu de la commune, on parle exclusivement le français, tandis qu'à Aix-sur-Cloie et à Battincourt on parle l'allemand et le français, principalement l'allemand.

Section de Halanzy.

Bâtiments publics. École des garçons, école des filles, construite en 1859, église et presbytère restaurés en 1877, le tout de construction moderne.

Routes. Aux routes indiquées dans la notice ci-dessous il faut ajouter le chemin de grande communication d'Arlon-Musson et Halanzy dont un arrêté royal du 20 mai 1880 a décrété la transformation en route de l'État.

Industrie. La société Descamps et C^{ie} s'est constituée en société anonyme sous le nom de *Société anonyme des Hauts-Fourneaux et mines d'Halanzy*.

Elle a obtenu la concession pour quarante années de 117 hectares de minières ; elle a de plus acheté douze hectares de terrain

compris entre la mine et le chemin de fer et construit un Haut-Fourneau de 18^m,30 de hauteur et de 6^m,50 de diamètre intérieur au ventre, muni de trois appareils à chauffer l'air du système Cowper, avec fondations pour le quatrième, et d'une machine soufflante de 200 chevaux de force. Le Haut-Fourneau a été mis à feu en octobre 1882 ; il a une production journalière de 80 à 100 tonnes de fonte. Les fondations nécessaires pour un second Haut-Fourneau sont établies.

L'ouverture de la mine se trouve dans le fond de la montagne au pied de laquelle l'usine est assise ; le minéral est amené au pied du Haut-Fourneau au moyen d'une chaîne flottante qui, par compensation de force, remonte le laitier derrière l'usine. Le dépôt de laitier atteindra, au bout de peu d'années et sans frais, le niveau du gueulard du Haut-Fourneau et fera suite à la déclivité du terrain qui touche à la mine ; le minéral sera alors amené directement au gueulard du fourneau, ce qui permettra de réduire considérablement les frais de main-d'œuvre.

Cours d'eau. La commune de Halanzy se trouve située sur le versant de *la Batte* qui prend à Signeulx le nom de *Vire*. Une petite partie de la section d'Aix-sur-Cloie se trouve dans le versant de *la Chiers*. Le principal cours d'eau se nomme *la Batte*, prenant sa source à Battincourt. Les petits cours d'eau de Halanzy sont : 1^o L'Aubai ; 2^o le Choux ; 3^o la Lambe ; ce dernier reçoit les deux premiers et se jette dans la Batte. Sur une carte qui se trouve au secrétariat communal, dressée en 1804 par le géomètre Mathelin la rivière de Battincourt est orthographiée « La Barte » ; 4^o le ruisseau du trou du Beau-Bois. — A Aix-sur-Cloie, pas de cours d'eau.

*Notice rédigée par M. Grégoire, instituteur communal
à Halanzy (1).*

Village d'une population de 780 habitants, doit son nom à une source d'eau ferrugineuse qui a des propriétés purgatives. Des étrangers ayant entendu parler, pour la

(1) Je laisserai autant que possible aux notices des instituteurs, qui ont été rédigées en 1877, leur caractère et la forme que les auteurs leur ont donnés ; je me bornerai le cas échéant à les compléter et à les faire suivre de la nomenclature des LIEUX DITS que j'aurai pu recueillir.

première fois, de cette eau, ont dit, en patois : Allans y ; ce qui signifie en français, Allons y, et c'est de ce mot patois qu'est venu le mot Halanzky.

Cette localité ne possède pas de proverbe particulier, et les archives communales ne renferment plus d'écrits qui puissent aider à la science archéologique.

La tradition rapporte seulement qu'il a existé, à une époque qui échappe à la mémoire des plus anciens habitants, un château qui se trouvait dans le centre du village. Ce qui le fait croire, c'est que l'on dit encore aujourd'hui : *derrière le château*, en parlant du jardin contigu à l'emplacement supposé de ce château. Il est probable qu'il a été la proie des flammes dans le grand incendie du 28 octobre 1717, qui a réduit en cendres presque tout le village. Dans ce désastre, il n'était resté qu'une quinzaine de maisons dans la rue de l'Église.

Quant au personnage qui possédait ce château, on ignore son nom.

Halanzky ne possède pas de monument antique, et les édifices publics : l'église et les écoles, sont de construction moderne.

Halanzky est borné au Nord par la commune de Rachecourt et la section de Battincourt ; à l'Est par la section d'Aix-sur-Cloie, la commune d'Aubange et la commune de Mont-St-Martin (France) ; au Sud par la ville de Longwy (France) ; et à l'Ouest par la commune de Musson. Il est séparé de la France par un prolongement de la forêt noire. Les cours d'eau qui arrosent le territoire de cette localité sont : le petit ruisseau la Batte qui a sa source à Battincourt et un autre petit ruisseau formé par la source d'eau minérale et une autre source qui sort du bois-frontière de France. Les voies de communication sont : le chemin de fer d'Athus à Givet, la route d'Aubange à St-Mard et des chemins vicinaux qui vont dans toutes les directions. Tous ces chemins sont très bien entretenus ; à l'exception de celui qui se dirige vers la France, lequel est en très mauvais état, quelquefois même impraticable pour les piétons.

Le territoire est riche en productions des 3 règnes.

Le bois communal du côté de la France renferme de la pierre de taille qui est recherchée pour son beau grain et sa bonne qualité, et du minéral de fer très riche et très abondant.

Les productions végétales y sont aussi nombreuses que variées. On y récolte le froment, le seigle, l'orge, l'avoine, les pommes de terre, la betterave et les fourrages artificiels, tels que le trèfle, la luzerne, le sainfoin et les vesces. Les prairies en général fournissent un excellent foin. On y élève des chevaux de moyenne taille mais vigoureux, des moutons et des vaches dont la chair est succulente.

On y élève aussi beaucoup de porcs dont la viande est estimée.

On trouve différentes sortes de terre : la terre franche, la terre calcaire, la terre argileuse, et en quelques endroits une terre un peu sablonneuse, mais l'agriculture laisse encore beaucoup à désirer.

Quelques cultivateurs sont déjà sortis de la routine et se trouvent bien du système des labours profonds ; mais il en reste encore quelques uns qui s'obstinent à ne vouloir qu'égratigner la terre, quoiqu'ils n'obtiennent de leurs champs que des demi-récoltes.

Les arbres fruitiers donnent de bons fruits. Parmi les meilleurs fruits à noyaux, on remarque surtout la prune de Reine qui est originaire des bois d'Halanzky.

Enfin, pour parler un peu des habitants, nous dirons qu'ils sont vigoureux, avantage qu'ils doivent à la salubrité de l'air qu'ils respirent et à la force des aliments que le sol leur fournit. Ils sont aussi intelligents et sociables, mais par contre un peu légers, et par suite difficiles à contenir pour quiconque ne les connaît pas.

Note rédigée par M. Laurent, secrétaire communal à Halanzy.

D'après la légende, le nom primitif du village de Halanzy était : Hattincourt. Plusieurs habitants de Halanzy appellent encore Hattincourt la partie la plus ancienne de ce village, composé d'une douzaine de vieilles maisons, mal construites et incommodes. Cette partie du village s'appelle aujourd'hui : Au Trou.

Toujours d'après la légende Halanzy devrait son nom à sa source d'eau ferrugineuse, « eau baie » rougissant tout où elle passe (Cette fontaine s'appelle aujourd'hui « Aubai » et en un seul mot). On attribuait à cette eau ferrugineuse certaine propriété curative, et les personnes malades des environs venaient en boire. Ils disaient alors dans le patois du pays : ALLANS-Y (Allons-y).

La tradition rapporte aussi qu'il a existé entre le village actuel et le bois communal (Sud Est de la gare du chemin de fer) un village important et qui comptait 500 à 600 maisons ; ce village aurait été à une époque très reculée, entièrement détruit par une invasion. A vrai dire, on a retrouvé et on retrouve encore au lieu dit Dessous-le-Fays des briques, des tuiles, des corps en grès, des fondations de maisons.

Je me rappelle avoir vu — il y a 28 à 30 ans — un cultivateur qui ramenait de ce lieu dit, une taque en fonte ; elle pesait près de 300 kilogrammes.

Le 16 octobre 1717, un grand incendie détruisit toute la partie Est du village. Dans les registres de l'état-civil, j'ai trouvé un acte rédigé en latin qui porte qu'une telle personne « trouva la mort dans l'incendie qui détruisit dix sept grandes fermes et qu'étant de bonne vie, elle a été enterrée avec les secours de la religion. »

A l'endroit où le feu s'arrêta, on a érigé en 1763 un monument commémoratif qui existe encore ; c'est une colonne surmontée d'une croix. (mars 1888.)

Lieux dits, d'après l'orthographe du cadastre (1).

Au Ravin.	Chapelle Jacob.
A la barrière.	Aux fossés.
Longs champs.	La croix du curé.
Aux lacs.	Aux courtis.
A la volette.	Le grand paquis.
A la grosse bonde (bonde en wallon veut dire borne.	A la motte.
Grands champs.	A Busto.
A la sêrisière.	La louvière.
	Nickbas.

(1) Cette note est également rédigée par M. le secrétaire communal Laurent.

Derrière laite (en wallon on dit « Dri l'Atre » au coin du feu, et par sa position derrière l'église, tout veut dire qu'on devrait l'appeler : Derrière l'Atre.

Lauriomont.

Second veaux.

A l'huile.

Boiteuse corvée.

Longs prés.

A la fagneule.

Aux ares de Blo.

A Blo.

Méguimeau.

Au Vra (ce nom lui viendrait d'après la légende, de ce que le verrat du troupeau aurait trouvé une cloche qui y était cachée. On disait alors : grâce au verrat du troupeau et à la longue, on a dit : Au Verrat ; Au Vra).

A l'épine du tombou.

Tombou.

Langue de bœuf.

Grémipré.

Longues fauchées.

Roubaiveaux.

Blocoup.

Malladrie.

Fourrière d'amidin.

(1) Du troupeau.

Villers.

Sartai.

Chemin de la grande ville.

Aux choux.

Arnauprés.

Paquis Jean-Georges.

La Wœwe.

Fays.

Ribeau.

Chenot.

Molais.

Holais.

Machompré.

Butai.

Chausau. D'après des documents anciens ce lieu dit est orthographié : Chausse-

haut, ce qui est plus logique à cause de sa terre forte ou terre glaise et où on y laisserait facilement des souliers à la Molière. De plus il y a des sources et à la moindre pluie, c'est un vrai boubier.

La Massue.

Grand Chocry.

Chaux four.

Bois St-Remy.

Haie Zéro.

Fond de crain.

Orlé le prêtre.

La fétée.

Haut de champ bronveau.

Le haut Dernisot.

Frie.

Voie taupré.

Fond de St-Veau.

Le flande.

Le blanc chare.

Hautchemin.

Dessus le moulin.

Entre les deux eaux.

L'abîme.

Grand fossé.

Chemin de Rachecourt.

La Harbinette.

Cladas.

La fosse à l'eau.

Trou du beau bois.

Fossaudot.

Bousselincourt.

Henneveaux.

Le haut de la justice (Galgemberg). On désigne ainsi le champ où était dressée la potence.

Fond de la ronche (C'est ronce qu'on devrait dire).

Blessaumont.

Aux Asches.

Visbas.

La pralle.

Au salon.

La perdrie.

La peste (une remarque c'est que pas un

chasseur ne s'y amusera car on n'y trouve jamais un lièvre au gîte).

Au breux.

Au charné (endroit où l'on enterre les bêtes mortes. C'est donc charnier qu'il faudrait mettre et non le mot wallon).

Il y a encore un lieu dit « Derrière la tannerie » qui ne se trouve pas au cadas-tre. Tout indique qu'il y a eu une tannerie.

Section d'Aix-sur-Cloie (Esch auf der Hurde).

Bâtiments publics. École communale construite en 1868, presbytère restauré en 1857, église reconstruite en 1880.

Extrait de la notice de M. Klein, instituteur communal.

Aix-sur-Cloie (alem. Esch auf der Hurde), hameau de la commune de Halanzy, est situé à 3 kilomètres S.-O. de Messancy et à côté de la route d'Aubange à Virton (Pop. 300 hab.).

D'après la configuration du sol et d'après les relations dignes de foi, il paraît que la plus grande partie du ban situé au N.-E. du village était encore vers le milieu du XVIII^e siècle couverte de bois entourant un vaste étang qui touchait par son côté supérieur, encore appelé aujourd'hui Leiperdangeweiher, au bois de Schœdeck, propriété de la commune de Messancy et se prolongeait vers le Sud jusqu'à deux mille mètres. D'un autre côté, un cours d'eau qui prend sa source au nord du village et se dirige vers le sud dans la direction d'Aubange, avait le plus souvent une largeur de cent à cent cinquante mètres. Les premières habitations bâties non loin de ce grand amas d'eau, en ont probablement pris le nom d'Aix, de aqua, eau.

Le composant « Cloie » ou « Cloye » est l'ancienne dénomination de « Claie ».

Personne, quelque effort qu'il fit à sa mémoire ou à son imagination, n'a su démêler son origine et il semble presque impossible de trouver une porte ouverte à une explication quelconque ; ou faut-il, osant émettre une assertion hypothétique, remonter jusqu'à nos ancêtres, bien avant notre ère, au temps des Germains qui, au dire de Tacite, rapporté par A. Van Hasselt dans son histoire des Belges, noyaient les lâches et les prostitués dans la boue d'un marais, une claie par dessus ? Il se trouva, en effet, il n'y a pas encore un demi siècle, presque au centre du village, un marais d'une centaine de mètres carrés, qui, heureusement pour la salubrité publique, est aujourd'hui desséché.

Se fondant sur cette dernière hypothèse, les origines du village se perdraient donc dans la nuit des temps. Même, cela n'a rien d'in vraisemblable : car, en creusant des fondements ou en ouvrant des carrières, il est déjà arrivé qu'on trouva de vieilles ferrailles, des pièces de monnaie, des briques parfaitement conservées, même un pavé en briques, à trois jusqu'à quatre mètres sous terre et ce, à des endroits où croissaient des arbres séculaires, de manière qu'on peut presque dire que tout a été changé ici, jusqu'à l'emplacement des maisons et la direction des rues. Toutefois, d'après les souvenirs des vieilles gens qui rapportent ceux de leurs aïeux, il est certain qu'au commencement du XVIII^e siècle, le ban formait pour la plus grande partie, quatre

grandes fermes relevant de seigneurs autrichiens. Les fermiers en devinrent possesseurs légitimes dans le courant de ce siècle et en partie au commencement du XIX^e. L'une d'elles est particulièrement considérable : elle appartenait à une puissante famille, d'origine autrichienne, dont les descendants portent encore aujourd'hui avec honneur et éclat leur nom dans la haute classe belge et autrichienne.

Vers l'an 1864, l'on voyait encore à côté de l'église actuelle s'élever la face imposante d'un ancien château dont le faite s'élançait bien au-dessus des maisons les plus haut placées et dominait pour ainsi dire tout le ban de ce modeste village. C'est là qu'habitaient, jusque vers la fin du XVIII^e siècle, les barons de Reiffenberg que les Echiers n'appelaient que le « Hochgerichtsherr » ou « seigneur de la haute justice » ou simplement « justicier ». Dans un registre, conservé au presbytère, il se trouve parmi les noms inscrits dans une confrérie de Saint François-Xavier sous la date de 1675, celui de « Sire Philippe-Ernest de Reiffenberg, baron et seigneur d'Aix-sur-Cloye, de Battincourt et autres lieux ». De 1675 à 1751, il y a trois autres noms de la même famille. ce sont : Henri-Joseph de Reiffenberg, Pierre-Philippe-Joseph de Reiffenberg et Jean-Joseph-Henri de Reiffenberg. L'on dit que les habitants de Piedmont (France) de Rollingen, de la Madeleine de Bacharage, de Pétange, de Rodange (Grand-Duché de Luxembourg) et d'Athus payaient la dime à leur seigneur d'Aix-sur-Cloye et que cependant ses concitoyens ne la payaient que sur les jeunes porcs et les poussins. L'on répète aussi que toutes les voitures, étaient-elles aux champs ou à l'intérieur du village, devaient avoir leurs timons tournés vers le château ; que du temps de sa splendeur, les manants étaient réveillés par le châtelain au son de la cloche. L'heure du repos était marquée de même.

Quoi qu'il en soit, l'on assure que nos ancêtres ne parlaient qu'avec respect de leur seigneur et lui étaient profondément attachés tant pour la grande liberté dont ils jouissaient que pour la bonne justice qu'il faisait régner.

L'on ne possède aucune notion certaine sur les origines de ce château. Au-dessus de la porte d'entrée était gravé le nombre 1651. L'on rapporte que vers cette année, il fut démoli et reconstruit sur un plan nouveau, mais que le bâtiment primitif datait d'une époque beaucoup antérieure.

Quelque temps avant la révolution française, la famille des Reiffenberg se retira en Autriche. Elle avait laissé en bail le château ainsi que les nombreuses terres y attenantes, à un nommé Schock. La vente en fut faite, le 1^{er} septembre 1806, par le s^r Gras, notaire à Aubange, au profit de Dame Christine Bellot, fondée de pouvoir du s^r Jean Martin, employé à Paris, légataire à titre universel dans la succession du s^r Marie-Louis-Charles-Maillard Delandre, le jeune, mineur émancipé, décédé à Paris. Tout le monde répète encore que pendant les trois jours que devait durer cette vente, il fut fourni gratuitement aux gens d'Aix-sur-Cloye autant de vin qu'il leur était possible de dépenser : l'on veut même que c'était l'une des clauses inscrites dans l'acte de procuration. Le château passa alors dans la famille Baltus qui l'habita jusqu'à l'année 1864, où il fut vendu et démoli. Aujourd'hui, on n'en voit plus de traces que dans l'intérieur de deux maisons élevées sur l'emplacement.

Un incident récent qui se rapporte à ce château, est le suivant. Vers l'année 1850, le bourgmestre de la commune de Halanzy, qui était alors M. Douny, reçut une

lettre, écrite au nom de la famille des Reiffenberg et datée de Vienne, l'engageant à faire faire des recherches afin de retrouver l'entrée d'un passage souterrain qui devait se trouver devant la porte de l'ancien cimetière et vis-à-vis du portique de l'ancienne église et conduire jusqu'au couvent (?) de Messancy. Mais déjà à cette époque, l'on ne connaissait plus l'orientation de l'ancienne église qui avait été démolie et rebâtie bien avant la révolution française. Malgré la promesse d'une bonne récompense et de paiement de tous les frais de fouille rien ne fut fait (1).

Autant pour le village. Arrivons aux environs. Au N. le terrain s'élève par ondulations jusqu'à la hauteur de Guelff (Habergy), et forme à quelques centaines de mètres d'Aix-sur-Cloie, une petite éminence appelée Tomm.

D'après notre révérend curé, M. Kettel, il est plus que probable, que ce nom vient de tumulus. Une découverte faite en 1856, tend même à donner de la consistance à cette conjecture. En cette année, l'on trouva, en effet, de ce côté, une pierre de taille équarrie, de 0^m50^c de face et excavée, dans laquelle était déposée une urne renfermant des cendres, probablement derniers restes d'un chef germain ou romain (2).

Quant au sol en lui-même, on n'y trouve aucune production minérale importante, sinon que des pierres à bâtir et quelques rares traces de mines de fer. La moitié du ban est formée de terrain argileux ; l'autre partie est plutôt calcaire et est très fertile. Aussi, les habitants s'adonnent-ils à l'agriculture et y trouvent la source principale de leur richesse et de leur aisance. — L'air y est sain. N'étant protégé par aucune élévation brusque et prononcée, ni bois touffu, le vent du nord y a entrée libre et chasse tous les miasmes délétères. C'est pourquoi il est très rare que des maladies contagieuses viennent à y régner. Les habitants sont forts et robustes.

Extrait de la notice rédigée par M. Laurent, secrétaire communal.

Avec les débris du château on a construit quatre maisons occupées par Nicolas Baltès, Muller, Peny et Huberty. Le dernier occupant était un baron de Reiffenberg qui disparut à la révolution ; la propriété passa alors à un baron de Guirsch et à un seigneur d'Autel.

Vers 1800, le château fut vendu pour 400 louis. En reconstruisant des écuries à côté du vieux château, Baltès découvrit l'entrée d'un souterrain qui devait aboutir, dit-on,

(1) D'après feu M. Mertens, receveur communal à Hôlanzy, qui avait eu occasion de prendre connaissance des vieilles archives de la maison des barons de Tornaco de Sanem (Grand Duché de Luxembourg), toutes celles se rapportant au château d'Aix-sur-Cloie y seraient conservées et mention y serait faite de cette voie souterraine.

(2) Voici la note que m'a communiquée M. Kettel sur ce sujet :

« Tomm. (Tumulus). Chez tous les peuples, les premiers tombeaux ont consisté en de simples monticules de terre ou de pierre, que les archéologues appellent tumulus. En France, ils se rencontrent principalement dans les départements du Nord. Les habitants des campagnes les nomment, tombelles, combles, combeaux. On trouve souvent de ces tumulus groupés ensemble et ils représentent ainsi de véritables cimetières et l'on suppose qu'ils ont été érigés souvent pour y inhumer les hommes tombés dans une bataille. La découverte, faite en 1856, au lieu appelé Tomm, justifie l'origine du nom qu'il porte ; et l'on peut conjecturer que des fouilles qu'on y pratiquerait, feraient découvrir encore d'autres traces de tombeaux très-anciens. »

à deux kil. de là, dans la propriété de Clémarais ; l'entrée en était voûtée en brique et en pierres et avait une hauteur de 1,60 environ. Le même Baltès a trouvé une pierre dans laquelle était coulée, en chiffres de plomb, la date de la construction du château ; c'était, croit-il, 1563 ; puis une statue couronnée représentant un roi quelconque, quelques vieilles pièces de monnaie d'argent et, dans les murs, des pots en fonte (cachettes) mais vides.

La fosse à fumier de Baltès se trouve sur l'emplacement de l'ancien cimetière ; en la déblayant, il a ramassé les ossements d'une centaine de cadavres. Le cimetière était alors beaucoup plus grand qu'aujourd'hui.

L'église d'Aix-sur-Cloie était très ancienne et tout à fait la même que celle de Mont-St-Martin qui date du IX^e siècle.

Personnages notables. Deux hommes originaires d'Aix-sur-Cloie ont marqué dans le cours de ce siècle :

Le baron F. A. F. T. de Reiffenberg, né à Mons en 1795, mort en 1850. Professeur de philosophie aux universités de Louvain et de Liège, membre de l'académie royale de Belgique, conservateur de la bibliothèque royale de Bruxelles, auteur de nombreuses publications.

Le baron F. G. E. C. M. de Reiffenberg, fils du précédent, né à Louvain en 1830. Il a publié des poésies, des articles critiques et littéraires, des romans, des vaudevilles, des comédies, des ouvrages relatifs à l'administration militaire, etc.

Lieux-dits.

Eischerthal.
Merrenberg.
Leiperdang.
Velpertberg.
Schetzebüsch.
Diffenthal.
Hasselt.
Honsreck.
Im freschelgen.
Lippesch.
Brochvies.
Neuvies.
Auf der Dellt.
Brischelhøhl.
Oppenthal.
Scheselshoël.

In der Koter.
Auf Thom.
Am Bettemerweg.
Kreberg.
Lentgen.
Rauschenthal.
Schlamfeld.
An der Stross.
Thauteloch.
Breschenthal.
Auf der brem.
Bettstadt.
In den pillen.
Hinter den garten.
Kotter.
Drinck.

Metzigerweg.	Auf Kosseloch.
Bei der scheuerwies.	Blauenberg.
Hinter der Kirsch.	Schosserbund.
Auf der Acht.	Unter der Wavricht.
Am brühl.	Büschalgen.
Croae.	In der loch.
Auf der drisch.	Efit gen.
In beisch.	Nasfeld.
Auf der gracht.	In land.
Auf essen.	Gaertgen.
Am holdanger weg bei den Steinkausen.	Schwartzentrisch.
Lamette.	Weller.
Drisch.	Mecker Knapgen.
In bilber.	Kosseloch.
Auf der merchen.	Bilber.

Section de Battincourt (Betten am Lach).

Bâtiments publics. École communale construite en 1878, église construite en 1871, presbytère agrandi et restauré en 1887.

Notice rédigée par M. Brich, instituteur communal.

Battincourt est borné à l'*Est* par les bois d'Aix-sur-Cloie et de Bebangé ; à l'*Ouest* par ceux de Halanzy ; au *Sud* par ceux d'Aix-sur-Cloie et au *Nord* par ceux de Guelf et de Rachecourt. Le village est fortement encaissé au milieu de montagnes assez élevées. Il comprend 110 maisons et environ 500 habitants, qui parlent presque tous l'allemand, mais la plupart des adultes comprennent le wallon. La façon dont ils prononcent l'allemand les fait aisément reconnaître. Ainsi ils disent : Neen (non) — Heer (monsieur) — Peerd (cheval) — Joa (oui) etc.

Jusqu'en 1825, Battincourt n'avait qu'un vicaire et appartenait à la paroisse d'Aix-sur-Cloie.

En 1825, il fut érigé en paroisse et eut un curé. Le presbytère et l'église se trouvent vers le haut, à l'*Est*. L'école est vers le bas du village. Il y a 30 ans celui-ci n'avait que deux rangées de maisons, séparées par un chemin de seconde classe ; mais depuis lors on a bâti 32 maisons neuves vers le Nord et 8 vers le Sud.

A l'*Est*, à 1 kilom. au-dessus du village se trouve un chemin de 1^{re} classe, qui va de Meix-le-Tige à Aix-sur-Cloie. A l'*Ouest*, à 1 1/2 kilom. du village se trouve un autre chemin, de 1^{re} classe aussi, qui conduit de Rachecourt à Halanzy.

A l'*Est* du chemin de 1^{re} classe, il y a un chemin de 2^e classe qui va jusqu'au village, passant à travers les deux rangées de maisons et rejoignant le chemin de 1^{re} classe à l'*Ouest*. Un autre chemin conduit d'Aix-sur-Cloie à Rachecourt ; il traverse le milieu du village et le divise en une partie supérieure et une partie inférieure. Je ne parlerai

pas des petits chemins de culture. Il y a 4 ponts de pierre, dont l'un a deux voûtes, et les 3 autres une seulement.

Le village possède environ 80 hectares de forêt, excellent bois à brûler, et un peu de bois de construction. On ne trouve dans la terre que des pierres à bâtir.

Le village a peu de prairies, mais elles sont très productives et donnent environ autant de regain que de foin.

On y récolte du froment, du méteil, du blé, de l'orge, de l'avoine, beaucoup et de très bonnes pommes de terre, pois, lentilles, betteraves, carottes, fèves, navets, trèfle, chanvre, lin, etc. Assez bien de fruits.

Beaucoup de sources, ne tarissant jamais et se réunissant en petits cours d'eau. Malgré cela, il faut creuser assez profondément pour avoir de l'eau de puits.

Les habitants, presque tous cultivateurs vivant du produit de leur travail. Il n'y a que 16 paysans qui possèdent des chevaux de culture. Presque tous ont des bêtes à cornes, des porcs, des moutons, des chèvres, des poules, des ruches à miel.

Voici maintenant un récit et une description que je n'ai entendu raconter que par des vieillards.

En l'année 1827, je vins pour la 1^{re} fois à Battincourt pour tenir l'école. J'y trouvai 10 à 12 vieillards de 80 à 90 ans. Je m'entretins avec eux et ils me racontèrent qu'ils avaient entendu dire par leurs pères qu'il y avait eu un château dans le village et qu'une comtesse y avait résidé. On y avait aussi trouvé des fossés et des murs. Ce château devait avoir été situé dans un jardin, à 90 mètres au Nord du village actuel. Ce jardin s'appelle encore maintenant jardin de la Comtesse.

A droite de ce jardin se trouve une colline qui va jusqu'à un terrain, nommé « terrain des voitures ; » il paraît qu'il servait de promenade aux voitures du château. Ce serait là l'origine de son nom. On pouvait ainsi faire une promenade de 5 kilomètres en partant du château et y rentrer sans tourner la voiture.

Après de ce jardin commence une montagne, appelée « montagne de la potence, » c'était là où l'on pendait les voleurs et les malfaiteurs.

Un peu vers la droite se trouve un lieu appelé « Trou du loup, » parce qu'on y avait creusé une fosse pour prendre les loups.

Événements notables. Le 3 septembre 1883, le feu détruisit 64 maisons du village de Battincourt ; le 10 du même mois, M. Vandamme, gouverneur de la province, constituait un Comité de secours qui se mettait immédiatement à l'œuvre et recueillait 80,537,40 sans compter les dons en vêtements, couvertures, linges, vieux meubles, poêles, houilles, etc.

A la date du 26 avril 1884, le comité établissait qu'il avait distribué en argent, en nature, en frais de reconstruction 78,745,51 et que l'excédent, soit 1791,95 serait appliqué aux besoins les plus urgents des pauvres à l'entrée de l'hiver.

Toutes les dépenses du comité pour impression de circulaires, frais de correspondance, etc., ne se sont élevées qu'à 216,78.

Les comptes du comité ont été approuvés par la Députation permanente à la date des 4 juin 1884, 4 février 1885 et 8 octobre 1887.

En souvenir de ce sinistre et en témoignage de reconnaissance, le comité fit placer dans l'église de Battincourt une grande plaque en marbre portant l'inscription suivante :

D. O. M.

InGenDIVM InfeLICItter eVertIt.

CharItas Vero ereXIt.

Le trois septembre 1883 un violent incendie
Détruisit soixante quatre maisons du village
de Battincourt

Grâce à la charité du pays entier, ses
malheureux habitants purent rapidement
réparer les ruines et relever leurs maisons.

Reconnaissance éternelle
à tous ceux qui, par leurs dons, ont contribué
à cette œuvre de bienfaisance.

Le Comité de secours :

Emile Tandel, Président, Commissaire d'arrondissement.

François Michaëlis, prêtre.

Begrand, bourgmestre.

Sellier, notaire, conseiller provincial.

Jules Tesch, idem.

Etienne et Logelin.

Laurent, secrétaire.

Cette inscription commémorative a été reproduite sur un certain nombre de taques (plaques de foyer en fonte) distribuées aux incendiés et dont des exemplaires ont été placés au presbytère et à l'école de Battincourt ainsi qu'au bureau communal de Halanzy.

Lieux-dits.

Hoelzer.

Wallerthal.

Brandiesbüsch.

Engenstal.

Zivischendenbüscher.

Klairbüsch.

Bosché.
 Bonnenbüsch.
 Metzigerschleid.
 Hinter Prosbüsch.
 Klein Rommeschlach.
 Ræsigerberg.
 Ræsigergrund.
 Kreberschœl.
 Auf dem bommert.
 Schlanfeld.
 In der Acht.
 Holswies.
 In Mechel.
 Hinter bourgune.
 Büschimgrund.
 Thomlochknap.
 Rapp.
 Lohr.
 Mengenthal.
 Auf dem gartgen.
 Wellenthal.
 Theisberg.
 Heideschleid.
 Diffenthal.
 Lentgen.
 Im bergenfeld.
 Groff.
 Auf Tautschenberg.
 Im Meschberg.
 Langslohr.
 In Parten.
 Ob dem bour.
 Unter der langheck.
 Vor an Mecher.

Im Kimmelt.
 In Stein.
 Grossen Pesch.
 Bredengart.
 Im Dellig.
 Grevengart.
 Tedeberg.
 Rauschenthal.
 Stroos.
 Mulhenwies.
 In brecken.
 In der Wolfskaul.
 Krommesfeld.
 Ræsigerpaat.
 Kütschengrund.
 Langenberg.
 Hedelstalgen.
 Auf Spreid.
 Rommesloch.
 Auf Bottel.
 Schenneschberg.
 Galgenberg (haut de la Justice).
 Mulhengrund.
 Brill.
 Siebenbour.
 Münsch.
 Weschgeberg.
 Visbas.
 Ehs.
 Bei der grosser græcht.
 Ob der horkett.
 Betschenthal.
 Stecken.
 Tautenloch.

Émile TANDEL,

Commissaire d'arrondissement.

Arlon, mars 1888.



LE DOLMEN DE WÉRIS.

Dans le T. XIV de nos annales, p. 315-317, j'ai donné une notice sur le Dolmen de Wéris que l'Etat m'avait chargé d'acquérir. Il avait été convenu que des travaux d'appropriation y seraient exécutés et que le monument serait entouré d'une grille avec sous-bassement. Une dépêche ministérielle du 30 septembre 1882 décidait que ces travaux seraient conduits, sous ma direction, par le commissaire-voyer du ressort.

Les travaux ont, en effet, été faits depuis, mais sans que j'en aie reçu le moindre avis et sans que ma responsabilité, par conséquent, se trouve le moins du monde engagée.

La clôture est bien exécutée sauf qu'on aurait dû ménager dans la grille une porte d'entrée.

La position de plusieurs des pierres composant cet antique monument a été modifiée et la photographie qui en a été prise en 1887 ne reproduit plus exactement celle que j'avais fait prendre en 1882.

Mon collègue de la commission des monuments, M. Wilmart, a fait de ces travaux l'objet d'un rapport dans lequel on lit :

« En égalisant le terrain, et en débarrassant l'extrémité du Dolmen des broussailles qui y croissaient on a mis à nu deux pierres.

« L'une est à peu près couchée sur son plat et semble avoir été anciennement dressée: de plus sa forme pourrait indiquer une destination particulière à cause de deux entailles pratiquées des deux côtés.

« La seconde, située sous cette première, est placée horizontalement et enfoncée à peu près au niveau actuel du sol. La forme est plus ou moins circulaire. Il serait utile, je pense, de faire examiner ces fragments, cachés jusqu'à présent, par des personnes compétentes, afin de laisser le moins de lacune possible

« à la restauration de ce monument. Ceci est, je me hâte de le
« dire, un travail distinct de celui qui a fait l'objet de l'adjudica-
« tion du 6 août 1885 et ne pouvait y être prévu, mais il rentre
« dans l'idée qui a présidé à cette restauration. »

Ensuite de cette communication, le gouvernement me chargea de me rendre de nouveau sur les lieux avec M. Wilmart et M. Charneux, commissaire-voyer de Barvaux.

Cette visite donna lieu de notre part au rapport ci-après :

Arlon, le 16 décembre 1887.

Monsieur le Gouverneur,

Conformément à votre dépêche du 24 novembre dernier, 2^e D^m, N^o 2281.85, nous nous sommes rendus, M. Wilmart et moi, accompagnés de M. le commissaire-voyer de Barvaux au Dolmen de Wèris.

Les monuments de l'espèce se composent d'ordinaire de 3 à 15 pierres, hautes généralement de 1 à 1.30 (il y a cependant des exceptions, ainsi le Dolmen de Bagneux en France a 3^m50 de hauteur) plantées verticalement et supportant une ou plusieurs autres pierres en forme de table. Quand celle-ci servait aux sacrifices, elle était d'ordinaire inclinée, percée de trous ou creusée de rigoles pour l'écoulement du sang des victimes.

Celui de Wèris se compose de treize pierres, y compris la table, laquelle ne porte trace ni de trous ni de rigoles, et l'une des deux pierres mises à jour lors de l'enlèvement des broussailles qui entouraient le monument.

Cette dernière pierre peut avoir servi en quelque sorte de porte de derrière au Dolmen : nous ne pouvons autrement en expliquer l'utilité ; la question est douteuse.

Quant à la seconde de ces pierres, dont la surface supérieure apparaît seulement de quelques centimètres au-dessus de la surface du sol, elle ne nous semble pas avoir jamais fait corps avec le monument lui-même.

Voici ce que nous proposons :

Mettre une somme de cinquante francs à la disposition de M. le commissaire-voyer de Barvaux qui fera :

1^o Creuser dans l'intérieur du Dolmen, en ayant soin de se tenir à distance des pierres qui soutiennent la table, une tranchée de 0.60 de large sur 0.70 environ de profondeur pour voir ce que renferme le sol. Cette tranchée sera refermée ensuite.

2^o Creuser une tranchée autour de la seconde pierre pour apprécier exactement sa situation ; nous avons pu constater qu'elle descend à plus de 0.60 sous le sol.

3^o Faire quelques petits travaux de parachèvement. Nous nous sommes assurés que la somme de 50 francs serait suffisante pour faire face à la dépense, même en y comprenant le relèvement de la pierre qui a pu servir de fermeture, relèvement auquel nous demandons qu'il soit sursis jusqu'à ce que nous ayons pu prendre encore d'autres informations qui nous font défaut. On a trouvé en déblayant le monument une pièce d'or datant, croit-on, de Constantin, mais cette pièce a été enlevée et vendue, dit-on aussi, à un marchand d'antiquités de Liège, M. Renaud-Soubre.

Les membres de la commission des monuments,

WILMART, Émile TANDEL.

Ainsi que nous le demandions, une somme de cinquante francs a été mise à la disposition de M. Wilmart pour assurer l'exécution des travaux indiqués.

ÉMILE TANDEL.

PRATIQUES POPULAIRES.

Les superstitions résistent à tout dans nos campagnes, surtout à l'occasion du tirage au sort. Le Luxembourg, où il n'y a pourtant plus qu'un nombre relativement restreint d'illettrés, n'échappe pas à cette loi, et il est assez curieux de relever quelques-unes de ces pratiques superstitieuses qui ont un caractère plus particulier.

Les neuvaines, les offrandes, la célébration de messes, les pèlerinages avant le jour du tirage sont connus, dans le Luxembourg comme dans les autres provinces du pays. Mais ce qui l'est moins peut-être, c'est ce qui se fait dans une petite commune du canton de Florenville. Là, la veille du tirage au sort, les mères, les sœurs, les fiancées des miliciens se mettent en prière auprès de l'église ; au coup de minuit et pendant que l'horloge sonne les douze coups, toutes ces femmes doivent faire en courant le tour de l'église et rentrer chez elles au galop, sans s'arrêter, sans mot dire.

Dans d'autres villages, le milicien s'approche de l'urne, la main gauche dans la poche du pantalon ou sur le cœur, tenant serrée une amulette ou une prière imprimée ; assez souvent, il laisse tomber dans l'urne, en retirant son numéro, un morceau de résine qu'il a fait bénir au préalable. Cette année encore, au tirage à Saint-Léger, un brave garçon s'est approché de l'urne, le regard fixe, hypnotisé ; au moment de plonger la main gauche dans l'urne, il a fait de la main droite un énorme signe de croix et a retiré... un des plus bas numéros. L'ahurissement de ce pauvre diable faisait réellement peine à voir.

* * *

Puisque j'en suis sur le chapitre des vieilles coutumes et que la *Folk-Lore* est plus que jamais en honneur, je vais vous en citer qui, depuis des siècles, persistent dans le pays allemand.

A Arlon, notamment, le premier dimanche du Carême, des



bandes compactes de gamins se présentent devant les maisons où un mariage a eu lieu dans l'année et chantent en chœur :

*D'ass Gleck an erem Haus,
Gehet' ons faaschte boonen eraus.*

Ce qui veut dire :

*Il y a du bonheur dans votre maison,
Jetez nous des fèves pour le Carême.*

En somme, c'est aussi harmonieux que

Eendracht maekt macht.

Pendant qu'ils chantent, les habitants de la maison leur jettent des pièces de menue monnaie, des noix, des figues, etc.

La marmaille se bouscule pour ramasser ces dons, puis la distribution finie, poursuit sa course vers une autre maison nuptiale.

A Luxembourg, ce même jour, les jeunes gens qui se sont mariés dans l'année envoient à tous leurs parents et amis intimes une sorte de pâtisserie en forme de W fermé par le haut ou de 8 renversé, bien connue dans cette région et en Alsace sous le nom de *Bretzel*. Vous avez pu voir ce nom mentionné souvent dans les romans d'Erckmann-Chatrian.

E. T.



UNE

TROUVAILLE A NASSOGNE.

L'an dernier, le nommé Louis Évrard, cultivateur à Masbourg, était occupé à labourer son champ, situé à une centaine de mètres de l'ancien chemin de Marche à Saint-Hubert, en lieu dit *Ry des Mourdris* (meurtris, tués), territoire de Nassogne. Quelle ne fut pas sa surprise lorsque le soc de sa charrue mit à découvert un collier de chevalier en argent et une chaînette de même métal, à laquelle était attachée une croix-reliquaire, longue de dix centimètres et ornée, d'un côté, d'un Christ et d'une Vierge-mère, de l'autre ! Au collier était appendu un cachet fort bien gravé, représentant une cuirasse et un casque de chevalier à cloison ouvert, avec cimier surmonté d'un lion, aux deux côtés duquel se lisent les lettres G et H. Le cachet était accompagné d'une aiguillette longue d'environ dix centimètres, sur laquelle se trouvent gravés les trois lettres suivantes : A. M. R.

Le collier, d'un travail d'orfèvrerie assez remarquable, avec la croix-reliquaire et sa chaînette pèsent environ cinq cents grammes. Ces objets, qui nous paraissent dater de la fin du siècle dernier, sont en état de parfaite conservation, ainsi que le cachet et l'aiguillette. — Quelle en peut être la provenance ?

Nous avons cru d'abord que cette trouvaille pouvait être la dépouille d'un soldat de Van der Mersch, tué dans une action qui eut lieu, en janvier 1791, entre les troupes patriotes commandées par ce général et les troupes autrichiennes, à une distance pas bien éloignée du *Ry des Mourdris*.

Ce qui est contraire à cette supposition, c'est que : 1^o Vander Mersch, dans son *Mémoire historique* pp. 95, 96 dit positivement que dans l'action prérappelée, il n'a perdu que trois de ses soldats faits prisonniers ; que 2^o Evrard assure qu'à l'endroit où il



a fait sa précieuse découverte, il n'a trouvé aucune trace d'ossements.

Il est plus vraisemblable que les objets dont il s'agit appartiennent à un voyageur, peut-être à un pèlerin de Saint-Hubert, qui aura été assassiné à l'endroit même dit le *Ry des Mourdris*. L'assassin, ayant dépouillé sa victime, en aurait caché la dépouille dans un endroit reconnaissable, sur la lisière en relief du champ d'Evrard, et cette dépouille il n'aura sans doute osé venir ensuite la reprendre, afin d'échapper au soupçon d'être l'auteur de l'assassinat commis.

Quoi qu'il en soit, les objets trouvés par Evrard mériteraient de figurer dans un musée. Il est regrettable que les ressources de notre Institut ne nous aient pas permis d'en faire l'acquisition.

CHAN. DOYEN,
curé-doyen de Wetlin,

L'ARA DE MESSANCY.

En 1848, lors de la démolition de l'ancienne église de Messancy, on trouva placée sous le maître autel une ara romaine ayant, à peu près, les proportions de celle trouvée en 1825 dans l'église d'Amberloup (1).

C'est un exemple qui montre une fois de plus que l'on se plaisait autrefois à établir le christianisme sur les ruines de l'idolâtrie.

Cette ara fut donnée à M. de Mathelin, père, qui la plaça dans son parc où elle est exposée depuis. Quoique protégée en hiver par une large dalle, elle n'en a pas moins subi les funestes influences des intempéries ; les divinités mythologiques sont fortement avariées ; heureusement, les attributs qui les accompagnent ordinairement sont très visibles et permettent de les reconnaître à première vue.

Elle est composée d'un seul bloc de pierre de même qualité que celle des monuments romains du musée provincial. — A la surface supérieure se trouve une petite rigole de 0.10 de profondeur, destinée à recevoir le sang des victimes. — Sa forme est rectangulaire, mesurant de chaque côté 0.57 de largeur sur 0.80 de hauteur.

Les sujets sont assez bien traités, mais ils n'ont pas les formes gracieuses et bien proportionnées ; ils sont évidemment dus à des sculpteurs de mérite secondaire.

Ainsi la figure représentant Apollon avec la lyre est bien exécutée du haut, le corps est puissant, mais comme la place faisait défaut le restant se trouve écrasé. — C'est aussi le dieu qui laisse le plus à désirer sous le rapport des proportions ; c'est cepen-

(1) Voyez annales de la société archéologique du Luxembourg, années 1852-1853, page 145.

dant ici que l'artiste aurait dû déployer le plus de talent puisqu'il avait à représenter celui qui présidait aux beaux arts.

(Voyez fig. 1, à la fin du volume.)

Sur la seconde face on voit Mercure tenant de la main gauche le merveilleux caducée et dans la main droite une bourse. Il est représenté sous les traits d'un jeune homme presque nu, avec une simple chlamyde légèrement jetée sur les épaules. — A sa droite est placée une jeune fille entièrement nue, cherchant à se cacher sous un voile de gaze déployé en arrière. — Mercure semble ici remplir un message de Jupiter auprès d'une femme.

(Fig. 2).

Sur la 3^e face se trouve Junon assise, sa figure a pour ainsi dire disparu et une forte brèche entame le côté gauche. A sa droite se trouve le paon qui lui est consacré.

(Fig. 3.)

Enfin à la 4^e face figure Minerve dans une attitude guerrière, son costume se compose d'une tunique sans manches, de la main droite elle tient la lance, de la main gauche le bouclier et sur son épaule est perchée une chouette. — Au côté gauche est placé un petit autel sur lequel est dressée une forme confuse ressemblant à un cygne.

(Fig. 4.)

Cette dernière face est à la fois la mieux conservée et la mieux traitée sous le rapport artistique.

Ce petit autel élevé en l'honneur de quatre divinités du premier ordre, forme un spécimen très curieux pour l'histoire du passé de notre province ; aussi je ne crois pouvoir mieux faire en terminant ma notice que d'exprimer le vœu qu'il vienne enrichir un jour les collections du musée provincial, si riches en monuments romains de toute sortes mais privées d'un sujet original de l'importance de celui que je viens de décrire.

Arlon, le 2 avril 1888.

SIBENALER.



HISTOIRE
DU
COMTÉ DE MONTAIGU
ET DE
L'ERMITAGE DE S^T THIBAUD

PAR
L'abbé AM. DE LEUZE,
CURÉ DE BARONVILLE.



INTRODUCTION.

Le travail que je livre aujourd'hui à la publicité, comprend deux parties, l'histoire de l'ancien comté de Montaigne et l'histoire de l'ermitage de Saint-Thibaut.

L'histoire du comté de Montaigne commence avec le onzième siècle pour se terminer à la révolution française ; elle comprend, outre le chapitre préliminaire, autant de chapitres qu'il y a eu de dynasties qui se sont succédées dans le comté.

Cette histoire est intimement liée à l'histoire des comtés de Rochefort et de Clermont ; mon but cependant n'est pas de retracer l'histoire de ces deux comtés.

L'histoire de l'ermitage de Saint-Thibaut est une reproduction abrégée de ce qu'un ancien curé de Marcourt, sir Jamotte, qui vivait au dix-septième siècle, a écrit sur ce sujet dans son livre intitulé : *Le Montaigne de Saint-Thibaut*.

Marcourt, chef-lieu de la prévôté, a aussi son chapitre spécial. On y trouvera, outre une recherche sur l'origine de cette localité, une liste des mayeurs et des prévôts qui s'y sont succédés à partir du quinzième siècle jusqu'au dix-neuvième, une biographie des grands hommes du comté et d'autres renseignements très intéressants sur la seigneurie de Marcourt.

HISTOIRE

DU

COMTÉ DE MONTAIGU, EN ARDENNE.

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.

Le comté de Montaigu en Ardenne tirait son nom de la montagne escarpée sur laquelle était bâti le château des comtes de ce nom. Elle est située sur la rive gauche de l'Ourthe, à une forte lieue en aval de Laroche. De son sommet, on domine tout le pays environnant, on aperçoit à l'Est le village de Marcourt sur les bords de l'Ourthe, qui baigne de ce côté le pied de la montagne. A l'Ouest, la vue s'étend sur une plaine qui s'abaisse en pente douce vers le village de Hodister. Le haut de la montagne est occupé de nos jours par la chapelle de l'ermitage de Saint-Thibaud, qui est un lieu de pèlerinage fort connu dans toute la contrée. Cette chapelle est construite sur l'emplacement même où se dressait autrefois le manoir des comtes de Montaigu, et c'est à peine s'il reste encore de celui-ci quelques débris de murailles pour en indiquer la situation. On ignore l'époque de la destruction de ce manoir.

« La grande quantité d'ossements tant d'hommes que de chevaux et d'autres animaux domestiques, les grosses clefs et autres objets que l'on y a trouvés en aplanissant le sol pour la construction de la chapelle, indiquent assez, dit l'auteur du Montaigu de Saint-Thibaud, que tout ce que renfermait alors le château, devint la proie des flammes. »

Le comté de Montaigu était primitivement d'une étendue assez considérable, mais les démembrements fréquents que les comtes en firent pour leurs donations pieuses, l'avaient réduit au siècle dernier aux trois seigneuries de Marcourt, de Hotton et de Dochamps.

La carte annexée à cette notice et dont je dois la découverte à l'extrême obligeance de M. Lamotte de Navaugle, retrace les limites de la seigneurie de Marcourt à cette époque.

Parmi les fiefs qui relevaient de Montaigu, se trouvaient quatre pairies, savoir : la seigneurie d'Ochain dans le Condroz, la seigneurie de Harzé, près d'Aywaille, la seigneurie d'Yernée sous Huy et l'abbaye de Flône.

Autrefois aussi un prince de Liège relevait de Montaigu le comté et le château de Clermont, situé sur la Meuse, entre Huy et Liège.

Suivant un mémoire du commencement du XVIII^e siècle, les droits du comte sur ses fiefs consistaient 1^o « En droict de morte mains, c'est-à-dire quand y décède quelque bourgeois ayant été marié, il doit au seigneur la plus vaillable pièce qui se trouve en la maison mortuaire appartenante au défunt de son vivant, soit bestail, vessel, accoustrement ou autre meuble qui est trouvé le plus suffisant ; mais pour les femmes, on ne paye rien. »

2^o « En droict des annates pour le relief des fiefs tant nobles que roturiers mouvant du comté de Montagu. »

3^o « En droict d'issue. Ce droict est quand quelque bourgeois va résider hors ou qu'il marie ses enfants, alors appartient au seigneur le treizième denier de la valeur des bestiaux qu'il esmène, et des deniers qui sont donnez en mariage : ce droict ne se trouve qu'au compte de Dochamps. »

4^o « En droict de hault ban. Ce droict se trouve aussi seulement au compte de Dochamps, et est que quand les sujets de la seigneurie vendent quel qu'héritage, et que l'on porte l'argent hors, et quand ils font charbonner sur leurs héritages, et qu'ils vendent les bois et charbons hors la dite cour, le treizième denier appartient au seigneur. »

5^o « En droict d'espauve et confiscation. »

6^o « En droict de pennaiges, c'est-à-dire quand les bourgeois ont des porcqs sur les bois, quand il y a pachon, ils payent un tournoy pour chaque porcq. »

L'histoire de Montaigne compte cinq dynasties et de là les cinq chapitres suivant lesquels elle sera divisée.

La première dynastie est celle des anciens comtes et finit en 1147. La seconde, celle des comtes de Looz et de Duras, comprend peut-être un demi siècle d'existence. La troisième commence avec Wery de Walcourt et finit en 1408 avec Jean de Walcourt, dit de Rochefort. La quatrième est la dynastie des de la Marck et la dernière, celle des Stolberg-Lowestein, finit à la révolution française.

CHAPITRE PREMIER.

Dynastie des anciens comtes.

Gozélon est le premier comte de Montaigne dont le nom soit parvenu jusqu'à nous : en 1050, il assiste comme témoin avec Lambert, comte de Louvain, et Giselbert de Looz, à l'acte par lequel Godefroid, duc de Lotharingie, fils du duc Gozélon ou Gothélon, donne aux Frères de l'église de St-Servais à Maestricht son alleu de Ramiouille ; de même en 1055, avec ses fils Conon et Rodolphe, il assiste à l'acte de fondation du prieuré de Longliers. La chronique de l'abbaye de St-Hubert, dite Cantatorium, parlant de ce comte, lui donne le titre de comte de Behagne, parce que sans doute à l'époque où s'est passé le fait qu'elle rapporte, le comte résidait dans un château de ce nom. « Gozélon, comte de Behagne, dit-elle, après s'être emparé violemment de la maison seigneuriale que l'abbaye possédait à Marloie, la démolit et détruisit tout ce qu'il y trouva, en outre il autorisa ses gens à piller les serfs de notre église. Aussi la vengeance divine ne tarda pas à l'atteindre ; comme il avait passé la nuit au milieu des jeux et des ris, il mourut subitement au point du jour. Sa femme Ementrude chargea ses principaux officiers d'aller humblement offrir à l'abbé de St-Hubert une réparation du crime de son mari, et de lui demander même, pour le corps de ce dernier, la sépulture dans son monastère. Après avoir consulté les religieux, l'abbé accepta la réparation offerte et accueillit favora-

« blement la demande d'Ermentrude. Après l'enterrement de
« Gozélon, sa veuve et ses fils Conon, Rodolphe, Guidon et Henri
« donnèrent au monastère l'alleu d'Estiné avec l'église curiale et
« tous ses vassaux (1064). »

Gozélon fut aussi avoué de l'église de Liège, comme il paraît par l'acte de donation fait par l'évêque de Liège, en 1044, en faveur de l'église de St-Barthélémy (1).

Le Cantatorium de St-Hubert fait aussi mention d'un Gozélon, seigneur d'Amberloup, qui eut une fille unique du nom de Cunégonde. Cette comtesse, dit-il épousa du temps de l'empereur Henri II, un certain Otton, seigneur Saxon ; mais ces époux ayant fait, dans la suite, un scandaleux divorce, l'empereur Conrad II confisqua tout le patrimoine de Cunégonde. Elle se retira dans l'abbaye de St-Hubert, où, suivant l'usage du temps, elle se fit renfermer dans une cellule étroite pour pleurer son crime. Frédéric, duc de Basse-Lorraine, lui fit souvent des visites charitables dans cette prison volontaire, où elle finit ses jours après avoir vécu longtemps dans la pénitence. Elle fut enterrée auprès de son père Gozélon.

Ce Gozélon, dont parle le Cantatorium, est compté parmi les bienfaiteurs de l'abbaye de St-Hubert ; en effet, à une époque que l'histoire ne nous fait pas connaître, il donna à cette abbaye des biens à Remience, au Fays, à Morhet, à Houmont et à Chisogne ; ce fut, dit Reiffenberg (2), pour l'entretien de sa fille Cunégonde. Mais peut-on assigner un tel motif à la donation de Gozélon lorsqu'il est moralement certain que ce comte était mort depuis longtemps lorsque sa fille entra au monastère de St-Hubert pour y faire pénitence ?

Mais Gozélon, père de Cunégonde, n'est-il pas le même que Gozélon, comte de Behagne, autrement dit, de Montaigu ?

Et d'abord quel sens faut-il donner à ces mots du Cantatorium « Cunegundis comitissa, que fuerat unica Gozelonis comitis. » Faut-il entendre ce mot unica dans ce sens que Cunégonde fut le seul et unique enfant de Gozélon suivant l'interprétation de Ernst (3), ou bien dans ce sens qu'elle fut la seule fille de Gozélon.

(1) Fisen, 1^{er} pars. Lib. VII Notationes 9. Anno 1044.

(2) Reiffenberg. Monuments, VIII, 54.

(3) Ernst. Hist. de Limb. 11, page 80.

Dans le premier cas, le comte Gozélon, seigneur d'Amberloup, serait nécessairement différent de Gozélon, comte de Behagne ou de Montaigu, qui avait certainement plusieurs enfants dont les noms sont rappelés plus haut ; dans le second cas, au contraire, les deux titres pourraient désigner une seule et même personne. Un petit examen sur la chronologie semble devoir élucider cette question. Comme point de départ, prenons le texte du *Cantatorium*. « *Tempore autem Henrici imperatoris cognomento Pii.... Cunegundis comitissa quæ fuerat unica Gozelonis comitis.... Ottoni cuidam saxonico nupsit.* » Ce fut donc au temps de l'empereur Henri, surnommé le Pieux, que se fit le mariage de Cunégonde avec le Saxon Otton, c'est-à-dire, de 1002 à 1024. Cunégonde dès lors a pu naître dans les premières années du onzième siècle. Gozélon, comte de Montaigu, mourut dans les circonstances que nous connaissons, en 1064, laissant d'Ermentrude de Harenzey, Conon, Rodolphe, Guidon, Henri. Conon, l'ainé, lui succéda au comté de Montaigu. Si nous supposons que ce Gozélon était aussi père de Cunégonde, nous devons nécessairement reporter à la fin du dixième siècle ou au commencement du onzième son mariage ainsi que la naissance de Conon, son fils aîné. Or l'histoire nous apprend que ce comte Conon de Montaigu et un de ses fils prirent la croix, en 1096, avec Godefroid de Bouillon ; à cette époque, Conon aurait donc atteint ou même dépassé l'âge de quatre-vingt dix ans, qui ne peut guère se concilier avec l'idée d'un départ pour la croisade.

Ce n'est pas tout ; lors de son mariage, Gozélon, père de Cunégonde, était probablement au moins dans sa vingtième année ; en 1064, il pouvait donc avoir environ quatre-vingts ans. Or peut-on attribuer à un vieillard de cet âge l'acte de violence que nous avons rapporté plus haut ? Est-ce aussi le fait d'un vieillard de quatre-vingts ans de passer une nuit dans les jeux et les ris ?

On objectera que Cunégonde a été enterrée près du corps de son père. Or il n'est question d'aucun autre Gozélon qui ait été enterré dans l'abbaye de St-Hubert que de Gozélon, époux d'Ermentrude. Mais l'auteur du *Cantatorium* n'a-t-il pas lui-même confondu les deux Gozélons. — C'est impossible, dira-t-on, vu que cet auteur est quasi contemporain du fait. — Soit ; mais le

seigneur qui avait enclavée dans ses domaines l'abbaye de St-Hubert, a-t-il pu être enterré ailleurs que dans cette abbaye ; et à l'époque où écrivait l'auteur du Cantatorium, c'était chose tellement connue qu'il n'y avait pas besoin d'entrer dans aucun détail à cet égard.

Tout ce que nous venons de dire suffit pour démontrer que le père de Cunégonde n'est pas le même que le comte de Behagne dont il est question dans cette notice. Reste une dernière preuve qui résume toutes les autres, c'est que l'auteur du Cantatorium fait lui-même parfaitement la distinction entre les deux comtes ; en qualifiant Gozélon, père de Cunégonde de « *dominatoris ejusdem fisci*, c'est comme s'il disait : il s'agit ici non pas de Gozélon, comte de Behagne dont j'ai parlé précédemment, mais d'un autre comte Gozélon qui fut seigneur d'Amberloup.

Mais quel était ce Gozélon, seigneur d'Amberloup, dont parle le Cantatorium ?

Gozélon, seigneur d'Amberloup, ne peut être que Gozélon, comte de Laroche (1) dont il est question dans ce passage d'une charte de 1028, « *in pago arduensi, in comitatu Gozelonis de Bastonia* (2) ». On sait que Amberloup faisait autrefois partie du ressort de la prévôté de Bastogne.

C'est l'avis de l'historien Ernst (3). « Au temps de Frédéric, dit cet historien, le château de Laroche était la propriété d'un comte nommé Gozélon, auquel appartenait aussi Amberloup, aux Ardennes. Gozélon ne laissa qu'une fille héritière de ses biens. » Après avoir parlé du mariage de Cunégonde, de son divorce, de sa mort, Ernst ajoute : « Entretiens Henri III ayant pris les rênes de l'empire après son père, engagea le duc d'accepter l'héritage de Cunégonde, c'est-à-dire, la contrée d'Amberloup et le château nommé la Roche de Séréman (contrée et château que Conrad II avait confisqués), en échange des terres qu'il lui céderait

(1) On peut consulter à ce sujet l'histoire de Laroche, 3^e édition, pages 28 et suiv., 31 e suiv. 67 et suiv.

Ce Gozélon, comte de Laroche, avait fixé sa résidence à Bastogne, c'est pourquoi, suivant l'usage pratiqué à cette époque de dénommer un comté, d'après le lieu de la résidence du comte, il est appelé dans la charte en question, comte de Bastogne et non de Laroche.

(2) Daris, notices historiques sur les églises du diocèse de Liège IX.

(3) Ernst, Hist. de Limb. II Page 79.

en Saxe comme étant plus à sa convenance. On ne contestera point, je pense, l'identité de ce château de Laroche, surnommé Séréman, probablement d'après son vrai ou prétendu fondateur, avec le château qui porte encore aujourd'hui ce nom, et qui même l'a donné à un comté réuni au duché de Luxembourg, car aussi longtemps que nous ne voyons pas qu'il y ait eu alors deux châteaux de ce nom en Ardennes, la dénomination ainsi que la situation de celui que Frédéric acquit, sans doute avec ses dépendances, permettront de le reconnaître dans celui qui existe aujourd'hui..... »

Conon, fils de Gozélon, prend pour la première fois le titre de comte en 1064, à l'occasion de l'accord que lui et sa famille font avec l'abbaye de St-Hubert, lors de la mort de son père. Il fut aussi, comme son père, comte de Clermont et sire de Rochefort. L'an 1066, il souscrit avec Godefroid le Barbu, duc de Lorraine, Albert, comte de Namur, et plusieurs autres grands seigneurs aux privilèges que Théoduin, évêque de Liège, accorde aux bourgeois de Huy, après avoir réparé et embelli l'église de Notre-Dame que St-Materne y avait érigée ; en 1080, il donne, ainsi que l'évêque de Liège et le comte de Namur, son consentement pour la construction d'un pont sur la Meuse à Dinant, d'où il résulte, dit l'historien Jamotte, qu'il avait aussi des droits dans ce pays.

Conon intervient de nouveau, en 1086, avec l'évêque de Liège, Godefroid, duc de Bouillon, Guy, duc d'Ardennes, Henri, duc de Limbourg, les comtes de Luxembourg, de Hainaut, de Moha, de Clermont, de Laroche, au traité de paix qui fut conclu par tout l'évêché de Liège. Le comte de Laroche ayant refusé seul de signer ce traité, les autres seigneurs lui déclarèrent la guerre. Battu en pleine campagne, le comte de Laroche se réfugia dans son château. Les alliés vinrent l'y assiéger. Après sept mois de siège, ils n'avaient encore rien pu obtenir, toutefois les vivres commençaient à manquer chez les assiégés. Le comte alors eut recours à un stratagème ; il fit rassassier un cochon de froment, et le laissa sortir de la ville, comme si la chose se fut faite à son insu. Le stratagème réussit ; les assiégeants, désespérant de prendre la ville par la faim, se décidèrent à une composition avantageuse au comte de Laroche et à ses sujets.

On rencontre encore Conon comme témoin dans une chartre de 1087, par laquelle Henri, évêque de Liège, donne au monastère de St-Hubert les biens de Braz et de Grupont qu'il avait achetés de Richilde, comtesse de Mons, lors de la guerre que cette comtesse eut à soutenir contre Robert le Frison, après la mort de son époux, Bauduin VI, comte de Flandre et de Hainaut.

Bauduin, sur le point de mourir, avait assigné à Arnoul, son fils aîné, le comté de Flandre, et à Bauduin le Hainaut ; et, comme ils étaient mineurs à cette époque, il leur choisit pour tuteur son frère Robert le Frison, qui devait être en même temps régent, mais de la Flandre seulement. Bauduin mourut le 17 juillet 1070. Dès que Robert eut appris la mort de son frère, il demanda, conformément aux intentions du défunt, la tutelle de son neveu Arnoul et la régence de ses états ; mais la comtesse Richilde, épouse de Bauduin, la lui refusa et se fit déclarer régente de la Flandre et du Hainaut ; elle fit plus, elle s'empara du comté d'Alost, des îles de Zélande et des quatre métiers qui appartenaient à Robert. Robert, homme de guerre et plein de valeur, entra en Flandre à la tête d'une forte armée et s'empara de plusieurs forteresses. Arnoul implora le secours du roi de France, de qui il avait précédemment relevé le marquisat. Robert ne parut guère s'embarrasser du roi de France ; il vint à la rencontre de son armée près du Mont-Cassel et remporta sur elle une double victoire. Le jeune Arnoul fut tué dans la dernière bataille, et le roi de France ne trouva qu'avec peine son salut dans la fuite.

La comtesse Richilde ne se rebuta point de ce mauvais succès ; délaissée par la France, elle chercha du secours ailleurs. Elle s'adressa à Théoduin, évêque de Liège, et lui fit entendre que s'il voulait lui donner une somme considérable pour lever de nouvelles troupes, elle s'engageait de lui donner l'avouerie et les droits d'abbé de Mons, ses alleux de Braz et de Grupont et de relever ses biens féodaux et allodiaux de l'église de St-Lambert. L'évêque goûta la proposition et la fit agréer par son synode. L'acte en fut passé à Fosse, en présence de notre comte, du duc de Bouillon, des comtes de Namur, de Louvain, de Chiny et de plusieurs seigneurs liégeois ; il fut ratifié à Aix-la-Chapelle par l'empereur Henri, le 11 mai 1071.

Dès que la comtesse Richilde eut l'argent qu'elle désirait, elle engagea à son service, Conon et tous les seigneurs qui s'étaient trouvés présents au traité de Fosse. Forte de leur appui, elle se promettait une victoire complète ; elle entra donc en Flandre, à la tête d'une puissante armée. Robert, de son côté, envahit le Hainaut, et obligea Richilde à venir se défendre dans son propre pays. Les deux armées se rencontrèrent près de Mons, en un lieu nommé Broqueroye : la victoire fut longtemps indécise ; elle se fixa enfin, et le comte Robert demeura maître du champ de bataille. Sans perdre de temps, Robert passa la Haine, près de Bossu, ravagea cette partie du Hainaut, qui avait été jusqu'alors épargnée, prit le château de Verchin et y mit une garnison de trois cents hommes, afin de courir le pays et d'y faire du dégât. Enfin la paix fut faite. Robert eut la Flandre à condition de donner une forte somme d'argent à son neveu Bauduin et ce dernier se contenta du Hainaut, de Douay et de quelques terres.

L'an 1095, Otbert, évêque de Liège, étant en guerre avec le comte de Louvain, convoqua les vassaux de son église, afin de se concerter avec eux sur les moyens à prendre pour réduire son ennemi. Le comte Conon de Montaigu fut du nombre des seigneurs qui se rendirent à Liège ; il s'y trouva avec Godefroid de Bouillon, les comtes de Limbourg, de Namur, de Chiny et Dudon de Conz ou la Grand-Ville, gendre du comte de Chiny. L'historien contemporain qui nous parle de cette réunion ne nous dit rien des résolutions prises concernant la guerre en question.

En 1096, Conon, transporté par cet enthousiasme universel qui avait fait éclore ces fameuses expéditions si connues sous le nom de croisades, partit, accompagné de son fils Gozélon, pour la conquête de la Terre-Sainte. Après la prise de Jérusalem, il reprit le chemin de son pays avec un grand nombre d'autres seigneurs et de bourgeois de Huy, et aussi en compagnie de Pierre l'Ermite. Pendant la traversée, les croisés furent assaillis par une violente tempête et plusieurs fois sur le point d'être ensevelis dans les eaux. Alors ayant fait vœu de bâtir une église dans le diocèse de Liège, si Dieu les délivrait du naufrage, la tempête cessa aussitôt. Lorsqu'ils furent arrivés au port, ils chargèrent Pierre l'Ermite de l'exécution de leur vœu. Pierre l'Ermite érigea alors le monas-

tère de Neuf-Moustier, sur les bords de Meuse, à la porte de Huy. Ce monastère fut dédié au St-Sépulcre et à St-Jean-Baptiste ; on y établit des chanoines réguliers de St-Augustin. Ce fut, au rapport de l'historien Jamotte, dans ce monastère que fut enterré Pierre l'Ermite.

Conon, avant de partir pour la Terre-Sainte, avait, du consentement de son épouse, donné au monastère de St-Hubert, Mont, auprès de Houffalize, Heid et les Trois-Monts, près de Freux, avec les bois, les prairies, les pâturages et les terres labourables qui en dépendaient. Il y ajouta encore dans la suite la seigneurie de *Fele* près de Nassogne, avec ses dépendances, seigneurie précédemment engagée au dit monastère pour la somme de onze onces d'or.

Le comte Conon mourut le 30 avril 1106, à Dolhain, sous Liège, et fut enterré à Dinant, comme il l'avait ordonné. Il avait épousé Ide de Lorraine, sœur de Godefroid de Bouillon, dont il laissa Gozélon, l'ainé, qui mourut à la croisade en 1097 ; Lambert, qui lui succéda au comté de Montaigu ; Henri, archidiacre de la cathédrale de Liège, Gertrude, qui épousa Gislebert de Looz, de Duras, comte de Duras, sous-avoué de l'abbaye de St-Trond, et mourut en 1114.

Quelques historiens donnent une seconde fille à Conon du nom de Reine, qui fut la fondatrice du prieuré d'Aywaille.

« Ayant vécu quelques années dans le mariage, Reine, dit Bertholet, perdit son époux, et alors pénétrée d'une juste douleur, au lieu de songer à s'engager dans de secondes noces, elle se détermina à faire des œuvres pieuses, avec les biens dont elle était maîtresse. Ce fut à cette fin qu'elle fonda, en 1088, le prieuré d'Aywaille, situé sur l'Amblève à quatre lieues de Liège » (1). La charte de cette fondation est ainsi conçue :

« Moi, Reine, née d'une famille illustre selon la chair, mais
« sans aucun mérite de ma part, fille du comte Conon, qui était
« frère de Conrad, seigneur très distingué, mort dans le voyage
« de Jérusalem, et gendre du comte de Poitiers, fais savoir qu'ayant
« la libre disposition des biens qui me sont échus du chef de ma
« mère, je crois ne pouvoir en faire un meilleur usage, que de les

(1) Bertholet. Hist. de Lux. et de Chiny, III, p. 294.

« offrir à la maison dans laquelle j'ai résolu d'habiter et de passer
« mes jours, sous le gouvernement de la discipline de Clugny.
« C'est pourquoi je donne à perpétuité, librement et solennelle-
« ment à un seul Dieu en trois personnes au nom duquel ce lieu
« est consacré, sous le titre du bienheureux prince des apôtres
« dans le monastère de Marcignat, au diocèse de Cahors, la terre
« qui m'appartient du côté de ma mère, et qui m'a été donnée
« en dot, dont la situation est dans la forêt d'Ardenne, au diocèse
« de Liège, et qui comprend deux seigneuries, l'une appelée
« Aywaille, et l'autre Rachamps. Je la donne, dis-je, de la même
« manière et avec les mêmes droits que j'y possédais paisible-
« ment et entièrement, lorsque j'en ai transporté la propriété à
« ce monastère, et je la lui ai cédée, sans m'y réserver la moindre
« chose ; de sorte qu'il jouira de toutes ses appartenances, terres,
« bois, eaux, prés, moulins, pêche, et de tous ses revenus, soit
« en porcs, bœufs, agneaux, soit en lins, laine, cire et argent.
« Enfin ces deux bourgs serviront au monastère susdit, selon leurs
« coutumes exprimées ou sous-entendues. »

Reine, après avoir pris ces dispositions, se retira dans le monastère en faveur duquel elle les avait faites.

Reste à savoir si cette comtesse descend véritablement des comtes de Montaigu. Conon, père de Reine, est dit dans la charte frère de Conrad, seigneur très distingué, mort dans le voyage de Jérusalem ; mais nulle part on ne trouve que le comte de Montaigu ait eu un frère du nom de Conrad. Certains historiens disent qu'il faut traduire *frater* par beau-frère. Dans ce cas, comme l'épouse du comte de Montaigu, Ide de Lorraine, n'a eu aucun frère du nom de Conrad, il faut supposer que Conon s'est marié une première fois avec la sœur d'un comte Conrad, mort dans le voyage de Jérusalem. Ce comte doit être, dit le R. P. Alexandre Wiltheim, le comte Conrad de Luxembourg qui fonda le monastère appelé Munster à Luxembourg, et mourut en revenant de Jérusalem, le 8 août 1086.

Le premier acte de Lambert comme comte de Montaigu, fut de ratifier toutes les donations que son père avait faites à l'abbaye de St-Hubert ; il lui abandonna en outre plusieurs héritages et entr'autres trois mesures de terre, appelées mansus, au lieu dit Wembay près de Laroche.

Jusqu'en 1120, aucun fait notable ne marqua son règne ; mais à cette époque, il fut entraîné dans la guerre à laquelle donna occasion la mort de Otbert, évêque de Liège. Lorsqu'il fut question de donner un successeur à cet évêque, deux compétiteurs se trouvèrent en présence, Frédéric, archidiaire et prévôt de la cathédrale de Liège, frère de Godefroid, comte de Namur, et Alexandre, fils du comte de Juliers. Le premier était digne à tous les égards d'occuper le siège épiscopal, réunissant en lui la vertu et la science à un degré éminent. Alexandre, chanoine et trésorier de St-Lambert, était l'un des plus distingués du chapitre par sa prudence et son savoir, mais il était ambitieux au delà du possible. Le comte de Louvain, dans le but d'empêcher Frédéric d'arriver au siège épiscopal, engagea Alexandre à se rendre auprès de l'empereur Henri V, et à lui offrir une somme d'argent pour en obtenir ce siège. Alexandre se rendit donc à la cour impériale et ayant offert à l'empereur sept mille livres d'argent, il en obtint l'investiture de l'évêché par la tradition de l'anneau et de la crosse, selon l'ancienne coutume.

Le prévôt Frédéric, ayant appris cette démarche d'Alexandre, défendit au clergé de le recevoir, et l'archevêque de Cologne non seulement approuva cette défense, mais aussi excommunia Alexandre, et le somma de comparaître devant lui le dimanche des Rameaux. Alexandre ayant refusé de comparaître, on procéda à une nouvelle élection. L'assemblée se tint à Cologne par crainte du comte de Louvain et élut Frédéric évêque de Liège à l'unanimité des membres présents. Le pape Callixte II confirma cette élection et sacra lui-même Frédéric au concile de Rheims le 26 octobre de la même année. Ce fut là l'origine de cette guerre à laquelle notre comte prit part du côté d'Alexandre, avec les comtes de Louvain et de Duras et la plus grande partie de la noblesse Liégeoise. Frédéric eut pour auxiliaires son frère, le comte de Namur, Waleran de Limbourg et Goswin, seigneur de Fouquemont et d'Heinsberg.

Le sort de la guerre ne fut pas heureux pour Alexandre. Chassé des places qu'il avait occupées, il se renferma dans le château d'Huy. Les troupes de Frédéric le suivirent dans cette dernière retraite, et lorsqu'elles se présentèrent devant la ville, les Hutois

qui n'aimaient pas Alexandre, leur en ouvrirent les portes. De la sorte maîtresses du pont de la Meuse, elles le rompirent dans le but d'empêcher que le duc Godefroid ne vint au secours du château. Entretemps, Lambert, à la tête d'un corps considérable de troupes, s'était avancé par un défilé qui aboutissait au château de Huy, dans le dessein d'attaquer les assiégeants par cet endroit, tandis que le duc de Lotharingie viendrait les assaillir de l'autre côté. Le comte de Namur, voyant notre comte engagé dans ce défilé, de façon à ne pouvoir plus en sortir, marcha contre lui à la tête d'une troupe d'élite et l'attaqua de tous les côtés à la fois. Lambert soutint ce choc avec toute la bravoure qu'on devait attendre d'un aussi grand capitaine. Le comte de Namur l'ayant aperçu dans la mêlée, vint droit à lui pour lui faire des reproches sanglants sur son infidélité : « Est-ce vous, lui dit-il, qui, après m'avoir fait hommage, osez manquer à votre parole et prendre les armes contre moi ? — C'est moi-même, dit Lambert, et sachez que je désavoue mon hommage, que je refuse votre clientèle, et, puisque vous me reprochez vos bienfaits, je vous les remets, et je ne vous regarde plus que comme mon ennemi. » Cette fière réponse irrita tellement le comte de Namur, que levant aussitôt sa lance et fondant comme un éclair sur le comte de Montaigu « Et moi avec cet instrument, répliqua-t-il, je dois punir un vassal infidèle. » Ce seul coup décida de la victoire. Les gens du comte Lambert le voyant blessé, étendu par terre et entre les mains de ses ennemis, prirent aussitôt la fuite.

En présence de cette victoire, le château de Huy ne pouvait plus tenir longtemps, aussi Alexandre demanda-t-il à capituler : ce qui lui fut accordé à condition qu'il renoncerait à ses prétentions sur l'évêché de Liège.

Postérieurement à tous ces évènements, nous retrouvons le comte Lambert, avec les comtes de Namur et de Duras, comme témoin à une donation qui fut faite au monastère de Cluny (1124). La même année, il signe encore une autre donation notable faite au profit du monastère de St-Laurent à Liège, avec tous les archidiâcres, le prévôt, le doyen et plusieurs chanoines du chapitre de St-Lambert, et un grand nombre de comtes et de seigneurs. Il assista encore, en l'année 1136, avec Bruno, archevêque de

sa revanche ; c'est pourquoi il entra dans le Condroz en 1155, et le ravagea. Mais Godefroid, notre comte, assisté très probablement de Louis de Looz, le repoussa jusque dans sa capitale et l'y assiégea. La famine obligea les assiégés à faire la paix. Cinq ans plus tard, Godefroid, qui depuis longtemps rêvait de faire disparaître le fort de Brusthem, parce que ce fort était un danger perpétuel pour le comté de Duras et pour la ville de St-Trond, profita de l'absence du comte de Looz et de l'évêque de Liège pour s'en emparer et le démolir. C'est le dernier acte de sa vie tant soit peu important que l'histoire mentionne ; il mourut peu de temps après laissant pour lui succéder son fils Gilles ou Gilbert.

Dès l'année même de la mort de son père, Gilles fut en guerre avec Louis de Looz, parce que ce comte avait fait relever le fort de Brusthem détruit par Godefroid. Après divers actes de dévastation et de déprédation, commis de part et d'autre, on en vint aux mains le 28 juillet 1171. Gilles ayant remporté la victoire, se dirigea aussitôt sur Brusthem, s'en empara, détruisit le fort et puis vint mettre le siège devant Looz. Louis mourut pendant le siège et sa mort amena une trêve entre les belligérants.

Entretiens Agnès, veuve de Louis, et son fils Gérard s'étaient rendus à la cour de l'empereur à Aix pour y réclamer contre les dévastations que Gilles et ses alliés avaient commises dans le comté de Looz. L'empereur cita Gilles à son tribunal ; et si Gilles n'y fut pas condamné, ce fut grâce à l'intercession de ses parents et à sa grande pauvreté. L'année suivante, la paix était faite et même cimentée par le mariage de Gilles avec la sœur de Gérard de Looz. L'occasion de ce mariage fut l'appui que Gilles accorda à Gérard, lors de la guerre que ce comte eut à soutenir contre les fils du comte de Moha, Hugues et Albert. Ces comtes qui élevaient des prétentions, sans doute du chef de leur mère, sur les forts de Bilsen et sur la moitié de celui de Colmont, s'étaient jetés à l'improviste sur le comté de Looz et, s'étant emparés du fort de Berlo, ils livraient au pillage tous les villages environnants. Puissamment secouru par notre comte, Gérard alla au devant de ses ennemis, leur livra bataille et les obligerait par la victoire signalée qu'il remporta sur eux, à se retirer dans leur pays, Gérard

devait au comte de Montaigu la victoire qu'il venait de remporter, c'est pourquoi le dernier mot de la guerre fut pour ce comte son mariage avec la sœur de Gérard.

Le comte Gilles, en qualité de comte de Duras, était sous-avoué de St-Trond. Sa famille tenait héréditairement la sous-avouerie de St-Trond en fief des ducs de Limbourg. Mais Gilles, comme beaucoup d'autres, ayant abusée de cet emploi pour vexer le monastère que par état il devait protéger, le duc de Limbourg, Henri III, le fit citer, en 1176, à St-Trond avec tous les sous-avoués de l'abbaye. Après avoir fait mettre sous leurs yeux, en présence des échevins, le titre primitif de la concession de l'avouerie faite à ses ancêtres par l'évêque de Metz, il leur enjoignit de s'y conformer entièrement et de ne jamais rien exiger que le droit qui pouvait leur compéter, sous peine d'être traités comme brigands ; toutefois peu de temps après le duc donna la haute avouerie de St-Trond en fief à notre comte (1).

Gilles ayant été infecté de la lèpre, dut renoncer au métier des armes, qu'il avait passionnément aimé, et se retirer tout-à-fait du commerce des hommes. Certains historiens placent cet événement avant 1175 ; s'il en est ainsi, comment expliquer le fait de la comparution de Gilles devant le duc de Limbourg en 1176, et la concession qui lui fut ensuite faite de la haute vouerie de Saint-Trond ? Toutefois, lors de la prise de Namur par Bauduin, comte de Hainaut, en 1187, Gilles était certainement atteint de la maladie en question. Gislebert, chroniqueur du Hainaut, qui nous le rapporte, dit que Gilles se trouvait alors à Namur, et qu'ayant été fait prisonnier, il fut envoyé à Ath et y fut retenu pendant quelque temps.

Comme il n'avait point d'enfants, Gilles céda toutes ses possessions à ses deux frères Conon et Pierre ; au premier il donna son comté de Duras et l'avouerie de St-Trond, au second, son comté de Montaigu et de Clermont et l'avouerie de Dinant. Il ne se réserva que la seigneurie de Jodoigne, en Brabant, où il avait fondé en 1173 un couvent des hospitaliers de St-Jean. Mais le jeune duc de Brabant Henri, premier de ce nom, avec la permission du comte de Flandre, proche parent de Gilles, lui enleva

(1) Ernst. Histoire du Limbourg. II, page 175.

cette petite portion d'héritage qu'il s'était réservée. Aussi Gilles résolut-il de s'en venger ; malgré sa lèpre, il reprit les armes, et tantôt de son château de Duras, tantôt de celui de Clermont, il faisait des excursions sur les terres du duc et du comte, faisait prisonniers tous les marchands, leurs sujets, et après leur avoir enlevé tout ce qu'ils possédaient, ne leur accordait la liberté qu'à la condition de payer une forte rançon. Cet état de choses dura très longtemps, dit Gislebert (1).

Depuis longtemps, Gilles avait conçu le projet de fonder une abbaye ; ayant obtenu des religieux de l'ordre des Cîteaux, de l'abbé de Signy en Champagne, il leur offrit ses terres de Rosiers, de Plainevaux et d'Estrival ou Strivais, près de Grandzée, pour y fonder cette abbaye (1191). L'endroit choisi fut Plainevaux, dans le Condroz, sur la rivière de l'Ourthe ; mais après quelques années de séjour dans cet endroit, les religieux retournèrent à Signy sous prétexte que cette résidence n'était pas assez convenable. Le comte fut fort affligé de cette résolution, mais il n'abandonna pas pour cela son pieux dessein. S'étant adressé au duc Henri de Limbourg, il lui remit entre les mains tout ce qu'il se proposait d'employer pour l'établissement des religieux ; il espérait que son autorité serait d'un plus grand poids que la sienne pour les engager à revenir. Henri s'empressa de s'acquitter de cette mission, et supplia de nouveau l'abbé de Cîteaux de vouloir renvoyer ces religieux, leur permettant de faire bâtir un monastère qui fut plus à leur goût ; et comme on était à la recherche d'un lieu propre à cet effet, Hugues de Pierpont, évêque de Liège, leur accorda le champ des Mores, sur les bords de la Meuse, avec quelques terres voisines et d'autres revenus. Ce fut là qu'on bâtit en 1202 le monastère appelé le Val de St-Lambert.

Gilles mourut dans les premières années du treizième siècle ; quant à ses deux frères Conon et Pierre, comme ils se voyaient aussi sans postérité, ils firent donation de tout ce qu'ils avaient obtenu de lui, à l'église de Liège, pour en jouir seulement après leur mort. Raoul, évêque de Liège, vendit alors le domaine de Duras à Gérard, comte de Looz, et les domaines de Montaigu et de Clermont à Wéry ou Wéderic de Walcourt, sauf toutefois la jouissance féodale que s'étaient réservée Conon et Pierre.

(1) Gislebert. *Chronica* page 200.

CHAPITRE III.

Dynastie des Seigneurs de Walcourt.

Avec Wéry de Walcourt commence la troisième dynastie des comtes de Montaigu. Wéry était fils de Thierry de Walcourt et de Mathilde de Namur, dite de Laroche, fille de Henri, comte de Laroche. Il avait épousé Berthe de Duras, sœur de Conon et de Pierre de Duras.

Wéry survécut peu de temps à ses beaux-frères Pierre et Conon ; c'est ce que prouve l'acte par lequel son fils Thierry, comte de Montaigu et de Clermont, donne, en 1204, différents héritages, à l'abbé et aux religieux du Val-St-Lambert, se réservant seulement la haute justice en matière criminelle.

Nous trouvons deux époques mémorables dans la vie de Thierry, 1213 et 1220. 1213 fut l'année où il se distingua, à la tête de l'armée liégeoise, dans la sanglante bataille des plaines de Steppes, près de Montenackem, bataille qui fut si funeste aux Brabançons.

L'an 1220, ayant résolu de se joindre aux seigneurs qui se croisaient et s'armaient pour récupérer la ville de Jérusalem et les autres places de la Terre-Sainte que les Turcs occupaient, il donna la seigneurie de Ferot au monastère de Bernardfaigne, près d'Aywaille.

Gilles, fils de Thierry, fut son successeur au comté de Montaigu et à la seigneurie de Rochefort. Dès son arrivée au comté, non seulement il ratifia toutes les donations qui avaient été faites à l'abbaye de St-Hubert par ses prédécesseurs, et notamment par Godefroid de Duras, qui lui avait donné son bien de Bande avec toutes ses dépendances, mais aussi il fonda en 1230 le monastère appelé le Secours de la bienheureuse Vierge Marie, ou autrement St-Remy, près de Rochefort, et lui céda différents héritages et plusieurs droits et privilèges. Au commencement ce monastère fut occupé par des religieuses, nobles d'origine et de l'ordre des Citeaux ; mais vers l'an 1445, ces religieuses furent remplacées par des religieux du même ordre qui s'y maintinrent jusqu'à la révolution française. On possède aussi de Gilles une charte datée de 1243 par laquelle il déclare avoir cédé à Robert, évêque de

Liège, l'avouerie de Assèche, qu'il avait achetée de la dame de Poilvache, veuve de Walram de Limbourg. Gilles dans cette charte prend le seul titre de seigneur de Rochefort. Il laissa en mourant son comté de Montaignu à son fils Wéry de Walcourt qui fut en même temps sire de Walcourt, de Rochefort, de Duras et haut voué de Dinant.

Wéry épousa Iolente de Condé, fille de Jacques, sire de Condé, de Bailloeil, de Morialmé et de N. de Roeux, dont il eut Thierry II, son successeur, et Alix, dame de Duras, qui épousa Jean de Warfusée, dit de Neufchâteau, fils d'Eustache de Dammartin de Warfusée, chevalier banneret et d'Alide de Neufchâteau, dame de Neufchâteau, de Haneffe.

Thierry était comte de Montaignu et sire de Rochefort en 1283 ; à cette époque il reprit du comte de Luxembourg, à l'exemple de ses prédécesseurs, la terre et la seigneurie de Rochefort. « Cet hommage, dit Bertholet, est certifié par les lettres de *Vidimus* en date du premier décembre 1467. Et comme le comte avait saisi les villages de Hotton et de Marcourt pour dettes, il les restitua à Thierry pour gratification pour son vasselage (1). »

Deux ans plus tard, Thierry devenait le fondateur d'une nouvelle abbaye, celle du Jardinnet, près de Walcourt, voici à quelle occasion :

Une nuit de 1304, les habitants de Walcourt furent réveillés par les cris de : Au feu ! au feu ! C'était le célèbre sanctuaire de Marie qui brûlait. On accourt, mais avant tout, il s'agit de sauver la statue de la Vierge en argent massif, qui est en vénération dans l'église ; au moment où quelques hommes courageux pénètrent dans l'église et vont se précipiter à travers les flammes, une poutre se détache et une partie de l'édifice s'écroule. Cet obstacle ne les arrête pas, et bravant tout danger, ils parviennent à travers mille difficultés, devant l'autel consacré à Marie ; mais hélas ! la Madone a disparu, et malgré les recherches les plus actives et les plus minutieuses, ils ne peuvent la découvrir.

Thierry se trouvait alors à Walcourt ; au premier cri d'alarme, il s'était empressé d'accourir sur le théâtre de l'incendie. Voyant perdu tout espoir de retrouver la Madone, il quitte ce lieu de

(1) Bertholet, v. p. 284, Hist. du Luxembourg.

désolation, suivi de son écuyer pour se rendre à son château du Jardinnet; mais il est à peine arrivé à cinq cents mètres de Walcourt que son cheval s'arrête tout court, puis se cabre. Qu'avait-il aperçu? Le comte cherche et ses yeux finissent par voir la Madone disparue sur un bouleau à côté de la route. Il descend de cheval, se met à genoux au pied du bouleau et la Madone se détache de l'arbre et vient se remettre entre ses mains. C'était bien la Madone de Walcourt, seulement elle portait les traces de l'incendie, la face de la Vierge et celle de l'enfant Jésus étaient noircies.

En mémoire de cet événement, Thierry fonda la célèbre abbaye de Jardinnet vers l'an 1317.

Ce récit est tiré de Gondry du Jardinnet, la Vierge de Walcourt. Suivant Galliot, la statue ne fut pas découverte par le comte Thierry; mais lorsque ce comte eut appris qu'elle se trouvait au Jardinnet, il ordonna de la rapporter à Walcourt; ce fut inutilement, car on ne put la bouger. « Ému de ce second miracle, dit cet auteur, Thierry fit vœu de faire bâtir, au même endroit, une abbaye pour des religieuses de l'ordre de Cîteaux, et lors, suivant la même tradition, l'image de la Sainte-Vierge fut remise aisément dans l'église de Walcourt, où elle est devenue célèbre par quantité de miracles qui s'y sont opérés, et par le grand concours de monde qu'on y voit venir de toutes parts pour l'honorer.

« Thierry exécuta son vœu en 1317, et quelques années après il céda conjointement avec Gertrude, son épouse, tout droit qu'ils avaient sur ce monastère, aux religieuses qui l'habitaient; témoins les lettres suivantes :

« Moi Thierry, seigneur de Walcourt, je fais notoir tant aux
« présens qu'aux futurs, que du consentement de mon épouse
« dame Gertrude, j'ai résigné et en présence de plusieurs ay werpy
« le monastère du Jardinnet de la benoite Vierge Marie, situé lez
« Walcourt, sur l'autel dudit lieu et ès mains de maître Jean de
« Oigniez, au prouffit des nonnes de l'ordre des Cistaux, rien re-
« tenant à moy de droict ou de seigneurie ès-biens, possessions, ou
« personnes du devant dit lieu, ainsi si je suis requit, j'y donneray
« mon conseil et aide. En outre j'ay donné audit monastère de
« Jardinnet de la benoite Vierge Marie..... « Afin que les choses

« prédittes ayent leur force, j'ay roborez ou fortifiez cette pré-
« sente chartre par l'appension de mon sêel. Fait publiquement
« l'an de Notre-Seigneur 1332 au mois de décembre en la cha-
« pelle dudit monastère. »

« Ces religieuses se soutinrent assez longtemps dans toute la
vigueur de la discipline monastique ; mais le relâchement s'étant
à la fin introduit parmi elles, on les dispersa en l'année 1413 dans
d'autres monastères de filles, et on leur substitua des religieux
du même ordre » (1).

Thierry avait épousé Gertrude de Juliers, dite de Blanckenheim,
fille de Gérard de Juliers, sire de Blanckenheim et d'Ermengarde
de Luxembourg. Il eut de ce mariage Wery et Thierry III. Wéry
fut sire de Walcourt ; il vivait l'an 1333 et épousa Philippotte de
Trazignies. L'an 1336, Wery et son épouse dotèrent la chapelle de
St-Georges située à l'entrée du château de Walcourt, et en 1363,
ils vendirent leur terre de Walcourt à Marie d'Artois, comtesse
de Namur.

Thierry de Walcourt, dit de Rochefort, succéda à son père dans
les comtés de Montaignu et de Clermont, ainsi que dans la sei-
gneurie de Rochefort. Il fut aussi pair de la principauté de Liège
et haut voué de la ville de Dinant. L'évêque de Liège le choisit,
l'an 1338, comme arbitre avec le roi de Bohême pour terminer le
différent qui existait entre lui et le duc de Brabant. Les arbitres
du côté du duc furent l'archevêque de Cologne et le comte de
Hainaut ; le lieu de leurs réunions fut Hasselt, où ils entrèrent,
le 26 avril 1338, pour n'en sortir qu'après avoir donné leur sen-
tence.

Thierry III avait épousé Agnès de Haneffe, fille de Jean de War-
fusée, seigneur de Haneffe et d'Aelide d'Ochain, dame d'Ochain
en Condroz. Agnès était sœur de Wauthier de Haneffe qui mourut en
guerre contre les Sarrasins dans le royaume de Grenade, et qui fit
héritier de ses terres de Haneffe et d'Ochain Wery de Roche-
fort, son neveu, à condition que Wéry ferait voyage dans la Terre
Sainte, et, étant au fleuve du Jourdain, s'y ferait baptiser de nouveau
et prendrait, en sa mémoire, le nom de Wauthier et ses armes. (2)

(1) Galliot. Hist. de la Ville et province de Namur IV, 219.

(2) Lefort XVI, 160.

Il eut d'Agnès : Jean, son successeur au comté de Montaigu et à la seigneurie de Rochefort, Thierry, seigneur de Buzin et de Failon, Wery, Gilles, chanoine de la cathédrale de Liège, Eustache Persan, aussi chanoine de la cathédrale de Liège, qui fut, en l'an 1378, élu évêque de Liège, et confirmé la même année par Clément VII ; mais Urbain VI ne voulut point le reconnaître et conféra l'évêché de Liège comme vacant à Arnoul de Horne. Eustache Persan mourut à Avignon l'an 1395. Il avait aussi été prévôt de l'église collégiale de Ste-Croix à Liège et écolâtre de St Adalbert à Aix. Les autres enfants de Thierry furent Gérard, gouverneur de Thuin, Henri, Lambert, Jeanne, épouse de Jean de Hennin.

Jean I de Rochefort, comte de Montaigu et sire de Rochefort, fut aussi haut voué de Dinant. En l'an 1350, le 27 novembre, il reconnut d'avoir reçu en fief du duc de Brabant Ambly et le moulin de Gimeal-lez-Rochefort pour une rente annuelle de 60 livres de terre au vieux louvignois et douze aimes de vin de Rhin à payer par le duc sur sa recette d'Anvers à lui et à ses descendants dans la suite. Jean eut des contestations avec Guillaume, comte de Namur, au sujet de la vente que Wéry de Walcourt, son oncle, avait faite de sa terre de Walcourt, il s'accomoda enfin avec lui l'an 1364 ; cette même année il fut créé mambourg et protecteur du pays de Liège. Il eut d'Isabelle de Looz, fille de Jean sire d'Agimont, de Givet, de Walhain et de Jeanne de Gavre, Jean II, son successeur, Thierry et Raes.

Jean II était gentilhomme de l'état noble du pays de Liège et comté de Looz, le premier mars 1373 ; il se trouva le 22 août 1371 à la bataille de Baeswilre pour le duc de Brabant avec Thierry, son frère, il mourut avant le mois de juillet 1377, laissant de Félicité d'Oupey, fille de Lambert, sire d'Oupey, de Herstal de Chaulmont, et d'Alix de Hermal, Jean III de Rochefort, son successeur.

Jean III était gouverneur et prévôt de la ville, du duché et du hâteau de Bouillon l'an 1401. L'an 1406, les Liégeois qui étaient en désaccord avec leur évêque, Jean de Bavière, le créèrent mambourg et protecteur du pays de Liège. Il refusa cette charge ; mais voulant témoigner la satisfaction qu'il éprouvait par suite de l'honneur que les Liégeois lui avaient fait dans cette circonstance, il se rendit auprès de l'évêque à Maestrich pour l'engager

à faire la paix, et il réussit dans sa démarche. Enfin ayant suivi le parti des Liégeois contre leur évêque, il fut décapité, le 3 octobre 1408, par ordre de l'évêque qui avait gagné la bataille d'Otrée contre les Liégeois, que le duc de Bourgogne et le comte de Hainaut mirent en déroute complète. En outre la plus grande partie de ses biens furent confisqués, entr'autres les terres de Rochefort et d'Agimont que l'évêque donna à son frère le comte Guillaume de Hainaut ; mais le comte Guillaume étant mort, le 31 mai 1417, sa fille restitua ces terres aux deux orphelines, Agnès et Marguerite, que Jean avait laissées de Marguerite d'Autel.

CHAPITRE IV.

Dynastie des de la Marck.

La dynastie des de la Marck s'implanta dans le comté par le mariage d'Agnès, fille de Jean de Rochefort, avec Evrard I, comte de La Marck et d'Aremberg, sire de Neufchâteau, Aigremont. Lumay, Warcq, Lompré, échanson héréditaire de l'archevêché de Cologne, haut-voué de Hesbaye et de Franchimont, pair de l'évêché et de la principauté de Liège, mambourg et protecteur du pays de Liège, gouverneur des duchés de Bouillon et de Luxembourg, fils d'Evrard et de Marie de Looz. Ce mariage fut contracté en janvier 1422, et, le 30 de ce même mois, Evrard relevait, au nom de son épouse, les terres de Rochefort et d'Agimont par devant la cour féodale de Liège. Le 31 janvier 1441, Evrard était mort, laissant pour héritiers de ses terres ses enfants, Evrard II et Louis.

Les historiens parlent d'un seigneur de Montaigu présent au siège de Luxembourg en novembre 1443. Les généraux du duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, qui faisait ce siège, ayant formé le projet de prendre la ville par escalade, choisirent la nuit du 21 au 22 novembre pour mettre ce projet en exécution. Ce fut, disent les historiens, un soldat du seigneur de Montaigu, nommé *Joannès* qui arriva le premier sur le haut des murs.

Ce seigneur de Montaigu ne peut être Evrard II de la Marck car on sait qu'il était, comme son père, l'ennemi de la maison d'

Bourgogne. Il doit être un descendant de ce Jean de Warfusée, dit de Neufchâteau, qui, comme on l'a vu plus haut, avait épousé Alix, Dame de Duras et sœur de Thierry, comte de Montaigu. Or, à l'époque du siège de Luxembourg, vivait Jean de Neufchâteau, seigneur de Montaigu, qui fut un des vingt-quatre premiers chevaliers de la Toison d'Or et que le duc de Bourgogne choisit comme pleige dans la convention qu'il fit avec le duc de Saxe en décembre 1443.

Au mois de mai 1445, le duc de Bourgogne était de nouveau en guerre, et, cette fois, avec notre comte Evrard II.

Evrard II, soutenu par Jean de Beuraing et secrètement appuyé par la France, avait envoyé une bande, dite des écorcheurs, ravager les terres du duc. Le duc en fit des remontrances à l'évêque de Liège, le suzerain du comte. L'évêque tenta d'abord la voie de la conciliation, mais n'ayant point réussi dans cette voie, il assembla ses états le 24 juillet. La guerre ayant été décidée, il leva aussitôt une forte armée qu'il partagea en deux corps, dont l'un se dirigea sur Agimont et l'autre sur Rochefort. Rochefort capitula, Agimont résista d'abord, mais finit aussi par capituler. L'évêque mit alors une bonne garnison dans ces deux places, et reprit le chemin de Liège. Evrard l'y suivit pour lui demander de pouvoir rentrer dans ses terres, mais n'ayant pu obtenir que des subterfuges, il mourut, dit-on, de chagrin en 1454.

Il avait, dit Le Fort, été nommé chanoine de la cathédrale de Liège en 1444; mais avant de mourir, il résigna à son frère, Jean, comte de la Marck, son canonicat avec l'archidiaconat de Hainaut (1).

C'est sous Louis, frère d'Evrard II, que l'empereur Maximilien, souverain des Pays-Bas, érigea en 1494, la terre de Rochefort en comté, en considération, dit Bertholet, des services signalés rendus à l'état par Evrard I de la Marck (2). Louis avait épousé Nicolle d'Aspremont, fille de Gobert, prince d'Amblise et de Marie de Baume. Il mourut en 1498, laissant de Nicolle Evrard III, Philippe, chanoine de la cathédrale de Liège, Louis, Englebert, Louise, épouse de Philippe, baron d'Epstein-Koenigstein.

Evrard III, comte de Montaigu et de Rochefort, seigneur de

(1) Le Fort. Partie 1^{re}. De la Mark.

(2) Bertholet. Histoire du Luxembourg, VIII, page 178.

Durbuy, d'Agimont, de Neufchâteau en partie, haut-voué héréditaire de la ville de Dinant et de Spy, conseiller et chambellan de l'empereur Charles V, mourut sans descendance légitime l'an 1524 ; Philippe, son puiné, fut son successeur. A l'époque de la mort d'Evrard III, Philippe était curé de Bouvigne ; obligé dès lors de prendre sa résidence à Rochefort, il fit administrer sa paroisse par un déserviteur. Il survécut peu d'années à son frère et laissa en mourant (1529) tous ses états à son neveu Louis II, fils de Louis de la Marck, son frère, et d'Agnès de Rodemach. Louis II, avait épousé Élisabeth d'Autriche, fille naturelle de l'empereur Maximilien ; mais il n'en eut point d'enfant, c'est pourquoi Louis de Stolberg, son cousin, fut appelé à lui succéder.

CHAPITRE V.

Dynastie des comtes de Stolberg et Lœwenstein.

Une requête adressée à Louis XV vers le milieu du dix-huitième siècle par le prince de Lœwenstein-Wertheim pour protester contre un jugement du parlement de Metz, qui avait envoyé les descendants du comte Henri de Stolberg en possession de la seigneurie souveraine de Chassepierre, contient sur la dernière dynastie des comtes de Montaigu-Rochefort les précieux renseignements qui suivent :

« Le comté de Rochefort est situé en partie dans la principauté de Liège, en partie dans le duché de Luxembourg. Sa consistance est constatée par un traité passé en 1546, entre l'empereur Charles V, en qualité de duc de Luxembourg, et Georges, alors évêque et prince de Liège.

« Ce comté est entré dans la maison de Lœwenstein en 1567, par le mariage d'Anne, fille de Louis de Stolberg, avec Louis, fils puiné de Frédéric de Lœwenstein.

« Trois frères du comte Louis de Stolberg, savoir Wolfgang, Albert-Georges, et Christophe, assignèrent, en 1580, le comte de Lœwenstein, en la Chambre impériale de Spire, pour s'y voir condamner à leur délaisser le comté de Rochefort et plusieurs autres

seigneuries nommément spécifiées dans l'exploit d'assignation, sans aucune mention de Chassepierre.

« Comme ce comté est un fief en partie du duché de Luxembourg et en partie de la principauté de Liège, la connaissance de la contestation appartenait en première instance aux juges féodaux du duché de Luxembourg pour la partie mouvante de ce duché, et à ceux de la principauté de Liège pour la partie mouvante de cette principauté. Le comte de Lœwenstein demanda son renvoi devant ces juges. Après quelques tentatives contre le déclinatoire, abandonnées et reprises de temps à autre, dont les dernières sont de 1676, les comtes de Stolberg cessèrent toutes poursuites.

« Cependant le comte de Lœwenstein et ses descendants demeurèrent toujours en possession du comté de Rochefort, dont ils jouirent sans interruption pendant plus de 150 ans.

« Louis, comte de Stolberg, beau-père du comte de Lœwenstein, avait un quatrième frère nommé Henry, qui avait été engagé dans l'état ecclésiastique, et pourvu d'un canonicat de l'église de Cologne, qu'il avait quitté pour embrasser le luthéranisme et se marier. Celui-ci était décédé lors du procès de 1580, auquel ses enfants ne prirent aucune part.

« Néanmoins en 1728, 52 ans après l'entier abandon de ce procès de la part de ceux qui l'avaient entrepris, les descendants de Henry, qui sont les comtes de Stolberg d'aujourd'hui, entreprirent de le reprendre à la Chambre impériale qui a été transférée de Spire à Wetslar.

« Deux fins de non-recevoir insurmontables s'élevaient contre cette entreprise.

« La première, que les auteurs des comtes de Stolberg actuels n'avoient point été parties en l'ancien procès.

« La seconde, que ce procès était prescrit par le laps de plus de cinquante ans écoulés depuis les dernières poursuites.

« A ces fins de non recevoir, se joignoit l'incompétence de la Chambre impériale de Wetslar, que le prince de Lœwenstein commença par décliner à l'exemple de ses ancêtres.

« Au mépris du déclinatoire, les comtes de Stolberg surprirent en cette chambre deux jugements par défaut le 20 octobre 1732 et le 23 juin 1735 qui condamnèrent le prince de Lœwenstein à leur délaisser le comté de Rochefort.

« Le prince de Lœwenstein s'en plaignit à l'empereur qui nomma des commissaires pour examiner la validité des jugements et donner leur avis.

« L'examen fait, l'avis donné, l'archiduchesse gouvernante des Pays-Bas rendit un décret sous les ordres de l'empereur le 27 mai 1737.

« Par ce décret, les deux jugements sont déclarés nuls et incompétamment rendus quant à la partie du comté de Rochefort, mouvante du duché de Luxembourg, ce qui a été confirmé par un jugement du conseil de Luxembourg du 8 novembre 1740, sauf aux comtes de Stolberg de se pourvoir par nouvelle action, par devant ledit Conseil, s'ils prétendoient être bien fondés.

« Les comtes de Stolberg ont exécuté ce dernier jugement. Ils se sont pourvus au Conseil de Luxembourg pour la partie du comté de Rochefort mouvante de ce duché. L'instance y est actuellement pendante (1). »

Louise, fille de Louis de la Marck et de Nicolle d'Aspremont, avait eu de son mariage avec Philippe d'Epstein : Evrard d'Epstein, comte de Kœnigstein qui mourut, en 1535, après avoir institué pour son légataire universel de son domaine de Kœnigstein, Louis, fils de sa sœur Anne, avec substitution des deux plus jeunes frères de ces derniers, Philippe et Christophe.

Georges, mort en célibataire en 1527.

Philippe, chanoine, mort en 1509.

Anne, qui mourut en 1538. Elle épousa Botho, comte de Stolberg, né en 1467, et mort le 7 août 1538, et eut de son mariage huit fils et six filles, entr'autres :

Louis, Wolfgang, Albert-Georges, Philippe, né en 1510, mort jeune, Christophe, né en 1523 et Henri. Christophe fut prévôt du chapitre d'Halberstadt, et obtint Kœnigstein, après la mort de son frère Louis, en qualité de dernier *hæres substitutus*. Henri passa à l'hérésie.

Louis, comte de Stolberg, orateur distingué et conseiller secret de l'empereur, naquit en 1505. Non seulement il fut institué légataire universel de Kœnigstein, mais aussi il hérita de Rochefort, dont il releva, le 23 février 1545, par devant la cour féodale de

(1) J. Burton. Annales de l'Institut t. VIII. p. 243 et suivantes.

Liège, Montaigu, Herbeumont, Chassepierre, Neufchâteau Il acheta les seigneuries de Wertheim et de Brenberg, en Franconie, et le 6 avril 1555, il vendit à l'empereur, la seigneurie d'Agimont, se réservant pour lui et ses frères, leur vie durant, le titre et les armes d'Agimont.

On possède de Louis II de Stolberg, un acte d'inféodation du 17 avril 1560. Il est fait en faveur d'Abraham de Benasse, écuyer. Louis donne à ce seigneur vingt bonniers de terre, mesure de Laroche, en lieu dit Ponsaux, au sud de Dochamps, le long du chemin de Soy à Samrée, et en la mairie de Marcourt, pour le tenir « en plein fief et noble tènement francq » (1) du comté de Montaigu, à condition de faire le service à cheval, « armé et équipé comme il appartient » et de résider, lui, « ses hoirs successeurs ou gens pour eux » au dit lieu du Ponsaux.

Louis mourut le 24 août 1574, laissant de Walpurge, son épouse, fille de Jean, comte de Wied :

Cathérine, qui mourut le 22 août 1598, après avoir épousé 1^o Michel III, dernier comte de Wertheim, 2^o Philippe, comte d'Eberstein, né en 1523, mort le 22 août 1589. Elle eut du premier lit une fille du nom de Barbe, qui mourut en 1556, peu de temps après son père. Du deuxième mariage, elle n'eut pas d'enfant.

Elizabeth, morte le 26 juin 1612, aussi sans postérité, après

(1) « En plein fief et noble tènement francq »... L'Etat noble du pays de Liège était composé, dans le principe, des nobles du diocèse et des grands vassaux de l'église de Liège ; et la plupart des nobles comptaient parmi ces grands vassaux. Les grands fiefs qui donnaient entrée à cet Etat, portèrent plus tard le nom de *fiefs de noble tènement*.—Jos. Daris. Notices historiques sur les églises du diocèse de Liège IX.

Les droits des seigneurs de Benasse, en vertu de l'inféodation du 17 avril 1560, furent les suivants :

1^o « Exemption de toutes charges personnelles, comme guêt, garde, corvées, fourniture, logement et toutes autres et du droit de mortemain. »

2^o « Exemption de payer disme, ny terrages sur l'étendue de ses vingt bonniers. »

3^o « Droit de jouir seul et à l'exclusion de tous autres de la grosse pasture et vaine pasture dans l'étendue de son fief sans qu'aucun manant du comté de Montaigu n'y autre puisse y pasturer en quel temps et saison que ce soit. »

4^o « Droit de jouir des bois communaux, aisances et autres privilèges et prérogatifs dont jouissent les autres manants, comme de tirer les bois des bâtiments, aggricuture, chofage et tous autres droits des manants, en conformité de son dit titre. »

5^o « Liberté d'aller moudre où il trouve à propos moyennant que ce soit à un moulin dépendant dudit comté de Montaigu et aucune personne, gens n'y bestes ne peuvent entrer, passer, ny repasser sur le dit fief. »

6^o « Le pouvoir de brasser ou faire brasser la bier ou servoise audit Benasse. »

Dénombrement du 4 mai 1757 par Dieudonné Pauly au nom de Cathérine Robert, sa mère, résidant à Benasse.

avoir épousé 1^o Thierry VI, comte de Manderscheid, et 2^o Guillaume, baron de Créange.

Anne qui hérita de tous les biens paternels après la mort de ses deux sœurs aînées. Elle épousa en 1567 Louis, comte de Lœwenstein, chancelier impérial et eut sept fils et trois filles.

Ainsi de 1574 à 1612 furent simultanément comtes de Montaignu et de Rochefort les époux des trois filles de Louis de Stolberg. Louis de Lœwenstein, époux de Anne, étant mort le 13 février 1611, à l'âge de 81 ans, Jean-Théodore, son septième fils lui succéda dans les comtés de Montaignu et de Rochefort. Jean Théodore était né en 1584 ; il épousa en 1610 Josinne, fille de Jean, comte de la Marck, et le 22 octobre 1618, il relevait de la seigneurie de Bricqmont par devant la cour féodale de Laroche.

Sire Jamotte, dans son Montaignu de Saint-Thibaut, nous rapporte qu'en 1620 ce comte et son épouse avaient formé le projet d'établir des religieux Augustins du couvent de Bouillon sur la montagne de Montaignu, en l'honneur de saint Thibaut, et d'y faire bâtir une église ; ils devaient même concéder à ces religieux pour leur entretien une partie des revenus du comté de Montaignu ; « mais, ajoute cet historien, ce projet n'eut pas de suites pour des raisons qui nous sont inconnues. »

« Plus tard, dit-il encore, ils prirent une autre résolution, ce fut de faire ériger au même endroit une simple chapelle. En conséquence l'ordre fut donné à l'officier de Marcour, l'an 1622, par Madame la comtesse, en l'absence de son mari, qui était retourné en Allemagne, de verser l'argent nécessaire pour payer les ouvriers. Les habitants du comté s'étaient chargés de fournir les matériaux nécessaires savoir : la seigneurie de Marcourt, le bois, celle de Hotton, la chaux, et celle de Dochamps, les ardoises. Mais pour lors, ce projet avorta encore une fois. »

Jehan Théodore mourut le 6 mars 1644 : son épouse mourut en 1626, le 18 février. Sire Jamotte fait un bel éloge de cette dernière au chapitre douzième de son histoire : « Je ne puis, dit-il, terminer ce chapitre sans dire quelques mots de Madame Josinne de la Marck, épouse de son excellence Jean Théodore comte de Leuvestein, Werthein, Montaignu et Rochefort. Elle était si charitable envers les pauvres, si patiente dans les afflictions, si mortifiée

dans toutes ses actions, si fervente dans l'amour de Dieu et du prochain, si bien réglée dans sa famille, si modeste dans toute sa conduite, qu'elle doit être placée sans contredit au nombre des dames les plus vertueuses de son siècle. Elle contribua avec son mari à l'établissement des religieuses carmélites dans leur ville de Rochefort. Étant morte le 18 février 1626, son corps, quoiqu'il ne fut pas embaumé, resta pendant l'espace de quarante jours exposé dans la chapelle du château de Rochefort, sans répandre aucune mauvaise odeur ; il fut après cela transporté dans l'église de l'abbaye de St-Remi, et réuni à ceux de ses ancêtres.

« Je pourrais rapporter bien des choses admirables que l'on a remarquées en elle tant pendant sa vie qu'après sa mort, mais j'aime mieux pour la connaissance de ces détails renvoyer le lecteur à l'oraison funèbre que prononça sur sa tombe, le jour de ses funérailles, le révérend Père Maigret de Bouillon, autrefois provincial de l'ordre de St-Augustin. »

Jean Théodore et Josine laissèrent cinq fils et deux filles.

Ferdinand-Charles, le quatrième fils, lui succéda aux comtés de Montaigne et de Rochefort. Il était né le 18 mai 1616 ; il mourut le 24 janvier (alias juin) 1672. Il avait épousé, le 9 mars 1651 Anna Marie, fille du comte Egon de Fürstenberg, qui mourut en 1705, à l'âge de septante-un ans. Ils eurent quatorze enfants dont six fils et huit filles.

Maximilien-Charles, l'aîné, donne dénombrement de son comté de Montaigne, le 13 mars 1683, après en avoir rendu foi et hommage au roi de France par devant la Chambre royale de Metz, le 4 novembre 1681 ; le 18 septembre 1684, il relevait aussi de Bricmont par devant la cour féodale de Laroche.

Maximilien-Charles était né le 14 juillet 1656 ; il fut lieutenant gouverneur de l'empereur en Bavière et à Milan et il fut créé prince de l'empire par un diplôme du 3 avril 1711, publié le 13 mars 1712. Il épousa, le 26 août 1678, Marie-Polyxène, fille de Mathieu Khuon de Belasy, dont il eut sept fils et trois filles. Il mourut le 26 décembre 1718, après avoir été fut témoin de toutes les guerres que suscita l'ambition de Louis XIV.

Pendant les guerres qui désolèrent les Pays-Bas espagnols dans la première moitié du xvii^e siècle, le fort de Dochamps fut

pris par les Hollandais et l'église brûlée avec tous les habitants qui s'y étaient réfugiés (10 août 1642). Ce désastre ne fut pas le seul que le comté de Montaigne eut à subir à cette époque. Sous les guerres de Louis XIV, il ne fut pas d'avantage épargné.

Nous avons la preuve de ce fait dans la requête suivante adressée en février 1692, par les habitants de Marcourt à l'intendant de Sa Majesté dans la province de Luxembourg, à l'effet d'obtenir une diminution d'impôt.

Monsieur, supplie très humblement votre seigneurie les habitants de la mairrie de Marcourt, au comté de Montaigne, disant qu'il est bien vray que les habitants de la mairrie de Hotton audit comté ont beaucoup souffert par le campement des armées dans leurs lieu et voisinage. Qu'il est aussi et de même vray que la mairrie dudit Marcourt at aussy beaucoup souffert par le passage des armées dans leurs lieux au retour de Monsieur de Boufflers de Liège, et de celle de l'ennemys tenant la mesme route, par les habitants des hameaux de Devantave, Laidprangeleux et Benasse, dont les gros et menus bestiaux ont esté la plus parte enlevés, avec leurs meubles et effets, les grains foulés et fouragés en herbe, et presque tout le reste fouragé par le retour de l'armée ennemie et des fourageurs du camp de Monsieur de Boufflers à Fronville, lequel estant au voisinage de la susdite mairrie de Marcourt, plusieurs grosses troupes de fourageurs, se sont venus jeter sur le dit village et Ronson en dépendant, et y fouragés à discrétion par diverses fois y enlevant les bestailles et meubles qu'ils y ont rencontrés, mesmes jusqu'à dans l'église dudit Marcourt, y ayant enlevés l'avoine qu'ils y ont trouvé. De plus ayant esté ordonné à la dicte comté de fournir tant audit camp qu'au magasin de Laroche, cinq milles trois cents et quatre vingt rations, ceux de Marcourt et de Dochamps y ont eus satisfait entièrement à la descharge de la mairrie de Hotton, à laquelle en touchoit un tierce. En outre la mairrie dudit Marcourt seule a deu defrayer par plusieurs jours des détachements à pieds et à chevaux, qui s'adressoient uniquement audit lieu de Marcourt pour les presser et obliger à l'entier livrement desdits fourages. De plus la dicte mairrie estante scituée entre la ville de Laroche et le dict camp et sur la route continuelle des détachements et

convoys, ils ont esté tellement espuisés de fourages, qu'ils sont présentement réduits à achepter au prix de douze soulds et demy la ration qu'ils doivent encore fournir avec ceux de Dochamps en somme de quinze cent nonante rations à la descharge toujours pour un tiers de la dicte mairrie de Hotton.

Pourquoi ils supplient très humblement vostre seigneurie..... »

Pour bien comprendre cette supplique, il est nécessaire de se rappeler les évènements suivans.

Dès le mois d'août 1681, les Français s'étaient rendus maitres de la ville de Laroche. Pendant les guerres de la coalition (1686-1697), ils y tinrent une forte garnison qui, conduite par le colonel la Croix, faisait de fréquentes incursions sur les terres des alliés, ennemis de la France, dans le pays de Liège, de Limbourg, de Juliers, de Hollande, qu'elle rançonnait tour à tour et sans relâche. Fatigué de cet état de choses, le prince de Hesse voulut y mettre fin ; c'est pourquoi il quitta Huy avec dix-sept mille hommes, et partit pour Laroche, dans le but de s'en emparer. Arrivé à Fronville, il y fit une halte de quelques heures, et se dirigea ensuite sur Laroche par Soy, Devantave et Cielle. Mais le maréchal d'Harcourt qui était accouru avec quelques mille chevaux au secours de Laroche, usa de stratagème pour s'en débarrasser sans coup férir.

Le maréchal était campé sur la montagne de Corumont sur la rive gauche de l'Ourthe et une profonde vallée le séparait du prince de Hesse. De sa position, il découvrait tout le plateau de Cielle occupé par l'armée ennemie, ce qui lui permettait de la suivre dans toutes ses manœuvres. Le plateau de Corumont, au contraire, ne s'offrait qu'en partie aux regards du prince de Hesse et toute la partie méridionale de la montagne lui était entièrement cachée. Par une ruse de guerre, le maréchal d'Harcourt fit défiler toute sa cavalerie en face du prince de Hesse ; au fur et à mesure qu'elle avançait et arrivait sur le versant méridional, il la faisait retourner à droite par le chemin de Beausaint pour se montrer de nouveau sur la partie du plateau visible à l'armée ennemie. Ce manège dura plusieurs heures et produisit son effet.

Le prince de Hesse croyant sans doute que le maréchal d'Harcourt avait une forte armée à sa disposition, leva le camp et partit

par le chemin qui conduisait de Soy à Bastogne ; mais voyant les difficultés qu'il y avait à passer par les défilés du bois de Laroche, dans lequel on avait fait abattre bon nombre d'arbres, il se replia sur Benasse et Dochamps et retourna à Huy (1690).

Après la prise de Mons, le 9 avril 1691, Louis XIV laissa le commandement de ses troupes au maréchal de Luxembourg, après en avoir détaché quelques milliers d'hommes dont il donna le commandement au marquis de Boufflers. Il reprit ensuite le chemin de Versailles. Le marquis de Boufflers de son côté s'étant dirigé sur Liège, arriva, aux fêtes de la Pentecôte, à la Chartreuse, et se mit à bombarder la ville. Après avoir détruit l'église de St^e Cathérine, l'hôtel de ville, presque toutes les maisons situées entre le Marché et la Meuse, et endommagé les autres quartiers de la ville, il se retira sur Fronville ; et c'est de ce camp que partaient les fourrageurs, dont il est parlé dans la supplique.

Le 3 mai 1703, le comte Jean-Ernest de Lœwenstein, frère de Maximilien-Charles, était aussi comte de Montaigu et de Rochefort ; à cette date, il relève de Bricqmont par Maximilien de Marcourt, officier et mayeur de Marcourt. Son relief nous apprend qu'il était grand chanoine de Cologne et de Strasbourg ; en 1714, il fut nommé évêque de Tournay ; il fut aussi prince abbé de Stavelot et de Malmédy. Il mourut le 26 juillet 1731.

Dominique, comte de Lœwenstein-Wertheim, prince du St-Empire et sixième fils de Maximilien-Charles, succéda à son père et à son oncle dans les comtés de Montaigu et de Rochefort. Le 8 janvier 1733, il relève par devant la cour féodale de Laroche du fief de Bricqmont. Il fut assassiné à Venise le 23 mars 1735. Il avait épousé, le 28 février 1712, Christine-Françoise-Polyxène, fille du landgrave Charles de Hesse-Rheinfels, dont il eut sept fils et deux filles, et entr'autres le prince Charles-Thomas de Lœwenstein-Wertheim, son successeur aux comtés de Montaigu et de Rochefort. C'est au nom de ce prince que fut présentée à Louis XV la requête dont il a été question précédemment.

Comme on l'a vu, les deux jugements de la chambre de Vetslaer du 20 octobre 1732 et du 23 juin 1735, attaqués par ce prince, jugements qui le condamnaient à délaisser le comté de Rochefort aux comtes de Stolberg, furent déclarés nuls par l'archiduchesse,

« et incompéttement rendus quant à la partie du comté de Rochefort, mouvante du duché de Luxembourg, ce qui fut confirmé par un jugement du conseil de Luxembourg, du 8 novembre 1740, sauf aux comtes de Stolberg de se pourvoir d'une nouvelle action, par devant le dit conseil, s'ils prétendaient être bien fondés. »

Les comtes eurent recours à ce pourvoi et sans doute qu'il tourna à leur avantage, car nous voyons le 3 mai 1757, le sieur de Martin, mayeur de Rochefort, muni de la procuration du seigneur de Rossius de Humain, conseiller, prévôt et intendant des comtes de Rochefort et de Montaigu, relever de Bricqmont par devant la cour féodale de Laroche, aux noms de Frédéric-Charles, prince régnant de Stolberg et du St-Empire, et de Christophe-Louis, Frédéric-Otto, comtes de Stolberg. De même, le premier juin 1793, le prince Charles-Henri de Stolberg-Guedern relève de la moitié dudit fief par décès du prince Frédéric-Charles, et les comtes Charles-Louis et N. de Stolberg relèvent l'autre moitié dudit fief par décès des comtes Christophe-Louis et Frédéric-Otto.

En 1794, la Belgique tombait définitivement au pouvoir des Français, et au mois d'octobre 1795, un décret de la convention la déclarait réunie à la France et soumise à la constitution dite de l'an III ; à partir de cette époque, et en conséquence du décret du 4 août 1789, qui abolissait tout ce qui pouvait rappeler directement ou indirectement le régime féodal ou la monarchie absolue, il n'est plus question du comté de Montaigu, ni de celui de Rochefort.

CHAPITRE VI.

Marcourt.

Le principal village du comté de Montaigu était Marcourt, situé au pied de la montagne de Montaigu, sur la rive gauche de l'Ourthe.

Quelques historiens font venir Marcourt de Mars ; ils affirment

que ce village a été ainsi appelé parce qu'il renfermait un temple consacré à ce Dieu de la guerre. Suivant d'autres, ce nom serait un dérivé de Mercure, divinité jadis vénérée dans cet endroit.

Quoi qu'il en soit de l'origine du nom, il est certain que ce village remonte à une très haute antiquité. Il existait déjà, dit sire Jamotte, au temps des conquêtes de Jules César dans les Gaules, et il le prouve par les découvertes de monuments funéraires qui furent faites, un peu avant son arrivée, près de Marcourt, ainsi que sur la rive opposée. « Ces sépultures, dit cet historien, étaient évidemment des constructions romaines ; elles renfermaient un grand nombre d'urnes ou de vaisseaux de terre cuite, toutes remplies de cendres et d'ossements de corps morts qui avaient été brûlés selon la coutume d'alors, avec des médailles ou pièces de cuivre marquées à l'effigie des empereurs. Mais les paysans ignorant l'importance de ces objets d'antiquité, n'en tinrent aucun compte ; de sorte qu'à mon arrivée à Marcourt en 1637, je ne pus me procurer qu'une seule de ces médailles. »

Une découverte faite depuis lors, en 1837, confirme l'opinion de sire Jamotte. En déblayant le jardin du presbytère, on mit au jour un cimetière romain remarquable par sa disposition. Ce cimetière formait une enceinte carrée au centre de laquelle se trouvait le bustum, bûcher, construit en pierres et très ressemblant à nos fours à chaux. Tout autour du bûcher, étaient pratiquées de petites niches d'un pied et demi de diamètre sur trois de profondeur, destinées à recevoir les cendres des morts. Ce cimetière ayant été abandonné, on y avait transporté des terres et on l'avait nivelé sans rien détruire de sa constitution première ; c'est à cette circonstance que l'on doit de l'avoir trouvé intact.

Prévôts et mayeurs de Marcourt.

Marcourt était le chef-lieu d'une prévôté et son prévôt était anciennement appelé le prévôt des Rivières, parce que plusieurs terres situées sur la Meuse, l'Ourthe et l'Amblève dépendaient du comté de Montaigu.

Furent prévôts de Montaigu : Bernard de Chéoux, 1520, 12 mai ; 1524, 1^{er} août ; 1525, 21 avril.

Thomas Lardinois, 1538 ; 1540, 8 janvier ; 1541, 7 février ; 1542, 8 juin ; 1544 ; 1548, 29 novembre ; 1550.

Jean d'Argentel, seigneur de Bricqmont, 1554, 4 octobre.

Louis de Samré, seigneur de Journal, 1558, 21 mars, 31 juillet ; 1580, 31 juillet.

Evrard de Fraipont, seigneur de Fraipont, des Pouhous, de Banneux, etc., voué De Louvegnée, fut nommé prévôt et receveur de Montaigu, mayeur et receveur de Marcourt, Hotton et Dochamps le 6 février 1612. Il avait donné sa démission le 18 mars 1620. Il fut remplacé par Florent Lardinois de Marcourt.

Sur la fin du XVIII^e siècle, Charles-Pascal de Rossius était prévôt de Montaigu. Le 12 septembre 1774, il nomma lieutenant-prévôt Ignace-François Henry, notaire à Laroche ; et le 29 septembre 1786, Hubert-Joseph Naveaux, procureur de la ville de Laroche.

A cette liste bien incomplète des prévôts de Montaigu, il ne sera pas inutile de joindre la liste des mayeurs de Marcourt.

Lambert le Fève était mayeur de Marcourt avant 1482.

Louis de Buzin, le 13 janvier 1480.

Henri Ghy, le 3 avril 1487.

Thierri de Chéoux, en 1513, 1518, le 12 mai 1520.

Englebert de Samré, le 11 mai 1531, le 3 mai 1558, le 7 septembre 1560.

Michel de Theroulle, bourgeois de Hotton, été mayeur en 1565, le 6 octobre.

Lambert Lardinoy, dit de Marcourt, fut nommé mayeur le 10 novembre 1580.

Evrard de Fraipont fut nommé mayeur le 6 février 1612, fut mayeur jusqu'en 1620.

Florent Lardinois, fut nommé mayeur le 18 mars 1620.

Laurent de Marcourt, était mayeur le 13 janvier 1639 ; vivait le 11 janvier 1653.

Christophe Mercurian, dit Lardinois, mayeur en 1659, le 16 avril, était mort le 6 octobre 1668.

Maximilien de Marcourt, était mayeur le 16 décembre 1692 ; il le fut jusqu'en 1707.

Mathieu-Lambert-Michel de Gomzé, seigneur temporel de Lochré, fut nommé mayeur en novembre 1707.

Henri Servaty, mort le 17 septembre 1753.

Huberty, mort en 1774.

Théodore Gillet, 1774-1790.

Georges Lhermitte, 1790-1808.

Dieudonné Vandermaesen, 1808-1814.

Jean-François Adam, 1814-1831.

Jean-Sevrin Bosquée, 1831-1844.

François-Joseph Adam, 1844-1848.

Célestin Houba, 1848-1878.

Jacques-Joseph Denis, 1878-1888.

Curés de Marcourt.

L'église paroissiale de Marcourt est dédiée à St-Martin, évêque de Tours. L'autel latéral de S^r Charles Borromée fut érigé en 1643 par sire Jamotte, lors de la consécration de cet autel en 1652, le révérendissime suffragant Richard Pauli Stavius y inséra une pièce de la pourpre de ce saint qu'il avait apportée de Rome.

Furent successivement recteurs de l'église de Marcourt :

Louis de Buzin, 1499-1515.

Jehan de Buzin vivait le 21 avril 1525, le 28 février et le 25 juin 1529.

Jacques de Warignée vivait le 3 octobre 1544, mourut en 1562.

Jacques de Somalle, dit de Masbourg, 1562-1626.

Jean Tergat mourut le 16 juillet 1636, 1626-1636.

Laurent Adrien, intérimaire.

Charles Jamotte mourut le 21 janvier 1674, 1636-1674.

Henri d'Odrimo, intérimaire.

Jean Malmédie, 1674-1722.

Charles François Goffart mourut le 10 décembre 1732, 1722-1732.

Antoine Lejeune mourut le 14 avril 1743, 1732-1743.

Ferdinand de Martin mourut le 3 avril 1758, 1743-1758.

Jean Pascal Ledrou décédé le 3 novembre 1762, 1758-1762.

Jean Martin Kleinsch décédé le 4 juin 1780, 1762-1780.

J.-F. David, 1781-1808.

Pierre-Joseph Goffinet.

Masson.

Hougardy, 1825-1868.

M. Antoine Houba est recteur de la paroisse depuis 1868.

Biographie.

Le village de Marcourt a vu naître plusieurs célébrités ; nous citerons en première ligne le P. Evrard Mercurian, quatrième général de la Compagnie de Jésus, né en 1514.

Il existait à Marcourt une famille du nom de Lardinois ; dans les anciens registres, cette famille est quelquefois désignée sous le nom de Mercurian, d'autre fois sous celui de Marcourt.

En 1538, vivait Jehan Lardinois qui avait épousé Marie, fille de Michel Herla. Jehan eut de Marie Lambert Lardinois, dit de Marcourt, qui vivait le 18 octobre 1564 et fut nommé mayer de Marcourt en 1680, le 10 novembre. Ce Lambert épousa en premières noces Giellette Wathy qui lui donna Jean et Jacques Mercurian, jésuites, dont il sera question dans la suite. Lambert épousa en secondes noces Adrienne Sarter, dite de Trina, dont il eut entr'autres Florent Lardinois, qui naquit le 12 août 1595, et fut mayer de Marcourt comme son père. Ce Florent eut d'Anne d'Awylle, son épouse, entr'autres enfants, Christophe Mercurian, dit Lardinois, jurisconsulte, mayer de Marcourt en 1659, le 16 avril.

Il est à présumer que le P. Evrard Mercurian appartient à la même famille que Jean et Jacques Mercurian, jésuites, et qu'il était frère de Florent Lardinois, leur aïeul, mort avant le 5 octobre 1573.

Après avoir passé son enfance à Marcour et achevé ses études à Liège et à Louvain, le Père Evrard Mercurian fut nommé à la cure de Waillet, près de Marche, où il remplit pendant quelques années avec le plus grand dévouement les devoirs de sa charge pastorale. Mais comme il apprit qu'il y avait à Paris des religieux de cette compagnie célèbre qui venait d'être fondée, il alla se présenter à eux et fut reçu par le révérend Père Paul Achille, italien, puis envoyé à Rome en 1551. Un an à peine s'était écoulé depuis son arrivée à Rome, qu'il fut appelé, comme recteur, à

diriger le collège que la compagnie fondait à Pérouse. Peu après, il fut nommé provincial de la basse Allemagne, et eut sous sa juridiction les collèges de Louvain, de Tournay, de Cambray et les résidences d'Anvers et de Dinant. En 1565, la société le choisit comme assistant de St-François Borgia, troisième général de l'ordre, pour la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Dans les Pays-Bas, il s'insinua si avant dans les bonnes grâces de la princesse Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme et gouvernante de ce pays, qu'elle le consultait souvent sur les affaires de la plus haute importance.

Le premier octobre 1572, St-François de Borgia mourut ; la congrégation s'étant réunie le 12 avril 1573, choisit, selon le désir du pape Grégoire XIII, notre Père Mercurian pour lui succéder. Ce fut sous son généralat et par ses soins que l'on parvint à pénétrer dans la Chine et à y implanter la croix de Jésus-Christ, ainsi que dans plusieurs autres contrées livrées à l'idolâtrie ou à l'hérésie. Il fut général l'espace de sept ans et mourut le premier août 1580 à l'âge de soixante six ans.

Ce Père nous a laissé un excellent abrégé des conseils et avis de la société qu'il publia sous le titre de : *Sommaire des constitutions*. Il mit en ordre les Règles communes et les Règles particulières des différents offices, et publia cette lettre encyclique qu'il adressa aux seigneurs, si remplie de sages préceptes, surtout de l'oraison, qu'elle est encore citée comme un modèle de ce genre. Il en est fait mention dans le traité de la perfection chrétienne du P. Alphonse Rodriguez à l'article de l'oraison.

Jean Mercurian était fils de Lambert Lardinois, dit de Marcourt, mayor de Marcourt et de Gillette Wathy. Dans un acte du 18 octobre 1611, il est qualifié de « discret, docte et dévôt Jean Lardinois, dit de Marcourt, maître des arts et religieux de la compagnie de Jésus. » Il fut choisi par l'empereur Ferdinand II pour confesseur de son fils l'archiduc Léopold.

Jacques Mercurian, frère aîné du précédent, naquit le 6 janvier 1587 ; il fut grand prévôt de la cathédrale d'Olmütz, en Moravie archidiacre de Brinn et administrateur de l'évêché d'Olmütz sous le même archiduc Léopold qui en était évêque.

Marcourt a vu naître aussi la trop fameuse Lambertine Thé

gine de Mericourt. Elle était fille de Pierre Théroigne et d'Elisabeth Lahaye. Elle reçut d'abord une éducation soignée dans un pensionnat de Liège. Après son retour de pension, elle perdit sa mère, et son père ayant convolé en secondes noces, elle ne put s'entendre avec sa belle mère, et quitta de toit paternel. La tradition rapporte qu'elle rencontra un riche prussien, et l'accompagna en Angleterre. On ne sait pas si elle fit un long séjour dans ce pays ; toutefois elle se retrouvait à Marcourt à l'époque de la révolution française. Elle se rendit alors à Paris où elle fit connaissance de tous les grands révolutionnaires de l'époque. En 1791, elle revint de nouveau au pays, toute resplendissante de bijoux ; mais elle tomba entre les mains des Autrichiens, contre qui elle travaillait à soulever le peuple. Sa captivité ne fut sans doute pas longue, car en 1792, on la voit reparaitre à Paris, se mettre à la tête de la populace sur laquelle elle exerçait beaucoup d'influence par son éloquence naturelle. Enfin, ruinée par le vice, elle mourut à la Salpêtrière en 1817, dans un état de démence complète.

Le village de Lamormenil, autre dépendance du comté de Montagu a aussi donné à la société de Jésus deux frères distingués. Henri et Guillaume Germée ou Germeau, dits de Lamormenil. Guillaume fut confesseur de Ferdinand II ; il mourut à Vienne l'an 1648 après avoir fait plusieurs fondations de bourses tant en France qu'en Autriche. Henri fut confesseur de Ferdinand III. Peu de temps avant leur mort, dit sire Jamotte, ils signalèrent leur générosité, en faisant rebâtir de fond en comble leur église paroissiale de Dochamps qui avait été brûlée par les Hollandais ; de sorte que leur mémoire est restée en bénédiction dans leur pays natal. »

*Extrait du dénombrement des feux du pays de Luxembourg
de l'an 1624.*

COMTÉ DE MONTAGU.

La cour de Hotton.

Le village de Hotton cinqs feux	5 feux
Mellereux deux feux un quar	2 1/4

Werpin un feu et trois quar	1 3/4
Hamptel demy feu	» 1/2
Maynil un feu	1 »

La cour de Marcourt.

Marcourt est taxé à cinqes feux	5 »
Ronson un feu trois quar	1 3/4
Les Hayons, alias Devantave, un feu	1 »
Marcouray trois feux	3 »
Le Laidprangeux un feu un quart.	1 1/4

La cour de Dochamps.

Dochamps trois feux	3 »
Lamormaynil trois feux	3 »
Freyneux deux feux	2 »

Le comté de Montaigu porte trente feux et demy.

Et à la fin du dénombrement estoit signé Frère Pierre Roberti
abbé de Munster, etc...

Même dénombrement de 1659.

La cour de Hotton.

Hotton comprit le meulmier deux feux.	2 »
Mellereux un demy feu	» 1/2
Werpin un demy feu	» 1/2
Hampteau le Val abandonné	Néant
Magny Favay pour Montagu abandonné	Néant

La cour de Marcourt.

Marcourt y comprit le meulmier un feu et demy . .	1 1/2
Ronson y comprit le sergent deux tierces	» 2/3
Les Hayons, alias Devantal, assisterat ceux de Mar- couray qui suit.	
Marcouray et Devantal un feu.	1 »
Le Laidprangeux un tierce	» 1/3

La cour Dochamps.

Dochamps un feu un quart. 1 1/4
 Lamormaynil un feu 1 »
 Frayneux un feu 1 »
 Somme du comté de Montagu 9 3/4.

Et à la fin estoit escript, ainsy fait, conclud et arresté, etc...

« Liste de toutes les terres et villages de la comté de Montaigu et de la seigneurie de Dochamps, ensemble des sujets y restans présens et absens, la quantité des terres ensemencées et aussi des bestiaux. » XVII^e siècle.

Villages.	Manans.	Vestues.	Absents.	Soilles journaux.	Avoine journaux.	Chevaux.	Beufs.	Vaches.	Chèvres.
Marcourt	18	2	5	25 1/4	41 1/4	14	19	40	59
Marcouray	10	2	3	17	23	9	8	25	32
Ronson	8	2	4	19	22	8	9	27	34
Devantave	5	2	5	6 1/2	44 3/4	5	4	18	14
Laidprangleux	5	—	1	6	8 1/2	1	2	10	9
Dochamp	11	5	16	12	—	7	6	32	25
Frayeneux	10	4	3	12	—	12	30	42	30
Lamormagny.	9	6	4	5	—	7	17	28	17
Somme totale	76	23	41	102 3/4	99 1/2	63	95	222	220

« Bien entendu qu'un journal soille peut rapporter 30 jarbes qui feroient en menus grains dix stiers. »

« Et un journal d'avoine rapporte environ 25 jarbes qui font en menus grains quinze stiers. »

1531, 11 août. Établissement d'une franche brassine à Marcourt-Loy de la marcke, conte de Rochefort, et de monthagu, singneur dagimont, de herbeumont, d'orcymont, du neufchasteil en ardenne en partie et de durbut, hault voués hirtablez de dinant..... A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou oiront, salut. Scavoir fassons à ung chascuns et à tous que pour nostre melleur et evi-

dent prouffit, nous avons acordeit et accordons à Loren fils Jehan Gerlaxhe, bresseur, demorant à Soy, de establier, érigyer, eslever et faier une brassines franches au lieu du marcourt pour le dit Loren brasseir servoise et aveucque che une taverne francque pour logier et recepvoir tous passans, rapassant on sejournant soyent sgrs gentishomes, marchans et tous aultres estrangers seurement et paiesiblement sans que nulle aultres que ledict Loren et le siennes puisse logier homme portant fardeaulx adict lieu du marcourt, ne ousy brasseir ne vendre servoise sans le gré, congiet et licens dudict Loren et des siens. Si avons afranchiex et privilégié ledict Loren, ladicte maisson, braissiene et pourprise dicelluy de tous communs services et redevableiteit en quoy liez aultres maswier demorant adict marcourt sont tenus à nous ou envers nous, et avecsqz che de toutes aultres et telle francize et libertez droiture et privilegez comes leiz aultres brassienne manoiesmes (?) et ceulx ou celles qui reçeut seront adict lieu de marcourt en la maison brassine et porprize dudit loren passant et repassant ou sejournant seront seure et en païex de leur corps et de leur bien comme en humbrez de nostre protection et salvewardes, savez que iceulx ne soient actant de cas de crimes infames ou de lesse maiesté et aulcun se avanchois contre et a préjudices de nous desdiets franchize et privelegez faire en ladicte maisson, braissine et porpriese debas, hustin ou borene ilz seroit atain aune grosse amendes jugaublez adict lieux du marcourt et pour ung baston amoullus de gayenes ou haulchiez pour aultruy funadeir on frappier ilz en seroit à son pongne aperdes et quy pluz en seroit selon lexicences du cas ; et nul ou nulles au temps advenir ne porat erigier ne faier brassin and lieu de marcourt ne ousy, come dit est vendre cervoisé ou logier sinon du consentement dudict loren et parmy se ledict loren seiz oires ou ayans est et seront tenus bresseir de temps à auttres pour servir les borgois et le communs pour leur denir se requis en est et qu'ils ayent cervoisie dune sorttes chauldes ou stalle commes l'on at du coustumes ensemblablez, laquelle ilz porat vendre sans afforez, savez leiz droix de brogage, siera ausy ledict loren tenus luy et le sien seiz hoirs ou ayans cauze de payer a nous et aulx nostre par chascun ans deux clincquar de cens hiritables à payer à termes du jour de roys et pour seurteit et contrepan dudid cens

ledict loren siera tenus dedens une ans faire audict lieu de marcourt sadiet hostellerie, maisson et brassine franchises de la walleur de cent postelart du hornes, pour nous ou le nous noz officier manbour ou commys retireit sur lesdict seurteit aboux et contrepan par fault de cens non payet par un seulle adjou de quinsainnes et afin que toutes leiz choses susdict et ung chacun delle soyent fermement teneues et gardees et observeiez nous avons promis et promettons audict lorent pour nous lez nostre successeurs ou ayans cauze de le garandier luy et le sien et eulx entertenir ensdict franchise, privilegez et liberteit aux devisse et condicion chy desseur escriptes. Tesmoing de veriteit nous avons fait appendre a cest preisent nostre seellez armoyez de nous armes. Faictes et donnés à Recheffort le onzeime jour du moy d'auxoust lan quinze cens et trente et ung.

1565, 6 octobre. Droits des manants de la cour de Marcourt dans les bois de la seigneurie.

Nous Michal de Tirroule mayeur, de la haute cour de Marcourt en la conté de Montahu, Jehan le clercq, Jehan Gueubelle, Jehan le Jadoz, Jehan Maty, Laurent Henry Thiry, pierre Michiel et françois le Texheur, tous eschevins, à tous a cuy cestuy record parviendra, salut. Scavoir faisons que tous et unchascuns dilligement semons et conseillez les ung aux autres sur la requeste faicte par le grand Lowys du Layde prangleux touchant au faict et ayessances des bois de ladicte courte et sy le dict requerant n'a puissance comme massuyr de en user à toutes ses nécessitez ; à quoy le manbour du seigneur conte à ce signifié, a protesté sur ladicte requeste que icelluy record ne devoit préjudicier audict sgr conte son maistre en retenant copie et debas. Après ce et pour effectuer ledict record advons dict et recordé disons et recordons, suyvant que nous avons apris veu et usez de nostre temps et que trouvons par record rendu de nos prédécesseurs en office, le viii^e de juing l'an xv^e vingt cinq dernier que les mannans de la dite court de Marcourt peuvent prendre bois pour faire tous stroux de mesnaige, et touchant pour ayder dedens ladicte court à tout ce que mestier en auront, entendu que se soit dedens la courte sans prendre congier au seigneur ni officier réservé Montagu, Bayartfontaine, le terme dellecore, le bois Jambe et la

bruyère. Et sest ce que touchant a lussance des gros bois en rendons par bon et leal record, ainsi le raportant des ung aux autres. Faict et donné audict Marcourt le sixième jour doctobre quinze cens soixante et cinq.

Englebert Ferrier.

1566, 30 mars. Pour messieurs de justice de Marcourt à cause des droits quilz ont et leurs appartient es affaires du seigneur etc.

Nous Laurent henry thieri lieutenant mayeur et eschevin de haulte cour et justice de marcourt en la conté de montagu, Jehan le clercq, Jehan maty, Jehan le jadoz, Jehan Guebelle, sgr de Jupille, piere michiel et françois le texheur, tous eschevins, Lambert de marcourt, sergent, deuement semons et conseillez sur la req^{te} de Michal de Tirouille, siq receveur dudict sgr conte, requeront scavoir quels drois nous avons et nous appartient es revenues dudict sgr conte, par meure déliberacion de conseil sur ce euz advons dict et déclaré disons et déclarons que suyvant que nous advons apris veu et usez de nos prédécesseurs et encoire usons présentement que nous advons par chascun jour des généralles plaix, qui se tiennent par troy fois lan, dix patars, et à chascun droict de mortmain de six denniers ung, et aux ceus de chacun jamais de lan le mayeur deux tornois, les eschevins chacun ung et le sergent quattres, et à la mise avant et des terraiges le commis dudic sgr doner au greffier un stir de soille, et c'est ce que nous mayeur et eschevins, greffier et sergent en advons veu estre faictz et usez par raport et apprinse des ung aux aultres. Ainsi fait et donné aud marcourt ce penultisme jour du mois de mars xv^e LXVI stil de Liège.

Signé Englebert Ferrier, greffier.

1618, 12 avril. Règlement provisionnel à punctuellement garder et observer jusqu'à ce que autrement soit disposé pour le faict des sartages et aysances de la court de Marcourt, conclud, faict et arrêté au dict lieu, ce jourd'huy XII^e d'avril 1618, par la justice et subjects d'illec selon que sensuit.

Premier quiconcque vauldra sarter en quelle sorte et manière que ce soit sur ladicte aysance, ne pourra commencer deux ou plusieurs sarts ensemble, ains ayant commencé un, le debvera achever entièrement sans rien laisser soubz quel prétext que ce soit à peine d'amende de XXI^s.

Lesquels sarts chacun ne seront moindre que de demy journal, ne soit qu'ils joignent à d'autres.

Et advenant qu'en une pièce y ait un journal, ou plus, celui qui l'aura commencé, serat tenu de laisser suyvre la moictyé à celui qui l'en requerra.

Bien entendu qu'en une grande pièce, on ne pourra prendre au milieu, ny au plus apparent du lieu, ains debvra on commencer à un des bouts, pour de suite aller finir à l'autre.

Tous sarts de bois à ramées ne seront marqués, enseignés, ny retenus que dois le premier jour de juing.

Si ne pourra personne de quelle qualité il soit faucher parmy la dicte aisance avec faulx de bruière, à paine de la dicte amende, de confiscation de la dicte faulx, et des genestres, bruyères et autres choses couppees.

Ne pourront aussy charuer ny labourer les trieches ny fournelles, sans y mettre graisses et ancines competament et raisonnablement selon que pour tel lieu est requis et nécessaire.

Quant aux bois, on ne pourra flacher aucuns hestaux, à paine de telle amende que pour chacun estocque sera trouvé convenir.

Et ceux qui auront affaire de bois pour bastir, n'en pourront couper ny faire abattre sans qu'il ne leur soit désigné et accédée par la communeaulté, comme on a usé du passé à peine de chasty arbitrair.

Lorsqu'on aura accordé et désigné le lieu, on députera quelcun pour estre présent à labat des arbres, affin qu'icelluy empesche que rien ne soit faict contre l'honneur du bois et reigle de bon mesnage.

Celui ou ceux qui feront rapport de ce quy sera contrevenu en aucun point cy dessus escript, auront le tierce des amendes que pour tel excès sont adjudgées. Ainsy faict et passé audict Marcourt le jour, mois et an susdict.

Après la publication du présent réglement, Toussaint Gouffart, procureur d'office, a faict expresse protestation de la part de son excellence et pour la conservation de ses droicts, haulteur et préminence, de non préjudice, et estre enthière en cas qu'icelle n'advoue le présent reiglement pour le débattre ou oppugner par les raisons et voye qu'il treuvera convenir.

DEUXIÈME PARTIE.

Ermitage de Saint-Thibaut.

L'ermitage de Saint-Thibaut date de la première moitié du dix-septième siècle et a pour fondateur sire Jamotte, curé de Marcourt à cette époque. L'historique de la fondation de cet ermitage nous a été conservé dans un opuscule intitulé *Le Montaigu de Saint-Thibaut*, qui a pour auteur le fondateur lui-même.

Cet opuscule est divisé en trois parties, la première partie est consacrée à la vie de saint Thibaut ; la seconde traite du culte de ce saint, de sa rapide propagation en Italie, en France, en Belgique et en d'autres contrées de l'Europe. Sire Jamotte nous y décrit toutes les circonstances qui l'ont amené à construire une chapelle en l'honneur de saint-Thibaut sur les ruines de l'antique manoir de Montaigu, et nous fait connaître tous les moyens que la Providence a mis à sa disposition pour l'aider à conduire son entreprise à bonne fin. Dans le cours de son récit, on rencontre des données précieuses sur les origines de Marcourt et de son église, ainsi que sur les premiers comtes de Montaigu, aussi en ai-je profité très largement pour écrire ces notices. La troisième partie de l'opuscule contient « les miracles et les faveurs obtenus par l'invocation et l'intercession de saint Thibaut tant durant sa vie qu'après sa mort. »

Nous suivrons pas à pas sire Jamotte dans cet aperçu historique sur l'ermitage de Saint-Thibaut de Montaigu.

Saint Thibaut naquit à Provins, diocèse de Sens, de parents aussi distingués par leur piété que par le rang qu'ils tenaient dans cette ville. Dès l'enfance, il se fit remarquer par sa candeur, sa modestie, sa douceur, sa docilité et par une fidélité exemplaire à tous les devoirs qu'impose la religion. Jeune homme, il faisait ses délices du récit des vertus des Paul, des Antoine, des Hilarion et des Pacôme dans les déserts de l'Égypte et de la Thébaïde, et tout son désir était de les imiter. Aussi quitta-t-il un jour le toit paternel avec un gentilhomme de ses amis, nommé Gauthier, et il se dirigea sur Rheims où il logea à l'abbaye de Saint-Remi. Nos deux voyageurs étaient à cheval et étaient suivis chacun d'un

serviteur ; mais ayant laissé les serviteurs et les chevaux dans leur hôtellerie, ils sortirent à pied de la ville, changèrent d'habits avec deux pauvres pèlerins qu'ils rencontrèrent en chemin et s'enfuirent ainsi nu-pieds et couverts de haillons jusqu'au village de Pittange, près de Mersch, duché de Luxembourg. Ils passèrent d'abord quelque temps dans une extrême pauvreté, ne vivant que d'aumônes ; mais, pour se mettre à l'abri de toute critique, ils résolurent de pourvoir d'une autre manière à leur subsistance, et ils se mirent tantôt au service des maçons, tantôt des paysans pour soigner le bétail, et le plus souvent à celui des charbonniers de la forêt de Chiny.

A cette époque les pèlerinages étaient déjà très en vogue ; aussi nos deux jeunes pénitents firent-ils d'abord le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, où ils se rendirent les pieds nus, et sans autre secours qu'un peu d'argent, qui leur restait du salaire de leurs travaux. De Compostelle, ils revinrent à Trèves pour se diriger ensuite sur Rome et de Rome sur Venise. Leur dessein était de passer en Palestine, mais ils ne purent le mettre en exécution, parce que la cruauté des Sarrasins rendait l'entrée de la Palestine impossible aux chrétiens.

Dieu leur fit connaître alors que sa volonté était qu'ils se construisent une solitude en un lieu anciennement appelé Salaniga auprès de Vicence en Italie. Thibaut s'empressa d'obéir et bâtit un ermitage au lieu désigné. La vie qu'il y mena fut d'une austérité si nouvelle et si prodigieuse, dit le P. Giry, qu'on ne peut y penser sans effroi. A peine fut-il installé que l'évêque de Vienne voulut l'ordonner prêtre, ce qu'il accepta, voyant dans la prêtrise un moyen non seulement de s'unir plus étroitement à Dieu, mais encore de s'employer plus utilement au salut des âmes. Deux ans plus tard, la mort lui enleva son ami Gauthier ; mais Dieu, toujours si paternel pour les siens, lui suscita, en compensation, un grand nombre de disciples qui marchèrent courageusement sur ses pas et avec lesquels il forma un nouveau monastère dont il fut le père et l'abbé. Le bruit de la sainteté de Thibaut qui s'était répandu partout et jusque dans la France, vint aux oreilles de son père, de sa mère et de ses plus proches. Tous voulurent le revoir et prirent le chemin d'Italie. Ils ne purent retenir leurs larmes en sa présence : heureuses larmes, car elles devaient leur

rendre la vie, en les amenant à faire une sérieuse pénitence de leurs péchés. Sa mère surtout fut tellement touchée de ses vertus qu'elle ne voulut plus s'en séparer. Mais elle ne se trouva près de lui que pour assister à sa mort qui arriva en 1066 dans la nuit du dernier juin au premier juillet.

Si pendant sa vie, Thibaut était déjà honoré comme un saint, il n'est pas étonnant qu'aussitôt après sa mort, son culte se soit établi dans biens des localités. Et, pour ne parler que de notre pays, l'année même de sa mort on lui dédia une chapelle à Huy, voici à quelle occasion.

« En ce temps là, dit sire Jamotte, saint Siebert Bracle, évêque de Cambrai et d'Arras, ayant été chassé de son siège, s'était retiré dans le château de Huy, d'où il aperçut, pendant la nuit, entre de hauts chênes, une lumière extraordinaire. » Il se rendit à l'endroit d'où partait cette lumière et constata qu'elle provenait d'une image de saint Thibaut qui s'y trouvait. « Aussitôt, inspiré sans doute par l'esprit de Dieu, il alla trouver l'évêque de Liège qui était pour lors Théoduin, lui fit le récit de sa vision, et l'engagea à y faire bâtir une chapelle en l'honneur de ce saint. » Fizen ajoute, continue sire Jamotte, qu'en 1211, cette chapelle fut donnée à Théodore de Celles, pour y jeter le fondement de l'ordre des Croisiers ; et ce fut là que, peu d'années après, fut bâti leur premier couvent par la libéralité de Hugues de Pierpont, évêque de Liège.

Leur unique oratoire pour lors fut la chapelle de saint Thibaut ; cette chapelle fut agrandie l'an 1248 et consacrée de nouveau en l'honneur de la Sainte-Croix, et du même saint, son premier patron.

Louis, comte de Chiny, quelque temps après la mort de saint Thibaut, fit aussi bâtir une chapelle en son honneur dans la forêt de Chiny, sur la montagne où le Saint avait eu sa cabane et où il avait souvent passé la nuit en prières devant une croix, alors qu'il était au service des charbonniers de la forêt. « Il appela cet endroit, dit sire Jamotte, du nom de Suxi, nom qui, suivant une tradition vulgaire, faisait allusion à cette circonstance qu'un jour ce comte trouva et suçà du miel sauvage, en disant : *Mella hic silvestria suxi*.

« Peu à peu, cet endroit se peupla d'habitations à cause des

guérisons merveilleuses qui s'y opéraient, au point qu'il s'y forma bientôt une ville. Cette ville fut détruite, ainsi que celle de Chiny, par Evrard de la Marck en 1430, du temps de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, à qui ces places appartenaient, et, depuis, il n'en est resté qu'un village.

« L'an 1286, la chapelle, bâtie par le comte de Chiny, fut donnée à l'ordre des Croisiers, avec tout ce qui était contenu entre les deux ruisseaux, par Louis V, comte de Chiny, et Jeanne de Blamont, son épouse. Elle fut alors transportée au pied de la montagne et érigée en église, exempte de la juridiction épiscopale, par concession du pape.

« Le ruisseau, qui coule à côté, conserve encore le nom de ruisseau de la chapelle.

« Auprès de cette chapelle, on a bâti depuis un prieuré occupé par un religieux de l'ordre des Croisiers du couvent de Huy ; au même endroit dans une prairie près de la chapelle, se trouve une fontaine, dite de Saint-Thibaut, où les malades et notamment ceux atteints de fièvre, vont puiser de l'eau, la font bénir, en boivent et en obtiennent du soulagement. C'est ce que m'ont assuré les habitants du lieu l'an 1659, au mois de juin.

« Sur une autre montagne, auprès de Chiny, il y a aussi une fontaine dont l'existence est attribuée à saint Thibaut qui, par ses prières, la fit sortir d'un rocher pour se rafraîchir, lui et ses compagnons pendant leur travail.

« Cette fontaine jouissait autrefois de beaucoup de célébrité et elle était fréquentée de pèlerins qui, en buvant de son eau, en ressentaient du soulagement dans leurs infirmités. »

Sire Jamotte, après tous ces détails et beaucoup d'autres encore sur le culte de saint Thibaut, aborde l'historique de l'ermitage de Montaigu, consacré à ce saint.

L'établissement du culte de saint Thibaut à Montaigu date du douzième siècle ; et même on croit que ce Saint était patron de la chapelle du château. A l'occasion d'une guérison extraordinaire qui s'était opérée l'an 1600 par son intercession, on avait planté une croix de bois sur le versant de la montagne ; cette croix ayant été détériorée par la piété de pèlerins, qui aimaient à en emporter quelques parcelles chez eux, on en éleva, en 1608, sur le sommet

de la montagne, une plus grande, ornée d'une niche renfermant une statue d'environ trente centimètres, qui représentait saint Thibaut en habit d'ermite.

En 1620, le comte de Montaigu et de Rochefort avait, comme nous l'avons dit plus haut, conçu le projet de fonder sur Montaigu une maison de religieux Augustins de Bouillon ; mais ce projet n'eut pas de suite, non plus que celui d'y construire une chapelle que forma deux ans plus tard la comtesse de Montaigu et de Rochefort, née Josine de la Marck.

Sire Jamotte, qui fut promu à la cure de Marcourt en 1636, reprit le projet de la comtesse. Le manque de ressources l'empêcha d'abord de mettre ce projet à exécution ; mais, en juin 1639, s'étant mis à l'œuvre, il avait terminé les fondements de la chapelle pour le premier juillet suivant.

Un événement assez remarquable dans ses circonstances, bien qu'en soi très naturel, semble n'avoir pas été sans influence sur la détermination de sire Jamotte.

On approchait de la Saint-Martin 1636, « lorsqu'un jour vint s'abattre sur les environs de Marcourt et de Montaigu une telle multitude d'oiseaux étrangers, que, lorsqu'ils s'élevaient en masse le soleil en était comme voilé. On croit que c'étaient des ortolans. Tous les soirs, ils allaient se percher sur Montaigu à l'endroit qu'occupe maintenant la chapelle de Saint-Thibaut. Les paysans s'y rendaient tous les jours au soir, et à la lueur des torches, ils pouvaient les saisir à la main, et en remplir leurs sacs ; cela dura plusieurs semaines, après quoi ces oiseaux disparurent. C'est pourquoi après la construction de la chapelle et lorsqu'on vit l'affluence extraordinaire de peuple qui venait la visiter, les paysans ne manquèrent pas de voir dans l'arrivée subite de ces oiseaux étrangers, un signe ou une annonce de l'affluence future des pèlerins sur cette même montagne. »

On se trouvait donc au premier juillet 1639, jour de la fête de saint Thibaut. Sire Jamotte avait obtenu la permission de chanter une messe solennelle le jour de cette fête sur l'emplacement de la chapelle. Pour donner quelque éclat à cette solennité, il avait envoyé des affiches dans toutes les paroisses voisines et même dans plusieurs paroisses distantes de Montaigu de trois ou quatre lieues.

Aussi au jour désigné, il y eut une telle affluence de monde que le produit des collectes faites en cette occasion suffit pour achever la chapelle et même pour construire le logement de l'ermite qui se trouve à côté.

Sire Jamotte fut aussi puissamment secondé dans son œuvre par les habitants du pays, surtout pour le transport des matériaux et le service des ouvriers ; en outre, les habitants de Marcourt lui fournirent les bois, ceux de Hotton la chaux et ceux de Dochamps les ardoises nécessaires.

La date de la construction de la chapelle nous a été conservée dans le chronogramme suivant :

HIC, THEOBALDE, SVOS EXponit TVRBA DOLORES
FAC, PRECOR, VT SVPERI CVnCTA PETITA FERANT.

L'an 1660, le 27 septembre, Antoine Blavier, suffragant de l'évêque de Liège, vint consacrer la chapelle ; l'anniversaire de cette consécration fut fixée au 3 mai, jour de l'invention de la Sainte-Croix.

La chapelle construite, il ne manquait plus à la piété des fidèles que des reliques de saint Thibaut. Sire Jamotte en obtint à Metz en 1646. Ces reliques, qui consistent dans une parcelle assez notable de la tête du Saint, furent remises au curé de Roumont, sire Adam Théodore Collignon, par l'intermédiaire duquel elles avaient été obtenues. Il fut décidé qu'on en ferait la translation de Roumont à Montaigu d'une manière solennelle. En conséquence, on convoqua toutes les paroisses du pays à se rendre processionnellement à Roumont et de là à Montaigu. Plus de trois mille personnes répondirent à l'appel.

Avant le départ de Roumont, sire Jean Varlet, curé d'Ortho et doyen de la chrétienté de Bastogne, chanta la messe et fit un sermon de circonstance. La procession se mit ensuite en marche ; lorsqu'elle arriva à Vecmont, elle fut renforcée par les pèlerins venus des paroisses situées au-delà de l'Ourthe. « Tout se passa, dit sire Jamotte, dans le meilleur ordre possible, et le peuple ne cessa de donner des marques non équivoques de son respect et de sa dévotion. Le chant des hymnes et des psaumes se fit entendre pendant tout le trajet de Roumont à la chapelle.

Ici se termine l'histoire de la fondation de l'ermitage de Saint-Thibaut et, par conséquent, la seconde partie de l'opuscule de sire Jamotte. Il reste un mot à dire sur la manière dont cet auteur-fondateur est parvenu à se procurer les reliques de la vraie croix qui se trouvent à l'ermitage.

En 1642, Henri Moureaux de Marche-en-Famenne, capitaine de cavalerie au service de S. M. I., avait été fait prisonnier par les Hessois, ainsi que son secrétaire, Abraham Leclerc, lors de la défaite du général Lamboy, près de Duren. Le secrétaire, dit sire Jamotte, tomba entre les mains des hérétiques qui venaient de piller une abbaye peu éloignée de cette ville. Un soir, après avoir partagé leur butin et entre autres choses les reliquaires qu'ils avaient enlevés dans les églises, ces hérétiques firent un grand feu et y jetèrent toutes les reliques que ces reliquaires renfermaient. Or, parmi ces reliques, se trouvaient quatre parcelles de la vraie croix, cousues en croix sur une pièce de velours violet et entourées de perles et de galons d'argent ; au bas de la croix étaient écrits en gros caractères ces mots : *De ligno Sanctae Crucis Domini Nostri Jesu Christi*. Cette relique vint tomber au pied du secrétaire qui, après avoir lu l'inscription à la clarté du feu, la ramassa sans être aperçu et la conserva avec soin jusqu'au moment où il put la remettre à son capitaine, qu'il eût l'heureuse chance de rencontrer quelques jours plus tard. Lorsque ce dernier fut de retour à Marche, il confia la relique au prieur des Carmes de cette ville. Sa première intention avait été de la donner à la chapelle de Saint-Thibaut ; mais il en céda la moitié audit prieur ; l'autre moitié fut remise au curé de Marcourt qui l'enchassa dans une grande croix d'argent et la déposa à la chapelle.

« Pour établir l'authenticité de ces reliques, dit l'auteur du Montaigu de Saint-Thibaut, le secrétaire du capitaine fut appelé devant la justice de Marche, en 1642, et là il affirma sous serment la vérité de cette histoire. En conséquence la justice dressa acte authentique de cette déclaration, et là-dessus, Monseigneur le Grand vicaire de Liège ne fit aucune difficulté de les approuver, le 24 février 1643. »

Dans la troisième partie de son opuscule, sire Jamotte rapporte plusieurs guérisons obtenues à Montaigu par l'intercession de saint Thibaut, entr'autres la suivante :

En 1639, Jean-Paul Thiery d'Ozo, jeune ouvrier de 24 ans, tomba d'une échelle et se blessa à la jambe droite. Il put néanmoins continuer son travail jusqu'au soir ; mais le lendemain sa jambe se trouva si enflée, qu'il fallut couper le bas pour la dégager. Comme il se trouvait à Saint-Hubert, lors de cet accident, il fit appeler les deux chirurgiens du monastère et de la ville et un troisième de Villers. Les deux premiers jugèrent l'amputation nécessaire, mais ils ne voulurent pas l'entreprendre parce que la jambe leur paraissait déjà gangrénée. Le troisième essaya quelques emplâtres, mais sans résultat, et la jambe finit par se corrompre au point que des lambeaux de chair se détachant mirent complètement à nu les nerfs et les os.

Cependant, au bout de quinze jours, les douleurs s'apaisèrent quelque peu ; toutefois le sang continua à couler par la plaie, et la jambe se trouva considérablement raccourcie par suite de la contraction des nerfs. C'est alors qu'il songea à se rendre, à l'aide de béquilles, dans le bois de Marcourt où travaillait son père.

Il parvint très péniblement à la Neuville-au-Bois, à deux lieues de Saint-Hubert et de là il se fit transporter sur une charrette jusque Laroche. Lorsqu'il fut arrivé au bois de Marcourt, il apprit que saint Thibaut faisait beaucoup de miracles dans sa chapelle de Montaignu, ce qui l'engagea à faire le vœu d'aller le visiter pour obtenir sa guérison. Il se mit donc en route l'avant-veille de la fête de saint Thibaut ; arrivé près de l'Ourthe, en face de Montaignu, il lui fut impossible de traverser la rivière et dut se résoudre à remonter vers Marcourt ; mais avant de se retirer, il leva les yeux vers la chapelle et adressa au Saint de ferventes prières, bien décidé à revenir le lendemain. Mais sur le point de rentrer à Marcourt, le voilà tout-à-coup pris de faiblesse ; il s'arrête, on l'entoure ; au même instant il sent sa jambe s'allonger, ses nerfs se distendre ; il essaie de se tenir debout, il y réussit au point qu'il peut sans béquilles et sans l'assistance de personne s'acheminer jusqu'au bois de Marcourt avec autant de facilité qu'avant son accident. Le jour suivant, fête de saint Thibaut, il se rendit à la chapelle avec ses parents, y entendit la messe et y déposa ses béquilles en témoignage de sa guérison. Quelque temps après, les chairs s'étaient reformées sur sa jambe, et jamais, dans la suite, il n'y ressentit plus de douleur.

Telle fut donc la guérison du jeune Jean-Paul Thiery d'Ozo. Cette guérison fut soumise à l'examen d'une commission composée de trois théologiens et de deux médecins de Liège. L'avis de la commission ayant été que la guérison devait être regardée comme miraculeuse, le prince évêque de Liège permit de le publier par ses lettres du 15 avril 1658.

De nos jours, le sanctuaire de Saint-Thibaut à Montaigny est resté un lieu de pèlerinage très suivi ; on s'y rend de tous les pays, mais principalement, le 25 mars, fête de l'Annonciation, le 3 mai, jour de l'invention de la Sainte-Croix et le 1^{er} juillet, fête de saint Thibaut ; c'est au 3 mai surtout que les pèlerins s'y trouvent plus nombreux. Le grand nombre *d'ex-voto* suspendus aux autels et aux murs de la chapelle prouve que la dévotion à saint Thibaut n'a point diminué, et que ce saint continue de favoriser de sa protection ceux qui lui ont donné leur confiance.

TABLE GÉNÉRALE.

Introduction.

PREMIÈRE PARTIE.

Chapitre préliminaire. — Situation du comté — Son étendue — Droits du comte — Division de l'histoire.

Chapitre premier. — Dynastie des anciens comtes.

Gozelon. 10..—1064.

Conon. 1064—1106.

Lambert. 1106—1147.

Chapitre deuxième. — Dynasties des comtes de Looz et de Duras.

Godefroid de Jodoigne, comte de Duras. 1147—1171.

Gille de Duras et son frère Pierre. 1171—1200.

Chapitre troisième. — Dynastie des seigneurs de Walcourt.

Wéry de Walcourt.

Thierry I.

Gilles.

Thierry II.

Thierry III.

Jean I de Rochefort.

Jean II mort avant le mois de juillet 1377.

Jean III. 1377—1408.

Chapitre quatrième. — Dynastie des de la Marck.

Marguerite et Agnès de Rochefort — Evrard I de la Marck. 1408—1441.

Evrard II. 1441—1456.

Louis I. 1456—1498.

Evrard III. 1498—1524.

Philippe. 1524—1529.

Louis II. 1529—1545.

Chapitre cinquième. — Dynastie des comtes de Stolberg et Lœwenstein.

Louis de Stolberg. 1545—1574.

Philippe, comte d'Eberstein — Thierry IV, comte de Manderscheid.

Louis de Lœwenstein. 1574—1611.

Jean Théodore de Lœwenstein. 1611—1644.

Ferdinand Charles. 1644—1672.

Maximilien Charles et Jean Ernest, évêque de Tournay. 1672—1731.

Dominique. 1731—1735.

Charles Thomas de Lœwenstein et les Stolberg. 1735—1794.

Chapitre sixième. — Marcourt : Origine — Prévôts — Mayeurs — Les Mercurian
et les de Lamorménil — Terwagne de Méricourt.

Dénombrements des feux. 1624—1659.

Recensement de Marcourt et de Dochamps. xvii^e siècle.

Charte concernant la franche brassine et règlements communaux.

DEUXIÈME PARTIE.

Ermitage de Saint-Thibaut.

Vie de saint Thibaut.

Propagation de son culte.

Fondation de l'ermitage de Saint-Thibaut à Montaigu.

Miracles de saint Thibaut.



LA FAMILLE DE HARBONNIER.



Pièce concernant H. Fr. Charles Borromée de Harbonnier de Cobreville.

Monsieur Namur, professeur à l'athénée de Luxembourg, a publié en 1852, dans les Annales de l'académie d'archéologie de Belgique, une notice sur la famille de Harbonnier de Cobreville.

Voici l'arbre généalogique qu'il donne :

Louis de Harbonnier (1^{er} degré connu) avait épousé Catherine de Fossez et vivait en 1594

Jean de Harbonnier.

Henri de Harbonnier épousa Anne de Warck vers 1615.

André de Harbonnier +
vers 1661, Anne Juliette
de Reiffenberg.

Marie de Harbonnier,
Jean du Treux.

Cornelis de Harbonnier
+ 1707,
Elisabeth de l'Espine.

Salomée de Harbonnier,
Henri de Piromboeuf.

Jean Denis de Harbonnier + vers 1694 sans enfants,
Emerentiane de Trux.

George Adrien de Har-
bonnier, célibataire.

Philippe de Harbonnier,
mort sans enfants
vers 1747.

Charles de Harbonnier,
seigneur de Hamawé.

Marie Salomée
de Harbonnier,
religieuse.

épousa I Elisabeth Michel de Vaucleroy.

épousa II Jeanne de Cerney.

Anne Jeanne Julienne de Harbonnier,
Hubert de Marteau.

Charles Richard de Marteau, prêtre.

Jean Charles
de Harbonnier + 1752,
Gertrude Elisabeth
de Kerckhove + 1779.

Jean Toussaint de Har-
bonnier, seigneur de
Hamawé, Ethe, demeu-
rant à Torgny en 1750,
Marianne Jacquet.

Marie Joséphine
de Harbonnier,
Philibert de Richard.

Antoinette Charlotte
de Harbonnier,
Martin Delpature.

Henri François
Charles Borromée
de Harbonnier,
+ 1782.

Nicolas Jean
Toussaint
de Harbonnier.

Jean Charles
de Harbonnier.

Marianne
de Harbonnier,
J.-B. Thirion.

Jeanne
de Harbonnier,
François Villère.

De tous les de Harbonnier inscrits sur ce tableau, un seul nous intéresse actuellement : c'est Henri François Charles Borromée de Harbonnier, sixième et dernier seigneur de ce nom de la seigneurie de Cobreville, y décédé sans enfants le 29 mars 1782 et enterré dans l'église de Nives à côté de ses parents.

Voici son épitaphe :

Yci est mis le corps de noble François Charles Borromée de Harbonnier, en son vivant seigneur haut-moyen foncier et bas justicier de Cobréville, et en partie d'Assenoy, de Sibret, etc., juge assesseur du siège prévôtal de Bastogne, bienfaiteur des pauvres de sa terre, décédé le 29 mars 1782.

R. I. P.

Or, Monsieur le notaire Hippolyte Lambinet, de Virton, possède le parchemin de la nomination de Charles Borromée de Harbonnier à cette place de juge assesseur de Bastogne.

Voici la copie de ce document que M^r Lambinet a bien voulu me communiquer :

Marie Thérèse par la grâce de Dieu, impératrice douairière des Romains, reine d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, de Galitz, de Lodomire, etc. ; archiduchesse d'Autriche ; duchesse de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldre, d'Auschwitz, de Zator, etc. ; princesse de Suabe et de Transylvanie ; marquise du S. Empire Romain, etc. ; comtesse de Habsbourg, de Flandre, de Haynaut, de Namur, etc. ; landgrave d'Alsace, dame de Malines, etc. ; duchesse de Lorraine et de Bar ; grand-duchesse de Toscane : à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*, savoir faisons que, pour le bon rapport qui nous a été fait de la personne de Charles Borromée de Harbonnier de Cobreville, et de ses sens, capacité et suffisance, nous confiant à plein de ses léauté preudhomie et bonne diligence, l'avons, à la délibération de Notre très-cher et très-aimé Beaufrère et cousin, Charles-Alexandre Duc de Lorraine et de Bar, Grand-maitre de l'ordre teutonique, Notre Lieutenant, Gouverneur et Capitaine général des Pays-Bas, commis, ordonné et établi, le commençons, ordonnons et établissons par ces présentes, à l'état et office de Juge-assesseur du siège Prévôtal de Notre Prévôté de Bastogne, que Nous avons jugé à propos d'établir pour rendre la justice dans Notre dite Prévôté, au lieu et à la place du siège des Féodaux, que Nous avons supprimé ; donnant audit Charles-Borromée de Harbonnier de Cobreville plein-pouvoir, autorité et mandement spécial de dorenavant tenir, exercer et desservir le dit Etat de Juge-

assesseur, et de faire bien et dûment tout ce qui y compète et appartient, aux gages, honneurs, droits, prérogatives, prééminences, libertés, franchises, salaires, exemptions, profits et émolumens accoutumés et y appartenans, et tels et semblables qu'en jouissent les Juges ou Echevins de Nos autres Prévôtés.

Bien entendu que le dit Charles-Borromée de Harbonnier de Cobreville devra choisir une maison dans la ville de Bastogne, où on lui adressera la convocation pour assister aux assemblées, et qu'il devra informer le Prévôt de ce choix ; sur quoi, et de se bien et dûment acquitter en l'exercice du dit Etat le dit Charles-Borromée de Harbonnier de Cobreville sera tenu de faire et prêter le serment dû et pertinent, et en outre jurer que, pour l'obtenir, il n'a offert, promis ni donné, ni fait offrir, promettre ni donner à qui que ce soit, aucun argent, ni autre chose quelconque, ni le donnera directement, ni indirectement, ni autrement en aucune manière, sauf et excepté ce que l'on est accoutumé de donner pour les Dépêches et expéditions, et ce en mains de Notre cher et bien amé N. de Hoefnagle, Capitaine et Prévôt de Bastogne, que Nous commettons à cet effet, auquel mandons que, le dit serment fait, il mette et institue de par Nous le dit Charles-Borromée de Harbonnier de Cobreville en la possession et jouissance de la dite place de Juge-assesseur du Siège Prévôtal de Notre Prévôté de Bastogne, ensemble des gages, honneurs, droits, prérogatives, prééminences, libertés, franchises, salaires, exemptions, profits et émolumens susdits, et que lui, et tous autres Nos justiciers, officiers et sujets qui ce regardera, l'en fassent, souffrent et laissent pleinement et paisiblement jouir et user, cessant tous contredits et empêchemens au contraire : *CAR AINSI NOUS L'LAIT-IL*. En témoignage de quoi, nous avons fait mettre Notre grand seel à ces présentes. Donné en Notre ville de Brusselles le vingtième jour du mois de septembre l'an de grace mil sept cent soixante dix neuf et de Nos Regnes le trente neuvieme.

Par l'Impératrice Douairière et Rein,
(Signé) *MARIA.*

Lettres patentes de Juge-assesseur du Siège Prévôtal de Bastogne pour Charles-Borromée de Harbonnier de Cobreville.

Ce jourdhuy 22 octobre 1779 Charle Borromé de Harbonnier de Cobreville, est comparu par devant le soussigné prevot de la pre-

voté de Bastogne en présence du greffier d'icelle, lequel a prêté entre mes mains le serment afferant a l'état de juge-asseesseur de ce siège prevotal, et promi de l'exercer en toute intégrité, tant pour le bien etre du publique que le maintien des droits de Sa Majesté; et notamment juré que pour obtenir led^t etat ou a cause diceluy, il n'a offert, promi ni donné, ni fait offrir, prometre, ni donner à qui que ce soit aucun argent, ni autre chose quelconque ni donnera directement ni indirectement, ni autrement en aucune manière; sauf et excepté ce que l'on est accoutumé de donner pour les depeches et expéditions, le tout au desir de la commission, dont il est pourvu cy dessus; en foy de quoy il a ici signé en la ville de Bastogne ut supra.

(Signé) DE HARBONNIER COBREVILLE,
DE HOEFNAGLE, *prevot*.

Ce jourdhuy 22 octobre 1779 la presente commission avec l'acte de prestation de serment a été enregistrée au registre reposant au greffe de cette prevoté de Bastogne ut supra.

(Signé) DEVILLERS.

Je soussigné secrétaire de Sa Majesté et greffier en chef en son conseil provincial à Luxembourg déclare que les présentes lettres patentes ont été registrées au registre aux patentes reposant au greffe de ce dit conseil le 27^e octobre 1779.

(Signé) GERDEN.

A cette double feuille de parchemin, au timbre impérial d'Autriche de trois florins, est appendu un énorme sceau en cire rouge, d'un centimètre d'épaisseur, de douze centimètres de diamètre, portant d'un côté les armoiries de la maison d'Autriche et représentant de l'autre, Marie-Thérèse assise sur le trône impérial. Ce sceau est renfermé dans une boîte de fer blanc.

Monsieur Lambinet possède également un petit cachet-breloque en argent provenant d'un descendant des de Harbonnier. L'empreinte en est reproduite par la gravure qui se trouve en tête de ces pages. Ce sont les mêmes armoiries que celles reconnues, d'après M. Namur, par une ordonnance du 20 août 1697 du conseil héraldique, suivant brevet délivré à Cornélis de Harbonnier « d'azur à neuf besants d'or, 3, 3, 3, au chef d'argent, à deux lions de gueules affrontés et portant une couronne d'or » sauf cependant que dans le sceau de M^r Lambinet figurent sous les lions deux signes assez peu distincts qui ne sont pas mentionnés dans les anciennes armoiries.

Virton, mai 1888.

J. JEANTY.

UN SECOND DOLMEN A WÉRIS.

Dans le courant du mois de juin 1888, M. Charneux, commissaire-voyer à Barvaux, qui déjà nous avait aidé dans la restitution du premier dolmen de Wéris, m'adressait la note ci-après sur la découverte, dans la même localité, d'un second dolmen.

UN NOUVEAU DOLMEN A WÉRIS.

Le village de Wéris compte une curiosité de plus. Déjà le beau dolmen, — sur lequel il y aura lieu de revenir ultérieurement, — qu'on admire au nord de la commune, le long de la route de Barvaux à Wéris, et que l'État, par des travaux assez importants, vient de rétablir dans son imposant état primitif, et d'entourer d'une enceinte pour le mettre à l'abri des injures du temps et des hommes, ce beau *dolmen*, disons-nous, offrait aux savants un des plus beaux monuments de l'âge druidique, le premier connu jusqu'à ce jour dans le Luxembourg.

A environ douze cents mètres au sud de ce dolmen, un peu en-dessous du village de Wenin, près de Wéris, vers l'extrémité méridionale du vaste plateau qui forme la riche campagne de cette commune, on vient de découvrir un second dolmen qui ne le cède en rien au premier. Il est à remarquer que ce plateau a dû autrefois se prêter admirablement aux importantes réunions des exercices religieux, comme aussi aux multiples évolutions d'une bataille rangée : il présente une longueur de quatre kilomètres sur une largeur variant entre six cents et mille mètres. Il n'y a rien d'étonnant dès lors que nos pères y aient établi des monuments destinés à immortaliser leurs gloires.

Ce dolmen est complètement enfoui dans le sol ; seule l'extrémité supérieure de deux pierres émergeait de terre, et c'est ce qui explique le long oubli dans lequel il est resté jusqu'à ce jour (1). Il doit sans doute cette particularité à sa position dans une plaine fertile qui depuis un temps immémorial a été livrée à la culture ; il a peu à peu été envahi lorsque de riches moissons ont succédé aux sauvages productions des forêts primitives. Un autre indice encore vient corroborer cette hypothèse : l'espace environnant le dolmen a été remblayé par la main des hommes. Dans les fouilles que nous venons d'exécuter, on a parfaitement reconnu

(1) Sous ce rapport, ce nouveau dolmen présente toutes les garanties voulues d'authenticité et de parfaite conservation, attendu que sans aucun doute il est resté dans son état primitif (Note de l'auteur).

la présence de terres *rapportées*, renfermant d'ailleurs des pierres calcaireuses ayant subi l'action combinée de la pluie et du soleil. Si ces terres eussent été amenées par les eaux, elles offriraient des couches superposées horizontalement, ce qui n'a pas lieu. On peut donc admettre, si l'on veut y voir un tombeau, ce qui paraît assez rationnel, que ce dolmen a été *creusé dans le sol*, et que longtemps après, à l'époque du défrichement il a disparu sous le nivellement des terrains adjacents (1).

Cet antique monument, heureusement rendu au jour, comprend vingt pierres. Trois de ces pierres, formant table, font avec l'horizon, un angle très aigu et offrent ainsi une faible inclinaison vers la partie postérieure du dolmen. Elles mesurent la première 1^m,75 de large et 2^m,00 de long ; la seconde 1,10 de large et 2,50 de long ; et la troisième 2,30 de large et 2,50 de long. L'épaisseur moyenne de ces pierres est de 0,50. Ces pierres sont supportées par six autres pierres posées verticalement dans le sol, et faisant l'office de piedroits. Ces dernières mesurent : la première du côté droit 3,00 de long sur 1,40 de large et 1,60 de haut ; la seconde, 2,00 de long sur 1,50 de large et 1,60 de haut ; la troisième, 2,00 de long sur 1,00 de large et 1,60 de haut ; et pour le côté gauche, la première 3,00 de long sur 1^m,40 de large et 1^m,60 de haut ; la deuxième 2^m,00 de long sur 1,00 de large et 1,60 de haut. Il est à remarquer que cette dernière ferme complètement la partie postérieure du monument. A l'avant du dolmen, huit autres pierres, de dimensions moindres, sont disposées sans ordre. Une de ces pierres est encore dans sa position primitive ; elle est debout, du côté gauche et touche au dolmen. Du côté droit une pierre, en tout semblable à cette dernière est renversée. Il n'y a pas de doute qu'elle occupait une position symétrique par rapport à la première. Les autres pierres dont nous venons de parler ont été déplacées. Enfin, comme au premier dolmen, on voit à l'arrière de celui-ci, une pierre de fortes dimensions enterrée horizontalement au niveau de la base.

Jusqu'ici par ces dispositions, ce dolmen est tout à fait analogue à celui dont il a été parlé au commencement de cet article. Mais il présente une autre particularité qui, croyons-nous, ne se retrouve dans aucun monument de ce genre. Nous avons dit qu'une pierre posée verticalement ferme la partie postérieure. Eh bien ! la partie antérieure est aussi fermée par une pierre qui mesure 1,40 de large, 1,60 de haut et 0,50 d'épaisseur. Seulement elle est percée, à la base, d'une ouverture de forme rectangulaire surmontée d'un demi-cercle, et mesurant 0,70 de haut et 0,42 de large, ouverture suffisante pour livrer passage à un homme.

Cette pierre est un peu renversée en avant par suite d'une rupture qui fait de la base deux sortes de socles d'à peu près 0^m25 de haut (2). Enfin cette pierre repose sur un seuil. Cette ouverture a été indubitablement taillée par la main

(1) Cette hypothèse est parfaitement d'accord avec l'opinion d'un grand nombre d'auteurs qui veulent que tous les dolmens aient été établis dans des excavations ; de cette manière il suffisait de laisser glisser dans des trous creusés à dessein ces lourdes pierres formant les piliers, puis de superposer *au niveau du sol* les autres pierres qui forment la table. De cette façon on peut expliquer comment on ait pu mettre en position ces lourdes masses (Id.).

(2) La rupture est si naturelle qu'on peut vraisemblablement admettre qu'elle s'est produite pendant la coupe de l'ouverture, alors que le travail était déjà trop avancé pour être abandonné.

es hommes ; les bords en sont arrondis sur les deux faces, soit que cette usure résulte du frottement produit par un long usage, soit, ce qui est plus vraisemblable, que l'ouverture ait d'abord reçu cette forme qui facilite l'entrée du monument (1).

Cette dernière découverte semble donner une destination aux pierres qui sont disséminées devant le dolmen. Ces pierres affectent la forme de parallépipèdes : les devaient sans doute servir à boucher l'ouverture aussitôt qu'on voulait fermer toute communication avec l'extérieur. Dès lors le monument qui nous occupe aurait servi : soit de lieu de détention, comme pour garder les prisonniers jusqu'au moment destiné au sacrifice ; soit de lieu de supplice en y enfermant les condamnés pour les y laisser mourir de faim ; soit, plus vraisemblablement, de tombeau d'un chef illustre, sur lequel on laissait mourir des victimes expiatoires pour soulager les mânes du héros. On sait que chez les anciens la vengeance était rangée au nombre des vertus filiales.

Quoi qu'il en soit de ce dolmen, nous sommes persuadé qu'il mérite toute attention, et nous ne doutons pas que les amateurs d'antiquités y trouveront matière d'utiles découvertes.

Il resterait à expliquer la présence si rapprochée de deux monuments druidiques. Cette explication pourra se simplifier par la considération que la commune de Wéris est un champ fertile en vestiges qui rappellent la domination celtique et gauloise. On sait que cette contrée était habitée par les Poëmans ou Pœmoniens. Non loin de Wéris on peut admirer la pierre appelée Pas-Bayard, dans laquelle une rainure longitudinale a été, suivant la légende, creusée par le célèbre cheval Bayard, monté par les quatre fils Aymon, et qui franchit, d'un seul bond, la distance qui sépare Durbuy de Wéris ; au-dessus de cette localité, on voit encore se dresser une énorme pierre à plus de sept mètres de haut qui forme la tête d'un banc de rocher, et que dans le pays on appelle la « *pierre Menhar*. » Ce mot *menhar* n'est peut-être qu'une altération du mot *menhir*, nom donné à un autre monument druidique — : enfin non loin de là encore, on voit une grosse pierre qui rappelle les formes d'un lit, et qu'on appelle « *le lit du Diable* ». Toutes les pierres dont nous venons de parler sont des *poudingues* et proviennent des terrains communaux situés à l'est de Wéris.

Espérons que l'Etat ne fera pas moins pour ce nouveau dolmen que pour l'ancien afin de le protéger efficacement. Comme on le voit, le territoire de Wéris est riche en souvenirs antiques, et nous sommes persuadé qu'une exploration plus minutieuse amènerait les résultats les plus satisfaisants, et jeterait un nouveau jour sur l'intéressante histoire de cette partie de la Gaule appelée aujourd'hui le Luxembourg.

Barvaux s/o

juin 1888.

Ad. CHARNEUX.

Commissaire-voyer.

(1) Cette ouverture peut jeter un nouveau jour sur l'âge de ce dolmen ; on sait combien le poudingue est dur à la coupe ; de nos jours il faut, pour cette opération, des instruments offrant une trempe toute spéciale. Il est dès lors certain que ce monument est postérieur à l'âge du bronze et qu'il ne faut remonter, dans l'âge du fer (on sait que le bronze a précédé le fer) qu'à une époque où ce dernier offrait déjà un assez grand degré de perfectionnement (Id.).

Je signalai de suite cette découverte à M. le Gouverneur de la province qui, à la date du 2 juillet dernier, me chargea, conjointement avec M. Wilmart, mon collègue de la commission des monuments, d'inspecter le nouveau dolmen.

Voici le rapport que nous avons eu l'honneur d'adresser à M. le Gouverneur à la suite de cette visite :

Arlon, le 11 août 1888.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR DU LUXEMBOURG,

Comme suite à la dépêche que M. le ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics vous a adressée le 26 juin dernier, nous nous sommes rendus hier, 9 août, au nouveau dolmen de Wéris, découvert récemment par M. Charneux, commissaire-voyer à Barvaux.

Nous sommes restés d'accord pour constater que le rapport ci-joint, dressé avec une attention digne d'éloges, par l'auteur de la découverte, donnait une idée exacte de ce monument.

Les travaux de déblai sont déjà suffisants pour qu'on puisse se convaincre du haut intérêt qu'il présente. Il a été en effet jusqu'ici complètement enfoui dans le sol ; il est donc intact, selon toute vraisemblance, pour sa partie essentielle du moins.

Vu son importance archéologique, nous en demandons l'acquisition par l'État, comme une mesure indispensable, de même que l'achat du terrain nécessaire à l'établissement d'une clôture en rapport avec les exigences de la situation, et aussi d'un sentier pour accéder au chemin voisin distant d'environ cent mètres.

Nous croyons utile, M. le Gouverneur, d'attirer votre attention sur l'urgence de cette acquisition, afin d'empêcher des fouilles maladroites et des dégradations ; tarder serait compromettre les résultats de cette trouvaille, dont la province doit être jalouse.

Nous nous mettons, M. le Gouverneur, à votre disposition, en tout ce qui dépendra de nous, afin de mener à bien cette affaire. Nous attendons son succès de votre sollicitude bien connue pour les choses du passé et de votre haute intervention auprès de M. le ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre haute considération.

Les délégués, membres de la commission provinciale des monuments,
WILMART et Émile TANDEL.

Le nouveau dolmen est de proportions légèrement moindres que le premier ; mais il est infiniment plus précieux en raison des conditions dans lesquelles il se trouve.

Tout récemment mis à jour, conservé dans son intégrité, présentant tous les caractères d'une authenticité certaine, il forme, avec son voisin, un des monuments les plus curieux et les plus incontestablement complets de l'époque existant en Belgique.

E. T.

LES FOUILLES A L'ANCIEN DOLMEN DE WÉRIS.

Par suite de la mission qui m'avait été confiée, j'ai fait exécuter de la manière suivante des fouilles à l'ancien Dolmen de Wéris. D'abord nous avons complètement dégagé la pierre qui se trouve enterrée à la partie postérieure du monument ; puis, l'ayant soulevée suivant un angle d'environ 45°, nous avons examiné et sondé le sol jusqu'à une assez grande profondeur.

Dans l'intérieur même du Dolmen, entre les piédroits, nous avons creusé une tranchée longitudinale de 0^m,50 de largeur sur une profondeur de 2^m,00. Pour ne pas compromettre la solidité des pierres, nous n'avons pas osé pousser plus loin nos investigations.

Comme résultat pratique, j'ai reconnu d'une manière indubitable que toutes les parties fouillées ont été remuées précédemment. De sorte que si nos recherches n'ont pas amené au jour les objets que nous nous flattions de rencontrer, rien ne nous dit que le terrain n'a pas été exploré antérieurement. Il est un détail qui mérite toute attention, c'est que toutes les terres que nous avons déplacées portaient des traces évidentes de feu ; elles se présentaient à différentes profondeurs jusqu'à 2^m, par parcelles plus ou moins agglomérées, offrant des surfaces noircies ; j'ai même rencontré des fragments de charbon de bois. J'ai aussi trouvé de petits dépôts de cendres de bois, ainsi que des matières blanchâtres et farineuses qui doivent être des ossements pulvérisés. Toutes ces terres renfermaient des pierres calcareuses polies et usées et, détail plus curieux encore, des pierres quartzesuses de différents volumes, également usées. Or, il faut noter que nulle part à Wéris, ni dans les environs à une grande distance on ne rencontre le quartz. Enfin, à une profondeur de 0^m80, sur un quartz assez gros, j'ai recueilli une mèche de soies de porc, parfaitement conservées.

Ces fouilles, dont le résultat pourrait paraître assez négatif à première vue, n'ont cependant pas été sans utilité ; elles constituent un argument de plus en faveur de l'hypothèse, généralement admise aujourd'hui, que les dolmens étaient des tombeaux.

Barvaux, 13 août 1888.

Le Commissaire-voyer,
CHARNEUX.

RELATIONS

DE LA

PROVINCE DE LUXEMBOURG

AVEC LE

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DES PAYS-BAS AUTRICHIENS 1716-1744,

par J. FELSENHART.

(SUITE.)

CHAPITRE VI.

(1736-1730)

Chênes réservés pour travaux aux fortifications. — Ponts de la porte-neuve reconstruits en pierre (1736). — Représentation au sujet d'une taxe sur les forges d'Orval. — Projet de réforme judiciaire. — Réparation de deux ponts sur l'Alzette. — L'entrepreneur Nicolas Van Overstraeten. — Le haut forestier Louis de Zasse, de la gruerie de Chiny, accusé de malversations. — Thungen, commandant de Luxembourg, remet à l'intendant de Metz le relevé des dégâts commis par les Français dans le Luxembourg. — Dispositions pacifiques de l'empereur. — Un détachement d'artillerie reçoit ordre de partir de Ciney pour l'Allemagne. — Le colonel d'artillerie Fransen inspecte toutes les places fortes des Pays-Bas. — Deux ponts du château sur le point de crouler seront reconstruits en maçonnerie. — Observations demandées relativement au tarif de l'Angleterre et de Hollande et au tarif de 1680. — Travaux d'assainissement dans les casernes. — Le gouvernement presse le conseil de Luxembourg de hâter le procès de Zasse. — Projet du gouvernement d'employer aux travaux des fortifications de Luxembourg le

produit de la vente du sel, du riz et d'autres denrées en réserve. — De Bauffe invité à donner des ordres pour l'achèvement encore en cette année (1736) des travaux aux fortifications. — Plaintes formulées par les habitants des terres franches contre une compagnie d'artillerie. — Les chaufours de Strassen et de Sandweiler reçoivent le bois nécessaire à la cuisson de la chaux. — Encore une fois le procès de Louis de Zasse. — Thungen demande un congé de deux mois, pour aller dans ses terres de Franconie. — Ordre au conseil de Luxembourg de ne plus laisser payer par le procureur général aucuns frais de vacation de commissaire. — Thungen insiste sur son congé. — Il est provisoirement remplacé par le colonel Barela. — Recrues escortées jusqu'à Lintz. — Arnoult chargé de convoquer en assemblée ceux du clergé régulier et séculier. — Suppression de places de canonniers à l'exception de celles de Luxembourg. — Recrues levées dans le Luxembourg pour le service du duc de Lorraine. — Permission donnée par l'empereur au duc de Lorraine de transporter vers Bruxelles en passant par Luxembourg ses meubles, sa venerie etc (1737). — Le comte de Daun et le baron de Rideisel en garnison à Luxembourg se rendant en Hongrie. — Le colonel d'Olisy, major de la place de Luxembourg, succède à Barela. — Le baron de Sotelet, directeur des droits d'entrée et de sortie, arrêté à Vienne. — Sotelet conduit à Malines. — Neipperg à Luxembourg. — Le comte et la comtesse Megrini, sous le coup d'une lettre de cachet, se réfugièrent à Luxembourg. — En cas de demande d'extradition les deux fugitifs seraient livrés à la France. — Le comte de Bournonville, de garnison à Luxembourg, remplace le chevalier de Litta à Mons. — Les gens du village d'Itzig protestent contre les prétentions du parlement de Metz. — Neipperg insiste pour l'achèvement des bastions de Rubempré et de Rumigny. — Koenigsegg-Erps nommé pour assister aux conférences de Lille ayant pour objet les enclaves ou terres mêlées du Luxembourg. — Vues de Koenigsegg sur le Luxembourg. — Traité de 1737. — Le parlement de Metz remet sur le tapis toutes les difficultés au sujet de la terre de Muno. — Mission à cet égard de l'avocat général près la cour de Bouillon. — Neipperg invité à intervenir par la force militaire dans l'affaire de Muno. — Subterfuge du gouvernement pour justifier cette intervention à Muno ; l'arrêt éventuel des officiers de justice du parlement de Metz ou de la cour de Bouillon. — De-

mande par Neipperg de nouveaux fonds pour rendre la place de Luxembourg d'une force égale sur tous les points. — Preuve de la pénurie des finances. — Enlèvement par les Français des employés à la perception du droit d'entrée et de sortie à Muno et à Morthan. — Peu de confiance du gouvernement général dans ses forces. — Il entame des négociations. — Dans une conversation officielle avec Harrach, premier Ministre de Marie-Elisabeth, le Ministre de France de Tonville avait exprimé son mécontentement de l'envoi de troupes à Bertrix et à St-Hubert. — Remise en liberté de l'ingénieur français arrêté à Esch pour avoir tenté de lever le plan de l'Alzette. — Paquet cacheté aux armes de France envoyé à Bruxelles et qui avait été livré à Bertrix par le mayeur de Bouillon résidant alors à Bertrix. — Projet d'envoyer à Cugnon et à Chassepierre une garnison de 300 hommes. — Difficultés en quelque sorte parallèles soulevées par les prétentions de l'évêque de Liège. — Les Liégeois prétendirent avoir des droits sur un grand nombre de terres dans les provinces de Luxembourg, Namur et Hainaut. — Le comte de Belle-Isle écrit de Paris à Neipperg afin de s'entendre à l'amiable soit à Virton soit à Cugnon sur les prétentions du parlement de Metz. — La cour de Bruxelles approuve la conduite de Neipperg. — Décret de la cour de Bouillon relatif au prieuré et à la seigneurie de Muno, dont jouissaient les jésuites du collège établi à Liège (1737). — Olisy commandant provisionnel et le délégué de l'intendant de Metz à Thionville au sujet des habitants de Crauthem, Roeser, Berchem, Bivange, Weiler-la-Tour. — Nouvelle liste concernant la composition des troupes à Luxembourg. — Titres et documents dans les coffres de la justice de Nassogne. — Curieuse requête des habitants de Chiny se plaignant de la disette des grains. — Pratz ancien échevin de la ville d'Arlon. — Projet d'établissement d'une seconde chambre au Conseil provincial de Luxembourg. — Texte du projet ; opposition (1739). — Lettre des députés ordinaires des Etats de Luxembourg. — Elle est précédée d'une dépêche de l'empereur avec le projet définitif. — Interruption dans l'ordre chronologique. — Le colonel d'Olisy chargé de prêter main forte à l'exécution d'un décret contre la noblesse immédiate de l'Empire au quartier du Rhin (1739). — Les mayeurs de St-Hubert et d'Orchimont chargés de veiller à écarter tout empêchement entravant la marche d'un détachement envoyé par l'évêque de Liège à Bouillon.

— Paiement d'imports et de vacations. — Succession de détails administratifs. — Résolution de terminer les difficultés entre les prévôts et les grueries d'Arlon, de Bastogne, de Virton. — Meurtre de Jacques Poncin. — Belle-Isle en écrit à Chanclos, commandant de Luxembourg. — Un procès non terminé après huit ans. — Ambrosy, substitut du procureur général et Pognon d'Arlon se rendent à Virton pour instruire une affaire de contrebandiers sur les instances de Belle-Isle. — Changements dans le commandement de la province et de la ville de Luxembourg.

1736.

Le commandant de Luxembourg fut averti, le 26 janvier, que le gouvernement aurait l'intention de conserver cent des plus beaux chênes parmi les trois mille chêneaux abattus en 1733 par ordre du comte de Neipperg, de vendre le reste ainsi que d'autres matériaux. Les cent chênes en question durent être réservés pour les travaux des fortifications. Le 18 janvier les haut justicier et échevins de la ville de Luxembourg adressèrent une requête à la gouvernante par laquelle ils la supplièrent de reconstruire, mais cette fois-ci en pierres, les ponts en charpente de la porte neuve. Cette pièce fut transmise au général de Bauffe à dessein de l'examiner et de donner son avis (1). Les états de la province de Luxembourg avaient poursuivi avec énergie le paiement d'une taxe sur les forges de l'abbaye d'Orval. Les religieux de ce monastère firent des représentations à ce sujet au gouvernement qui défendit aux états d'en venir à aucune exécution, l'affaire étant tenue en état et surséance jusqu'à examen ultérieur (2). Le 20 février vit un projet de réforme judiciaire. Il avait été défendu aux conseils de justice de prendre connaissance des causes domaniales ou autres concernant les droits du souverain soit en première instance soit en appel. Le gouvernement résolut d'établir une judication en degré d'appel dans la province de Luxembourg et nomma pour en faire partie Eugène-François de la Haye, Toussaint-Laurent Mignon, en qualité d'adjoints de Jean-Augustin Burlens, juge des domaines, droits d'entrée et de sortie. Cette innovation fut noti-

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1093.

(2) Ibid.

fiée, le 20 février 1736, aux membres du Conseil de Luxembourg (1). Le 23 février le gouvernement reconnut la nécessité de réparer les deux ponts qui se trouvèrent sur l'Alzette et qui menacèrent ruine. Les états de Luxembourg furent chargés d'exécuter ces réparations et le général baron de Thungen par dépêche du 23 février 1736 dut tenir la main à l'exécution des ordres du gouvernement. Un incident sans importance prouva les dispositions pacifiques de l'administration. Thungen avait fait mettre en prison, un cavalier français qui avait engagé un paysan des Pays-Bas autrichiens. Il lui fut enjoint de relâcher l'enroleur mais de continuer à détenir celui qui s'était engagé. Par leur *acte de départ*, du 18 décembre 1735, les députés remirent à Marie-Élisabeth, les états des fournitures qu'ils avaient faites aux troupes de l'empereur ainsi qu'un relevé des dégâts et des pillages qu'elles avaient commis dans la province.

Le commissaire en chef Grueber fut requis de faire usage de ces états au profit de la caisse de guerre « en faisant payer par les régiments ce qu'ils ont reçu et pris ». En ce moment, on liquida partout. Les États représentaient qu'ils avaient été obligés de fournir pour le compte de l'entrepreneur « du pain et des fourrages » Nicolas van Overstraeten, une grande quantité de fourrages pour les différents magasins qui furent établis dans la province, ainsi qu'un grand nombre de voitures, sans que jusqu'ici l'entrepreneur les eût remboursés. Celui-ci fut obligé de payer l'import de ces fournitures et de ces voitures sans ultérieur délai (21 mars 1736). Le haut forestier Louis de Zasse avait été accusé d'excès et de malversations par le procureur général de la province de Luxembourg, Jean-Pierre Schmidt, le 19 décembre 1735. Marie-Élisabeth ordonna que de Zasse serait entendu devant le conseil sur les points dont il avait été accusé. Des ordres furent donnés à de Zasse de constituer dans l'intervalle de trois semaines bonne et suffisante caution, de reproduire l'étui des marteaux et d'établir son domicile dans un endroit convenable de la gruerie de Chiny (2). Revenons en au fait qui affecta les relations internationales de cette époque. Les États du duché de Luxembourg et

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1093.

(2) Ibid.

Comté de Chiny, par leur acte de départ (1) du 18 décembre 1735, avaient dressé et remis un relevé des dépréciations et des pillages que les troupes de France firent dans la province. Ces dégâts avaient été évalués à la somme de 43441 florins quatorze sols. La gouvernante le fit remettre, le 5 avril 1736, au baron de Thungen, en lui donnant la mission de demander un dédommagement au gouverneur ou intendant de Metz. Thungen dut, à cet effet, représenter à ce personnage que la gouvernante n'ayant pendant toute la guerre permis qu'on exerçât aucun acte d'hostilité contre les frontières de France, dans toute l'étendue des provinces qui lui avaient été confiées par l'Empereur, il paraissait juste que la France observât de son côté la même règle de conduite d'autant plus que la paix serait prochaine et que les dispositions pacifiques de l'Empereur ne permettraient même plus à celui-ci d'user de représailles (2). On était alors occupé à des négociations pour amener une paix définitive. Cependant le 14 avril Thungen reçut avis que le lieutenant colonel d'artillerie Fransen se rendrait dans toutes les places fortes des Pays-Bas pour y inspecter les arsenaux et les munitions de guerre. Le 16 on lui fit dire qu'un détachement d'artillerie avait eu ordre de partir de Ciney, pays de Liège, pour l'Allemagne par la province de Luxembourg et vers cette ville où il devrait prendre les canons, les chariots et autres attirails qui s'y trouvèrent pour les emmener. Thungen fut naturellement chargé de prendre les mesures nécessaires pour que le détachement pût faire sa route avec la plus grande facilité. Sur les instances de Thungen on se décida à examiner l'affaire de Rodemacher et de ses dépendances. Le 18 avril il fut porté à sa connaissance que les deux ponts du château situés à Luxembourg menaçaient de crouler, que leur restauration était jugée inutile et qu'ils seraient reconstruits en maçonnerie. Trois jours plus tard (21 avril 1736) le prince Eugène de Savoie fut trouvé mort dans son lit. Cet évènement fit sensation dans toute l'Europe. Le gouvernement avait demandé à trois reprises différentes au magistrat de Luxembourg comme aux principaux magistrats de tout le pays de lui présenter des observations sur les passages qui leur paraîtraient préjudiciables aux communes des Pays-Bas dans les

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1093.

(2) Ibid.

tarifs d'Angleterre et de Hollande de même que dans celui de 1680. Ces observations sollicitées le 31 décembre 1735, redemandées le 12 avril 1736 n'étaient pas encore parvenues à leur destination le 18 mai 1736 (1). Ce jour il fut décidé de faire des travaux d'assainissement dans les casernes près des jésuites et plus tard le munitionnaire Théodore Mossum fut remplacé dans ses fonctions par le munitionnaire Schwartz (2).

Le 2 juin le Conseil de Luxembourg fut réprimandé par la gouvernante pour la lenteur qu'il apportait dans l'instruction du procès à charge de Zasse. Il lui fut enjoint d'envoyer sur les lieux, en cas où ce dernier serait malade, le procureur général avec un commissaire aux fins de l'interroger sur les divers chefs de l'accusation qui pesait sur lui (3). Le gouvernement après avoir vendu le sel, le riz et autres denrées de réserve pour la garnison de Luxembourg voulut employer l'argent qui provint de cette vente à la construction d'une des enveloppes de la forteresse de Luxembourg suivant la proposition faite par le général major de Bauffe dans un de ses derniers mémoires. Cet ingénieur fut invité, le 6 juin, à donner des ordres pour que ces travaux fussent encore achevés cette année et Thungen à tenir la main à leur exécution (4). Celui-ci eut également à examiner une requête (19 juin 1736) des habitants des terres franches de Manderscheid, de Schleyden, Cronembourg, Hartelstein, qui avaient eu en quartier d'hiver la compagnie d'artillerie impériale du capitaine de Zessener (5). Ces habitants se plaignirent amèrement de la proportion des charges dont on les avait accablés par une mauvaise répartition. Le 20 juin les Etats furent invités à fournir aux chauffours de Strassen et de Sandweiler le bois nécessaire à la cuisson de la chaux dont disposerait l'ingénieur Tello pour la construction de l'enveloppe dont il s'agit plus haut. Le même jour Thungen reçut ordre de faire distribuer aux gens d'artillerie et aux deux escadrons du régiment de *Styrumb* la poudre dont ils auraient besoin pour les exercices à feu (6). Les dispositions pacifiques reparaissent de plus en plus.

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1093.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

(5) Ibid.

(6) Ibid.

Les Français qui se trouvèrent dans l'Electorat de Trèves firent voiturer différents effets par la province de Luxembourg vers Thionville et Metz. Le gouvernement informé de cette circonstance fit dire à Thungen de laisser passer les munitions de guerre et les bagages militaires, mais que, quant aux autres effets ou aux marchandises les droits devraient être payés comme de coutume. Cet ordre était daté du 21 juin. Le 23 de ce mois on lui écrivit que les motifs qui avaient engagé le gouvernement à faire insérer dans les conditions des entrepreneurs des feux et lumières, l'obligation d'avoir 5000 cordes de bois d'avance, n'existant plus à cause de la paix, il devait les avertir qu'ils étaient dispensés de cette clause et le même jour de Bauffe reçut l'ordre d'examiner et de prendre note de la quantité de bois que les entrepreneurs auraient en magasin à Luxembourg (1). Le 27 juin 1736, le conseil de Luxembourg n'avait pas encore vidé le procès en appel de Philippe-Louis de Zasse, haut forestier de Chiny et qui avait été condamné pour excès par sentence des juges de la gruerie de Chiny à la destitution, à des amendes et aux réparations énoncées en ce jugement (2).

Le conseil fut invité à procéder le plus sommairement possible. Thungen fut prié le 22 août de laisser partir l'ingénieur Michaux qui avait été désigné par de Bauffe pour conduire les ouvrages à exécuter dans la ville de Leau. Le 23 août 1736, Thungen fit part à Marie-Élisabeth des difficultés qui avait surgi dans ses terres de Franconie et des désordres qui y avaient éclaté à cause du passage continuel des troupes pendant la guerre. Comme on se trouvait alors dans une situation pacifique il demanda un congé de deux mois pour aller dans ces terres et y rétablir ses affaires très délabrées dans ce moment. La gouvernante lui fit savoir que quant à présent il n'y avait pas possibilité de déférer à sa demande mais qu'au retour du général comte de Neipperg qui ne pouvait tarder de revenir, la permission lui serait volontiers octroyée. Encore une fois le procès de Chiny. Le 29 août le conseil de Luxembourg n'en avait pas fini. Le gouvernement lui ordonna d'impliquer dans le procès de Zasse les gardes de bois Verner

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1093.

(2) Ibid.

Goffinet et Remy de Roy accusés de malversations par Laval, contrôleur de Chiny. Il ordonna aussi à ce corps de ne plus laisser payer par le procureur général aucun frais de vacation de commissaire, d'huissiers ou autres afin de ne pas dégoûter les fiscaux de leur devoir et de laisser le crime impuni. Cette défense avait été prévue par l'ordonnance du 25 février 1702 et renouvelée à l'occasion d'une représentation de Jean-Pierre Schmidt, procureur général de la province de Luxembourg. Schmidt avait été sommé par le receveur des épices du Conseil provincial de lui payer douze florins d'or d'épices dû au conseil, prétendait-il, de l'action intentée par le procureur à charge de François Herman, garde à cheval, des droits d'entrée et de sortie à Florenville pour avoir excédé le dispositif d'un ordre concernant la chasse et la pêche. Le conseil jugeant qu'il n'était pas raisonnable que le procureur général fût chargé des frais d'actions duement intentées sur l'ordre du conseil ordonna à celui-ci de donner à son receveur des exploits une assignation de douze florins d'or au profit du procureur général. Thungen avait insisté sur son congé. Il avait écrit à ce sujet le 30 juillet au comte de Harrach, grand maître et premier ministre de Marie-Élisabeth. La permission fut donc accordée à la condition de revenir dès que le service de sa Majesté reclamerait sa présence. Il fut provisoirement remplacé par le colonel Barela qui commandait le régiment d'infanterie de Los Rios (1). Ce nouveau commandant fut averti, le 19 septembre, que le gouvernement avait résolu de livrer par *direction* le chauffage, destiné à l'état major et aux garnisons des villes de Luxembourg, d'Arlon et de la Roche et que la direction était confiée aux soins de Jean-François Gerber. Le 15 octobre il dut laisser partir un détachement demandé par le général major Lersner pour escorter des recrues jusqu'à Lintz.

Il fut aussi invité à prêter assistance à Gerber, chargé en vue de pressants besoins de faire l'envoi à charge des terres franches pour l'année 1737. Ces besoins se faisaient régulièrement sentir toutes les années. Le 10 novembre le baron d'Arnoult de Meysembourg eut mission de convoquer en assemblée tous ceux du clergé régulier et séculier dont les biens ecclésiastiques étaient

(1) Papiers d'Etat et de l'Audience, liasse n° 1093.

situés soit en entier soit en partie dans le duché de Luxembourg et comté de Chiny. Le 20 novembre une dépêche fut expédiée à Barela pour lui commander de mettre à la disposition du général Lersner deux autres détachements pour l'aider dans la levée des recrues ou pour servir d'escorte. Les hommes détachés durent marcher successivement à Cologne et à Francfort. Le 5 décembre le procès de Zasse pendant au conseil de Luxembourg n'avait pas encore de solution. Le procureur général fut pressé de faire les devoirs ordonnés par le conseil. Le gouvernement avait constamment les yeux sur sa place forte de Luxembourg. Le 20 décembre il adressa au général de Bauffe, gouverneur de la ville de Lierre, au baron de Stopel, commandant à Mons, au baron d'Eben, gouverneur de Damme, un ordre de jour leur disant que les places de canonniers attachés à la compagnie de Pelegrino et de Vander Straeten devaient être généralement supprimées à mesure qu'elles viendraient à vaquer, à l'exception de celles de Luxembourg (1).

1737.

Les débuts de cette année sont réellement modestes. Les faits finiront cependant par s'accroître.

Le 5 janvier le procureur général eut avis de faire remettre l'inventaire de l'arsenal et les autres papiers en possession de Mossum, et de les transmettre à Schwartz. A cet égard il dut s'entendre avec le commandant provisionnel d'Olisy sur les mesures à prendre pour atteindre ce but. Mossum en quittant ses fonctions avait emporté les papiers dont il s'agit et les avait laissés à ses héritiers chez qui en dut on opérer la sortie. Le 23 janvier Barela qui portait alors le titre « de commandant par intérim de la ville et de la province de Luxembourg » fut appelé à sévir contre les soldats qui se servaient de termes injurieux à l'adresse de ceux qui avaient été employés à la direction du bois de chauffage pour la garnison. Les chefs des troupes présentes à Luxembourg furent chargés d'imposer silence à leurs soldats. Ce sont de petits faits d'ordre intérieur qui mettent cependant à nu les plaies de ce temps. Nous retournons à son côté politique plus

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1093.

sérieux. La duchesse régente de Lorraine fit demander la permission pour le comte de Junrecourt de lever des recrues dans le duché de Luxembourg. Ces jeunes gens étaient destinés au régiment des gardes du duc de Lorraine. Marie-Elisabeth fit écrire de Bruxelles, le 11 février, à Barela, que cette permission ayant été accordée, elle lui ordonnait de laisser passer librement toutes les recrues qu'on lèverait et qu'on engagerait dans le duché pour le service du duc. Le 5 mars Barela reçut un autre ordre concernant la Lorraine. A l'évacuation de ce pays, l'empereur avait permis au duc de transporter vers Bruxelles, en passant par la ville et la province de Luxembourg, ses gardes du corps, sa venerie, son académie, ses meubles et ses équipages avec une partie de sa cour. Le commandant de Luxembourg fut obligé de se conformer à cette injonction. Stanislas Leczinski, avait établi sa résidence dans la Lorraine au commencement de cette année. Il arriva le 3 avril à Lunéville. En ce moment tout respira les douceurs de la paix. Barela avait écrit à Bruxelles (1) le 28 février que les Français, dans ce moment, laissèrent sortir de la Lorraine et passer à Luxembourg de l'orge et des grains. En réponse à cette information le Conseil des finances fut chargé d'ordonner au conseiller directeur, baron de Sotelet, d'user de réciprocité et d'enjoindre aux officiers des droits d'entrée et de sortie de laisser sortir vers la France, les denrées de la province de Luxembourg (5 mars 1737). Le 27 de ce mois Barela fut informé de la nomination par le conseil de guerre aulique du comte de Daun et du baron de Rideisel, en garnison à Luxembourg, au grade de généraux de bataille et invité, en conséquence, à les laisser partir de cette ville pour se rendre à l'armée en Hongrie où ils durent commander en leur nouvelle qualité. Le commandant dut prendre du mesure en vertu d'une dépêche du 11 avril 1737, pour la construction des deux ponts en maçonneries entrepris à la demande des haut juticier et échevins de la ville de Luxembourg, et qui durent mettre en communication la ville haute et la ville basse conformément au plan tracé par de Bauffe (2). L'ingénieur Tello conjointement avec une personne à désigner par le magistrat fut mis à la tête de ces travaux.

(1) Papiers d'Etat et de l'Audience, liasse n° 1094.

N. Gramlich fut envoyé à Luxembourg pour travailler comme sous-ingénieur sous les ordres de l'ingénieur *Nothumb*. Le maréchal Zumjungen chargea Bauffe de l'examiner et celui-ci trouva que l'officier Gramlich avait *de la théorie* et même de la *pratique*.

Barela ne fut plus longtemps commandant à Luxembourg. D'après un ordre transmis de Bruxelles le 17 avril 1737, il partit pour Gand avec un bataillon, deux compagnies de grenadiers et l'état-major du régiment de Los Rios dont deux autres bataillons se rendirent à Anvers. On lui ordonna de remettre le commandement provisionnel, à son départ, au colonel d'Olisy, major de la place de Luxembourg jusqu'à nouvel ordre ou jusqu'à l'arrivée du général comte de Neipperg. Mais informé que le comte de Rumignies, actuellement à Luxembourg, serait plus ancien colonel que d'Olisy, Barela dut le remettre à Rumignies, conformément à une dépêche du 28 avril. Dans tous les cas, le nouvel intérim ne dura pas bien longtemps ; car, le 11 mai 1737, on rencontre déjà une dépêche expédiée au général, comte de Neipperg, commandant de Luxembourg. Le général fut informé par cette missive que par ordre de l'empereur le baron de Sotelet, directeur des droits d'entrée et de sortie aux Pays-Bas avait été arrêté à Vienne le 20 avril pour être conduit, sous bonne escorte, de cette ville à Luxembourg et de cette dernière à Bruxelles, par la route la plus directe et également sous une escorte de cavalerie ou d'infanterie (1). Neipperg dut prendre des dispositions pour que le prisonnier ne passât pas sur le territoire de Liège et, du reste, il eut à s'entendre sur tous les points avec le duc d'Aremberg en ce moment en route pour Luxembourg et où il dut arriver presque en même temps que la dépêche adressée au commandant de cette ville. L'escorte qui conduisit le prisonnier de Vienne à Luxembourg consistait en un lieutenant, un caporal et cinq soldats. Il ne lui fut pas permis de rester plus de trois jours dans cette ville (dépêche du 22 mai 1737). Le 1^{er} juin, l'officier à la tête du détachement du régiment des dragons de Sturum venant de Luxembourg, reçut ordre de prendre à son arrivée près de Bruxelles, le chemin qui conduit vers la porte de Hal où il aurait à livrer Sotelet entre les mains d'un lieutenant avec vingt cinq dragons

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1094.

du régiment du prince de Ligne, chargé du soin de le conduire en toute sûreté à Malines.

Ensuite Neipperg et de Bauffe, par dépêche du 3 juin, eurent mission d'employer l'argent de la vente des provisions de bouche consigné entre les mains de Henron à l'achèvement des travaux de fortification et d'un autre côté Neipperg, dont le zèle à décider les Etats à accorder un subside extraordinaire, a été l'objet des plus grands éloges, fut chaleureusement exhorté dans une lettre du 1^{er} juillet à redoubler ses soins pour que ce subside fût considérable et proportionné au besoin des troupes qui était extrême. Comme les commandants et gouverneurs des autres places fortes Neipperg dut fournir une liste des postes qu'il faisait garder et des soldats employés à ce service (13 juillet). Il avait transmis à Bruxelles, le 1^{er} juillet, la nouvelle de l'arrivée à Luxembourg du comte et de la comtesse Megrini. Par lettre de cachet il leur avait été enjoint de sortir de Paris dans trois jours et d'aller à cinquante lieues plus loin attendre des ordres ultérieurs. La comtesse Megrini, contrairement aux placards, avait permis des jeux défendus dans son hôtel et dans ses maisons de campagne. Craignant d'être enfermée dans un couvent elle s'était retirée à Luxembourg avec son époux dans l'espoir d'échapper à ces rigueurs. Les fugitifs désirant y faire un séjour de trois ou quatre mois, Neipperg ne voulut pas négliger d'informer la gouvernante de ces circonstances. Celle-ci, à la date du 15 juillet 1737, lui répondit qu'en présence de la bonne harmonie et de l'entente parfaite qui existaient en ce moment entre le roi de France et l'empereur à tel point qu'on se renvoyait les personnes réclamées de part et d'autre, il fallait faire connaître aux deux fugitifs que si la France demandait leur extradition il serait difficile de ne pas déférer à son désir. Le 22 juillet le gouvernement décida d'envoyer à Mons, pour remplacer dans cette ville le colonel chevalier de Litta, le comte de Bournoville colonel à Luxembourg du régiment des dragons de Styrum. Le plus ancien capitaine, nommé Lenz, fut chargé de commander les deux escadrons qui restèrent dans cette ville. Nous donnons ces mutations qui ne sont pas inutiles pour l'histoire militaire du pays. Le 17 août Neipperg avait adressé une remontrance au gouvernement basée sur des observations présentées dans une requête par les gens de « ser-

vile condition » du village d'Itzich. Ceux-ci se plainquirent dans le document du Parlement de Metz qui prétendit les assujettir à leur juridiction. La gouvernante répondit à la date du 21 août qu'il avait remis cette requête au conseil privé lequel n'avait pas encore fait parvenir sa consulte.

Le 28 septembre le général avait également fait connaître à Marie-Élisabeth qu'il importait infiniment à une place forte située aux frontières et de l'importance de Luxembourg que les travaux des mines et des galeries des bastions de Rubemprez et de Rumigny fussent achevés. Il n'avait été assigné à ces constructions que 946 florins. Le général demanda de rechef qu'il fut encore accordé deux mille et huit cents florins montant du *boni* qui serait dans la caisse du receveur général Henron. La gouvernante répondit avec bienveillance qu'elle avait déjà ordonné au conseil des finances d'assigner *ce boni* aux travaux que nous venons de mentionner (1). Le 9 septembre, il fut porté à la poste de Bruxelles pour le général comte de Neipperg, une note dans laquelle il était dit que l'empereur avait nommé le comte de Koenigsegg-Erps pour assister aux conférences projetées et dont les séances devaient avoir lieu à Nancy. Dans une lettre du comte à Marie-Élisabeth, en date de Vienne le 26 août, il dit que d'après ses instructions ces conférences auraient eu principalement pour objet les enclaves ou terres mêlées des duchés de Luxembourg et de Lorraine et que quant au règlement des limites et des endroits dont la juridiction serait disputée on s'en rapporterait aux conférences de Lille. Koenigsegg ne put prévoir, au moment d'écrire, si les cartes que les princes intéressés avaient fait lever auraient eu besoin d'être rectifiées, mais il exprima le désir qu'on entendit le comte de Neipperg sur le point de savoir quels endroits de la Lorraine enclavés dans le Luxembourg ou possédés par indivis seraient propres non seulement à assurer les frontières de Luxembourg du côté de la Moselle, mais aussi à tenir libre la communication de ce pays avec l'Électorat, la ville de Trèves et l'Empire. Au surplus, il désirait également d'être renseigné sur les échanges à faire et de façon que ni le roi de France, ni l'Empereur n'eussent à courir de préjudice. Pour atteindre ce but

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1094.

il lui paraissait indispensable d'avoir sous les yeux des cartes retraçant exactement les limites du Luxembourg et de la Lorraine, avec annotation distincte des enclaves, terres mêlées et indivises situées des deux côtés de la Moselle. Il fit remarquer qu'à l'un des bords de ce cours d'eau, il y avait un endroit nommé Nittel qu'il faudrait obtenir pour le duché de Luxembourg. Quelques maisons de cette localité appartenrent au duché, d'autres à la Lorraine et quelques-unes à l'Électorat. Il voulut que le secret fût gardé sur le désir qu'on avait de posséder Nittel, afin de ne pas éveiller la convoitise de la France. Marie-Élisabeth donna ordre à Neipperg de s'entendre (1) avec le substitut procureur général de Luxembourg au sujet des éclaircissements demandés. Dès le 24 juillet 1737, elle avait donné ordre de dresser la carte générale des lieux contestés entre l'Empereur et le roi de France tant de la province de Luxembourg que des autres provinces des Pays-Bas autrichiens.

Elle lui promit un exemplaire dès que ce travail serait terminé. Le 16 septembre la gouvernante envoya une nouvelle dépêche au comte de Neipperg. Cette missive s'étendit sur le même sujet et donna lieu à des recommandations identiques. Nous touchons de près au traité conclu le 18 novembre 1737 entre la France et l'Autriche. Les puissances maritimes n'y participèrent pas. Il n'est du reste qu'une sorte de confirmation des préliminaires de Vienne. L'objet prédominant est la garantie mutuelle de la possession de la Toscane et de la Lorraine. Le Parlement de Metz n'eut cependant pas la patience d'attendre. Le 5 septembre 1737, il rendit un arrêt qui remit sur le tapis toutes les difficultés que la terre de Muno (Munau) avait déjà fait naître. Le baron de Schmerling, résident de l'Empereur à Paris fit des représentations à cet égard. Entretemps le substitut du procureur général de Luxembourg dut écrire (21 septembre) à l'avocat général du Parlement de Metz et au procureur général de la cour de Bouillon pour empêcher que cet arrêt fût mis à exécution. On avait jadis proposé des conférences pour régler cette affaire et l'ancien procureur général actuellement décédé, avait fait des poursuites pour maintenir les droits et la possession du conseil de Luxembourg sur la terre en litige entre le Parlement de Metz et la cour de Bouillon.

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1094.

Au moment où le premier souleva de nouveau cette question, la cour de France penchait pour un arrangement à l'amiable. En attendant l'avocat général près la cour de Bouillon fut prié de demander à ceux du Parlement de Metz de tenir en surséance les effets de leur arrêt qui défendait aux habitants de Muno de déférer aux ordonnances du conseil de Luxembourg et permettait à ceux qui représentaient les Signorel de passer outre à l'exécution de l'arrêt que la cour de Bouillon avait rendu en leur faveur, ou bien de faire valoir cet arrêt sur les biens que les jésuites de Liège avaient dans le ressort du Parlement de Metz. Pour terminer au plus vite cette contestation, l'avocat général du Parlement de Metz fut invoqué à son tour par le substitut du procureur général de Luxembourg, afin de faire à cet égard les devoirs nécessaires envers Messieurs de la cour de Bouillon. A Bruxelles on s'attendait de jour en jour à la nouvelle que la cour de France donnerait des ordres favorables au maintien des droits de l'Empereur (1).

On fit aussi intervenir le comte de Neipperg pour appuyer ces droits par la force militaire. Il lui fut ordonné, le même jour, c'est-à-dire le 21 septembre 1737, d'envoyer à Muno un détachement de dragons pour s'opposer à tout commencement d'exécution de la part des officiers de justice du Parlement de Metz ou de la cour de Bouillon. Le cas échéant ces agents devaient être arrêtés et conduits à Luxembourg. Le chef du détachement avait pour instruction d'agir de façon à ne pas laisser découvrir les intentions du gouvernement et de justifier sa présence au village en prenant pour prétexte les menaces faites par quelques habitants de Muno de s'opposer par des voies de fait à la perception des droits d'entrée et de sortie. C'était un véritable subterfuge. Neipperg était à peine revenu à son ancien poste qu'il écrivit le 19 septembre à la gouvernante pour demander de nouveaux fonds destinés à rendre la place de Luxembourg sur tous ses points d'une force égale. Son dessein était de commencer d'abord les travaux de la redoute Lambert. La gouvernante lui répondit, le 22 septembre, que des fonds seraient consacrés aux travaux que le général avait indiqués (2) dès que Henron aurait rendu ses comptes

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1094.

(2) Ibid.

et constaté une excrescence ou *boni*, tant les finances laissaient à désirer. A la date du 26 septembre, Neipperg fit parvenir à la gouvernante la nouvelle de l'enlèvement par un détachement de troupes françaises des officiers employés à la perception des droits d'entrée et de sortie à Muno et à Morte-han. Les Français usèrent aussi de violences sur le détachement qui avait été expédié à Bertrix. Sur la proposition de Neipperg, la gouvernante approuva les précautions militaires prises pour repousser cette injuste agression, mais elle lui fit savoir qu'elle avait entamé la voie des négociations. Le gouvernement n'avait pas, comme on voit, une confiance illimitée dans sa force. Cette observation est corroborée par ce fait. Les habitants d'Esch sur l'Alzette appréhendèrent un ingénieur français et les gens qui l'accompagnaient occupés à lever un plan. Ceux-ci furent conduits à Luxembourg et les instruments dont ils se servirent dans leurs opérations furent saisis ; Neipperg les relacha.

La gouvernante ne fit aucune objection sur le procédé dans les conjonctures actuelles (8 octobre 1737) (1). Au reste, le 9 octobre elle fit rédiger une dépêche au même commandant pour lui dire que le ministre de France de Jouville, accrédité auprès de sa personne, sur ordre de la cour de France, avait exprimé son mécontentement de l'envoi de troupes à Bertrix, dans une conversation officielle avec Frédéric de Harrach, son premier ministre. La France avait vu de mauvais œil la présence sur la terre de Bouillon du détachement envoyé à Bertrix et à St-Hubert d'un autre détachement. Harrach dans l'espèce de justification qu'il fit parvenir à Schmerling pour être communiquée à la cour de France feignit de démontrer que l'apparition du détachement de Bertrix sur les terres de Bouillon n'avait été qu'une illusion et que le bruit d'après lequel un autre détachement avait été envoyé à St-Hubert n'avait pas de fondement. Il se rapportait pour finir à la prudence de Neipperg qui avait donné une preuve de sa clairvoyance et de sa modération en remettant en liberté l'ingénieur qui avait tenté de tracer le plan de l'Alzette tant convoité à Metz (2). Cette longanimité intéressée n'arrêta pas le génie de la France,

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1094.

(2) Ibid.

occupé en ce moment, paraît-il du moins, à trouver des prétextes de rupture. Le 14 octobre Neipperg expédia un paquet à Bruxelles, cacheté aux armes de France. Il était adressé aux maire et gens de justice de Bertrix. Le commandant du détachement en cette localité l'avait reçu du mayer de Bouillon, alors de résidence à Bertrix et qui lui avait ordonné de le publier dans la commune de Bertrix. Neipperg dut recommander au capitaine de ne pas abandonner son poste à moins d'être contraint par la force (1) afin qu'il fut constaté que la France eut recours à la violence en temps de paix. Le grand maître de la cour de Marie-Elisabeth fit des observations sur cet incident, au ministre de France de Jonville, sous des déguisements et des ambages qui, en pareil cas, dénotent la faiblesse du gouvernement. Neipperg avait également dénoncé à la gouvernante l'intention des Français d'envoyer à Cugnon et à Chassepierre 250 ou 300 hommes pour y tenir garnison. Elle lui demanda sur ce point d'autres informations, surprise, probablement, de la politique du cardinal de Fleury, qui avait la prétention de vivre pacifiquement avec ses voisins. Il est curieux de constater que parallèlement à ces difficultés soulevées par la France marchaient des différends que faisait naître l'évêque et prince de Liège. Celui-ci avait des prétentions sur un grand nombre de localités dans le Luxembourg, la province de Namur et dans le Hainaut. Dans cette première province il se flattait d'avoir des droits sur la terre de St-Hubert et ses dépendances, sur Nassogne avec son territoire, Mirwart et ses dépendances. Le magistrat de Luxembourg reçut ordre le 29 octobre 1737 de fournir au gouvernement les éclaircissements qu'il serait en état de donner sur ces prétentions et de lui envoyer également les titres et les documents de nature non seulement à démontrer les droits de l'Empereur mais aussi sur d'autres terres encore convoitées par les Liégeois. En effet ils étendirent leurs vues sur Fontaine-l'Évêque, la Rochette, Lavoir, Agimont et ses dépendances, la Ville-basse de Charleroi, Hermaal et Argenteau, Furneaux, Jumet entre Sambre et Meuse, Lummen, la navigation de la Sambre près de Malonne, Falais, Ambly. Les magistrats de ces diverses localités furent également invités à fournir des renseignements.

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1094.

Les négociations dont avait parlé le gouvernement aboutirent sans doute à un bon résultat, car, le 9 novembre 1737, Neipperg avait déjà retiré, sur un ordre de Bruxelles, le détachement qu'il avait mis à Bertrix et assuré le receveur des droits de cet endroit qu'il n'avait rien à craindre du côté de la France (1). Le 30 octobre le comte de Belle-Isle écrivit à Neipperg, de Paris, où il passait l'hiver, pour lui dire qu'il désirerait que l'affaire concernant les frais et dommages fût réglée à l'amiable soit à Virton soit à Carignan. Il rappela que les habitants des seigneuries de Munro, Cugnon et Chassepierre qui auraient été sous la protection du roi de France réclamèrent la justice contre les entreprises des commis nouvellement et indûment établis sur le chemin vulgairement appelé le chemin neuf et que l'arrêt du Parlement de Metz défendit à ces habitants de reconnaître ces commis et décréta de prise de corps quatre de ces commis qui furent conduits dans les prisons de Metz. Ces procédures juridiques, prétendit Belle-Isle, n'altèrent en rien l'étroite union entre le roi et l'Empereur. Il promit de relâcher les commis le plus tôt possible sans attendre les délais des formalités judiciaires. Toutefois il serait juste, disait-il, que les particuliers fussent indemnisés et voilà pourquoi il proposa les conférences ou de Virton ou de Carignan. Neipperg lui répondit qu'il attendait des ordres de la cour de Bruxelles avant de pouvoir lui donner une réponse positive. La gouvernante dans sa lettre du 15 novembre approuva la manière correcte du gouverneur provisionnel de Luxembourg et l'informa en même temps que le ministre de l'Empereur à la cour de France Schmerling avait été saisi de toute l'affaire (2). Dans une lettre écrite le 16 novembre Neipperg transmet à la gouvernante copie d'un décret de la cour de Bouillon sur requête du procureur général de ce duché. Il concernait le prieuré et la seigneurie de Munro, dont jouissaient les pères jésuites du collège établi à Liège (3). Ce décret qui avait été remis à Neipperg par le père recteur des jésuites de Luxembourg et qui avait été communiqué également à Schmerling, ministre de l'Empereur, à Paris, était de cette teneur :

(1) V. sa lettre de Luxembourg, 9 novembre 1737 à Marie-Elisabeth.

(2) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1094.

(3) Ibid.

Extrait des liasses du greffe de la cour souveraine de Bouillon.

« Vu par la cour de la requête à elle présentée par le procureur général de Son Altesse Sérénissime contenant, qu'outre les différentes entreprises que les pères jésuites du collège établi à Liège qui jouissent du prieuré et de la seigneurie de Munau, ont fait pour se soustraire à la juridiction du duché de Bouillon, ils ont aussi mis en œuvre toute sorte de moyens pour secouer le joug de la mouvance de ce duché afin que, sans doute, rien n'altère la fastueuse indépendance qu'ils ont tenté de s'arroger ; que, quoique tous les prieurs réguliers de l'abbaye de St-Vanne de Verdun et ceux qui leur ont succédé dans le prieuré de Munau aient toujours, sans aucune difficulté, rendu leur foi et hommage au duc de Bouillon en sa cour et, que les jésuites de Liège, devenus possesseurs de ce prieuré par l'union qui en a été faite à leur collège aient aussi satisfait à ce devoir, cependant, les sommations qui leur ont été faites depuis, en différents temps, et récemment en 1721, de continuer la même prestation, n'ont pu avoir l'effet de les y contraindre, que l'attention particulière que la cour a apportée depuis peu pour arrêter le cours des entreprises multipliées de ces pères contre les droits de S. A. S. donnent lieu d'espérer que son zèle ne se ralentira pas dans cette occasion qui n'est pas moins importante et qu'elle facilitera au remontrant les moyens de faire cesser un refus aussi injuste qu'il pourrait devenir d'une conséquence dangereuse si l'on le laissait continuer, si on souffrait plus longtemps l'impunité. A ces causes concluaient à ce qu'il plût à la cour ordonner que lesdits pères jésuites soient tenus de faire leur reprise et rendre en la cour foi et hommage qu'ils doivent à S. A. S. comme duc souverain de Bouillon pour ledit prieuré, terre et seigneurie de Munau, ses appartenances et dépendances et ce dans 40 jours et 40 jours après donnent leurs aveux et dénombremens, payer les droits dus à S. A. S. et satisfaire à tous les devoirs féodaux conformément à la coutume et, à cet effet, qu'ils donneront homme vivant et mourant si non et à faute de ce faire dans les dits premiers jours et iceux passés, qu'il sera permis au remontrant en vertu de l'arrêt qui interviendra sur ladite requête et sans qu'il en soit besoin d'autres, de faire procéder à la saisie féodale et commise de la dite seigneurie : ladite requête signée : Tibaut. Ouï le rapport tout considéré :

La cour a ordonné et ordonne que lesdits pères jésuites seront tenus de faire leur reprise et rendre en icelle leur foi et hommage qu'ils doivent à S. A. S. comme au souverain de Bouillon pour les dits prieuré, terre et seigneurie de Munau, ses appartenances et dépendances et ce dans 40 jours et 40 jours après donner leurs aveux et dénombremens, payer les droits dus à sa dite Altesse Sérénissime et satisfaire à tous les devoirs féodaux conformément à la coutume et, à cette effet, qu'ils donneront homme vivant et mourant si non et à faute de ce faire dans lesdits premiers 40 jours et iceux passés a permis et permet au remontrant en vertu du présent arrêt et sans qu'il en soit besoin d'autre, de faire procéder à la saisie féodale et commise de la dite seigneurie. Donné à Bouillon en la cour souveraine le 5 novembre 1737. Par la cour : Collationné, signé, Spontin avec parafe. Scellé à Bouillon, le 5 novembre 1737. Signé, P. Tibaut avec paraphe. Signifié le 5 dito (1).

Neipperg n'intervint pas autrement dans cet acte qui semblait être un des précurseurs de la grande mesure politique qui frappa l'ordre plus tard. Le 3 décembre 1737, Marie Elisabeth lui adressa une lettre dans laquelle elle lui apprit que l'Empereur l'avait désigné pour commander dans le banat de Temeswar et lui recommanda de partir immédiatement pour Vienne et de se rendre de cette ville à son nouveau poste. Elle lui dit de laisser le commandement de Luxembourg au plus ancien officier de la garnison et de prendre la route de Bruxelles où elle aurait à se concerter avec lui sur différentes choses. Nous ignorons ce qui s'est passé dans cet entretien, mais le départ de Neipperg fut le point initial d'une série de désastres qui mirent l'empereur aux bords de l'abîme. Les négociations que nous avons déroulées dans ce chapitre au sujet de certaines dépendances du Luxembourg et de la Lorraine présentèrent un intérêt trop général pour ne pas nous rappeler qu'en 1736, le prince héréditaire de Prusse devenu plus tard Frédéric le Grand, examinant l'état politique de l'Europe, écrivit ces remarquables paroles : « L'Alsace et la Lorraine ont été jadis les Thermopyles et le boulevard de l'Allemagne (2). »

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1094, en copie.

(2) V. Frédéric II, roi de Prusse et la Nation allemande par Dr Onno Klopp, traduction de M^r E. de Borchgrave, t. 1^{er}, p. 117, 1866.

Le commandant provisionnel de Luxembourg Olisy, écrivit le 2 janvier 1738, au comte de Harrach, premier ministre de la gouvernante et grand maître de sa cour, que le munitionnaire Mossum aurait laissé à ses héritiers un inventaire de tout ce qui se trouvait dans l'arsenal de Luxembourg. Le procureur général fut chargé de se transporter dans la maison de ces derniers et de saisir tous les papiers concernant l'arsenal. Olisy dut s'entendre avec le procureur général sur la meilleure exécution de cette affaire. Le 9 janvier le colonel commandant de Luxembourg fut autorisé à recevoir le serment de J. B. Schartz, désigné pour succéder à Théodore Mossum. Le 18 celui-ci reçut ordre de laisser suivre hors de l'arsenal cent pièces d'armes pour le régiment du prince de Ligne (1). » Le 21 mars il y eut un petit changement : l'ingénieur Delaing fut rappelé de Luxembourg à Bruxelles et remplacé par l'ingénieur Serwets qui était en fonctions à Termonde. Le colonel d'Olisy commandant par intérim à Luxembourg fut informé de cette décision et presque en même temps, le 1^{er} avril, de l'intention du gouvernement de faire passer la revue à la garnison de cette ville.

Le 29 avril ce même commandant eut une question bien grave à décider. Les députés ordinaires des Etats (2) se plaignirent que l'intendant du roi de France à Metz où son délégué résidant à Thionville eut fait la répartition du dixième denier entre les habitants du village de Crauthem dont cinq seulement auraient été dépendants de la terre de Rodemacher détenue par la France. Un habitant de Lunster (Linster) avait été également cotisé quoique cette terre appartint notoirement au duché et dut payer dix-huit livres pour frais d'exécution. Le délégué de Thionville ne s'en tint par là. Il eut la prétention d'imposer de même les habitants de Roeser, Berchem, Buvange, Weiler-la-Tour, dont quelques terres étaient situées sur le ban de Crauthem. Ces nouveautés étaient préjudiciables d'après des députés aux droits et hauteurs de l'Empereur. Ils réclamèrent l'intervention du gouvernement. Celui-ci chargea le commandant de Luxembourg de faire obser-

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1095.

(2) De Heyden et W. Knepper, liasse n° 1095.

ver à l'intendant de Metz, « qu'aucun des sujets de France possédant des biens en ladite province (de Luxembourg) n'était cotisé ès aides et subsides dus à S. M. ni compris dans aucune taxe soit ordinaire, soit extraordinaire avec les sujets de la dite province et par droit de réciprocité iceux n'avaient jamais été cotisés ou compris dans aucune taxe avec les sujets de la France pour les biens situés sous leur ressort et juridiction, quand même ils jouissent dans quelques endroits des droits indivis d'une seule communauté. » Le commandant ne devait entrer dans aucune discussion qui aurait pu avoir pour objet la souveraineté de l'Empereur de peur que la France ne s'en prévalût pour avoir matière à contestation.

Dans une autre dépêche qui date du 27 mai 1738 adressée « à l'officier commandant à Luxembourg en l'absence du comte de Neipperg, on remarque des changements notables survenus, à cette époque, dans la composition des troupes à Luxembourg.

Nous la transcrivons pour ce motif : »

« Marie-Élisabeth etc.

« Cher et bien amé. Convenant au service de S. M. I. et C. mon très-cher frère et seigneur que les troupes soient exercées au feu, nous vous faisons cette pour vous ordonner au nom de ladite Majesté de faire livrer à cet effet hors les magasins de Luxembourg deux barils de poudre aux deux bataillons et deux compagnies de grenadiers du régiment d'Arenberg, trois barils aux trois bataillons et deux compagnies de celui de Lindesheimb, deux barils aux deux bataillons et deux compagnies de grenadiers de celui de Lique (Claude) et un demi baril aux deux escadrons du régiment dragons de Styrumb qui sont de garnison à Luxembourg. A tant etc. Déjà le 31 mai la dépêche suivante fut adressée à l'ingénieur Delaing : »

« Marie-Élisabeth etc.

Nous vous faisons cette pour vous ordonner au nom de l'Empereur et Roy, mon très-cher frère seigneur de faire travailler à la *nouvelle enveloppe* de Vauban avec ses deux lunettes et de faire en sorte que cet ouvrage soit achevé pendant cet été. « De son côté Olisy fut invité, en même temps, à faire travailler » les sol-

dates aux ouvrages de fortification sur le dernier pied qui est réglé pour leur paiement lorsqu'ils travaillent aux fortifications.

En dehors des préoccupations militaires il n'y a pas de faits saillants à recueillir si ce n'est que le 29 juillet « le mayeur, gens de justice du bourg et seigneurie de Nassogne, » reçurent ordre de communiquer au mayeur de Marche, Malemprez, les papiers, titres et documents qui se trouvèrent dans le coffre de la justice de Nassogne et de lui en délivrer des copies authentiques (1). Le 12 août Olisy eut à délivrer quatre barils de poudre au corps d'artillerie de Luxembourg pour ses exercices à feu. Le 17 septembre la gouvernante fit parvenir aux Etats de Luxembourg ou à leurs députés une requête des habitants de Chiny, se plaignant de la disette de grains causée par la distillerie d'eaux de vie. Cette pièce étant très importante pour l'histoire de l'industrie agricole de l'époque nous la donnons en entier : »

A Son Altesse Sérénissime (2).

Remontrent en toute humilité les habitants de la prévôté de Chiny et circonvoisins que l'extrême pauvreté et misère dans laquelle ils languissent faute de ne plus trouver de grains nécessaires à la vie à cause que la grande consommation qui s'en fait par la fabrique et distillation des eaux de vie les met dans la nécessité de porter leurs plaintes jusqu'au pied du trône de V. A. S. afin qu'elle daigne suivant sa bonté et son équité ordinaire secourir ses fidèles sujets et apporter à leurs maux des remèdes prompts et efficaces.

« Les pauvres suppliants avaient cru que le dernier placard émané pour permission de distiller des eaux de vie de grain dans la province de Luxembourg ne devrait avoir lieu suivant le dispositif, que pour les grains de l'avant dernière récolte que l'on disait *être gâtés et germés* et, qu'après leur consommation les précédentes défenses reprendraient cours ; mais, ils voient avec une vive douleur que le mal empire puisqu'il s'est fait un si grand abus de cette nouvelle permission que, non seulement on n'a pas brûlé de mauvais grain, mais même on a recherché les meilleurs jusque chez l'étranger pour ce pernicieux usage.

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1095.

(2) Ibid.

« Cette facilité de brûler indifféremment toutes sortes de grains a fait tellement *multiplier les alembics* que les sujets de France viennent hautement s'établir dans la plupart des endroits limitrophes de cette province avec leurs alembics et continuent avec les sujets de V. A. S. d'enlever et de brûler déjà les grains de la présente récolte qui n'ont jamais été meilleurs et consomment par cette manœuvre, Princesse Sérénissime, la vraie substance de vos peuples.

« Le torrent de ces excès n'entraîne pas seulement les roturiers à fabriquer des eaux-de-vie, mais même des personnes *dont le rang et la noblesse* semblait devoir éloigner d'un tel commerce et consomment par eux-mêmes des grains avec lesquels ils auraient pu soulager la misère du peuple.

« La voix triste et larmoyante du public s'est fait entendre partout. On ne peut passer sous silence que l'abus que l'on fait en ce pays de la permission de V. A. S. en brûlant tous les bons grains, tels que sont les seigles, orge et méteil pour la dite fabrique n'ait fait redoubler en France où l'on ne fait aucunes eaux de vie de grains les défenses d'apporter aucuns grains ni pain dans cette province où il en venait néante moins auparavant avec beaucoup plus de facilité.

« Il est cependant impossible de subsister sans de tels secours puisqu'il est certain que dans la plupart des contrées les récoltes ne peuvent suffire à tous événements pour la subsistance et nourriture des sujets, le quart ou tiers de l'année.

« Les suppliants sont éloignés des villes et encore les marchés y sont si déserts surtout depuis la permission ouverte de brûler les grains qu'à peine suffisent-ils pour les besoins des villes mêmes, en sorte qu'il se répand partout une disette affreuse que si elle dure plus longtemps bien des habitants se verront forcés à quitter le pays pour se réfugier en France.

« Il est de notoriété publique que le prix des grains est augmenté considérablement surtout dans les greniers particuliers où *le prix est arbitraire* et, depuis 5 à 6 mois de seigle et de l'orge a presque doublé et le prix du froment augmenté au moins d'un tiers avec encore ce désavantage que les pauvres particuliers qui n'en peuvent lever à la fois que quelques mesures modiques n'en peuvent plus trouver, parce que les maîtres des alembics se sai-

sissent partout des avenues et enlèvent par quantité ce que des particuliers ne peuvent faire pour n'avoir ni les mêmes moyens ni les mêmes ressources.

« V. A. qui a toujours été si attentive au bien de ses peuples est très humblement suppliée de considérer la triste situation des remontrants en leur permettant de lui retracer des faits si intéressants et de lui faire cette peinture simple et naïve des calamités qui les environnent et qui vont augmenter si des personnes peu intentionnées pour le bien public et pour l'abondance qui fait le nerf d'un état florissant étaient encore admises (ce qu'à Dieu ne plaise) à prévenir sinistrement le cœur de V. A. toujours si compatissante au bien de ses sujets en tachant de surprendre sa religion sous des prétextes spécieux et déguisés.

« Le motif énoncé au dernier placard émané de V. A. S. ne subsiste plus, les grains de la dernière récolte sont des mieux moissonnés, il semble même que ce placard n'a eu lieu, qu'à l'occasion des grains de l'avant dernière prétendument germés.

« C'est dans cet état des choses que les pauvres suppliants viennent avec confiance se prosterner aux pieds de V. A. S. et la supplier en très profond respect que sa volonté royale soit de faire *annuler et révoquer la permission de distiller* des eaux-de-vie de grain couchés en son placard du 9 janvier 1738, sous les peines portées en celui du 16 décembre 1733 et ils redoublent avec un zèle ardent et sincère leurs vœux et prières pour la conservation des jours précieux de V. A. S. Etaient signés: P. Toussaint, maire de Martilly, Louis Bissot, maire de Florenville, marque de Bernard Dupont, maire de Martué, en forme d'une croix, Jean Guiot, de Jacques de la Haye, maire de Lacuisine, marque de Nicolas Grojean, maire de Moyen, en forme d'une croix, J. B. Hamaude maire de Rossignol et Pierre maître Jean, maire de Termes et Frenois, plus était : c'est la grâce etc signé Henrion Agent. »

Le 24 novembre 1738, Olisy fut averti (incident de minime importance) que N. Pratz, ancien échevin de la ville et prévôté d'Arlon avait été autorisé à jouir d'un jardin qu'il avait acquis sur le même pied que les autres bourgeois d'Arlon « qui jouissent des jardins qui sont contigus à leurs maisons et hors de l'enceinte d'aprésent ». C'était peut-être une mesure militaire jugée nécessaire. Comme tous les autres états des Pays-Bas, ceux du

Luxembourg reçurent en décembre 1738 une dépêche de l'empereur en réponse à leur lettre du 12 octobre 1735 au sujet du don gratuit accordé en la même année et de leur quote part dans la levée de quatre millions à titre de prêt consenti au cours de l'année 1738. Le député noble des états de Luxembourg avait été commissaire de la jointe établie à Luxembourg le 2 décembre 1737. A ce titre il exigea des états le paiement de 425 florins que ceux-ci refusèrent de solder. Il s'adressa ensuite au grand maître de la cour qui renvoya la requête de Baillot à l'examen du président du conseil (1).

1739.

Cette année on forma le projet d'établir une seconde chambre au conseil provincial de Luxembourg. Depuis 1531 une seule chambre suffisait pour l'expédition des affaires. Par décret impérial de 1720, il fut décidé que le conseil de Luxembourg serait composé d'un président, de trois conseillers nobles, de quatre lettrés et d'un conseiller procureur général qui aurait aussi voix délibérative, mais non dans les procès où il agirait d'office. Les procès et les affaires s'étant accrus tous les jours, une seule chambre ne fut plus en état d'administrer la justice et de vaquer à l'expédition des affaires. Cette circonstance fut cause qu'il y eut des arriérés réellement déplorables. On convint d'établir quatre conseillers extraordinaires ou supernuméraires, ce qui permit au conseil, de juger en deux chambres « jusqu'à ce que grand nombre des procès fussent vidés après, quoique la dite seconde chambre vint à cesser et le nombre des membres qui composèrent le conseil fut de nouveau restreint à celui qui avait d'abord été limité par le susdit décret (2). » Les conseillers extraordinaires ne devaient pas avoir de gages, mais bien jouir des sportules, des vacations et d'autres émoluments à charge des parties (3). Le plan à soumettre à la haute approbation de l'empereur est éminemment intéressant pour l'histoire judiciaire de la province et c'est à ce titre que nous le mettons sous les yeux du lecteur.

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1095.

(2) Conseil privé. Cart. n° 539.

(3) Ibid.

1.

Le président distribuera les conseillers dans les chambres de manière qu'en la seconde seront cinq conseillers.

2.

Etant expressément dit par construction dudit conseil que le président ne pourra donner aucun décret portant provision à moins qu'il n'y ait avec lui deux *conseillers lettrés* et, le cas arrivant que ce nombre manquerait dans une des dites chambres à raison de maladie ou autre empêchement des conseillers, pour que l'activité de l'une ou l'autre chambre ne soit retardée, le président pourvoira à ce qu'il y ait un nombre suffisant de juges dans l'une et dans l'autre chambre en y envoyant des conseillers de l'une à l'autre pour suppléer au défaut des absents ou empêchés suivant qu'il se pratique au grand conseil.

3.

Toutes requêtes, écrits, matières instructives et autres seront donnés à la première chambre. Le président et le conseiller de la dite chambre y résoudront et le président les décrètera suivant qu'il a été ci-devant pratiqué en conformité des ordonnances sur ce émanées.

4.

Le dit président distribuera pareillement les procès aux rapporteurs de la première et de la seconde chambre, mais il ne distribuera à la seconde que les procès fournis avant son établissement.

5.

Il dénommera pareillement les commissaires pour vaquer aux enquêtes, verbaux et aux autres matières instructives tant pour celle de la première que de la seconde chambre comme il a fait jusqu'à présent ensuite de la dite instruction dudit conseil de l'an 1531.

6.

Les sentences et dictums conçus dans l'une et l'autre chambre seront vus et lus dans les deux chambres pour que rien ne s'y glisse contre stil et pratique suivant l'usage du grand-conseil.

7.

Ledit président paraphera les sentences et dictums rendus à la première chambre et celui des conseillers qui présidera à la seconde paraphera les sentences et dictums y rendus.

8.

Le président pourra aussi de temps à autre, comme de six mois à six mois changer les conseillers d'une chambre à l'autre.

9.

Et comme le grand nombre de juges engendre de frais excessifs aux parties, ledit président avec les conseillers de la première chambre resoudra seul sur les requêtes pour avis qui, par lettres closes seront envoyés au dit conseil à moins que Sa Majesté ou son conseil n'aient ordonné qu'il y sera avisé par les deux chambres ou que les parties demandent que les deux chambres s'assemblent pour rendre les dits avis.

10.

Lorsqu'une place de conseiller viendra à vaquer au dit conseil, le président et conseillers des deux chambres procéderont à la nomination de trois personnes capables pour ladite place. Ils se conformeront à l'usage observé à cet égard au dit grand conseil, dont ils se feront instruire.

11.

Au cas qu'il y ait parité de voix dans les jugements tant d'appel que d'autres matières, la voix du présent est décisive pour le côté où tombe son opinion ou voix. Il conviendrait que Sa Majesté déclare si le conseiller qui présidera à la seconde chambre aura aussi la voix décisive au cas de parité d'opinion en la dite chambre. »

« Sur ce, dit le rapport un peu plus haut, ledit conseil sera composé quant à présent d'un président et de douze conseillers sans compter celui qui pourra être nommé à la charge de conseiller de courte robe sans gages (1). » Ce plan fut envoyé à l'avis du conseil provincial du Luxembourg par lettre close du 29 janvier 1739. Le 26 février de cette année « le gouverneur président

(1) Conseil privé Cart. 539.

et gens du conseil provincial » sous la signature de J. B. Mangin, y répondirent par une lettre dans laquelle ils applaudirent à toutes les dispositions du projet et prédirent que la jeunesse luxembourgeoise se livrerait désormais avec une plus grande ardeur à l'étude du droit (1). Ces députés ordinaires, à qui le projet fut adressé par lettres directoires du 29 juillet 1739, n'y acquiescèrent pas dans leur lettre du 9 décembre 1739. Ils proposèrent plusieurs modifications lesquelles, selon eux, auraient rendu l'établissement d'une seconde chambre inutile (2). Dans une note marginale attachée à une consulte du 3 août 1739, on lit ce qui suit : « l'affaire de l'établissement d'une seconde chambre au conseil de Luxembourg est *tombée* sur la représentation que les états de la province ont faite sur ce sujet en date du 3 décembre 1739 et ceux du conseil de Luxembourg en sont même à la suite revenus à leur sentiment comme quelques-uns d'entre eux qui sont venus en cette ville (à Bruxelles) l'ont donné à connaître ; par cette raison on a trouvé à propos de *laisser là cette affaire* laquelle vient à cesser, 10 avril 1740. » Pour élucider comme il le mérite ce grave point d'histoire nous ferons suivre la dépêche de l'empereur avec le projet définitif et la lettre dont il est question plus haut du 3 décembre 1739 des députés ordinaires des états du pays duché de Luxembourg et comté de Chiny ;

1. Dépêche de l'Empereur Charles etc.

Etant informé que les procès se sont depuis quelque temps insensiblement accumulés en très-grande quantité à notre conseil de Luxembourg, au grand préjudice de nos bons et fidèles sujets, qui ne peuvent obtenir la décision de leurs causes ou ne l'obtiennent qu'après des délais très-longes et souvent très dommaageables, nous avons cru devoir pourvoir à un inconvénient si contraire à la bonne administration de la justice et, nous avons à cet effet trouvé convenir d'ordonner par forme d'essai et par provision que le conseil de Luxembourg se partagera à l'avenir en deux chambres différentes pour y travailler à l'expédition des

(1) Conseil privé, cart. 539, Luxembourg 3 décembre 1739, (s. s.) Grégoire, abbé d'Echternach, de Heyden, J. W. De Zievel, W. Knepper, J. Malempré, F. Houtt, V. aussi l'ordonnance donnée à Vienne, le 12 septembre 1736, imprimé, Ibid.

(2) Ibid.

procès qui s'y présenteront à juger et d'augmenter autant qu'il est nécessaire à cette fin le nombre des conseillers ordinaires au même conseil, à ces causes, nous à la délibération de notre très-chère et très-aimée sœur Marie-Elisabeth, par la grâce de Dieu princesse royale de Hongrie, de Bohême et des deux Siciles, Archiduchesse d'Autriche, gouvernante générale de nos Pays-Bas et, par avis de notre conseil privé qui, au préalable, a ouï sur la matière ceux de notre conseil de Luxembourg et les états de la province, avons ordonné et statué comme nous ordonnons et statuons par les présentes ce qui s'en suit :

Notre Conseil de Luxembourg sera dorénavant composé d'un président, de trois conseillers de courte robe et de huit de longue robe.

Il sera partagé en deux chambres dont la première sera composée d'un président, de deux conseillers de courte robe et de quatre de longue robe compris entre ces derniers le conseiller procureur général, la seconde d'un conseiller de courte robe et de quatre de longue robe.

Le président formera l'une et l'autre de ces chambres et il placera dans chacune ceux des conseillers qu'il trouvera à propos d'y mettre pour la bonne administration de la justice.

Le plus ancien des conseillers de longue robe de la seconde chambre y fera les fonctions de président.

Les conseillers de courte robe auront séance dans l'une et dans l'autre immédiatement après ceux qui y présideront respectivement.

Il ne pourra dans l'une ni dans l'autre être procédé au jugement d'aucune cause qu'à l'intervention de cinq des membres du conseil.

Quand il arrivera qu'ils ne seront pas en nombre suffisant pour remplir sur ce pied l'une et l'autre des deux chambres, ils se réuniront en une seule pour y travailler conjointement jusques à ce qu'ils se trouveront au nombre compétent pour se partager de nouveau en deux chambres.

Et pour le surplus de ce qui regarde la direction de l'une et de l'autre des deux chambres, elle se fera sur le pied qui s'observe à notre grand conseil de Malines.

On voit que ce projet ne diffère guère du mémoire que nous avons cité. Voici maintenant la lettre en réponse aux intentions si libérales de l'Empereur.

A l'Empereur et Roy en son conseil privé.

Les députés ordinaires des états du pays duché de Luxembourg et comté de Chiny ayant lu et examiné le projet de règlement pour l'établissement provisionnel d'une seconde chambre au conseil de cette province qu'il a plu à Votre Majesté leur adresser par ses lettres directoires du 29 juillet dernier à l'effet d'y réserver de leur avis, y satisfaisant ont l'honneur de dire en toute soumission.

Que le principal motif pour l'établissement de cette seconde chambre paraissant être à cause de la multitude des procès qui se sont accumulés depuis quelque temps audit conseil et qu'il serait de l'intérêt du public et des particuliers de faire vider, à quoi la chambre y établie ne pourrait suffire. Ainsi la question se réduirait à scavoir s'il ne pourra y être *pourvu par un moyen plus avantageux* au public que l'établissement *d'une seconde chambre*.

Ils estiment que les procès se sont accumulés au dit conseil pour les causes suivantes :

1^o Dans les dernières années le petit nombre de conseillers en état de faire exactement les fonctions de leur emploi et le nombre d'affaires extraordinaires a été cause qu'il n'a pu être jugé au dit conseil la même quantité de procès à beaucoup près comme à l'ordinaire.

2^o Ledit conseil depuis neuf à dix années n'a fréquenté que quatre heures par jour au lieu qu'auparavant il en fréquentait cinq pendant l'été.

La 3^e cause vient des appellations. Par l'ampliation de l'édit du dernier août 1586 contre les téméraires litigants, donné en pleine audience du conseil provincial de Luxembourg le 10 décembre 1588 et qui s'observe audit conseil, il est dit article trois que les appellations des magistrats des villes semblablement des prévôts et hommes, ne seront reçus audit conseil si la valeur du principal n'excède douze florins d'or et des autres justices six des dits florins.

La liberté qui est laissée par là aux plaideurs d'appel, quoiqu'il

ne soit question au principal que de sommes si modiques, augmente de beaucoup le nombre des appellations à la ruine souvent des deux parties, occasionnée par de longues et frayeuses procédures.

Il arrive même souvent que le dit conseil accorde des reliefs quoique la somme principale soit moindre que celle énoncée dans la dite ampliation.

Il est vrai que ces reliefs sont sans cause, mais les parties ne laissent pas sur iceux d'instruire le procès à gros frais sur lequel il intervient presque toujours jugement qui déclare l'appellant non recevable ; fondé sur ce qu'il a appelé d'une somme pour laquelle il n'écheoit pas d'appel et qui n'aurait point dû lui être accordé contre le dispositif de la loi quoiqu'il l'ait demandé à ses risques.

Ce serait un bien pour les sujets de cette province et un moyen certain de diminuer le nombre des procès s'il plaisait à Votre Majesté de faire émaner une ordonnance par laquelle il soit enjoint au dit conseil de ne recevoir aucun appel à moins que la somme principale n'excède le double de celle réglée par la dite ampliation, scavoir de vingt-quatre florins d'or qui sont de 28 sols argent courant de cette province pièce, pour les appellations des magistrats des villes, prévôts et hommes et de douze des dits florins pour celles des autres justices avec sérieuse injonction de s'y conformer sans pouvoir, sous aucun prétexte, donner de relief, pas même sans clause pour des sommes moindres.

Ce bien serait encore plus considérable pour le public, si Votre Majesté était servie de déclarer par la même ordonnance qu'il ne pourrait être appelé d'ors en avant des sentences dudit conseil de cette province au conseil souverain de Malines ni donné par icelui aucun relief à moins que la somme principale n'excède deux cent des dits florins d'or au lieu que jusqu'à présent il suffisait qu'elle en excède cent.

Ces appellations pour des sommes modiques sont la ruine des sujets.

Celles des parties qui perd en définitive est accablée par des dépens immenses et celle qui gagne ne recupère *jamais* à beaucoup près les frais qu'elle a exposés, de manière que l'une est totalement ruinée et l'autre n'a rien de reste.

A l'égard du premier point, le conseil étant à présent rempli par des sujets en état de travailler et en nombre suffisant cette cause vient à cesser. La seconde cesserait également s'il plaisait à votre majesté d'ordonner que les séances au conseil seraient augmentées de deux heures par jour et qu'ils fréquenteraient pendant six heures jusqu'à ce que les procès fournis soient jugés.

Ledit conseil a par lui-même déjà en quelque façon pris ce parti, ayant augmenté ses séances d'une heure par jour, plusieurs dudit conseil leur ont même fait entendre qu'au moyen de cette augmentation ils comptaient pouvoir suffire non seulement à vider les affaires courantes mais aussi successivement celles qui ont été arriérées.

Et comme l'établissement d'une seconde chambre leur paraît onéreuse à la province en ce qu'il est dit dans ce projet que les deux chambres se réuniraient lorsqu'elles ne seraient en nombre suffisant pour juger séparément, ce qui arriverait très fréquemment, suffisant pour cela que l'un ou l'autre des conseillers fut obligé par maladie ou autre raison de s'absenter.

Les jugements que les dites chambres rendraient seraient chargés de plus d'épices que ceux d'aprésent. Ces deux chambres seraient d'ailleurs plutôt inclinées à chercher les moyens d'augmenter que de diminuer le nombre de procès pour occuper leurs séances utilement.

Pour ces raisons si votre Majesté était servie de statuer favorablement, selon qu'ils ont pris la liberté de lui représenter en toute soumission sur le temps que devront durer les séances du conseil et sur les appellations, ils estiment que ledit conseil suffira pour vider les affaires courantes et, successivement celles qui sont arriérées. Ainsi, quant à présent, il ne serait pas nécessaire d'établir une seconde chambre.

Ils se remettent, néanmoins, à ce qu'il plaira à Votre Majesté d'en ordonner.

Fait à Luxembourg, le 3 décembre 1739.

GRÉGOIRE, abbé d'Echternach.

J. de HEYDEN.

J. H. de ZIEVEL.

W. KNEPPER.

MALEMPRÉ.

F. HOUTT (1).

(1) Conseil privé Cart. 539.

Comme il eût été impossible d'interrompre l'enchaînement des preuves précieuses qui précèdent, nous devons remonter de nouveau le courant du temps et reprendre la narration plus haut.

(1739).

Le 9 avril le colonel d'Olisy, commandant par intérim à Luxembourg, fut informé que le conseil aulique de guerre avait décidé qu'un enseigne avec quarante hommes du régiment d'Aremberg serait envoyé aux recrues en Allemagne. Ce fait n'est pas un signe de la reprise des hostilités, car, le même jour il reçut avis qu'avec sa participation il serait vendu cinquante mille fagots par Jean-François Gerber conseiller et receveur général provisionnel des aides, dont cet agent du fisc se trouvait surchargé. Par lettre du 9 avril le commandant donna connaissance au gouvernement général d'une lettre qu'il avait reçue du conseil aulique de guerre du 28 mars, par laquelle on lui ordonna de prêter main forte à la noblesse immédiate de l'Empire au quartier du Rhin pour contraindre par exécution les membres qui seraient restés en retard ou qui ne voudraient pas fournir à l'empereur le contingent auquel ils seraient astreint. Déjà par dépêche du 12 avril la gouvernante répondit qu'elle consentait que le commandant se conformât au texte de la lettre du conseil aulique.

Le 15 avril Olisy dut laisser partir de Luxembourg Delher, commis au magasin des fournitures de Luxembourg, pour qu'il revint aussitôt à Bruxelles où déjà le 24 avril il aurait dû s'adresser au conseiller des finances Bellanger. Il se présente ici un petit fait international. L'évêque et prince de Liège envoya, vers le 17 mai 1739, à Bouillon un détachement de 16 hommes commandé par l'officier *de Hoscol* pour y recevoir un déserteur que les Français rendirent à ses officiers ensuite d'une convention faite entre la France et l'évêque de Liège. Ce détachement dut passer et repasser sur diverses terres sujettes à la domination de l'Empereur. L'évêque demanda que la gouvernante accordât au détachement la permission de traverser le territoire. Ce qui fut accordé. Le mayeur de St-Hubert et le prévôt d'Orchimont furent chargés, le 17 mai 1739, de tenir la main à ce qu'il ne fût créé aucun empêchement à cette petite expédition (1). Le lieutenant prévôt de

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1096.

Grevenmacher, Gattermann et le notaire Braun ayant demandé le paiement des devoirs et vacations par eux faits ensuite d'ordre du conseil provincial de Luxembourg contre différentes emprises des Trévirois sur les habitants de la province et particulièrement de la prévôté de Grevenmacher, les États de Luxembourg reçurent ordre, le 25 août 1739, de payer l'import de ces devoirs et de ces vacations. Les détails administratifs se succèdent.

Le 14 septembre 1739, le baron de Zievel, capitaine et prévôt de Luxembourg, Groffey, prévôt d'Arlon, le capitaine et prévôt de Bastogne, Baillet, prévôt de Virton, Dumont, prévôt de Chiny, le bailli d'Agimont apprirent que le gouvernement avait résolu de terminer les difficultés qui existaient entre les prévôts et les grueries relativement à l'administration et à la direction des bois communaux dans ces quartiers de la province de Luxembourg. Il entra dans la vue du gouvernement de confier cette direction aux prévôts seuls comme cela avait été pratiqué anciennement à l'exclusion des grueries. Les agents que nous venons d'énumérer furent invités, à cet effet, à remettre au gouvernement des copies de tous les règlements qui traitèrent de la meilleure conservation des bois communaux. Ils furent obligés d'ajouter à ces pièces un mémoire spécifiquement détaillé, clair et distinct, de l'état dans lequel se trouvait chaque bois soumis à leur garde et à leur inspection et de le dresser en conscience et sur leur honneur. Si dans la suite, par une inspection d'un commissaire du gouvernement ou par une autre voie, il aurait été découvert que les prévôts n'auraient pas fourni de rapport juste et exact, des poursuites auraient pu être exercées à leur charge par les soins du procureur général près le conseil de Luxembourg. Dans cet ordre d'idées le bailli d'Arlon, le mayeur de la terre de St-Hubert, le mayeur d'Ochamps, le seigneur *de Miroir*, les baillis de Neufchâteau et d'Agimont furent chargés, le 5 octobre 1739, de prêter assistance à Ph. Franque, arpenteur juré, à qui le gouvernement avait donné la mission de lever des plans conformément aux instructions qu'il avait reçues. Vers ce temps un meurtre fut commis sur la personne de Jacques Poncin, garde des fermes du roi de France, à un endroit appelé la Cense de St Montant, en

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1096.

septembre 1739. Après cet attentat plusieurs gens inconnus se seraient réfugiés à St-Jean près de Marville. Le comte de Belle-Isle adressa des plaintes au baron de Chanclos qui en informa probablement la gouvernante. Celle-ci ordonna, le 7 octobre 1739, à Ambrosy, substitut du procureur général, d'instruire cette affaire et de lui envoyer le résultat de ses investigations. Il ne paraît pas que les projets de réforme que nous avons signalés aient eu la moindre influence sur l'administration de la justice. La pièce suivante envoyée, le 25 octobre 1739, au conseil de Luxembourg pourrait au besoin justifier notre assertion :

« Nous ayant été représenté que le prêtre Nicolas Blum serait en procès *depuis environ huit ans* par devant vous contre le noble couvent de Marienthal au sujet de la cure de Wolckringen au pays de Luxembourg, sans que, jusques à présent, il ait pu en obtenir la décision, nous vous faisons cette pour vous ordonner au nom de l'Empereur et Roy, mon très cher frère et seigneur, d'administrer audit prêtre Blum une bonne et prompte justice sans ultérieur délai. Atant etc. »

Le 24 octobre 1739, Ambrosy répondit à la gouvernante qu'il avait reçu le 12 octobre, à Luxembourg, ses lettres closes du 7 de ce mois, ordonnant des informations sur le meurtre de Poncin.

Le 13 il les communiqua au général baron de Chanclos qui en écrivit à l'instant au comte de Belle-Isle pour qu'il envoyât à Virton une personne connaissant les témoins de cette horrible scène de contrebandiers qui s'étaient donné pour objectif de passer du tabac en fraude, prohibé en France sous les peines les plus rigoureuses. Arrivé le 18 à Virton, Ambrosy y trouva le contrôleur général des fermes nommé Fournery de la résidence de Metz qui lui remit une liste de huit témoins. Il les fit assigner par le notaire Maréchal et il les entendit à l'assistance de Jean-Baptiste Pognon, receveur des domaines d'Arlon. Le 28 octobre la gouvernante lui répondit de continuer à prendre des informations et à faire les devoirs de sa charge contre les coupables comme en justice il appartiendra (1). Nous ne terminerons pas l'exposé des faits qui ont rempli le cours de cette année, sans dire un mot sur les changements qui se produisirent dans le commandement de

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1096.

la ville et de la province de Luxembourg. Nous ne saurons mieux faire à cet égard que de consulter les registres des aides et des subsides de Luxembourg, dont l'un nous fournit ces renseignements précis qui finiront l'année 1739.

« Le rendant (1) porte en dépense la somme de douze mille florins qu'il a payés à M. le comte de Neipperg, commandant de la ville et province de Luxembourg, pour douze mois de gages lui accordés par S. A. S. sur le pied de mille florins par mois échus le dernier décembre 1739, sur douze quittance ci-rendus et lettres de décharge, 12,000 fl.

« Payé à Mr d'Olisy, colonel et commandant de la dite province en l'absence de M. le comte de Neipperg la somme de quinze cents florins pour cinq mois de gratification lui accordée par S. A. S. à raison de trois cents florins par chacun, échus le 10 mai de l'année de ce compte (1739) conformément aux ordres de S. A. S. rendus au compte du conseiller et receveur général provisionnel Henron icy par cinq quittances... 1500 fl.

« Le colonel Olisy étant décédé le 16 mai 1739 à 5 h. du matin et le général feldmaréchal-lieutenant baron de Chanclos se trouvant alors à Luxembourg y a reçu le même jour ordre de S. A. S. de se charger du commandement et la même gratification lui ayant été accordée par de décret de S. A. S. du 4 juillet suivant, pour rate de temps qu'il aura le commandement, le rendant lui a payé deux mille cents florins pour sept mois échus le 16 décembre 1739 en vertu de lettres d'avertance de M^{grs} du conseil des finances du 9 du mois de juillet icy par 6 quittances.. 2100 fl. »

CHAPITRE VII.

(1740-1744)

Envoi à charge des terres franches (1740) et leur quote-part dans l'entretien de la cour de Marie-Élisabeth. — Simonis huissier d'armée du grand et privé conseil, à propos d'un jardin acquis dans l'enceinte d'Arlon. — Trop grande facilité du conseil de

(1) Aides et subsides de Luxembourg, n° 15,934, aux archives du royaume, compte rendu par J. Fr. Gerber, greffier du magistrat de la ville de Luxembourg, Steurmeyer et premier forestier des domaines et gruyeries dudit Luxembourg etc. du 1^{er} janvier au 31 décembre 1739 fol. 9 et fol. 10.

Luxembourg « d'accorder des reliefs d'appel ». — Curieux détails sur la détention des criminels à Luxembourg en 1740. — Le gouvernement se préoccupe de la juridiction sur les domaines. — Chanclos et les travaux au bastion de Berlaimont. — Chanclos chargé d'arracher tous les exemplaires d'une ordonnance de l'abbé de St-Hubert. — Défense aux soldats de lacérer les mandements du Parlement de Metz. — Chanclos dut s'assurer secrètement des redevances que les Français exigèrent dans les terres franches. — Winterfelt major de la place de Luxembourg. — Défense de labourer les glacis et d'y laisser pâturer les bestiaux. — Route de communication entre les duchés de Limbourg et de Luxembourg sans toucher au pays de Liège. — Les députés appelés à déterminer si l'endroit nommé Parollée sur le chemin de Liège à Stavelot appartient au Luxembourg. — Le commandant de la place de Luxembourg repris pour excès de pouvoir. — Les prévôts de Bastogne, d'Arlon et de Ghiny ne satisfirent pas à une dépêche concernant l'administration des bois communaux. — Le bailli d'Agimont chargé de faire « un besoigné » concernant les bois d'Orchimont. — Les États de Luxembourg se plaignent des tarifs qui tarissaient les sources du commerce entre cette province et Liège (1741). — Conseils du gouvernement. — Intention de ce dernier de faire de nouveaux travaux aux fortifications. — Preuves d'une nouvelle agitation en haut lieu. — Les ordres se succèdent. — Chanclos mis en demeure de faire transporter à Luxembourg les matériaux dans le Grunewald. — La bataille de Molwitz (10 avril 1741) opéra comme un coup de foudre. — Achats en Hollande pour la place de Luxembourg. — Une dépêche aux États datée de Mariemont (2 août 1741). — Conjointures critiques. — Chanclos propose de lever 2000 hommes. — En 1741 le nom de milice prévaut sur celui de troupes d'élus. — Ce que c'est que les élus. — Opinion de Chanclos sur la population et le recrutement dans la province. — Il veut créer des compagnies franches. — Les États n'objectent rien à ce projet militaire. — Par dépêche datée de Mariemont, 8 août 1741, Marie-Élisabeth demanda un projet plus détaillé sur cet objet. — La gouvernante termine sa carrière le 26 août 1741. — Harrach fait savoir aux États que les 4 régiments d'infanterie en garnison à Luxembourg devront être rendus complets. — Nouvelles affaires à St-Hubert. — Lettre des plus curieuses de Chanclos

à Harrach sur la question des milices. — Observations critiques sur la présence de Marie-Thérèse à la diète de Hongrie. — Scrupules constitutionnels des députés des États sur la milice. — Leur lettre à Harrach et la réponse de celui-ci sur cet objet. — Mesures économiques qui décèlent un grand embarras financier. — Abus aux frontières à Belbourg et à Grevenmacher. — Une enquête est ordonnée sur ce point. — Représentation au sujet de la publication des placards, signée par les députés ordinaires. — Harrach dans sa réponse rejette le défaut mis en lumière sur le commis Capon. — Chanclos demande de nouvelles instructions sur les affaires de St-Hubert. — Suspension de l'information faite par le conseiller de Taux. — La mission de celui-ci. — Plaintes déjà signalées sur le trafic des soldats. — Le local où s'assemble le conseil de Luxembourg tombé en ruine. — La levée de 4000 hommes paraît exagérée à Chanclos. — Le conseil de Luxembourg chargé d'arrêter et de transporter dans cette ville deux des membres de la justice de St-Hubert. — Le mystère de cette affaire plongeait probablement dans la politique tortueuse de la France. — Nouveaux travaux de défense (1742). — Procès intenté aux officiers de la gruerie d'Arlon. — Impossibilité aux États de fournir la somme de 200000 florins. — Le gouvernement demande à Chanclos et à Gemmingen, commandant à Mons, de l'informer des mouvements des Français avec la plus grande précision. — Curieuse question de droit d'asile. — La France engage des sujets luxembourgeois pour ses compagnies franches. — Le procureur général chargé de poursuivre ceux qui prirent du service à l'étranger. — Des représailles. — Dépêche aux États de Luxembourg faisant présumer un nouvel allié dans la personne du roi d'Angleterre. — Schockweiler, bailli d'Agimont et les deux comtes d'Harrach à Luxembourg. — Les relations avec le Roy, ancien contrebandier. — Lettre du comte d'Harrach aux députés des États de Luxembourg, en faveur de Bertholet qui a bien mérité des annales luxembourgeoises. — Meurtres dans la forêt d'Anlier. — St-Hubert. — Logement éventuel de troupes dans le plat pays. — Leur marche annoncée. — L'affaire de St-Hubert exposée dans une dépêche de Harrach à N. Marchand, procureur général de Luxembourg à Marche en Famenne. — Lettres adressées aux terres de St-Hubert, Gugnion, Chassepierre, Ste-Cécile, Morte han sur la marche des troupes. — Réponse à Marchand sur sa lettre au sujet

de la saisie des effets mobilières du monastère de St-Hubert. — Les mayeurs, échevins, bourgmestre et communs habitants de la terre de St-Hubert demandent surséance. — Leur supplique remise à Harrach par N. Ransonet. — Terme où aboutit l'obstination de l'abbé de Jong qui avait embrassé le parti de la France. — Mort du cardinal Fleury (29 janvier 1743). — L'armée de la pramattique sanction passe le Rhin. — Singulière dépêche à Holzapfel commandant de la ville de Luxembourg. — Les échevins et les 13 maîtres de la bourgeoisie s'offrent à concourir à la défense de la ville de Luxembourg. — Ligne de conduite à tenir par les députés des états dans les conjonctures qui pourraient se produire du côté de la France. — Réunion des États pour le 1^{er} octobre 1743. — Les lettres patentes de l'abbé Benoit Haas. — Économie de poudres. — Nicolas Carpentier fournisseur des troupes de S. M. Britannique. — Exemption de droits. — Quote-part pour l'entretien de la cour du prince Charles de Lorraine et de Bar. — Les pères Capucins d'Arlon chargés (1743) de réparer les murailles de leur jardin appartenant aux fortifications de cette ville. — Obstacles mis au chancelier de Liège qui voulait faire des enrôlements dans le Luxembourg pour le compte de la France, et acheter des chevaux ardennais. — Difficultés qu'éprouve la veuve Proli de lever 600000 florins de change sur les domaines de Luxembourg. — Le 4 mars Neipperg est de nouveau à Luxembourg. — Déclaration de guerre par la France à l'Angleterre et à l'Autriche. — Charles de Lorraine succède à Kœnigsegg-Erps (1744). — Son plan de campagne. — La guerre est transportée aux frontières de la Lorraine. — Le Luxembourg est étranger aux péripéties qu'elle fait naître.

1740.

Le premier fait qui se présente c'est un ordre transmis au commandant de Luxembourg, le 7 janvier 1740, réclamant son assistance pour l'envoi à charge des terres franches de la province de Luxembourg qui dut se faire en cette année et aussi pour le recouvrement d'une quote part dans l'entretien de la cour de Marie-Elisabeth (1). Le 30 janvier la gouvernante avertit Chanclos que par acte de ce jour il a été déclaré que le jardin acquis par Jean-

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1097.

Nicolas Simonis, « huissier d'armes du grand et privé conseil » dans l'enceinte de la ville d'Arlon retournerait à la veuve de cet huissier après le décès de la veuve Materne qui en avait eu l'usufruit. Il était difficile de s'occuper de questions moins graves. Heureusement que le même jour la gouvernante écrivit au conseil de Luxembourg pour le mettre au courant des plaintes proférées contre lui à cause de sa trop grande facilité d'accorder « des reliefs d'appel en matière fiscale et d'office » au rejet des sentences portées par les sièges prévôtaux. Pour remédier à ces abus la gouvernante fit un devoir au conseil de l'informer de toutes les circonstances et de lui suggérer les moyens les plus convenables pour y obvier.

Une dépêche expédiée le 8 mars 1740 au baron de Chanclos nous initie à certains détails concernant la détention des criminels. Le gouvernement avait résolu d'envoyer à Luxembourg, les fers aux pieds, les criminels condamnés à un bannissement de douze ans et au-dessous. Ils devaient y être employés aux travaux des fortifications la moitié du terme de leur bannissement, après l'expiration duquel il leur était permis de retourner dans leurs foyers « sans aucune tache d'infamie » sous serment « *de non offendo* » par lequel on pensa mettre à l'abri de la vengeance leurs juges et leurs délateurs. On avait destiné pour logement à ces infortunés, tant qu'ils restèrent aux fers, à Luxembourg, la tour qui était à la 3^e porte de la descente du Paffendal. Ils y avaient un ponton pour se coucher et de la paille. Chacun recevait deux chemises par an, une veste et des culottes qui descendaient jusqu'aux souliers, une ou deux paires de bas et autant de souliers. On leur donnait aussi les vieilles capotes des sentinelles avec lesquelles ils pouvaient tacher de se garantir du froid pendant la nuit dans la prison. Les criminels furent employés au travail les fers aux pieds depuis cinq heures jusqu'à onze heures du matin, et depuis une heure jusqu'à six heures du soir, en été. En hiver ils travaillaient dans cette pénible attitude depuis huit heures du matin jusqu'à onze, et depuis une jusqu'à quatre heures du soir. Leur nourriture ne se composait que de pain et d'eau, double portion quand ils travaillaient, une portion et demie quand ils ne travaillaient pas. Ils pouvaient prendre eux-mêmes de l'eau qui était à portée de la Tour sous la direction du commandant. Une

fois par semaine les criminels, les fers aux pieds, munis d'une boîte, pouvaient parcourir les rues de Luxembourg et faire la quête dont le produit devait être partagé entre eux, le même jour, à parts égales. On s'en remettait à la prudence du commandant du soin d'empêcher l'évasion des prisonniers. Voilà un côté aussi curieux que barbare du régime des prisons en vigueur à cette époque.

Le 5 avril ce fut le tour des finances d'occuper le conseil de Luxembourg. Le gouvernement voulant faire cesser les contestations tant entre les receveurs, les administrateurs et les fermiers des domaines et les particuliers qu'entre les conseils de justice et les juges délégués pour la connaissance des mêmes domaines au sujet de l'attribution de la juridiction sur les domaines, résolut de faire instruire et poursuivre, devant les conseils de justice, par les conseillers fiscaux, dans les diverses provinces des Pays-Bas, toutes les causes concernant les domaines au fond et de faire décider ces causes tant au pétitoire qu'au possessoir par les mêmes conseils avec promptitude et sans causer beaucoup de frais et de laisser aux juges délégués la connaissance et la décision des procès concernant purement les revenus des domaines (1). On voit que la complication des rouages judiciaires préoccupait déjà alors le gouvernement qui avait à cœur de les simplifier. Depuis longtemps on n'avait plus entendu parler des fortifications. Cependant le 18 avril Chanclos fut averti qu'on avait pris la résolution de faire travailler à la droite du bastion et contregarde de Berlaimont aussi bien qu'à l'ouvrage sous la montagne dite Tintenberg. Ce même jour les états de la province reçurent ordre de livrer le bois pour la cuisson de la chaux nécessaire aux travaux, et le premier juin, un conseiller du conseil provincial de Luxembourg fut chargé, conformément à la dépêche du 27 avril 1740 « d'ouïr les comptes ouverts des moyens et revenus de la ville de Luxembourg » (2). Naturellement le magistrat de Luxembourg fut informé le même jour de cette mesure. Par lettres du mois de mars Chanclos avait été chargé de faire arracher tous les exemplaires d'une ordonnance de l'abbé de St-Hubert. Par lettre du 27 juin il

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 4007.

(2) Ibid.

lui fut enjoint de veiller à ce que les soldats n'allassent point jusqu'à lacérer les mandements que le Parlement de Metz ou tout autre « pourrait faire émaner et y afficher au nom du roi très-chrétien. » L'ordonnance de l'abbé concernait le paiement des rations ordinaires et la quote-part de la terre dans l'entretien de la cour. » Par acte du 22 mars 1738 signé à Paris il a été convenu que les deux parties (l'empereur et le roi de France) se feraient payer dans les terres franches ou prétendument neutres de Luxembourg les redevances qu'on était accoutumé d'y percevoir. Chanclos dut s'assurer secrètement et adroitement de la nature des redevances que les Français exigeaient et communiquer ses renseignements au gouvernement général (1). Après cette mission (2) il commit, par ordre, le marquis de Winterfelt pour les fonctions de major de la place de Luxembourg conformément à une dépêche du 8 août 1740.

D'après les instructions reçues de Bruxelles, le 8 octobre, il fit défense comme les autres commandants des places fortes et selon le placard du 15 septembre 1736 de labourer les glacis et d'y laisser pâture les bestiaux. Cet usage, en dépit de cette ordonnance, n'était pas entièrement aboli dans l'année 1740. Marie-Élisabeth, au nom de la reine, *sa chère nièce et dame*, expédia le 5 novembre aux États de Luxembourg ou à leurs députés un exemplaire du plan de la route de communication à construire entre les duchés de Limbourg et de Luxembourg sans toucher au pays de Liège. Ce plan était dû à l'arpenteur Franqué et les états étaient appelés à donner leur avis raisonné sur ce travail. Ils furent invités le 16 novembre à remettre les doubles de leurs comptes des deniers de l'exercice qu'ils levèrent par autorisation depuis 1723 jusque et y compris l'année 1739 ! Le 1^{er} décembre ils furent chargés de déterminer si l'endroit nommé Parollée sur le chemin de Liège à Stavelot appartenait notoirement et incontestablement à la duchesse de Luxembourg comme l'ont désigné les officiers du bureau de Marche. Le 12 décembre il fut expédié de Bruxelles au commandant de Luxembourg cette dépêche curieuse au double titre de police intérieure et de la circonscription des pouvoirs :

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1097.

(2) Ibid.

« Comme nous avons observé que l'ordre du 29 octobre dernier au sujet de la défense portée aux revendeurs, traiteurs, gargoliers etc. de ne pouvoir se trouver ni même passer au marché sous quel prétexte que ce puisse être avant les dix heures en hiver et les neuf heures en été, ni d'acheter ou arrêter par eux ou par d'autres des grains etc., a été émané de votre part conjointement avec les justiciers et échevins de la ville de Luxembourg et que, d'autre part, nous sommes informés *que le commandant de la place a jà mis son nom à la tête des ordonnances de police* dont le soin en appartient uniquement au magistrat, nous vous faisons la présente afin que vous nous informiez *de quel chef* vous avez mis votre nom en qualité de commandant à la tête de la dite ordonnance et des raisons qui vous ont induit à vous ingérer dans l'émanation d'icelle, informé que vous deviez être que vos prédécesseurs ne l'ont jamais pratiqué (1) ». A la date du 15 décembre 1740, les prévôts de Bastogne, d'Arlon et de Chiny n'avaient pas encore satisfait à la lettre de la gouvernante du 14 septembre concernant l'administration et la direction des bois communaux dans les divers quartiers de la province. La dépêche du 15 décembre leur rappelle les obligations qui leur incombèrent en termes qui décèlent l'intention du gouvernement de veiller avec intelligence aux intérêts de l'économie rurale et forestière. Ce jour même, le gouvernement reçut du bailli d'Agimont N. Schockweiller faisant les fonctions de prévôt d'Orchimont « le besoin qu'il avait formé en exécution des ordres du 14 septembre concernant les bois d'Agimont et comme il s'était intéressé à avoir les mêmes informations sur les bois communaux de la prévôté d'Orchimont il fut invité à dresser « un pareil besoin » pour les bois d'Orchimont et de le faire parvenir ensuite au conseil des finances (2). Le prévôt de Virton avait fait des représentations sur la même lettre du 14 septembre. Par dépêche du 15 décembre il lui fut ordonné de commencer à se mettre en état de satisfaire à ce qui lui fut prescrit en écrivant des lettres circulaires à tous les mayeurs et gens de loi de son district pour leur enjoindre à remettre les copies authentiques du règlement qu'ils avaient pu avoir de leurs

(1) Papiers d'Etat et de l'Audience, liasse n° 1097.

(2) Ibid.

bois et s'il y en eut qui n'avaient pas de règlement particulier ils eurent à déclarer sur quel pied ils en avaient usé jusqu'à cette date et à quelle croissance ils les avaient exploités.

Ces faits se déroulèrent dans cette année 1740 où moururent l'empereur Charles VI (20 oct.), le roi de Prusse Frédéric Guillaume I et où monta sur le trône Frédéric II, son fils, l'antagoniste de Marie-Thérèse.

1741.

Les états de Luxembourg avaient fait des observations sur les tarifs émanés et publiés dans le Luxembourg et la principauté de Liège, lesquels auraient été de nature à tarir les sources du commerce entre les deux pays. Le prince de Liège soulevait des difficultés tant contre un poste du tarif de 1683 que contre une partie de l'ordonnance de 1716. Le gouvernement conseilla, le 14 janvier 1741, aux États de Luxembourg de terminer les griefs dans des conférences où l'on agirait à l'amiable et de garder le secret sur les plaintes qu'ils lui avaient fait parvenir parce que, sans cette précaution, le prélat persisterait dans son opiniâtreté et ses mesures injustes, dès que les griefs des États seraient divulgués et qu'il en aurait pris connaissance (1).

Sur un rapport du conseiller de Taux du conseil de Luxembourg, en date du 17 avril 1740, les membres du magistrat de cette ville (2) furent invités, le 30 janvier 1741, à faire entrer dans le terme de six mois, la clôture des comptes ouverts et des revenus de la ville de Luxembourg. Le 31 mars 1741, Marie-Élisabeth communiqua aux états l'intention de continuer les travaux des fortifications et leur ordonna de fournir quatorze cents cordes de bois pour la cuisson de la chaux et les voitures nécessaires pour le transport de cette chaux aux endroits où elle serait employée. Le 23 juin 1741, Chanclos reçut l'ordre de faire une inspection chez l'apothicaire de la garnison de Luxembourg et de l'obliger à compléter les médicaments qui manqueraient dans son officine (3). On sent qu'en haut lieu on fut de nouveau dans une très grande agi-

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1098. Le prélat en question est Georges-Louis de Bergh.

(2) Ibid.

(3) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1098.

tation. Le 23 juin, les États de Luxembourg furent invités à fournir huit cents bœufs, marqués et taxés et qui durent être mis tout de suite en pâturage à Merschertal, à Bourglinster pour être conduits en un jour à Luxembourg à la demande du commandant de place de cette ville. Les ordres se succèdent. Le 27 juin Chanclos sur information du gouvernement qu'il y aurait encore plus de cinq mille cordes de bois et environ cent cinquante mille fagots dans la forêt de Grunewald, fut mis en demeure de requérir les députés des États de Luxembourg de mettre à sa disposition les voitures afin de transporter immédiatement ces matériaux à Luxembourg (1).

En dépit de la réponse de l'apothicaire principal de Luxembourg prétendant qu'il n'y avait pas manque de linge à Luxembourg, Chanclos reçut une dépêche datée du 8 juillet 1741, dans laquelle il fut affirmé qu'il y avait encore dans cette ville trois mille huit cents livres de vieux linge pour panser les blessés et qu'il fallait des renseignements sur ce point. Il est évident que la bataille de Molwitz du 10 avril 1741 avait opéré comme un coup de foudre. Le 10 juillet 1741 Chanclos fut informé que le gouvernement avait acheté en Hollande pour les magasins de la ville de Luxembourg, six foudres de brandevin de France, huit cents sacs de sel, cinquante mille livres d'orge perlé et autant de riz, quinze cents livres de prunes, un foudre et demi d'huile de lampe, autant de suif et trois cents livres de mèche pour faire des chandelles. Ces marchandises arrivèrent par la Moselle à Grevenmacher et Chanclos ordonna de nouveau aux États de Luxembourg les voitures en nombre suffisant pour les transporter dans la capitale luxembourgeoise (2).

Les États avaient fait des représentations sur l'achat de 800 bœufs. Par dépêche datée de Mariemont, 2 août 1741, où se trouvait en ce moment Marie-Élisabeth en deuil à cause de la mort de Charles VI son frère, les États furent sommés de mettre à exécution, sans délai, ce qui leur avait été prescrit le 23 juin et de déduire du subside de l'année 1741 la somme à dépenser pour l'acquisition de ces bêtes de boucherie (3). Les conjonctures

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1098.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

devenant de plus en plus critiques, Chanclos proposa par deux lettres des 22 et 24 juillet la levée de 2000 hommes de milice, d'imiter les princes d'Allemagne qui tous recrutèrent des soldats, le prince Electeur de Cologne qui en levait même par force. Dans les occasions pressantes les anciens souverains du duché de Luxembourg et comté de Chiny s'adressèrent à leurs sujets et prirent par clocher autant d'hommes qu'il y en avait de disponibles sans nuire toutefois à leur pays. On donna le nom *d'élus* à ces troupes ainsi recrutées (1). En 1741, le nom de milice prévalut.

Au moment où il écrivit Chanclos fut d'avis que la province de Luxembourg avait une population tellement dense que ce serait pour elle un véritable soulagement que de lui enlever quelques milliers d'individus assez peu occupés. Ceux qui feraient partie de cette milice ne prendraient d'engagement que pour un an et seraient même renvoyés dans leurs foyers avant ce temps à fur et à mesure qu'il se présenterait des recrues pour les remplacer (2). Du reste, il aurait fallu, en cas de rupture, selon Chanclos, créer *des compagnies franches*, ce qui aurait été sans doute dispendieux tandis qu'avec la milice qui aurait concouru à la défense de la vaste enceinte de Luxembourg, on aurait réalisé des économies puisque cette jeunesse enrégimentée n'aurait demandé que l'habillement et l'armement. Chanclos pressentit les députés des États de la province sur ce projet militaire. Ils ne trouvèrent d'abord rien à y objecter, au contraire, ils virent dans cette levée de 2000 hommes un moyen de dégager la province du trop plein de sa population. Une dépêche datée de Mariemont, le 8 août 1741, chargea Chanclos de transmettre au gouvernement général un « projet plus circonstancié et plus détaillé. » Le 15 août il fut averti que les provisions pour Luxembourg venant de la Hollande étaient en route et qu'il fallait les faire visiter à leur arrivée par le commissaire de guerre Petersil (3). Depuis cette date Marie-Élisabeth disparaît de la scène politique. Elle termina sa carrière, le 26 août 1741, au château de Mariemont. Elle avait présidé aux destinées des Pays-Bas Autrichiens depuis le 9 octobre 1726 où elle fit son entrée solennelle à Bruxelles.

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1098.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

Le 8 septembre de cette année, Frédéric, comte d'Harrach, de Rohrau et de Tanhausen, conseiller actuel d'état de S. M. la reine de Hongrie et de Bohême, lieutenant gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, écrivit aux États de Luxembourg ou à leurs députés que le service de la reine exigeait que les quatre régiments d'infanterie de garnison à Luxembourg fussent rendus complets le plus tôt possible et que le moyen le plus efficace était de lever dans la province de Luxembourg des milices au nombre de deux mille hommes (1) et de s'entendre, à cet égard, avec le général comte de Chanclos, qui fut chargé en outre de faire en sorte que les milices fussent engagées pour un terme d'au moins quatre ans.

Le général avait informé Harrach des violences que les Français commirent contre les droits, hauteur et souveraineté de la reine dans les terres de St Hubert, Nassogne, Masbourg. Les Français avait fait partir de St-Hubert le lieutenant avec le détachement des troupes de la reine, qui avaient été envoyés dans cette localité. Chanclos fut averti le 9 septembre que le conseil de Luxembourg avait reçu la mission de s'entourer de tous les renseignements et de son côté il fut chargé de l'aider à l'accomplir. Dans les circonstances actuelles, cet incident pouvait donner lieu à de graves complications (2). C'était en effet le 11 septembre que Marie-Thérèse (3) se rendit à l'assemblée des Hongrois qui jurèrent de mourir pour elle ou du moins qui s'écrièrent après la touchante allocution de la reine d'après le « *diarium diaetale* » ou le procès-verbal de la diète, « *vitam nostram et sanguinem consecramus* » nous dévouons notre vie et notre sang. Pour le dire incidemment ce point a été peu élucidé. Un historien moderne et en situation de puiser à toutes les sources des archives d'Autriche dit en propres termes : « Voilà l'acclamation générale selon le *diarium diaetale*. » Les paroles : « *moriamur pro rege nostro* » ne furent pas prononcées, du moins elles ne figurent pas dans le *diarium diaetale* ni dans le rapport de Capello, du même temps, ni dans Kolinovics. Le fils de Marie-Thérèse, le prince royal Joseph, âgé de six mois était alors à Vienne et non à Presbourg. Sa mère ne pouvait donc pas le porter sur ses bras.

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 4098.

(2) Ibid.

(3) V. Maria-Theresias erste Regierungsjahre von Alfred Ritter von Arneth, t. 1^{er}, p. 300, note 48, Vienne 1863.

« Cependant la question des milices occupait toujours le gouvernement. Chanclos écrivit à Harrach, le 16 septembre 1741, sur ce sujet, une lettre des plus curieuses. Elle est ainsi conçue :

Monseigneur,

Les députés de cette province ont été assemblés hier. Ils ont lu la lettre que V. Exc^e leur écrit au sujet des deux mille recrues de la province, après quoi ils sont venus me dire qu'ils ne voyaient pas que cette lettre autorisasse les *députés seuls* à conclure cette affaire et qu'ils ne pourraient se dispenser *d'attendre l'assemblée générale des États* qui est fixée au deux du mois prochain. Ce délai ne porterait à aucune conséquence d'autant plus que les habillements ne sont point encore prêts; *mais j'ai peur que quelque philosophe d'Ardenne ne contre carre notre dessin, ou tout au moins le rende public*, ce qui pourrait faire évader une partie des jeunes gens qui aimeront mieux aller servir en Hollande, en France qu'ici. Je me sou mets en cela et toutes choses, aux parfaites lumières de votre Excellence et c'est avec un respect infini que j'ai l'honneur d'être, Monseigneur

De Votre Excellence,

Le très humble et très obéissant serviteur

De Chanclos.

Luxembourg, 16 septembre 1741.

Harrach répondit le 20 septembre à une lettre de ce général du 16 annonçant que les États avaient acheté les bœufs dont il avait été tant de fois question. Chanclos fut autorisé à disposer de ce bétail comme il le trouverait le mieux pour le service (1).

Le 16 septembre les députés ordinaires des trois états des pays Duché de Luxembourg et comté de Chiny : Willebrord, abbé de St-Maximin, Grégoire, abbé d'Echternach, Benoist, abbé de Munster, J. H. Zievel, le baron de Prel, P. Mohr de Waldt dit d'Autel, W. Knepper, F. Hoult, avaient écrit une lettre dans laquelle ils exposèrent leurs scrupules constitutionnels, d'une manière franche et nette *sans pourtant désapprouver la mesure*. Écoutons la voix respectée de ces hommes qui surent allier au respect dû à l'autorité leur amour de la légalité :

(1) Papiers d'Etat et de l'Audience, liasse n° 1098.

« Nous espérons, dirent-ils, que Votre Excellence nous rend la justice d'être persuadée que l'on ne peut rien ajouter au zèle que nous avons pour tout ce qui est de l'avancement du service de Sa Majesté et que nous ferions en cette occasion comme nous avons fait en tout autre, tout le possible pour en donner des marques réelles autant qu'il est en nous, *si le pouvoir que les Etats nous ont donné n'était borné à exécuter leurs résolutions prises en corps et à quelques autres affaires peu considérables et s'entendait à pouvoir convenir, décider, et exécuter une chose aussi importante que celle de la levée des dites recrues à laquelle nous ne sommes nullement autorisés par les dits Etats et desquels nous serions désavoués, soit pour le consentement à la dite levée ou pour la manière de l'exécuter.* » A ce mobile d'une conscience patriotique, Harrach réplique en ces termes :

Aux députés des Etats de Luxembourg,

FRÉDÉRIC, comte d'Harrach.

Bruxelles, 20 septembre 1741.

Messieurs,

« Ayant eu rapport de votre lettre du 7 de ce mois (*sic*), nous vous faisons cette pour vous dire que le service de S. M. aussi bien que celui de la sûreté de la province exigent que le projet de la levée de 2000 hommes se fasse au plus tôt possible et qu'il ne transpire point dans le public, ce qui pourrait facilement arriver si l'exécution du même projet fut trop longtemps retardée, convenant, par conséquent, qu'il soit ajusté sans perte de temps. Nous vous requérons et au nom de sa Majesté vous enchargeons de concerter incessamment avec le général comte de Chanclos sur la manière et les moyens de mettre ledit projet en exécution de sorte que le tout soit réglé et ajusté *avant l'assemblée prochaine* de l'Etat, de façon *que si vous croyez que son consentement* vous soit absolument nécessaire, il ne manque alors plus rien que la peine de le lui demander avec son approbation à laquelle nous nous attendons d'autant plus qu'une expérience de plusieurs années nous est un sûr garant de leur zèle invariable pour tout ce qui peut intéresser le service de Sa Majesté et *celui de la patrie.* Atant etc. »

Le 2 octobre Harrach demande à Chanclos un état du nombre effectif de la garnison de Luxembourg de même que des états spécifiques et détaillés de l'artillerie, attirails et munitions de guerre qu'il y a dans les magasins aussi bien que des provisions de bouche qui étaient sous la garde du commissariat de guerre. Le 14 octobre on lui donne avis que le conseil des finances a chargé le munitionnaire de la ville de Luxembourg J. B. Schwartz et le conseiller et receveur général des aides et subsides de la province J. F. Gerber de faire appeler le maréchal de l'arsenal ou tel autre qu'ils jugeraient à propos pour convenir, sous son agrément, d'un prix fixe par pièce dans le but d'appliquer (1) les vieilles ferrailles sur des affûts en blanc tant grands que petits. » Ces mesures économiques décélérent un grand embarras financier et les appréhensions causées par les événements extérieurs. Le gouvernement s'empessa d'étouffer dans leur principe les moindres mécontentements qui pouvaient éclater sur les frontières. Les gardes des droits d'entrée et de sortie au pays de Luxembourg surtout à Bitbourg et à Grevenmacher avaient violé le territoire électoral de Trèves pour saisir ceux qui passèrent dans le Luxembourg avec des denrées. Ils les traînèrent par force sur le territoire du duché et arrêtaient même les individus qui vinrent de Trèves avec des chariots chargés de sel, non sans les traiter avec un emportement inoui. Harrach signala le 16 octobre 1741 ces abus au conseiller substitut du procureur général de Luxembourg en lui ordonnant d'ouvrir une enquête sur ce point. Un autre désordre avait éclaté dans la province à l'occasion de la levée de ces droits d'entrée et de sortie. Par une représentation datée de Luxembourg le 18 octobre 1741 et signée Willebrod, abbé de St-Maximin, Grégoire, abbé d'Echternach, Benoist, abbé de Munster, J. H. de Zievel, le baron du Prel, P. Mohr de Walddit d'Autel, W. Knepper, J. Malempré, F. Houtt (2), ces députés ordinaires des trois états demandèrent que Harrach « ordonnât pour la suite au conseil des Finances et à tous autres qu'il appartiendra que toutes les ordonnances concernant la levée et la perception des droits seront envoyés au Conseil provincial de Lu-

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1098.

(2) Ibid.

xembourg, pour en ordonner les affiches et publication de la manière accoutumée, pour les autres placards émanés de la part de Sa Majesté afin que le public en fût dûment averti et qu'il pût s'y conformer. » Au dire des députés les étrangers qui attribuaient ce défaut de publication à la malveillance et au mauvais vouloir des employés, cherchèrent à éviter la province par des voies détournées, comme si elle avait été une région contagieuse et par cette circonstance le commerce déjà très languissant tomba dans un marasme complet. Harrach répondit le 23 octobre 1741, en disant que les placards émanés, le 20 septembre, portant défense de la sortie des bœufs *et bétail*, « furent réellement envoyés au Conseil provincial de Luxembourg, mais que le commis des domaines et finances Capon ayant été absent pour ses affaires personnelles en Flandre, les employés du greffe expédièrent directement des exemplaires aux trois bureaux principaux de Luxembourg. Ce fut la source d'une erreur que Capon redressa à son retour. Nous avons parlé plus haut des violences que les troupes de France commirent à St-Hubert, à Nassogne, à Masbourg, Cugnon, Chassepierre, et ailleurs dans la province de Luxembourg. Le 28 octobre 1741, les gouverneur, président et gens du conseil de Luxembourg écrivirent à Harrach que le commissaire délégué à cet effet, le conseiller de Taux avait interrogé l'officier qui commanda les troupes de la reine à St-Hubert mais que Chanclos suspendit l'information à cause du retentissement que cette affaire pourrait avoir et sous prétexte de demander à Harrach de nouvelles instructions. La mission du conseiller de Taux était assez difficile. Il dut s'informer d'où venaient les troupes françaises qui entrèrent dans la province, de quel côté ils firent leur entrée, où elles campèrent, par quel endroit elles sortirent. Il dut également rechercher le nom du commandant et s'enquérir de ce que les sujets des Pays-Bas fournirent aux troupes françaises et aussi établir par quel ordre des poteaux furent plantés le long d'un chemin prétendument neutre. Enfin de Taux dut constater le traitement infligé aux troupes des Pays-Bas et la manière par laquelle on les obligea d'évacuer St-Hubert, sans oublier de faire rapport sur les ordres qu'il avait plu à l'abbé de St-Hubert de s'attribuer et sur les changements qu'il introduisit au préjudice des droits et hauteurs du souverain en la terre de St-Hubert.

Le 30 octobre Harrach fit dire au conseil de Luxembourg qu'il n'éprouvait aucune difficulté dans l'envoi du conseiller député aux endroits désignés pour commencer son information, les treize métiers de la bourgeoisie ayant adressé au gouvernement les plaintes déjà signalées dans ces pages au sujet du trafic que les soldats de la garnison de Luxembourg firent avec les bourgeois dans diverses branches de l'industrie et du commerce, Harrach, par dépêche du 6 novembre, fit rappeler au général Chanclos que, par avis du conseil d'État et privé, il est défendu à tous les militaires de faire aucun métier ou négoce soit entre eux soit avec les bourgeois (1). Ambrosy, substitut du procureur général près le conseil de Luxembourg fut invité, le 9 novembre 1741, à faire le procès aux brigadiers et gardes qui avaient fait irruption sur le territoire de Trèves dans l'affaire des droits d'entrée et de sortie qui nous a occupé plus haut. Cette fois-ci la justice de l'époque était stimulée probablement par les péripéties politiques. On avait à cœur de rester dans les meilleurs termes avec les voisins pour résister avec plus d'énergie aux ennemis qui menaçaient de tout côté l'héritière de Charles VI. Cela n'empêcha pas le gouvernement général de descendre à des détails qui prouvent sa confiance dans les destinées de la souveraine. Le 11 novembre il fit savoir au conseil de Luxembourg que le local où s'assemblait ce corps tombant en ruine, il devenait nécessaire de le rebâtir pour le printemps prochain. De l'avis du gouvernement les excrescences de la ville de Luxembourg devraient être employées comme fonds pour couvrir les dépenses qui résulteraient de cette entreprise. Ces travaux pacifiques n'étouffèrent par le bruit des armes. Le 4 décembre Chanclos fut averti qu'il avait été décidé de lever dans le Luxembourg un régiment de milice suivant un projet dû au général commandant les armes. Il lui fut ordonné par dépêche du 5 de suivre et d'exécuter les instructions que le général commandant lui donnerait à ce sujet. Dans sa lettre du 9 novembre Chanclos, tout en approuvant le projet, dit qu'il aurait désiré qu'on levât un régiment dans toutes les forces et qui, selon lui, aurait rendu plus de service que les milices. Du reste, il n'a pu entamer cette matière avec les députés

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1098.

auxquels il est défendu de s'en mêler sinon dans une assemblée générale, ce qui nécessiterait la convocation des États. Chanclos, pour terminer, déclara que le chiffre de 4000 hommes lui paraissait exagéré pour une province étendue, il est vrai, mais où les villages sont fort éloignés les uns des autres (1). Le 16 décembre l'affaire de St-Hubert prit une face nouvelle. Le conseil de Luxembourg avait été chargé d'arrêter et de transporter dans cette ville deux des membres de la justice de St-Hubert pour y être tenus en arrêt civil jusqu'à ce que le conseil eût ses apaisements sur l'affaire en question. Le général Chanclos dut lui prêter son assistance afin de mener la chose à un bon résultat et de pénétrer au fond du mystère (2). Ce qui plongeait probablement dans la politique tortueuse de la France avide de prétexte pour allumer l'incendie de la guerre dans les Pays-Bas autrichiens. Prague pris (20 novembre), Charles-Albert, l'Électeur de Bavière, vendu à la France, comme Maximilien-Emanuel, se fit proclamer roi de Bohême (19 décembre) et s'avança vers le Rhin, à la tête de ses troupes, pour conquérir la couronne impériale d'Allemagne destinée à l'époux de Marie-Thérèse.

1742.

Cette année s'ouvre pour le Luxembourg avec une incomparable placidité. Chanclos dut veiller, par habitude sans doute, à l'envoi à charge des terres franches pour l'année 1742, à cause de la détresse des finances (3 janvier 1742). Le baron de Heyden (5 février) fut mandé à Bruxelles pour affaires de service. Ce n'est qu'au 21 février de cette année que le côté plus sérieux reparait dans les relations du Luxembourg avec le gouvernement général. A cette date Chanclos apprit que celui-ci avait résolu de construire « un ouvrage à deux chutes à la tête de l'escarpement de la rampe à la droite du bastion et contregarde de Berlaymont pour fermer l'ouverture qui se trouve dans le milieu de la montagne de Tinterberg entre les ouvrages faits depuis 1739 et entre la porte d'Eich et l'enveloppe de Berlaymont, comme aussi d'avoir en réserve, dans l'arsenal de Luxembourg, 4000 planches de sapin outre

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1098.

(2) Ibid.

celles qui y sont déjà et de faire construire le puits rouge dont l'entretien est à la charge de sa Majesté, à l'épreuve de la bombe (1). »

Le général eut en outre la mission d'amener le magistrat de transformer le puits de la place d'armes de la même manière « pour garantir les habitants contre tous les événements qui pourraient les priver de l'eau nécessaire. » Les prévisions des hostilités futures se montrèrent partout. Elles éclatèrent même dans l'administration de la justice. Harrach, par dépêche du 17 avril, qui n'était venue à l'office de l'audience que le 9 mars 1742, avertit le conseil de Luxembourg (2) qu'il avait tenu en état et surséance la procédure relative à un procès intenté aux officiers de la gruerie d'Arlon par les habitants des villages de Louftemont, Valansart, Behême au sujet du refus que ces officiers « auraient fait du paturage dans les cantons nommés *le trou des Pourcets, le haut Chevrivaux et le Sart-au-Bois*. » L'embarras financier ce fut la pierre d'achoppement de nos gouvernants de ce temps. Le président du conseil de Luxembourg, baron de Meyssembourg reçut la mission par lettre du 18 avril 1742 « d'induire les Etats du pays duché de Luxembourg et comté de Chiny à fournir la somme de 200 mille florins *en don gratuit* et de les assurer qu'ils seraient dispensés au moyen de ce don du subside extraordinaire qu'ils seraient accoutumés d'accorder annuellement à sa Majesté. » Cette conversion avait été imaginée parce que les états, à la date du 9 avril avaient introduit une représentation au sujet de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvèrent de lever sur leur crédit la somme de deux cent mille florins qui leur avait été demandée par forme d'emprunt (3). Cet argent devait être employé à la défense du pays. Cette intention se trahit dans une dépêche du 4 mai « au général comte de Chanclos *commandant ad interim* de la ville et province de Luxembourg et au baron de Gemmingen *commandant ad interim* à Mons. » Il leur fut donné avis que dans les conjonctures présentes le gouvernement fût informé le plus exactement possible des mouvements des Français. Chanclos fut chargé de surveiller les places aux frontières de Luxembourg et

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1099.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

d'y envoyer des espions capables de rapporter les dispositions qu'on prenait dans ces places et d'observer la force des garnisons (1). Ces deux chefs reçurent déjà le 19 mai une autre dépêche mais dans le même sens leur inculquant ce pressant devoir. Le 25 juin, on leur expédia des ordres analogues mais encore avec beaucoup plus de précision. Non seulement ils furent obligés d'informer le gouvernement de tout ce qui se passait sur les frontières de France mais particulièrement de la force des troupes et des milices qui durent se rassembler le 30 juin dans les places françaises situées aux frontières ou dans les campements qui leur avaient été assignés, sans omettre d'ajouter le nom, l'effectif de chaque régiment, de chaque bataillon ou escadron. Ces informations durent être transmises successivement à partir du premier juillet 1742. Avant cette date, le 20 mai 1742, il fut agité une question alors encore sérieuse de droit d'asile mais dont nous ne connaissons pas le résultat. Harrach fit écrire à Chanclos que le nonce de S. S. à Bruxelles avait déclaré que « l'asile n'aurait plus lieu à l'avenir pour les déserteurs. » Cette déclaration n'empêcha pas les Récollets de Luxembourg de refuser de rendre un déserteur du régiment de Salm qui s'était retiré dans leur couvent et Chanclos reçut ordre de le cerner par des troupes, de n'y rien laisser entrer ou sortir afin d'obliger ces religieux à rendre le déserteur.

C'était pour ainsi dire le coup de grâce de cet antique droit d'asile qui avait souvent exercé la patience des autorités civiles, comme nous dirions, dans les siècles passés (2). L'esprit philosophique avait envahi les cours et inspiré les particuliers. Mais revenons en aux affaires de guerre. La France fit lever des compagnies franches, à l'époque qui nous occupe, et par ses émissaires engagea des sujets dans la province de Luxembourg. Le procureur général de cette ville fut sollicité, le 14 juillet 1742, à faire les devoirs de sa charge (3) tant contre les enroleurs étrangers que contre les sujets de Sa Majesté qui s'aviseraient de prendre du service chez des puissances étrangères et de se régler, à cet égard, selon le prescrit de juillet 1738, en stimulant les officiers de justice afin qu'ils poursuivissent l'exécution du

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1099.

(2) Ibid.

(3) Ibid. liasse, n° 1100.

même règlement. Le 24 juillet, Chanclos et Gemmingen furent de nouveau pressés de transmettre les avis qu'ils auraient reçus des frontières. Sur une lettre du 9 août écrite à Harrach par le président du conseil de Luxembourg, celui-ci fut autorisé à écrire à l'intendant de Lorraine et au marquis de Creil et, pour *gagner du temps*, le président fut invité à faire émaner dès le 13 août 1742, par la voie du Conseil de Luxembourg « une ordonnance par laquelle la sortie des rentes, limels en grain et autres crus dans la province de Luxembourg appartenant aux sujets de la Lorraine sera défendue tant et si longtemps qu'il sera défendu aux sujets de S. M. de retirer de la dite Lorraine *les rentes, limels et crus* leur appartenant (1). » C'étaient des représailles. Il était décidé à Versailles que les Pays-Bas seraient envahis. Résumons les faits qui avaient bouleversé l'Europe. Après l'appel aux Hongrois les braves Tyroliens avaient également tiré l'épée pour défendre les droits de Marie-Thérèse. Comme un ouragan, les Croates, les Esclavons et les Pandours commandés par des chefs tels que Trenk et Menzel tombèrent sur les Bavares et les Français qu'ils repoussèrent.

Charles-Albert couronné empereur à Francfort, le 21 janvier 1742 ne pouvait plus rien sans la France. Il y avait encore deux armées françaises en Bohême. Leur action était neutralisée par la division de leurs chefs, tandis que Frédéric II gagna la bataille de Chotusitz qui amena la paix de Breslau (28 juillet 1742) et la cession à la Prusse de presque toute la Silésie, mais les Autrichiens reconquirent une bonne partie de la Bohême et laissèrent Belle-Isle opérer sa retraite. La dépêche adressée le 12 septembre aux États de Luxembourg et autres États des Pays-Bas autrichiens fait pressentir pour le printemps prochain un nouvel allié dans Georges II de Hanovre et d'Angleterre. Harrach dit dans ce document que par acte du 29 août « il avait été accordé à Abraham Hume, entrepreneur des chariots, chevaux, pain et fourrages pour les troupes de S. M. Britannique et de celles qui sont à sa solde, l'exemption des droits de tonlieu, barrières, ponts, écluses et tous autres quelconques qui se paient tant au profit de Sa Majesté que de ses provinces et villes, soit par terre ou par eau pour les cha-

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1100.

ts, chevaux, denrées et effets que le dit entreprenneur ses commis au employés livreront ou feront transporter(1) pour le service des mêmes troupes, etc. » Un incident futile en apparence témoin de la surexcitation des esprits dans le Luxembourg. Sur les conseils de ses amis J. Schokweiler, bailli d'Agimont était allé passer ses vacances à Luxembourg (2) où il eut l'honneur de rendre des devoirs aux deux jeunes comtes d'Harrach qu'il avait rencontrés dans cette ville et dont il loua fort les belles manières et exquise politesse. A son retour il vit un certain Le Roy, ancien contrebandier qui exploitait la France et qui se disait alors lieutenant d'une compagnie franche au service de la reine et tenir du comte de Neupergh (Neipperg) une commission pour enrôler tous ceux qui voudraient prendre parti. Schockweiler qui s'imaginait que sous les allures de cet homme il se cachait peut-être un stratagème de la France, voulut tenir Harrach au courant de ce qui se passait afin qu'il sût quelle conduite il devait tenir à l'égard de Le Roy. C'était aux yeux du bailli d'Agimont un homme dangereux, mais utile. Il connaissait parfaitement tous les chemins que dut tenir un partisan tant en France que dans le Luxembourg, mais le correspondant avait quelque raison d'être dans la perplexité s'il est vrai, comme il le disait que Le Roy était au service de la France et que M^r de Manville, commissaire de Givet l'avait protégé. Au reste les Français se remuèrent beaucoup à Charlemont. Ils introduisirent, au rapport de Schockweiler, un grand nombre de mousquets dans cette place et en retirèrent une grande quantité de mortiers, de canons, de bombes et de boulets qu'ils transportèrent à Landrecies. Le 6 octobre 1742 Harrach calma le zèle de son correspondant en lui faisant dire que Le Roy était effectivement au service de la reine et qu'il avait ordre de faire des recrues pour la compagnie franche dont il était le lieutenant(3). Nous abandonnons un moment ces préoccupations politiques pour citer une lettre du comte d'Harrach aux députés des États de Luxembourg en faveur de Bertholet qui a bien mérité des annales luxembourgeoises :

(1) Papiers d'Etat et de l'Audience, liasse n° 1100.

(2) Lettre à Harrach, de Javingne, le 22 septembre 1742.

(3) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1100.

Aux Députés des Etats de Luxembourg.

FRÉDÉRIC, comte d'Harrach.

Messieurs,

Le Père Jean Bertholet de la compagnie de Jésus nous ayant prié de vouloir bien vous écrire en sa faveur à l'effet que vous voulussiez le secourir d'une somme de trois ou quatre mille écus pour assister à achever l'impression de son ouvrage de *l'histoire sacrée et profane du Duché de Luxembourg et comté de Chiny*, nous avons cru pouvoir d'autant moins balancer à nous prêter favorablement aux instances dudit Père et à vous recommander sa demande que nous pouvons vous assurer qu'en concourant à le mettre en état de pouvoir achever l'ouvrage en question vous ferez une chose très-agréable à Sa Majesté. Attant etc. Bruxelles, le 6 octobre 1742. Le 20 novembre le conseil de Luxembourg fut chargé de faire un rapport au gouvernement sur les excès et les meurtres commis dans la forêt d'Anlier, depuis douze ans, et d'indiquer des moyens efficaces pour la répression de ces crimes (1). De son côté le procureur général de ce conseil eut mission le 5 décembre 1742, d'avertir le commandant de Luxembourg du moment où il aurait besoin de main forte pour mettre à exécution les décrets qui lui seraient transmis pour mettre en règle la terre de St-Hubert afin que le commandant pût informer le feldmaréchal comte de Neipperg. Chose étrange, mais qui s'explique par l'extrême pénurie du trésor, le 7 décembre Holtzapfel fut sommé de donner assistance, encore une fois, à Gerber pour effectuer l'envoi à charge des terres franches pour l'année 1743 ! Le 8 décembre on intima aux états d'ordre de prendre les dispositions nécessaires pour loger et nourrir les soldats dans le plat-pays au cas où l'on dirigerait des troupes vers le Luxembourg (2).

Le 9 décembre le procureur général reçut avis de profiter du séjour à St-Hubert de quelques escadrons du régiment de Styrum, qui durent arriver dans cette localité le 19 de ce mois et d'utiliser également le temps pendant lequel ils seront remplacés

(1) Voir Papiers d'Etat et l'audience, liasse n° 1100.

(2) Ibid.

par d'autres troupes pour que les huissiers puissent commencer leurs exploits. Le 10 décembre Harrach annonça positivement que les troupes commençaient à marcher successivement dans la province de Luxembourg et qu'elles auraient besoin de fourrages dans les endroits que le général commandant leur indiquerait. Le 17 une dépêche analogue fut adressée à ceux de St-Hubert, de Muno, de Bertrix, de Morteihan, de St-Cécile, de Nassogne (1). Mais le gouvernement ne laissa pas tomber dans l'oubli l'affaire de St-Hubert. Dans la dépêche qu'il fit parvenir, le 15 décembre au conseiller procureur général de Luxembourg, cette cause est presque clairement exposée. Voici cette pièce :

Au conseiller procureur général de Luxembourg N. Marchand.

FRÉDÉRIC etc., comte d'Harrach etc.

Bruxelles, le 15 décembre 1742.

Très cher et bien aimé,

Ayant eu rapport de la représentation que vous nous avez faite en date du 13 de ce mois pour nous informer des arrangements que vous avez pris à la fin de faire faire les exploits et les autres devoirs dont nous vous avons chargé par nos lettres antérieures pour les terres de St-Hubert, de Nassogne, de Bertrix, de Cugnon, de Chassepierre et de Munau *pour le chemin neuf de Sedan vers Liège et pour le procès criminel de l'abbé de St-Hubert*, nous vous faisons la présente pour vous dire que nous approuvons tous ces arrangements et que vous pourrez en conséquence faire procéder sur le pied que vous le proposez aux exploits et devoirs dont il s'agit en vous conformant pour le surplus aux instructions que nous vous avons remises par nos dites lettres antérieures, notre intention étant néanmoins pour ce qui regarde les habitants des terres de Cugnon et de Chassepierre redoivent dans les subsides et autres charges des terres franches dans la province de Luxembourg que vous les fassiez simplement sommer et en cas de défaut *exécuter pour la partie de ces arrérages* qui s'est écoulée depuis le temps que les habitants des terres de St-Hubert, de Bertrix et de Munau ont été en défaut de payer ceux qu'ils re-

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1100.

doivent de leur côté, c'est-à-dire depuis 1738 et 1739, en ajoutant dans la sommation que c'est sans *préjudice aux arrérages antérieurs* dont vous ne direz rien de plus dans la dite sommation et sur lesquels nous vous ferons à la suite tenir des ordres ultérieurs, et, d'autant qu'il convient que vous ayez pour cette sommation une nouvelle ordonnance du commandant de Luxembourg qui soit taxativement et uniquement pour la partie des arrérages pour laquelle vous ferez faire la sommation. Vous lui écrirez à la réception de cette pour avoir une pareille ordonnance que vous le prierez de vous faire remettre sur le champ par la poste ou par un exprès si la poste ne pouvait revenir à temps vous prévenant que nous avons fait tenir au maître de poste de Marche les ordres convenables pour qu'il fasse partir sur le champ et par une estafette, s'il le faut, votre lettre pour ledit commandant de Luxembourg. Enfin, nous vous informons que nous ferons demain expédier ce qui est nécessaire à ceux du conseil de Namur pour la saisie de la rente que l'abbaye de Boneffe doit à celle de St-Hubert.

A tant etc.

Du 15 décembre 1742.

*Au conseiller (1) procureur général de Luxembourg
à Marche en Famenne.*

Les lettres de Harrach, du 8 et 10 décembre au sujet des fourrages à livrer aux troupes dirigées vers la province de Luxembourg avaient consterné les députés ordinaires des trois états : Grégoire, abbé d'Echternach, le baron de Prel et W. Knepper. Ceux-ci représentèrent le 13 décembre en termes émus que Harrach ayant assuré qu'il ne leur ferait plus de demande, les Etats avaient consenti à un subside de 280 mille florins en sus des dix-huit mille, montant des fournitures que la province fit en 1742. Ils dirent que c'était une somme excessive pour les forces d'un peuple accablé par la misère, opprimés par la stérilité des deux années précédentes et que donnant tout pour le subside il ne peut plus rien pour les fourrages. La province, à cause de la rareté des fourrages, surtout dans les Ardennes est menacée de la calamité

(1) Papiers d'Etat et de l'audience n° 1100.

la plus affreuse. D'ailleurs, les Etats n'ont aucun fond ni revenu, ajoutent les députés, ni même de crédit pour avoir des avances quand même on offrirait six et un quart pour cent. Il est cependant impossible que sans argent on puisse subvenir aux fourrages d'un corps de troupes aussi considérable que celui qui est en route pour le Luxembourg. Ils demandent donc d'être dispensés de ce devoir et de constituer un entrepreneur à qui ils donneraient toutes les facilités pour accomplir sa besogne. Cependant ils feront, dirent-ils, tous leurs efforts pour assurer ce service pendant quinze jours.

Harrach répondit le 17 décembre à cette lettre que « le service indispensable » ne lui permet pas de les exempter et qu'il les requiert de nouveau de faire livrer dans les endroits que le général commandant indiquera (1). »

Le 22 le procureur général, qui était encore à Marche en Famenne dut faire tenir à la terre de St-Hubert et aux terres franches circonvoisines de la province de Luxembourg des lettres relatives à la livraison des rations pour les troupes qui traversaient alors la province. De nouvelles lettres furent adressées aux terres de Chassepierre et de Cugnon ainsi qu'à leurs dépendances pour le même objet. Il lui fut enjoint de ne pas encore lancer celles qui avaient été destinées à Ste-Cécile, à Morte han, à Chassepierre et à Cugnon. D'un autre côté, le procureur général ayant manifesté un doute sur la question de savoir si, par le décret qu'il avait obtenu pour la saisie des biens du monastère de St-Hubert, il dut faire saisir ou séquestrer les meubles, la vaisselle et les autres effets mobiliers appartenant au même monastère ou à l'abbé, il lui fut répondu, le 22 décembre 1742 : « notre intention n'est pas que vous poussiez jusqu'à ce point la saisie en question voulant que vous vous contentiez de la faire exploiter sur les biens en fond, censes, rentes et autres pareils droits appartenant audit monastère et sur les rendanges, canons, fruits et revenus qui peuvent lui en être redeus actuellement ou qui en escheoiront au futur. » Le 24 décembre une requête fut expédiée, pour examen à Marchand, procureur général à Luxembourg. Elle avait été adressée par « les mayeurs, échevins, bourgmestre et communs

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1400.

habitants de la terre de St-Hubert » au comte d'Harrach et avait pour objet « la surséance de l'exécution à résulter de la sommation qui leur avait été faite le 20 décembre pour les arrérages qu'ils durent dans les subsides et autres charges des terres franches de la province de Luxembourg. » Le gouvernement, sur la promesse de ces habitants qu'à l'avenir ils se comporteront en bons et fidèles sujets, consentit à une prolongation du délai et à un notable adoucissement, mais il fut inflexible quant aux rations qu'il fallut livrer aux troupes passant par le territoire de St-Hubert ou qui y séjourneraient. Les signataires de la requête avaient député N. Rensonet qui remit en personne à Bruxelles cette supplique au comte de Harrach (1). La pièce qui suit éclaircira encore ces débats qui eurent tant de retentissement parmi les contemporains de ces démêlés.

Au Conseiller Procureur Général de Luxembourg N. Marchand

FRÉDÉRIC etc.

Très cher et bien aimé,

« Les députés des Bourgmestres, mayeurs, échevins et communs habitants de la terre de St-Hubert, nous ayant réitéré des représentations à l'effet d'obtenir en faveur de ses principaux une attermination pour le paiement des arrérages qu'ils redoivent dans les subsides et autres charges des terres franches de la province de Luxembourg, nous vous faisons la présente pour vous dire qu'en considération de la soumission que ceux de la dite terre de St-Hubert ont témoigné aux décrets que le conseil de Luxembourg a portés pour faire cesser les nouveautés que l'abbé de St-Hubert avait osé y introduire, nous leur avons accordé de pouvoir acquitter les arrérages en question sur le pied et dans les termes suivants, savoir : qu'ils payeront au dix de janvier prochain une somme de 7000 florins argent comptant, une autre somme de 7000 florins au quinze du mois d'avril suivant dont, néanmoins, ils déduiront l'import des rations qu'ils auront livrées aux troupes de Sa Majesté. Une 3^e somme encore de 7000 florins au 15 du mois de juillet, enfin le restant desdits arrérages au 20 du mois de janvier 1744, vous prevenant que, pour l'assurance des

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 1100.

trois derniers paiements à faire, ils devront vous mettre en mains aussi le dix du mois de janvier prochain des assignations en forme de lettres de change acceptées par des personnes solvables et domiciliées dans quelques endroits de la domination de Sa Majesté. En conséquence de quoi, vous ferez cesser tous les devoirs que vous avez fait commencer à leur charge pour le paiement de ces arrérages dès qu'ils nous auront compté la première somme de 7000 florins et qu'ils nous auront mis en mains des assignations comme ci-dessus pour celles à acquitter dans les trois derniers termes. Nous entendons au reste que ces arrérages ne préjudicieront en rien au paiement des sommes auxquelles la terre de St-Hubert a été cotisée par le dernier envoi qu'elle a reçu et lesquelles devront être acquittées comme d'ordinaire aux termes réglés par ces envois. Attant etc. Au conseiller procureur général de Luxembourg présentement à Marche en Famenne, du 31 décembre 1742(1). « Voilà le terme où aboutit l'obstination de l'abbé de Jong qui avait embrassé le parti de la France (2) et dont le parti contrastait singulièrement avec les misères d'une époque de troubles et de désastres qui affligeaient la province.

(1743).

Le cardinal Fleury mourut le 29 janvier 1743. La France poussa avec plus d'énergie à la continuation de la guerre. L'armée dite de la pragmatique sanction quitta cette année les Pays-Bas pour entrer en Allemagne. Son effectif était d'environ soixante mille hommes. Elle passa le Rhin, en avril, à Andernach et à Neuwied.

Le 23 janvier 1743 N. Marchand, conseiller procureur général au conseil de Luxembourg fut invité « à accélérer les devoirs dont il avait été chargé, touchant la terre de Schleyden » afin qu'il pût exécuter le décret pendant que les troupes étaient encore rassemblées dans la province (3). Par les lettres du 20 décembre 1742 et 26 janvier 1743, les députés demandèrent qu'il leur fût permis de tirer sur le premier terme de l'aide de la province de Luxembourg pour pouvoir opérer le paiement des fourrages livrés aux troupes. Par dépêche du 30 janvier cette demande leur fu

(1) Papiers d'Etat et de l'Audience, liasse n° 1100.

(2) Chronique de l'Abbaye de St-Hubert traduite par Robaulx p. 192.

(3) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1101.

accordée, à raison de 7 sols argent courant de Brabant de chaque ration complète sur les deniers de l'aide que le receveur général dut avoir en caisse le 15 mars 1743.

Le 6 avril 1743, le commandant de la ville de Luxembourg, Holtzapfel, reçut cette singulière dépêche :

« Monsieur le commandant,

Le projet d'ordonnance que vous jugez nécessaire de publier dans la province de Luxembourg pour défendre aux habitants d'icelle d'acheter les chevaux des déserteurs français et pour ordonner de les mener dans la ville de Luxembourg afin d'y être vendus publiquement et au plus offrant, que vous nous avez remis par votre lettre du 30 du mois passé, nous a paru autant utile pour que les officiers de S. M. qui auront besoin des chevaux aient l'aisance de s'en pourvoir, qu'afin que les habitants de la province sous prétexte d'acheter des effets des déserteurs des puissances étrangères *ne puissent aussi en acheter de ceux des troupes de S. M.* Ces raisons solides nous ont porté à approuver et à agréer la dite ordonnance et de la remettre au conseil de la province lui ordonnant de la faire émaner et publier en forme et manière ordinaire (1) ». Le 6 avril Holtzapfel reçut une lettre de félicitations en réponse à sa lettre du 27 mars dans laquelle il transmet l'acte par lequel les échevins et les treize maîtres de la bourgeoisie de Luxembourg s'offrirent, sur la réquisition du feldmaréchal comte de Neipperg, à concourir à la défense de la ville en cas où elle serait attaquée. Par dépêche du 17 août 1743, Holtzapfel fut en effet invité à prendre, de concert avec les députés, toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la ville et de la province de Luxembourg. Les dangers semblaient donc augmenter (2).

Dans une lettre du 12 août les députés des états avaient exprimé la crainte que la France ne sommât la province de Luxembourg de payer des contributions. Afin de prévenir la ruine du pays, ils sollicitèrent la permission de traiter à ce sujet avec les Français ou d'autoriser le commandant de Luxembourg à leur accorder cette permission ou à prescrire d'autres mesures pour préserver

(1) Papiers d'État et de l'audience, liasse n° 4101.

(2) Ibid.

la province d'un désastre. Il leur fut répondu par dépêche du 17 août 1743 que l'armée alliée dans l'empire s'approchait de plus en plus des frontières de la province de Luxembourg et qu'il n'y avait pas d'apparence que la France pût faire une pareille tentative, mais que si, contre toute attente, une telle sommation se produisait les députés devraient envoyer un exprès ou une estafette et alors on leur dicterait leur ligne de conduite. En attendant ils auraient à prendre les mesures que la nécessité réclamait (1).

Le 30 septembre 1743, Willibrod, abbé de St-Maximin, et Grégoire, abbé d'Echternach répondirent à Koenigsegg-Erps (2) que les Etats se réunissant par son ordre le premier octobre 1743 pour renouveler les députés tant ordinaires que résidants et que la reine ayant nommé à la place de feu l'abbé de Munster, Benoit Haas, prieur de cette abbaye, ils le prièrent d'envoyer ses patentes à ce dernier afin qu'à la fin de l'assemblée il pût être nommé député résidant. Le 5 octobre les auteurs de cette représentation furent informés que les lettres patentes « sont arrivées en effet (de Vienne) mais qu'elles ne peuvent lui être remises (à Dom Benoit Haas, abbé de Munster) que contre l'obligation que l'abbé nommé doit donner de payer annuellement une pension de 150 fl. à la personne que S. M. a bien voulu en gratifier dont ledit Dom Benoit est déjà informé. » Revenons un moment aux travaux des fortifications. Le 7 octobre le colonel de Baut, chef et directeur du corps des ingénieurs, commandant du port de Nieuport reçut la mission de tenir la main à ce que, à Luxembourg, on procédât avec plus d'économie dans l'emploi des poudres destinées à ouvrir le roc. Le munitionnaire de cette ville avait délivré 500 et même 1000 livres à la fois aux mineurs sans faire d'état de sorte qu'ils consommèrent 11600 livres depuis deux ans (3). La dépêche fut communiquée à Holtzapfel (général-major, commandant provisionnel de la ville et province de Luxembourg). On lui fit en même temps savoir qu'on avait l'intention de remplacer à l'arsenal de Luxembourg les 29319 3/4 livres de poudres et les 12139 livres qui avaient été consommées depuis le mois de janvier 1741 jusqu'au premier

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1101. Nous n'avons pas de lettre des députés.

(2) Charles Ferdinand comte de Koenigsegg-Erps, successeur de Harrach.

(3) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1101.

juillet 1743. Le transport de la poudre avait pu être différé jusqu'à la marche « de quelques troupes vers Luxembourg. » Elles étaient prêtes dans les magasins d'Anvers d'où on dut les tirer probablement par les soins du munitionnaire Schwartz. Par lettres circulaires écrites aux états et aux villes, et entre autres aux députés des états de Luxembourg, Kœnigsegg porta à leur connaissance que S. M. Britannique avait conféré à Nicolas Carpentier, bourgmestre d'Ostende, la fourniture de tout ce qui regardait les fourrages en général pour les troupes britanniques destinées à faire leur quartier d'hiver dans les Pays-Bas autrichiens. En conséquence l'avoine, le foin et la paille que Carpentier transporta dans les villes désignées et destinés aux troupes britanniques furent exempts des droits de tonlieu, barrière, ponts, écluses et de tous autres droits internes qui étaient perçus au profit du souverain (1). Holtzapfel (cet ordre se renouvelait tous les ans) fut requis le 24 octobre de prêter assistance au receveur général provisionnel Henry, chargé de faire l'envoi à charge des terres franches de la province de Luxembourg pour l'année 1744 et de faire parvenir « leur quote-part dans l'entretien de la cour de son Altesse Sérénissime le prince Charles de Lorraine et de Bar (2). Le 13 novembre 1743, il eut à s'occuper des Capucins d'Arlon par la dépêche qui suit :

« Ayant fait payer des deniers domaniaux 75 écus aux pères Capucins de la ville d'Arlon qui, au moyen de cette somme se sont chargés de réparer la muraille de leur jardin qui est dans les fortifications et, convenant que cet ouvrage soit fait suivant les instructions d'un ingénieur, nous faisons cette pour vous en charger et ordonner au nom et de la part de Sa-Majesté d'y en envoyer un pour expliquer auxdits pères de quelle manière ils doivent faire ladite réparation afin qu'ils puissent y travailler au printemps prochain, notre intention étant que ledit ingénieur n'y reste qu'autant de temps qu'il lui en faudra pour faire connaître sa pensée auxdits pères et qu'après il retourne à son poste (1). » Par dépêche du 22 novembre les membres du Conseil de Luxembourg furent autorisés à tenir leurs séances dans la maison dite

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1101.

(2) Ibid.

domaniale. Le conseil des finances affecta des fonds pour l'appropriation de l'ancienne maison du conseil qui était dans un mauvais état (1).

Le 22 novembre le gouvernement avait appris qu'un neveu du chancelier de Liège, Rongrave, au service du roi de France, avait eu commission de lever un régiment de hussards pour le compte de ce pays. Il avait eu également l'intention d'enrôler des sujets de S. M. dans le duché de Luxembourg et d'y d'acheter des chevaux ardennais pour en pourvoir ce régiment. Le commandant de Luxembourg fut chargé d'arrêter tous les enrôleurs étrangers qui auraient été découverts dans le duché de Luxembourg à l'exception de ceux au service des puissances alliées et il dut particulièrement veiller à ce que le régiment de hussards en question ne pût se procurer des chevaux du pays de Luxembourg (2). Les membres du conseil de Luxembourg eurent les mêmes devoirs à remplir. D'un autre côté les états furent avertis que les troupes de S. M. étaient en marche (28 nov. 1743) pour atteindre la ville et la province de Luxembourg et les autres provinces des Pays-Bas. Ils eurent à les pourvoir de tout ce qui leur était nécessaire pendant leur passage (3). Par lettre du 24 janvier 1743 la veuve Proli apprit au gouvernement qu'elle éprouvait des difficultés pour la levée de 600,000 florins de change sur le domaine de Luxembourg et sur le crédit des états de cette province. Le gouvernement la déchargea de cette levée et lui ordonna de renvoyer au conseil des finances la commission que les états de Luxembourg lui avait donnée pour faire cette levée ainsi que la liste des personnes qui avaient fourni de l'argent afin qu'on pût retirer les obligations et les renvoyer, le gouvernement ne voulant pas qu'un domaine aussi considérable fut engagé sans fruit (4).

1744.

Le 4 mars 1744 nous retrouvons le comte de Neipperg à Luxembourg (1). Le gouvernement lui adressa une lettre à cachet volant pour être remise aux députés des États et duché de Luxembourg

(1) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1101.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

et comté de Chiny au sujet d'un magasin à fourrages qui y était mentionné, en le priant de prêter la main à ce que les députés ne tardassent pas à exécuter les ordres contenus dans cette lettre (1). Il s'agissait de former un magasin de foin et de paille de deux cent mille rations et qui devaient être payées sur mandements du maréchal comte de Neipperg ès mains du receveur Felz. Cependant le gouvernement demanda qu'on fournit sur le champ cent mille rations au lieu de nonante mille, afin que le magasin y compris les rations déjà existantes à Luxembourg fût au moins de cent et soixante mille rations. Cette dépêche porte encore la signature du comte de Kœnigsegg-Erps (2). Le 15 mars 1744 la France déclara la guerre à l'Angleterre et le 26 avril de la même année à l'Autriche. La France prit prétexte de l'attaque de la Lorraine et de l'Alsace (3) pour motiver la déclaration contre cette seconde puissance. Bientôt on apprit que Louis XV voulait prendre en personne le commandement de l'armée qui envahissait les Pays-Bas. On était persuadé dès lors que la plus grande partie des forces de la France serait dirigée contre notre pays tandis que sur le Rhin elle se bornerait à garder la défensive. Le duc Charles de Lorraine qui avait succédé au comté de Kœnigsegg-Erps était

(1) Dans la biographie universelle par F.-X. de Feller, édition de Paris 1849, t. VI, l'article suivant est consacré à cet ancien gouverneur et commandant de Luxembourg :

« Neipperg ou Neuperg (Guillaume-Reinhard, comte de) feldmaréchal autrichien, d'une famille noble de Souabe, né en 1684, se distingua dans la carrière des armes, et servit la maison d'Autriche avec beaucoup de zèle et de fidélité. Il se distingua à Tèmeswar et à Belgrade et fut gouverneur du duc de Lorraine François, depuis Empereur. En 1734 il débloqua la Mirandole ; en 1738 il se signala au combat de Kornea contre les Turcs. Ce fut lui qui conclut rapidement et secrètement le traité qui, en 1739, remit Belgrade entre les mains des Turcs, pour délivrer le grand-duc François, depuis empereur qui avait été pris durant une partie de chasse. On fit semblant de l'en punir par la prison, mais le traité n'en fut pas moins ratifié et le général comblé de faveurs fut mis ensuite à la tête de l'armée que Marie-Thérèse opposa au roi de Prusse. Lors de la guerre pour la succession de Bavière, en 1741, il fut encore mis à la tête d'une armée. Mais il fut défait à Molwitz et se retira quelque temps après à Luxembourg, dont il avait été nommé gouverneur dès l'an 1736. Il y resta jusqu'en 1753, aimé et respecté des habitants de cette province. Par des vues d'humanité, concertées avec le maréchal de Belle-Isle, gouverneur de Metz, il sut, au milieu de la guerre, préserver le pays confié à ses soins de ces dévastations destructives aussi contraires à la gloire des souverains qui ordonnent la guerre qu'aux intérêts du pauvre peuple qui en supporte les dangers et les frais. C'était un homme de mœurs austères et d'une grande probité. Il avait été élevé dans l'hérésie luthérienne. Il l'abandonna avec pleine connaissance de cause pour embrasser la religion catholique dont il pratiqua les devoirs avec exactitude et édification. En 1753, il fut appelé à Vienne pour faire partie du conseil de guerre et il mourut dans cette ville le 26 mai 1774 ».

(2) Papiers d'Etat et de l'audience, liasse n° 1102.

(3) Thermopyles de l'Allemagne.

déjà à Bruxelles. Il avait fait son entrée dans cette ville, le 26 mars 1744, avec l'Archiduchesse Marie-Anne, son épouse et la sœur de Marie-Thérèse. Celle-ci appuyée par l'opinion publique en Angleterre répondit à la France par un manifeste qui dévoila les manœuvres et la politique hypocrite du cabinet de Versailles. Ce document finit par interdire, sous les peines les plus sévères, tout commerce avec la France. Le prince Charles de Lorraine rédigea un mémoire dans lequel il conseilla de porter le théâtre de la guerre en Flandre, dans la conviction que, par ce plan, la France serait obligée de diviser ses forces. A Vienne on conçut un autre projet. On voulut à la vérité opérer une division contre la France en s'appuyant sur les Flandres, mais l'armée principale devait se réunir aux bords du Rhin et renouveler la tentative de reconquérir l'Alsace et la Lorraine. Par cette combinaison on crut être prêt à combattre dans le cas où le roi de Prusse tirerait de nouveau l'épée. A part les garnisons l'armée des alliés dans les Pays-Bas comptait environ quarante mille hommes. C'étaient des troupes hollandaises, anglaises, autrichiennes et hanovriennes. Les Hollandais étaient sous le commandement du comte Maurice de Nassau, le feld maréchal Wade était à la tête des Anglais et des Hanovriens. Le duc d'Aremberg commandait les Autrichiens. Le 16 avril le prince Charles de Lorraine, encore à Bruxelles en ce moment, tint un conseil de guerre dans lequel il proposa aux généraux de réunir les troupes dans un camp qu'on formerait à Cambron entre Mons et Ath et de commencer immédiatement la campagne contre la France. Ce projet échoua, grâce aux difficultés soulevées par Wade qui établit un camp pour ses troupes entre Anderlecht et Itterbeek, aux environs de Bruxelles. Le prince Charles de Lorraine irrité de la décision et de l'indécision des généraux alliés se rendit à l'armée du Rhin, persuadé que la campagne dans les Pays-Bas n'aboutirait à aucun bon résultat. Le 18 mai on apprit que le maréchal de Saxe avait passé les frontières et pris la direction de Courtray. L'armée principale, commandée par le roi de France prenait, divisée en quatre colonnes, la route de Menin qui fut assiégé et se rendit le 4 juin. Le 10 de ce mois toute l'armée bloqua Ypres. Cette place capitula le 29 aussi bien que le fort de Knock et les Français mirent le siège

TABLE DES MATIÈRES.

Introduction (1659-1715). — Démembrement de la province. — L'acte d'accord signé par l'électeur de Bavière en 1698. — Tableau de la désolation du Luxembourg tracé par les députés des Etats. — Liste des députés signataires. — Nouvelle représentation des députés du 15 mai 1698. — Les signatures de cet acte diffèrent de celles apposées à l'acte du 23 avril 1698. — Les états recourent encore une fois, le 7 janvier 1699, au droit de représentation. — Ils font ressortir le contraste de l'état présent avec sa prospérité dans le passé. — Représentation du 11 avril 1699. — Signatures des députés. — Les Pays-Bas Espagnols promis par Louis XIV à l'électeur de Bavière. — Observations des états à propos du subsidie de 1702. — Liste des députés. — Énumération des terres franches imposées. — Le Luxembourg après la bataille de Ramillies. — Un décret de l'électeur rendu à Mons (1708). — Son administration finit en décembre 1714. — Les auxiliaires de cette administration. — Knepper revient de Munich le 18 juin 1715. — Les Pays-Bas Espagnols remis à Charles VI par le traité signé à Anvers en 1715.

CHAPITRE PREMIER (1716-1717). — Début de la maison d'Autriche en Belgique. — Wachtendonck, commandant général de la province de Luxembourg. — La charge de justicier des nobles devenue vacante. — Demande par les députés des états de mettre sur l'ancien pied le nombre des conseillers et de supprimer les notaires. — Examen de la noblesse de la province par le baron de Metternich. — Les officiers du duché de Luxembourg ont séance et rang avant ceux de Gueldre. — Suppression de la chambre des domaines etc., à Luxembourg. — Revendication par les bourgeois de Luxembourg du privilège de garder les clefs de la ville. — Inauguration de Charles VI à l'occasion de laquelle Gronsfelt et Ar-

noult furent chargés de recevoir le serment des états du duché de Luxembourg. — Christ. Ern. de Baillet, président du grand conseil de Malines chargé par le marquis de Prié de s'enquérir de l'état de la province de Luxembourg. — Communication faite aux magistrats de Luxembourg, Arlon, Bastogne et Virton par le marquis de Prié. — Léopold Bayot, mayeur héréditaire de la ville de Bastogne. — Pièce à l'appui de ses droits. — L'avocat Bondet. — Les invalides de Luxembourg qui avaient droit à des gages accordés par le conseil des finances. — Personnel du conseil de Luxembourg en 1716. — Lettre du marquis de Prié à Baillet, reproduite en entier.

CHAPITRE II (1718-1722). Le comte de Lannoy élu justicier des nobles du Luxembourg. — Lettre de Gronsfelt au marquis de Prié trahissant des appréhensions de guerre et s'élevant contre la distillation de toutes sortes de fruits. — Gronsfelt demande des canons et des approvisionnements. — Réquisitions nécessaires pour la défense de la ville de Luxembourg. — Réponse du marquis de Prié aux diverses missives de Gronsfelt. — Henri Henriquet, directeur général des droits d'entrée est invité à prêter aide au colonel et premier ingénieur de Bauffé qui se rend à Luxembourg. — Jean-François Honoré, natif d'Arlon, est désigné pour la place de conseiller au grand conseil de Malines, conformément au vœu du prince Eugène de Savoie. — Représentations faites au prince Eugène par les députés ordinaires des trois Etats de Luxembourg concernant les places vacantes au grand conseil de Malines. — Dépêche du marquis de Prié à Gronsfelt qui est comme un pressentiment de la mort d'Anneessens. — Difficultés à propos des impositions dans les terres franches de Chassepierre et de Cugnon appartenant au prince de Lœwenstein-Wertheim. — Le juif Meyer à Golstein. — Plaintes du marquis de Prié au sujet d'un subside ordinaire de 60,000 florins. — Conflit entre Gronsfelt et le marquis de Prié à propos d'une convention entre l'Empereur, la France et les États généraux des Provinces-Unies au sujet de la restitution réciproque des soldats déserteurs. — Plaintes contre le régiment des dragons du prince de Ligne allant de Luxembourg à Bruxelles. — Acte d'agrément et de ratification de la solennité d'inauguration du 21 février 1717. — Plaintes de Gronsfelt contre

la manière de voter des nobles luxembourgeois et leur peu d'attachement au nouveau gouvernement. — Dépêches à ce sujet qui trahissent la mauvaise humeur de Gronsfelt contre la noblesse. — Dépêche aux gens du conseil de Luxembourg motivée par la mort de Gronsfelt. — Le rang des conseillers du conseil de Luxembourg le nouveau constaté sur ceux du conseil de Gueldre et du Hainaut (12 juin 1719). — Le S^r de Materne de Sept-Fontaines, commandant d'Arlon. — Plaintes des métiers de Luxembourg contre le trafic exercé par les soldats en garnison à Luxembourg. — Demande d'explications au baron Pasqualini commandant de Luxembourg. — Consulte sur cette matière signée : Rubempré, Elissem, van der Haghen, de Grouff, Tombeur, conseillers. — Plaintes du baron d'Eltz, archidiacre de Trèves. — Gratification à Pasqualini. — Réparation de la chaussée de Marche à Namur. — Fantassins français arrêtés à Wasserbillich. — Négociations entamées au sujet de la seigneurie de Rodenmacher, du comté de Russy, de Putlange, de Greisch. — Dépêche à ce sujet du marquis de Prié à d'Arnoult, baron de Meissembourg (9 juillet 1720). — Précautions prises à cause de la peste de Marseille (25 octobre 1720). — Le directeur des postes à Luxembourg. — L'acte d'accord pour l'aide de 1721. — Les habitants de la mairie de Bastogne se plaignent de l'exagération de leurs charges. — Les commandants de la province Galen et Unruhe chargés d'exécutions militaires contre les terres franches de Cugnon et Chassepierre. — Grave conflit entre Unruhe et le baron de Meissembourg Arnoult.

CHAPITRE III (1723-1727). Envoi de 24,000 florins à charge des terres franches. — Le Président et gens du conseil de Luxembourg s'adressent directement à l'Empereur pour se plaindre d'un procédé irrégulier d'Unruhe (conflit de préséance à l'église en 1723). — Le 19 août 1723, le marquis de Prié fait droit à une requête demandant suppression des rondes et des patrouilles, la contagion n'existant plus. — Un conseiller est désigné au sein du conseil pour connaître des différends au sujet des tailles ; trois sont désignés pour juger les cas d'appel. — Envoi à la Roche d'un détachement de dragons pour relever la garde des paysans (1723). — Réclamation des administrateurs des droits d'entrée et de sortie : A. L. Sotelet et J. B. Christiane. — Modification à la revue

des invalides, pour épargner des frais.—Notification (19 décembre 1724) au conseil de Luxembourg, aux états de cette province, au commandant de Luxembourg d'un décret de l'empereur continuant au marquis de Prié le plein pouvoir qui lui avait été accordé par dépêche du 30 juin 1716. — Demande d'un rapport sur l'état des fortifications. — L'argent saisi sur la femme d'un dragon laquelle avait passé la frontière en dépit des ordonnances donne lieu à un singulier conflit de juridiction. — Le prince Eugène de Savoie blâme Unruhe à ce propos. — Ce conflit ne fut terminé que sous le comte de Daun. — Les députés des états de Luxembourg convoqués à Bruxelles pour assister à la publication de la pragmatique sanction (1725). — Les gens du village de Villers-devant-Orval punis pour avoir laissé évader deux déserteurs. — Incident J. J. Polet, le philosophe. — Daun charge le conseil provincial de Luxembourg de dresser l'état des dettes contractées sous la maison de Bourbon. — Il écrit à Arnoult pour lui demander des renseignements sur les titres *de la maison* à lui Daun, lesquels pouvaient se trouver à Luxembourg. — Daun contraint Rossignon de dresser un état que celui-ci avait refusé à Unruhe. — Transmission au magistrat de Luxembourg d'un décret permettant l'entrée en Allemagne des étoffes fabriquées dans nos provinces. — Exercices à feu et arrivée à Luxembourg de Neander. — L'internonce demande une escorte pour l'abbé de Grimbergh, visitateur qui va inspecter l'abbaye d'Orval. — Le prévôt de Chiny reçut ordre de fournir cette escorte. — Divers détails purement administratifs. — De Bauffe se rend de nouveau à Luxembourg pour mettre la forteresse en état. — Le commissaire Lokowiz à Luxembourg pour une revue. — Prétention du baron d'Esch. — Le major du régiment de Vehlen obligé d'évacuer une maison destinée au séminaire des prêtres de Luxembourg. — Interdiction aux admodiateurs Groffey et Henron de faire la vente du bois des domaines d'Arlon (1726). — Conflit entre Mohr de Waldt et Unruhe aplani par Marie-Elisabeth.—Achat de poudres. —Intervention du prince de la Tour et Taxis à propos d'un abus de pouvoir d'Unruhe. — Evaluation du prix du foin. — Désordres à propos de treize bœufs qui passèrent par le bureau de Frisange. — Wallis, gouverneur provisionnel dans la province de Luxem-

bourg et les privilèges des régiments. — Travaux à la forteresse. — Wallis et les vivandiers. — Belle-Isle et Wallis. — Logement des troupes et question des foin. — Les pompes à feu à Luxembourg. — Les farines placées dans les couvents. — Réclamation d'Unruhe pour frais par lui faits à l'occasion de la visite de l'élève de Trèves et du passage à Luxembourg du prince Emmanuel, infant de Portugal. — Réfutation de ces prétentions par trois députés des trois états. — Benoit, abbé de Munster, Mohr de Waldt et W. Knepper. — Confusion d'Unruhe ; on ménage sa susceptibilité. — Projet d'organisation de l'administration financière dans la province de Luxembourg. — Etat du dénombrement des feux dans le Luxembourg par le receveur Neunheuser (16 juin 1727). — Les receveurs de cette époque. — Wallis et Neunheuser ; instructions pour ce dernier. — Conduite brutale de Wallis. — Le président du conseil écrit à l'intendant de Metz pour éviter des représailles à cause de la prohibition des fourrages. — Wallis accuse de négligence grave le magistrat de Luxembourg. — Engins en cas d'incendie. — Les receveurs des octrois accordés à Luxembourg n'avaient plus rendu compte depuis 10 ans. — Mesures à leur égard. — Défense de vendre à un prix au-dessus du taux fixé. — Henri Rolling, maître rôtisseur. — Départ du régiment de Vehlen. — Garnisons à Arlon, Marche, Echternach, Vianden, Diekirch et Virton. — Réparations aux fortifications d'Arlon de 1724. — Poursuites contre les habitants d'Etalle, Buzenol, Ste-Marie pour cause d'attroupements tumultueux. — Les titres de fondations des hôpitaux de Luxembourg demandés en copies authentiques.

CHAPITRE IV (1728-1731). — Contestations pour cause de non publication des ordonnances sur les déserteurs. — Fonds pour travaux à Luxembourg. — La revue des invalides faite conjointement avec un commissaire désigné par le commissariat de guerre allemand. — Réparations à la forteresse nécessitées par des éboulements. — La route de Marche à Luxembourg et les ponts restaurés. — L'hermite Hennuy au St-Sépulcre près de Marche. — Nouvelle mission à Luxembourg du général de bataille et chef ingénieur de Bauffe. — Conflit entre Wallis et Gerber à propos de 104 perches de chêne. — Inspection des troupes à Luxembourg

et dans les autres villes. — Magauly commande à Luxembourg en l'absence de Wallis parti pour Vienne. — Le président du conseil de Luxembourg et le marquis de Creil de Metz. — Tello sous les ordres de l'ingénieur Nottum. — Un cas curieux du droit d'asile au couvent des Dominicains à Luxembourg. — Diverses mesures administratives ; promotion de Wallis au commandement général de la Transylvanie. — Nouvelle distribution des troupes dans toute la province de Luxembourg. — Administration de Magauly. — Nouveaux travaux proposés par de Bauffe. — Les escadrons cantonnés à Virton (1729). — Le procureur général de Luxembourg est chargé d'examiner le conflit surgi entre ces escadrons et le mayeur de Virton. — Extradition (1730). — Louis Lebon et Philippe Delaing se rendent à Luxembourg munis d'instructions du général de Bauffe. — Le procureur général examine les griefs de Maringh avec le concours de la gruerie d'Arlon. — Instruction supplémentaire sur l'affaire de Virton ; le mayeur Henri le Clerg. — Dépêche de Marie-Élisabeth sur ce grave incident. — Préparatifs à Luxembourg qui dénotent peu de confiance dans la paix générale. — Neipperg succède à Wallis dans le commandement de la ville et de la province. — Magauly congédié avec les remerciements de Marie-Élisabeth. — La justice seigneuriale de Sterpenich atteinte dans ses attributions à propos du meutre du soldat Kindel ordonné par Henron haut justicier de Sterpenich. — Jean François de la Neuve forge sollicite son admission à l'état noble de Luxembourg. — Intervention de la gouvernante dans cette affaire. — Arrivée à Luxembourg du felmaréchal Zumjungen, commandant en chef des troupes dans les Pays-Bas. — Les escadrons de Wirtemberg envoyés à Marche et à la Roche. — Redoute vis-à-vis du cornichon du Verlorenkost construite par de Bauffe d'accord avec Neipperg. — Dépêche de Marie-Élisabeth concernant ces travaux. — Chauffours de Strassen et de Sandweiler. — J. Fr. de la Neuforge. — De Bauffe écrit de nouveau au sujet du *cornichon du Verlorenkost*. — Neipperg à ce sujet. — L'apothicaire Lœhrs. — La requête du baron de Løwenbourg. — Réponse de Benoist, abbé de Munster, Fr. de Heyden et W. Knepper à une dépêche concernant les travaux de fortification. — Solution de l'affaire Kindel. — Neuveforge et l'état noble. — Ses conditions à l'ad-

mission. — Une lettre à d'Arnoult sur un sujet d'ordre international. — Une dépêche du baron Stein Hollenfeltz, chevalier de l'ordre teutonique. — Missive d'un caractère purement héraldique concernant la Neuveforge. — Nécessité d'isoler l'arsenal de Luxembourg. — Le capitaine Nottumb veut quitter Luxembourg. — Neipperg et quelques détails administratifs. — Projet d'envoyer Neipperg en Lorraine. — Sa visite au poste de la Roche. — Nouvelle mission de Bauffe à Luxembourg. — Une dernière lueur de la féodalité à propos de la seigneurie de Russi. — Suite de cette question. — Habitants et prévôtés de Montmédy, Chevancy, Carignan. — Mesures contre les Luxembourgeois qui avaient pris du service en France. — Charge de justicier des nobles de Luxembourg vacante par suite du décès de Messire Adrien Gérard comte de Lannoy. — Ordonnance sur le siège des nobles rendue par Charles-Quint en 1548. — Difficultés à propos d'un arpentage entrepris par ceux de la gruerie de Thionville. — Mission du procureur général Lanser dans cette affaire. — Il est également chargé d'instruire à propos d'une conspiration prétendument découverte à Luxembourg par Neipperg. — Une commission est instituée pour examiner cet incident à fond. — Les troupes disséminées à Musson, Mussy, Signeulx, Messancy concentrées près d'Arlon. — Rappel à l'ordre du président et gens du conseil de Luxembourg à l'occasion de l'embauchage de Luxembourgeois. — L'oubli de l'autorité de Marie-Elisabeth fait dans une émanation *de placard*. — Incident curieux dont le héros est le comte d'Arberg et de Gronsfeld, seigneur de Sanem. — Enlèvement de l'unique héritière du seigneur de Sanem et son transport à Besançon. — Lettre à l'intendant de Metz au sujet du poteau planté sur le ban de Mensdorff. — Mesures militaires prises par Neipperg à cause des habitants de Itzig en partie sujets de l'Empereur en partie de la France. — Neipperg d'accord avec de Bauffe projette un plan capable d'éluder la question du poteau en cas de silence de l'intendant de Metz. — Neipperg dut accompagner le duc de Lorraine à Bruxelles. — Neipperg est invité à expédier l'affaire de la conspiration. — De Bauffe est désigné pour ériger à Luxembourg les travaux des fortifications. — Déprédation dans les bois de Durbuy. — Plaintes du duc d'Ursel, *seigneur engagiste*. — L'intendant de Metz donne satisfaction au sujet du poteau et réclame d'autres concessions. — De Bauffe se

rend à Luxembourg. — Magauly remplace Neipperg en l'absence de celui-ci. — Bois à fournir pour la fabrication de chaux. — Ordonnance à propos de la disette de foin. — Lettre de Zievel prévôt de Luxembourg au sujet de N. Grell landman de Lintgen, absent depuis trois ans. — Magauly propose de construire de nouveaux corps de garde. — Marie-Élisabeth écrit à de Bauffe que sa présence à Luxembourg est indispensable. — Burlens juge des domaines. — Vente de provisions. — L'ingénieur Tello à Arlon. — Demande d'un mémoire spécifique à de Bauffe. — Quelques détails de sa vie privée. — Bois d'Arlon destiné de tout temps aux fortifications. — Restauration des casernes d'Arlon (1731). — Farines venant de Cologne. — Fonte de canons. — Des questions définitivement trouvées. — De Bauffe autorisé à quitter Luxembourg. — Magauly sur le point de partir de Luxembourg, confie le commandement de la ville et de la province à Chanclos. — Alphonse Dominique, baron d'Arnould et de Solœuvre reçoit l'ordre de se retirer des terres et seigneuries qu'il avait occupées. — Ordonnance qui prescrit de délivrer au procureur général ou à son substitut toutes les dépêches relatives à la poursuite des causes fiscales. — Maladie grave parmi les chevaux et le gros bétail.

CHAPITRE V (1732-1735). L'entrepreneur Overstraeten. — L'officier du prince de Lœwenstein veut faire relief. — Question soulevée à cet égard par Arnould. — Conditions sous lesquelles le procureur du prince de Lœwenstein est admis au relief. — Question de savoir si le fief de Lœwenstein n'est pas suspect dans les circonstances présentes. — Le baron de Meissembourg chargé d'informer l'intendant de Metz des déprédations dans les bois de Merlanvaux et Taille Maily. — Ordre à de Bauffe de se rendre à Luxembourg. — L'apothicaire Lœhr. — Visite de tous les bois de la gruerie de Chiny. — Argent saisi au bureau de Remich rendu à l'entrepreneur des fortifications de Thionville. — Probabilité de la présence de Bauffe à Luxembourg. — Intention du gouvernement de poser un acte de bon voisinage à l'occasion d'une plainte de l'évêque de Liège. — Une dépêche à Thungen concernant le commerce et le trafic des militaires. — De Chaux fait exécuter l'abbé et les religieux pour les meubles qu'ils avaient dans leur refuge de Luxembourg. — Le conseil aulique dans l'affaire de la

conspiration de Luxembourg. — Condamnations et châtiments. — Par grâce spéciale, Robert d'Amour ne sera pas écartelé ; la veuve Rixe sera décapitée au lieu d'être exécutée par la corde ; François Guillernée exécuté par la corde au lieu d'être écartelé. — Recommandation relative à l'exécution qui eut lieu en présence du procureur général et du lieutenant auditeur général de Bellen. — Confiscations. — Sentence de bannissement prononcée contre Guillaume la Payrade. — La femme et les enfants de cet infortuné chassés de la ville à 6 heures du matin. — Les travaux des fortifications continuent. — Empiètement sur le jardin des Dominicains. — De Bauffe annexe à une missive les états A et B de la plus haute importance pour l'histoire de la forteresse de Luxembourg. — Leur reproduction. — Rapport de Bauffe. — Énumération des travaux arrivés à leur achèvement. — Inventaire des meubles et immeubles des condamnés de la conspiration. — Le prévôt de Chiny mande à Thungen que les grenadiers de la garnison de Montmédy ont enlevé un officier prussien sur le territoire de l'empereur. — Lambert Fransquin, fondeur d'artillerie, chargé par de Bauffe de fondre des pièces de canons. — François Honoré, avocat au conseil de Luxembourg, à cause de ses infirmités eut pour substitut Eugène-François de la Haye (1732). — Vente de 30,000 fascines, 400,000 livres de foin. — Exercices à feu. — Magasins à farines qui devaient être construites vis-à-vis du jardin des religieuses du St-Esprit. — Lettre de Bauffe, datée de Lierre. — L'ingénieur Tello chargé de diriger les travaux des fortifications de Luxembourg. — Passage remarquable dans une représentation des députés ordinaires des trois états du pays de Luxembourg sur le trafic des soldats. — Cris de détresse d'une situation économique déplorable. — Pièce curieuse concernant l'histoire du commerce de Luxembourg. — Les députés des états demandèrent que les chariots chargés des montures des régiments venant de Marche fussent relevés à Bastogne et à Arlon. — Mort d'Auguste II (1^{er} février 1733) roi de Pologne. — Le gouvernement général ne perd pas de vue la forteresse de Luxembourg. — Thungen ensuite d'ordres reçus de Vienne adresse les états des munitions à Vehlen. — Bruits rapportés par Thungen. — Difficultés pour logements à cause de l'arrivée du régiment de Wirtemberg. — Froissement entre les députés ordinaires Zievel,

Knepper et Thungen. — Lenteur du procès. — Une preuve de l'esprit soldatesque de Thungen. — Il fit conduire au corps de garde Andre Miset. — Protestations. — De Bauffe reçoit encore une fois l'ordre de se rendre à Luxembourg. — Corps d'ingénieurs de seize membres décidé à Vienne. — De Bauffe est chargé de recevoir leurs serments. — Les ingénieurs Lambrechts, Spallart, Michaux, Gavaux et Devos, à Luxembourg (1733). — Lettre des députés des trois états à l'occasion du successeur à donner à Honoré. — La conduite de Thungen approuvée avec une certaine restriction. — Thungen semble suspecter la bonne foi du magistrat. — Gerber « par ordre des justicier et échevins de la ville de Luxembourg » repousse ce reproche. — Une lettre de Marie-Élisabeth qui témoigne, par sa sécheresse, de la désapprobation, en haut lieu, de la conduite de Thungen, de la perplexité du gouvernement et de son désir de presser les travaux. — Dans une lettre du 10 septembre 1733, De Bauffe répond à l'impatience du gouvernement. — L'ingénieur Nothumb se rend de Vance à son poste à Anvers. — Lettre de Neipperg à son sujet. — Ordre au comte de Wrangel à cause de l'envoi à Luxembourg de troupes qui tenaient garnison à Bruxelles. — Douze canoniers avec un connétable partis de Bruxelles pour Luxembourg. — Nouvelle brutalité de Thungen. — Il est réprimandé. — Fraudes commises au bureau d'Esch. — Mesures prises par Neipperg ; bruit ; précaution du baron de Heyden. — De Bauffe de nouveau à Luxembourg. — Craintes. — Construction d'écuries pour 9 escadrons de dragons. — Commission chargée d'une revue. — De Bauffe obligé de rester à Luxembourg. — La duchesse régnante de Lorraine à Luxembourg. — Appréhensions. — Le major d'artillerie Frantzen s'absente de Luxembourg. — Construction d'un pont au château de Luxembourg. — Neutralité. — Débordement extraordinaire de la Moselle. — Les dangers de guerre s'éloignent. — Avis de Bauffe au sujet d'une requête des religieux de Notre-Dame de Munster. — Texte de cette requête précieuse pour l'histoire de cette abbaye. — Protestation des députés ordinaires contre la construction du pont de pierre sur arcades à la porte du Château. — Titres de noblesse. — Le baron Karg de Bebenbourg engagé dans un procès devant le conseil provincial de Luxembourg aux fins de maintenir Alexis de Bouvier dans la charge de prévôt de Houffalize (1734). — Les habitants de Bertrix et de Muno refusent leurs quotes dans

le dernier subside extraordinaire. — Diverses promotions. — Plaintes des députés ordinaires sur les ravages des troupes qui passent par la province. — Itinéraire des troupes arrêté à Aix-la-Chapelle entre les députés luxembourgeois et le comte de Seckendorf. — Lettre remarquable du prince Eugène à de Bauffe qui lui avait envoyé le plan de Luxembourg. — Celui-ci se met à la disposition du gouvernement. — Le fils de Lanser, procureur général décédé, invité à remettre toutes les minutes des avis secrets. — Catherine Marlet du village d'Orgeo. — De Bauffe invité à se rendre à Luxembourg. — Futile question de logement. — Chanclos parti pour l'armée du Rhin. — Un garde du bureau de Grevenmacher transféré à la citadelle de Verdun. — Lettres de Bauffe remplies de détails techniques et politiques. — Bruit d'un voyage de la gouvernante en Angleterre. — De Bauffe demande la permission de revenir à Bruxelles. — Le prince Eugène voulut adjoindre de Bauffe à Seckendorf. — De Bauffe écrit à Marie-Élisabeth du camp de Pfaltz. — Tiraillements de toutes sortes. — Arrestation de quelques habitants de Bertrix. — Les états de Seckendorf. — Un article du Mercure historique et politique.

CHAPITRE VI (1736-1739). Chênes réservés pour travaux aux fortifications. — Ponts de la porte neuve reconstruits en pierres (1736). — Projet de réforme judiciaire. — Réparation de deux ponts sur l'Alzette. — L'entrepreneur Nicolas van Overstraeten. — Le haut forestier Louis de Zasse de la gruerie de Chiny accusé de malversations. — Thungen, commandant de Luxembourg remet à l'intendant de Metz le relevé des dégâts commis par les français dans le Luxembourg. — Dispositions pacifiques de l'empereur. — Un détachement d'artillerie reçoit ordre de partir de Ciney pour l'Allemagne. — Le colonel d'artillerie Frantzen inspecte toutes les places fortes des Pays-Bas. — Deux ponts du château sur le point de crouler seront reconstruits en maçonnerie. — Observations demandées relatives au tarif de l'Angleterre et de la Hollande et au tarif de 1680. — Travaux d'assainissement dans les casernes. — Le gouvernement presse le conseil de Luxembourg de hâter le procès de Zasse. — Projet du gouvernement d'employer aux travaux des fortifications de Luxembourg le produit de la vente du sel, du riz et d'autres denrées en réserve. — De Bauffe invité à donner des ordres pour l'achèvement encore en cette année (1736) des travaux aux fortifications. — Plaintes for-

mulées par les habitants des terres franches contre une compagnie d'artillerie. — Les chaufours de Strassen et de Sandweiler reçoivent le bois nécessaire à la cuisson de la chaux. — Encore une fois le procès de Louis Zasse. — Thungen demande un congé de deux mois pour aller dans ses terres de Franconie. — Ordre au conseil de Luxembourg de ne plus laisser payer par le procureur général aucun frais de vacation de commissaire. — Thungen insiste sur son congé. — Il est provisoirement remplacé par le colonel Barela. — Recrues escortées jusqu'à Lintz. — Arnoult chargé de convoquer en assemblée ceux du clergé régulier et séculier. — Suppression de places de canonniers à l'exception de celles de Luxembourg. — Recrues levées dans le Luxembourg pour le service du duc de Lorraine. — Permission donnée par l'empereur au duc de Lorraine de transporter vers Bruxelles en passant par Luxembourg ses meubles, sa venerie etc. (1737) — Le comte de Daun et le baron de Rideisel, en garnison à Luxembourg, se rendent en Hongrie. — Le colonel d'Olisy, major de la place de Luxembourg, succède à Barela. — Le baron de Sotelet directeur des droits d'entrée et de sortie arrêté à Vienne. — Sotelet conduit à Malines. — Neipperg à Luxembourg. — Le comte et la comtesse Megrini, sous le coup d'une lettre de cachet, se réfugient à Luxembourg. — En cas de demande d'extradition les deux fugitifs seraient livrés à la France. — Le comte de Bournonville, de garnison à Luxembourg, remplace le chevalier de Litta à Mons. — Les gens du village d'Itzig protestent contre les prétentions du parlement de Metz. — Neipperg insiste pour l'achèvement des bastions de Rubempré et Rumigny. — Kœnigsegg Erps nommé pour assister aux conférences de Lille ayant pour objet les enclaves ou terres mêlées du Luxembourg. — Vues de Kœnigsegg sur le Luxembourg. — Traité de 1737. — Le parlement de Metz remet sur le tapis toutes les difficultés au sujet de la terre de Muno. — Mission à cet égard de l'avocat général près la cour de Bouillon. — Neipperg invité à intervenir par la force militaire dans l'affaire de Muno. — Subterfuge du gouvernement pour justifier cette intervention à Muno ; l'arrêt éventuel des officiers de justice du parlement de Metz ou de la cour de Bouillon. — Demande par Neipperg de nouveaux fonds pour rendre la place de Luxembourg d'une force égale sur tous les points. — Preuve de la pénurie des finances. — Enlèvement par les Français des employés à la per-

ception des droits d'entrée et de sortie, à Muno et à Morte han. — Peu de confiance du gouvernement général dans ses forces. — Il entraîne des négociations. — Dans une conversation officielle avec Harrach, premier ministre de Marie Elisabeth, le ministre de France de Ionville avait exprimé son mécontentement de l'envoi de troupes à Bertrix et à St-Hubert. — Remise en liberté de l'ingénieur français arrêté à Esch pour avoir tenté de lever le plan de l'Alzette. — Paquet caché aux armes de France envoyé à Bruxelles et qui avait été livré à Bertrix par le mayeur de Bouillon résidant alors à Bertrix. — Projet d'envoyer à Cugnon et à Chassepierre une garnison de 300 hommes. — Difficultés en quelque sorte parallèles soulevées par les prétentions de l'évêque de Liège. — Les Liégeois prétendirent avoir des droits sur un grand nombre de terres dans les provinces de Luxembourg, Namur et Hainaut. — Le comte de Belle-Isle écrit de Paris à Neipperg afin de s'entendre à l'amiable, soit à Virton, soit à Cugnon, sur les prétentions du parlement de Metz. — La cour de Bruxelles approuve la conduite de Neipperg. — Décret de la cour de Bouillon relatif au prieuré et à la seigneurie de Muno, dont jouissaient les jésuites du Collège établi à Liège (1739). — Olisy, commandant provisionnel et le délégué de l'intendant de Metz, à Thionville, au sujet des habitants de Crauthem, Roeser, Berchem, Bivange, Weiler la Tour. — Nouvelle liste concernant la composition des troupes à Luxembourg. — Titres et documents dans les coffres de la justice de Nassogne. — Curieuse requête des habitants de Chiny se plaignant de la disette des grains. — Pratz, ancien échevin de la ville d'Arlon. — Projet d'établissement d'une seconde chambre au conseil provincial de Luxembourg — Texte du projet ; opposition (1739). — Lettre des députés ordinaires des États de Luxembourg. — Elle est précédée d'une dépêche de l'empereur avec le projet définitif. — Interruption dans l'ordre chronologique. — Le colonel d'Olisy, chargé de prêter main forte à l'exécution d'un décret contre la noblesse immédiate de l'Empire au quartier du Rhin (1739). — Les mayeurs de St-Hubert et d'Orchimont chargés de veiller à écarter tout empêchement pouvant entraver la marche d'un détachement envoyé par l'évêque de Liège à Bouillon. — Paiement d'impôts et de vacations. — Succession de détails administratifs. — Résolution de terminer les difficultés entre les prévôts et les grueries d'Arlon, de Bastogne et de Virton. — Meurtre de Jacques

Poncin. — Belle-Isle en écrit à Chanclos, commandant de Luxembourg. — Un procès non terminé après huit ans. — Ambrosy, substitut du procureur général et Pognon d'Arlon se rendent à Virton pour instruire une affaire de contrebandiers, sur les instances de Belle-Isle. — Changements dans le commandement de la province et de la ville de Luxembourg.

CHAPITRE VII (1740-1744). Envoi à charge des terres franches et leur quote-part dans l'entretien de la cour de Marie-Élisabeth. — Simonis, huissier d'armes du grand et privé conseil, à propos d'un jardin acquis dans l'enceinte d'Arlon. — Trop grande facilité du conseil de Luxembourg « d'accorder des reliefs d'appel ». — Curieux détails sur la détention des criminels à Luxembourg en 1740. — Le gouvernement se préoccupe de la juridiction sur les domaines. — Chanclos et les travaux au bastion de Berlaumont. — Chanclos chargé d'arracher tous les exemplaires d'une ordonnance de l'abbé de St-Hubert. — Défense aux soldats de lacérer les mandements du Parlement de Metz. — Chanclos dut s'assurer secrètement des redevances que les Français exigèrent dans les terres franches. — Winterfelt major de la place de Luxembourg. — Défense de labourer les glacis et d'y laisser pâturer les bestiaux. — Route de communication entre le duché de Limbourg et le Luxembourg sans toucher au pays de Liège. — Les députés appelés à déterminer si l'endroit nommé Parollée sur le chemin de Liège à Stavelot appartient au Luxembourg. — Le commandant de la place de Luxembourg repris pour excès de pouvoir. — Les prévôts de Bastogne, d'Arlon et de Chiny ne satisfirent pas à une dépêche concernant l'administration des bois communaux. — Le bailli d'Agimont chargé de faire un « besoigné » concernant les bois d'Orchimont. — Les États de Luxembourg se plaignirent des tarifs qui tarissaient les sources du commerce entre cette province et Liège (1741). — Conseils du gouvernement. — Intention de ce dernier de faire de nouveaux travaux aux fortifications. — Preuves d'une nouvelle agitation en haut lieu. — Chanclos mis en demeure de faire transporter à Luxembourg les matériaux dans le Grunewald. — La bataille de Molwitz (11 avril 1741) opéra comme un coup de foudre. — Achats en Hollande pour la place de Luxembourg. — Une dépêche aux États datée de Mariemont (2 avril 1741). — Conjonctures critiques. — Chanclos propose de lever 2000 hommes. — Opinion de Chanclos sur la population et le recrute-

nent de la province. — En 1741 le nom de *milice* prévaut sur celui de *troupes d'élus*. — Ce que c'est que les *élus*. — Chanclos veut créer des compagnies franches. — Les Etats n'objectent rien à ce projet militaire. — Par dépêche datée de Mariemont, 8 août 1741, Marie-Elisabeth demande un projet plus détaillé sur cet objet. — La gouvernante termine sa carrière le 26 août 1741. — Harrach fait savoir aux Etats que les quatre régiments d'infanterie en garnison à Luxembourg devront être rendus complets. — Nouvelles affaires à St-Hubert. — Lettre des plus curieuses de Chanclos à Harrach sur la question des milices. — Observations critiques sur la présence de Marie-Thérèse à la diète de Hongrie. — Scrupules constitutionnels des députés des Etats sur la milice. — Leur lettre à Harrach et la réponse de celui-ci sur cet objet. — Mesures économiques qui décèlent un grand embarras financier. — Abus aux frontières, à Bitbourg et à Grevenmacher. — Une enquête est ordonnée sur ce point. — Représentation au sujet de la publication des placards, signée par les députés ordinaires. — Harrach, dans sa réponse, rejette le défaut mis en lumière sur le commis Capon. — Chanclos demande de nouvelles instructions sur les affaires de St-Hubert. — Suspension de l'information faite par le conseiller de Taux. — La mission de celui-ci. — Plaintes déjà signalées sur le trafic des soldats. — Le local où s'assemble le conseil de Luxembourg tombé en ruine. — La levée de 4000 hommes paraît exagérée à Chanclos. — Le conseil de Luxembourg chargé d'arrêter et de transporter en cette ville deux des membres de la justice de St-Hubert. — Le mystère de cette affaire plongeait probablement dans la politique tortueuse de la France. — Nouveaux travaux de défense (1742). — Procès intenté aux officiers de la gruerie d'Arlon. — Impossibilité aux États de fournir la somme de 200,000 florins. — Le gouvernement demande à Chanclos et à Gemmingen, commandant, de l'informer des mouvements des Français avec la plus grande précision. — Curieuse question de droit d'asile. — La France engage des sujets luxembourgeois pour ses compagnies franches. — Le procureur général chargé de poursuivre ceux qui prirent du service en France. — Des représailles. — Dépêche aux états de Luxembourg faisant présumer un nouvel allié dans la personne du roi d'Angleterre. — Schockweiler, bailli d'Agimont, et les deux comtes d'Harrach à Luxembourg. — Ses relations avec le Roy, ancien contrebandier.

— Lettre du comte d'Harrach aux députés des états de Luxembourg en faveur de Bertholet qui a bien mérité des annales luxembourgeoises. — Meurtres dans la forêt d'Anlier. — St-Hubert. — Logement éventuel de troupes dans le plat pays. — Leur marche annoncée. — L'affaire de St-Hubert exposée dans une dépêche d'Harrach à N. Marchand, procureur général de Luxembourg, à Marche en Famenne. — Lettres adressées aux terres de St-Hubert, Cugnon, Chassepierre, Ste-Cécile, Mortehan, sur la marche des troupes. — Réponse à Marchand sur sa lettre au sujet de la saisie des effets mobiliers du monastère de St-Hubert. — Les mayeurs, échevins, bourgmestre et communs habitants de St-Hubert demandent surséance. — Leur supplique remise à Harrach par N. Ransonnet. — Terme où aboutit l'obstination de l'abbé de Jong qui avait embrassé le parti de la France. — Mort du cardinal Fleury (29 janvier 1743). — L'armée de la pragmatique sanction passe le Rhin. — Singulière dépêche à Holtzapfel, commandant de la ville de Luxembourg. — Ligne de conduite à tenir par les députés des états dans les conjonctures qui pourraient se produire du côté de la France. — Réunion des états pour le 1^{er} octobre 1743. — Les lettres patentes de l'abbé Benoit Haas. — Economie de poudres. — Nicolas Carpentier fournisseur des troupes de S. M. Britannique. — Exemption de droits. — Quote-part pour l'entretien de la cour du prince Charles de Lorraine et de Bar. — Les pères Capucins d'Arlon chargés (1743) de réparer les murailles de leur jardin, appartenant aux fortifications de la ville. — Obstacle mis au chancelier de Liège qui voulait faire des enrôlements dans le Luxembourg pour le compte de la France et acheter des chevaux ardennais. — Difficultés qu'éprouve la veuve Proli de lever 600000 florins sur les domaines de Luxembourg. — Le 4 mars 1744 Neipperg est de nouveau à Luxembourg. — Déclaration de guerre par la France, à l'Angleterre et à l'Autriche. — Charles de Lorraine succède à Kœnigsegg-Erps (1744). — Son plan de campagne. — La guerre est transportée aux frontières de la Lorraine. — Le Luxembourg est étranger aux péripéties qu'elle fait naître.

FIN.

LISTE

DES

VŒUX DU CONGRÈS DE BRUGES.

ABRÉVIATIONS : S. Vœux adressés aux Sociétés.
G. Vœux adressés au Gouvernement.
D. Desiderata.

Première section.

1. (2^e question du programme). *Attendu qu'on n'a signalé aucune découverte préhistorique dans la Flandre occidentale, la première section émet le vœu que la Société d'Émulation attire l'attention de ses membres sur cette lacune.*

Vœu adopté en section, p. 135, et en assemblée générale, p. 114. (S.)

2. (4^e question du programme). *Dans le but d'arriver à l'exécution d'une carte générale, la première section émet le vœu que chaque société invite ses membres à noter sur une carte particulière le point précis de leurs découvertes, en employant autant que possible les signes français. Les sociétés utiliseront ces indications pour arriver au plus tôt à la confection de la carte de la région.*

Vœu adopté en section, p. 140, et en assemblée générale, p. 118. (S.)

Compte rendu du congrès de Namur, p. 96, 113, 159.

Deuxième section.

3. (1^{re} question du programme). *La deuxième section émet le vœu que le Gouvernement soit invité à prendre les mesures nécessaires pour la conservation des registres paroissiaux de baptêmes, mariages et enterrements.*

Vœu adopté en section, p. 142, et en assemblée générale, p. 118. (G.)

Compte rendu du congrès de Namur, p. 67, 165.

4. (14^e question du programme). *La deuxième section émet le vœu que le Gouvernement accorde un subside au conseil de fabrique de l'église de Damme pour mettre dans un état convenable la place voûtée qui servait autrefois d'entrée dans cette église et pour y élever un monument funéraire à la mémoire de Jacob van Maerlant, qui, d'après un document digne de foi, y a été enterré.*

Vœu présenté par M. Nelis, et adopté en section, p. 148, et en assemblée générale, p. 118. (G.)

Troisième section.

5. (1^{re} question du programme). *La troisième section émet le vœu que le Gouvernement donne des instructions pour la direction des fouilles entreprises par l'État ou par les communes.*

Vœu adopté en section, p. 156, et en assemblée générale, p. 119. (G.)

6. (1^{re} question du programme). *La troisième section émet le vœu que dorénavant les clauses des contrats d'entreprise, réservant à l'État les objets d'antiquité trouvés dans les travaux exécutés pour compte du Gouvernement, soient plus rigoureusement observées.*

Vœu adopté en section, p. 109. (G.)

7. (1^{re} question du programme). *La troisième section émet le vœu de voir rédiger dans un avenir rapproché, un manuel ou des instructions pratiques pour la direction des fouilles.*

Vœu adopté en section, p. 109. (D.)

Quatrième section.

8. (1^{re} question du programme). *Le congrès émet le vœu qu'il soit pris un ensemble de mesures propres à assurer la conservation des monuments.*

Vœu adopté en section, p. 162, et en assemblée générale, p. 119. (G.)

9. (1^{re} question du programme). *Le congrès émet le vœu que dans le prochain congrès, on s'occupe de la conservation des monuments.*

Vœu adopté en assemblée générale, p. 121. (S.)

10. *La quatrième section émet le vœu de voir conserver dans les églises les restes de polychromie qu'on y retrouve.*

Vœu présenté par M. Van den Gheyn, p. 167, adopté en section, p. 172, et en assemblée générale, p. 120. (D.)

11. *La quatrième section émet le vœu de ne voir autoriser l'enlèvement des jubés dans les églises que 1^o lorsqu'ils ne sont pas dans le style de l'édifice, et 2^o ne présentent par eux-mêmes aucun caractère artistique. En cas d'enlèvement du jubé, il devrait toujours être remplacé par une clôture dans le style de l'édifice.*

Vœu présenté par M. Feys, p. 167, adopté en section, p. 174, et en assemblée générale, p. 120. (D.)

12. *Dans le but d'encourager l'art de restaurer nos anciens monuments, la quatrième section émet le vœu de voir ouvrir, par les sociétés fédérées, des concours de relevés et de restauration de parties abordables des anciens édifices.*

Vœu présenté par M. Geefs, p. 168, adopté en section, p. 176, et en assemblée générale, p. 121. (S.)

13. *Le congrès émet le vœu de voir ouvrir des concours pour la restauration d'anciens monuments quand le travail est assez limité pour qu'on puisse espérer un résultat utile.*

Vœu présenté par M. Saintenoy, p. 174, adopté en section, p. 176, et en assemblée générale, p. 121. (D.)



LISTE DES QUESTIONS

RENNVOYÉES

AU CONGRÈS DE CHARLEROY.

1. *Formation d'un album des œuvres d'art créées en Belgique, depuis les temps les plus reculés jusqu'à la Renaissance, mais borné à celles de ces œuvres dont les auteurs sont connus, soit par des documents authentiques, soit par des témoignages apportant une probabilité voisine de la certitude et d'un inventaire complet des objets d'art existant dans le pays, à dresser par les sociétés locales fédérées.*

Compte rendu du congrès d'Anvers, p. 56, 96, 166, 186, 188.

Compte rendu du congrès de Namur, p. 126, 131, 191.

Le congrès de Bruges ne s'est pas occupé de cette question.

2. *Déterminer ce qu'on entend par droite ou gauche dans la description d'un blason, d'une médaille, d'une œuvre d'art, telle qu'un tableau, un monument.*

Compte rendu du congrès d'Anvers, p. 104, 136, 201.

Compte rendu du congrès de Namur, p. 192.

Le congrès de Bruges ne s'est pas occupé de cette question.

3. (2^e question de la 1^{re} section). *A-t-on découvert dans les tourbières de la Flandre des meubles ou ustensiles antérieurs à la conquête romaine ? Les décrire, et en signaler l'emploi et les caractères, en les rattachant, autant que possible, aux anciennes races auxquelles ils semblent appartenir. Voir le programme.*

4. (4^e question de la 1^{re} section). *Quelles règles faudrait-il suivre pour former, à l'aide de signes conventionnels, une carte préhistorique et protohistorique de la Belgique, avec l'adjonction d'un catalogue indiquant les objets découverts et les lieux où ils sont conservés ?*
5. (2^e question de la 2^e section). *A quelle époque remontent pour les principales villes de la Belgique les comptes communaux ? Indiquer ceux que l'on peut considérer comme perdus ainsi que ceux qui ont été conservés, pour les époques les plus reculées.*
6. *La formation des comptes communaux n'a-t-elle pas été rendue obligatoire par le fait de la concession des chartes de commune ?*

Question présentée par M. le baron Kervyn de Lettenhove.

7. (4^e question de la 2^e section). *Déterminer la date de la fondation des villes par l'étude étymologique des noms qu'elles portent encore aujourd'hui.*
8. (7^e question de la 2^e section). *Déterminer, depuis les époques les plus reculées, les expéditions maritimes dirigées par des Flamands, qui ont étendu le cercle des connaissances géographiques.*
9. (8^e question de la 2^e section). *A quelle époque remonte la première introduction du christianisme en Belgique ? Quelles sont les localités où il a été prêché d'abord et quels sont les monuments historiques, d'une incontestable authenticité, qui en offrent le témoignage ?*
10. (9^e question de la 2^e section). *Quelle trace a laissée à Tournay la résidence des rois Francs ?*
11. (10^e question de la 2^e section). *Déterminer quelles étaient, dans les principales villes de la Belgique, hormis Bruges, les règles qui présidaient à la formation des magistratures communales.*
12. (12^e question de la 2^e section). *Quelle était l'organisation militaire des communes au moyen âge ? Faire connaître les règles qui déterminaient le contingent à fournir par les diverses corporations ?*

13. (17^e question de la 2^e section). *Quelles traces la loi salique et les capitulaires ont-ils laissées dans la législation criminelle et civile de la Belgique au moyen âge.*
14. (20^e question de la 2^e section). *Quelle est l'origine de la fonction des Ecoutètes? A quelle époque remonte-t-elle et quel en était exactement le caractère?*
15. *Formuler un questionnaire en vue de réunir les traditions populaires, chansons et légendes, dont il existe encore des traces, tant dans les villes, bourgs et villages, qu'à la campagne.*

Proposition de M. Kürth, adoptée par le congrès.

La Société d'Émulation de Bruges est chargée de la rédaction de ce questionnaire à soumettre au congrès de Charleroy.

16. (1^{re} question de la 4^e section). *Conservation des monuments historiques.*
17. *Y a-t-il lieu de polychromer les églises restaurées ou nouvelles?*

Question présentée par M. l'abbé Van den Gheyn.

ANTIQUITÉS

A

WATERMAL. A VILLERS-SUR-SEMOIS & A RULLES.

§ 1. — WATERMAL (LEZ GOUVY).

Le nom de Watermal est composé de *mal*, vieux mot germain qui signifie limite, et de *water*, eau, donc limite de l'eau, et, en effet, ce hameau est placé sur la chaîne de collines, qui sépare les bassins de la Moselle et de l'Ourthe.

Voici ce que la tradition rapporte au sujet de l'origine de Watermal.

Un comte de Salm était à la chasse lorsqu'un violent orage éclata. Ayant complètement perdu sa route, il invoqua St-Donat, et lui promit de bâtir une chapelle à l'endroit où il se trouvait en ce moment, s'il échappait au danger.

Rentré chez lui sain et sauf, il tint son vœu, et telle est l'origine de l'église qui était, en effet, placée primitivement sous le vocable de St-Donat.

Plus tard un seigneur vint bâtir un château à Watermal. Ce château, dont nous n'avons retrouvé aucun vestige, a été démoli il y a plus d'un siècle, dit-on, et son emplacement porte encore le nom de *Grafengarden*, jardin du comte. Nous n'avons pu retrouver aucune donnée historique sur ce château.

La tradition que nous avons rapportée plus haut ne dit rien de l'époque de la fondation du comte de Salm (1). Mais si nous nous en rapportons à l'architecture de la tour, seule partie ancienne de l'église, cette fondation doit être très ancienne.

(1) D'après de Herkenrode, Nobiliaire des Pays-Bas etc., p. 1723, cette famille est issue des comtes de Luxembourg. Ce titre passa au XV^e siècle, dans la maison des Rhingrave ou comtes du Rhin.

Cette tour est quadrilatérale, massive, écrasée, et ses murs ont des épaisseurs variables, et atteignant parfois 1^m56. Par rapport à l'église actuelle, elle est orientée, et on remarque qu'elle n'a au rez-de-chaussée qu'une seule et petite fenêtre donnant au midi et quelques petites baies près de la toiture.

Le rez-de-chaussée de la tour est fermé par une voûte en plein-cintre à arrêtes, mais sans nervures. L'appareil est formé de blocs de schiste que l'on ne s'est pas même donné la peine d'égaliser, ainsi qu'on le voit aussi dans les parties les plus anciennes du château de Vianden. Cette voûte s'appuie sur des pendentifs (1) engendrés par une ligne brisée, comme à St-Front de Périgueux (fin du x^e siècle). Nous croyons pouvoir en conclure que la tour a été construite à l'époque romane.

Les gens du village nous ont rapporté que primitivement la tour existait seule ; l'autel y était dressé et que l'on suivait la messe de l'extérieur par l'ouverture, basse mais assez large, de l'entrée, qui donne dans l'église actuelle. Nous consignons ici ces renseignements parce que nous avons souvent retrouvé un grand fond de vérité — il n'y a pas de fumée sans feu dit un vieux proverbe — dans ces anciennes traditions du Luxembourg, charmant pays qui a conservé en maints endroits ses mœurs simples et ses vieux souvenirs.

D'ailleurs, les architectes romans les moins habiles laissaient souvent la tour isolée, ne sachant ou n'osant la placer dans le corps du bâtiment de l'église.

Ce clocher renferme deux cloches des plus intéressantes à tous les points de vue.

Elles datent de juin 1349 et voici leurs inscriptions qui nous révèlent le nom d'un fondateur inconnu jusqu'ici :

†L.M.CCC.LX.IX.LE.MOI.DE.IUNES.MARIEFUY.IE.APELEY.POR.
DEUS.SERVIR.

SU HORDINEY (suis bénie).

La grande, appelée Marie, a 0^m55 de hauteur ; circonférence au cerveau 1^m21, au milieu 1^m30, au bas 2^m15.

KATELINE.AI.IE.ANON.NOS.FIST.M.IAKE.DE.HUY.L.DE.GRAS.
M.CCC.LX.IX.LE.MOI.DE.IUNES.

(1) Voir le dictionnaire raisonné d'architecture de Viollet le Duc au mot pendentif.

ABBAIE
D'ORVAL
1760.

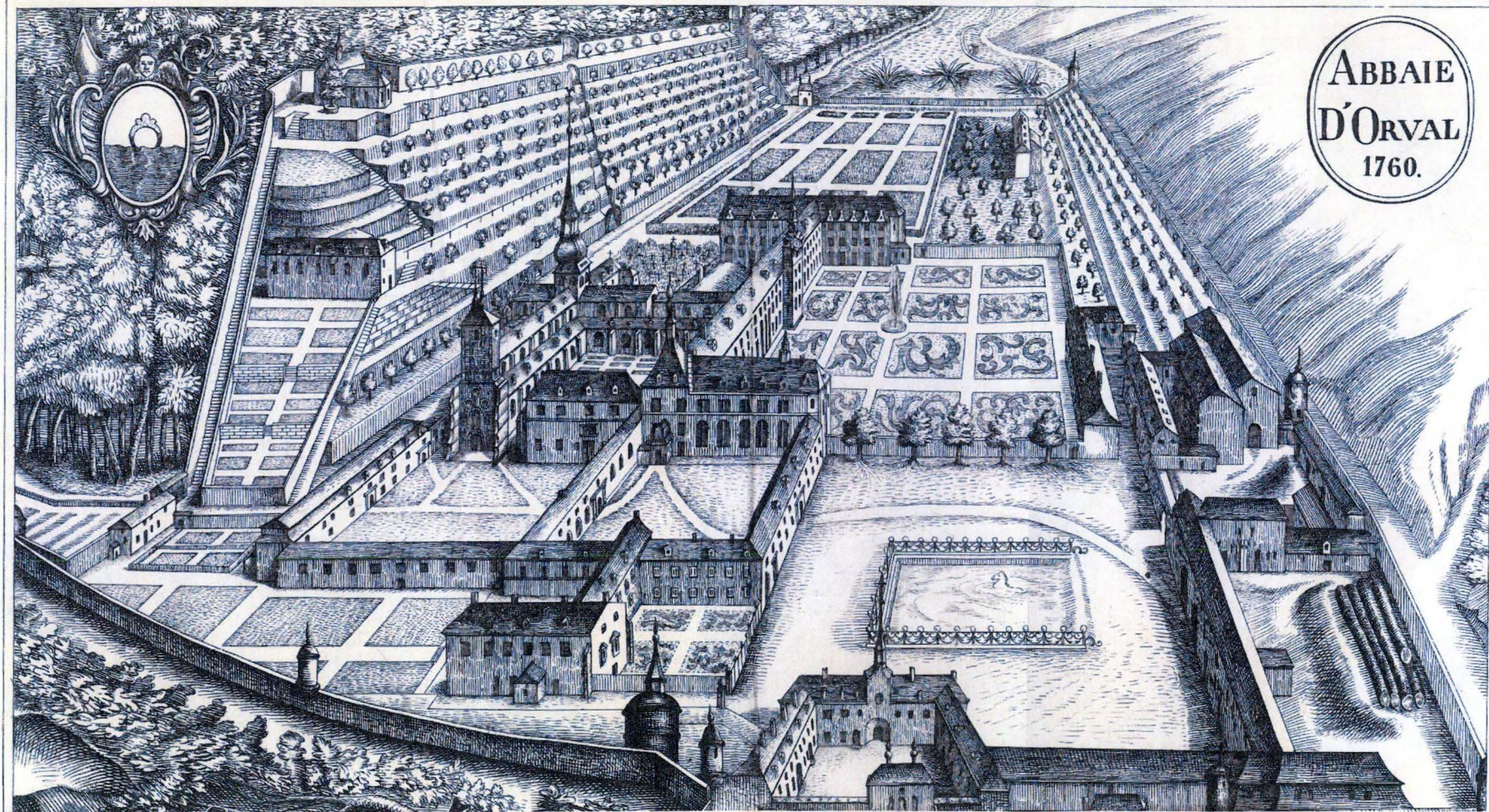
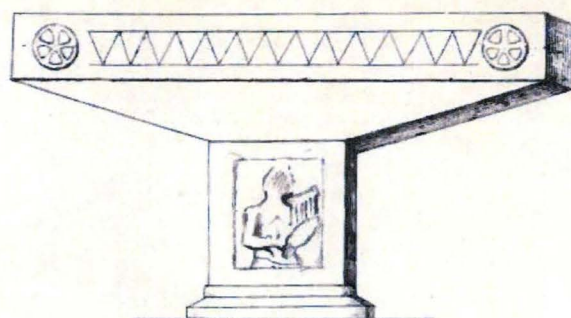
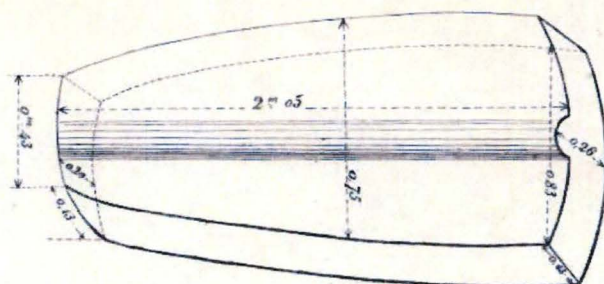


Fig. 1.



Autel de Villers-sur-Semois.

Fig. 2.



† M·VE·M M·KI·MG· k M·Od·M·

PLA·NM·D NŠ·GE·OV M

Fig. 3. - Inscription de la cloche de Rulles.

La petite nommée Catherine, a 0^m50 de haut ; circonférence au cerveau 1^m41, au milieu 1^m23, au bas 2^m.

L'art de la fonte des cloches était donc en honneur à Huy dès le xiv^e siècle, et l'on peut dire que maître Jacques était un artiste, car ses cloches sont des chefs-d'œuvre du genre.

D'un galbe élégant, et ornées seulement de quelques filets autour du cerveau et des fausses, les deux cloches ont un son argentin d'une grande pureté. La plus grande donne le *mi* avec la tierce majeure, la quinte et l'octave pour notes harmoniques, ce qui en rend le son d'une grande richesse. L'autre donne le *la* avec la tierce pour note harmonique. Malheureusement lorsqu'on les sonne, l'ensemble est un peu désagréable à cause des demi-tons harmoniques *si* et *do* qui se mélangent.

L'inscription est en lettres majuscules d'un excellent style gothique, et les petites bavures qui les entourent prouvent que le fondeur a employé des moules de lettres qu'il conservait et à l'aide desquels il composait ses inscriptions. C'est donc une espèce d'imprimerie rudimentaire d'autant plus remarquable qu'elle était employée avant la date présumée de l'invention de l'imprimerie.

En sortant de l'église, on remarquera à gauche un bénitier portatif, en cuivre, du xvi^e siècle.

L'église actuelle a été consacrée le 2 juillet 1769 par Mgr d'Arberg, vicaire général et évêque suffragant du diocèse de Liège (1).

Dans le cimetière se trouve une tombe plate, en pierre, fruste, qui portait des armoiries et nous avons encore pu y lire la date de 1652. On y voit également deux couvercles en dos d'âne de tombes chrétiennes (2) du moyen âge.

Ces couvercles ne recouvraient pas la tête.

Les tombes de ce genre étaient employées pendant toute la période romane et jusqu'au xiv^e siècle pour les sépultures non apparentes.

Elles sont très rares en Belgique, et l'on ferait chose sage, nous

(1) Ch. Alex. comte d'Arberg était chanoine de la cathédrale de Liège lorsque, le 25 octobre 1767, il fut sacré évêque d'Amyzon. Il fut prévôt du chapitre de Huy depuis 1775 jusqu'à la suppression de ce chapitre en 1794. Nommé en avril 1787 à l'évêché d'Ypres, il résigna ses fonctions en 1802, lors de la réorganisation des évêchés de Belgique, et se retira à son château de La Rochette.

(2) Reusens t. 1, p. 390. 1^{re} éd. Schayes t. 2, p. 78.

semble-t-il, de les déposer au musée provincial où ils seraient à l'abri des injures du temps.

Ces couvercles de cercueil ont malheureusement été déplacés plus d'une fois, sinon des fouilles auraient pu amener des découvertes intéressantes.

Quoi qu'il en soit, ils prouvent l'antiquité de Watermal.

§ 2. — RULLES.

L'église de Rulles possède une cloche qui présente un haut intérêt puisqu'elle remonte au XIII^e siècle. Elle doit être la doyenne de toutes celles de Belgique, depuis que celles de Liège ont été refondues.

Son inscription, dont nous donnons le dessin, reproduit le commencement de l'*Ave Maria*.

La forme élégante et simple de la cloche et des lettres majuscules, inégales et placées irrégulièrement, l'absence de tout autre ornement, la brièveté de l'inscription qui ne donne qu'une invocation pieuse, sans nom de parrain, de patron, ni d'auteur, prouvent que cette cloche, qui devait s'appeler Marie, date du XIII^e siècle, et la pureté du son ne peut démentir cette assertion, car c'est à cette époque que l'art campanaire atteint, subitement comme l'architecture, son plus haut degré de perfection en France et en Belgique.

Ces lettres majuscules inégales et de pose irrégulière indiquent, selon nous, que l'inscription a été taillée directement dans le moule de la cloche; ceci nous amène à conclure que ce n'est guère qu'aux XIV^e et XV^e siècles que l'on employa les lettres faites d'avance et pouvant servir à toutes les cloches, comme nous venons d'en constater l'emploi à Watermal. Dès le XVI^e siècle, on revient à l'ancienne méthode, ainsi qu'on peut le constater dans plusieurs cloches que nous étudierons ailleurs.

§ 3. — VILLERS-SUR-SEMOIS.

Le nom de Villers tire son origine du mot *villa*, et dans un grand nombre de localités portant ce nom, on a trouvé des antiquités romaines. Il en est de même à Villers-sur-Semois, dont l'église possède une pierre romaine.

Les premiers évangélisateurs des Gaules choisissaient le plus souvent les endroits où l'on adorait les faux dieux pour y établir le culte de la religion nouvelle, et, après avoir renversé les autels païens, ils édifiaient sur leurs ruines, un autel au vrai Dieu. Ainsi en est-il du fameux *ara lunæ* d'Arlon (1). On trouve souvent aussi dans les murailles des plus anciennes églises, des tuiles romaines, des fûts de colonnes romaines, etc.

A Villers-sur-Semois, la table de l'autel chrétien repose sur un bloc cubique dont les quatre faces visibles portent des dieux romains en demi relief. Bien que ces sculptures aient été mutilées, on peut encore y reconnaître l'une des quatre figures qui représente Apollon (2). La table d'autel ne porte que quelques ornements en triangle, dits denticulés, et deux croix de bénédiction aux extrémités (pl. 1 fig. 1). Cet autel nous semble remonter au VII^e siècle.

Quant à l'église actuelle, elle remonte au XVI^e siècle. Elle était à 3 nefs, mais à la suite d'un incendie, on n'a pas reconstruit l'un des bas-côtés. L'autre porte sur les intrados des arcades, des sculptures de peu de relief, du XVI^e siècle, dans lesquelles on remarque, au milieu des fleurages, le double aigle d'Autriche et la croix écotée de Bourgogne qui se retrouve aussi à l'église de Weiler lez Arlon (3).

La présence de ces armoiries prouve, selon nous, que la maison d'Autriche-Bourgogne est intervenue par une libéralité quelconque dans la construction de l'édifice, et c'est vraisemblablement sous le règne de Charles-Quint qu'il a été construit.

Ici les colonnes qui reçoivent les nervures des voûtes ont un chapiteau et ne sont plus à pénétration comme dans les églises de la même époque de Weiler, d'Attert etc.

Nivelles, le 15 août 1888.

V. M. G. DENDAL.



(1) Voir tome X des annales, années 1852-1853, p. 25.

(2) L'église de Wolkrange, lez Arlon, a sous l'autel, un *ara* identique qui provient de l'ancienne chapelle de Ste-Barbe aujourd'hui démolie, qui se trouvait au centre du village, à la bifurcation de deux routes.

L'une des faces de la pierre porte la figure de Minerve.

(3) Voir Tome XVI des Annales.

UNE TOMBE FRANQUE

ET

UN AUTEL ANTE-ROMAIN

DANS

LES ENVIRONS DE FRATIN (1).

Fratin est un riant petit village formant une section de la commune de Ste-Marie, et situé à un écart de deux kilomètres de la voie romaine de 1^{er} ordre venant de Trèves par Arlon, Etalle à Carignan.

Des antiquités préhistoriques et plusieurs sépultures romaines ont été découvertes à St-Marie, mais à Fratin même il n'existe aucun vestige des temps reculés.

En tournant le dos à la voie romaine et en marchant dans la direction de Virton, à un kilomètre de Fratin, le pays change subitement d'aspect; de plat qu'il était depuis Etalle, il devient très accidenté, d'assez fortes collines surgissent de tous côtés.

Au versant de la première se trouve la carrière de M. Huriaux Léopold, exploitée depuis un certain nombre d'années. — On voit très bien d'après les petits monticules et les déchets de pierres que cette carrière était connue de longtemps quoique située « au haut du Fayé » et couverte par un ancien bois de hêtres défriché depuis peu.

Les ouvriers carriers avaient déjà rencontré quelques tombes sans importance, dans lesquelles se trouvaient de petits couteaux, la seule arme que les serfs pouvaient posséder et dénotant la

(1) Fratin (Fractus), village partagé ou dont les terres communes ont été divisées. (Étymologies des noms de lieux, par M. Prat).

pauvreté de ces sépultures, lorsque le 31 mars 1888, ils mirent à jour un squelette de forte stature, couché au milieu d'un caveau soigneusement dallé et entouré de tout son armement et de diverses poteries. — Le caveau mesurait 2^m20 de longueur et devait contenir un cercueil en bois, ce qui explique la présence de grands clous à l'intérieur de la tombe.

Les armes consistent en une francisque, une petite hache, une framée et deux morceaux de couteaux. — Une boucle de ceinturon et cinq plaques en bronze avec rivets se trouvaient placées vers le milieu du corps ainsi qu'un petit silex, un briquet et des ciseaux.

Les poteries se composent de deux petites urnes en fine poterie rouge vernissée, d'une assiette en terre noire et de deux cruches l'une en terre blanche, à une anse, et l'autre en terre rouge commune, à deux anses.

Des morceaux de verre se trouvaient vers le bas de la tombe. Ces morceaux proviennent d'une petite bouteille fortement bombée, telle qu'il en existe divers échantillons au musée.

On se trouve bien en présence d'une tombe d'un homme libre de l'époque franque et son emplacement en cet endroit écarté et en compagnie de quelques pauvres serfs s'explique par les faits suivants découverts à la suite de quelques fouilles que la société a fait pratiquer.

Au bas du « Fayé » coule un petit ruisseau appelé Vichau, le long duquel la terre est remuée à diverses places. Cette terre est argileuse et convient parfaitement à la fabrication céramique. Le tout est jonché de débris de poteries franques reconnaissables aux ornements faits à la roulette.

Il se peut donc qu'il s'agisse d'une famille de potiers qui s'est établie dans ce pays favorable à son industrie.

Des meules de grès dur et un morceau d'un instrument en granit, bombé par éclats d'un côté, plat et poli de l'autre côté, ont été trouvés à cet endroit. Ces pièces semblent avoir servi à réduire en poudre les substances dégraissantes entrant dans la fabrication des poteries.

On trouve encore partout de petits morceaux de silex, or on sait que le silex, aussi bien que le quartz ou le feldspath, est

employé comme substance dégraissante dans les pâtes céramiques. On voit que tout était propice à ce genre d'industrie et que mon hypothèse n'est pas trop hasardée.

Deux demeures étaient construites à proximité. Elles ont été découvertes par M. Huriaux, lors du nivellement de sa prairie : leur construction était très régulière, trois murs composés de beaux moëllons subsistaient encore de chaque habitation ; ces murs mesuraient à peu près 2^m50 de chaque côté, il ne restait que 0^m60 centimètres de hauteur. Les pierres du centre du mur adossé à la montagne étaient calcinées par le feu et au pied se trouvaient des amas de cendres et des morceaux de poterie, même des bols entiers ainsi que des ossements d'animaux domestiques.

Les fouilles ont été abandonnées parce que les résultats obtenus semblaient suffisants et pour ne pas trop entamer les ressources très restreintes dont l'Institut archéologique dispose.

La tombe décrite ci-dessus a été reconstituée d'après les indications données par les ouvriers carriers et transportée au musée archéologique de la province, où elle est exposée.

Il existe depuis longtemps au musée, une petite lampe en bronze ayant des formes gracieuses. Cette lampe a été trouvée au même lieu-dit, lors de l'amélioration du chemin de Fratin à Virton, sous la souche d'un énorme chêne. Le donateur est M. Legros, commissaire-voyer à Etalle. A ce nom on peut ajouter pour le don des objets constituant la tombe franque dont il s'agit, ceux de MM. Huriaux, contrôleur du cadastre à Arlon, Huriaux Léopold, cultivateur à Fratin, et Laloi, ancien secrétaire communal de Ste-Marie.

Autel Anté-Romain. — Plusieurs montagnes se succèdent : leur sommet est nommé par les habitants du pays de « haut des foulons » « haut du Fayé » « au haut du fournil. » C'est au point culminant du haut du fournil que M. Didier Joseph, de Fratin, occupé à défricher le bois qui couvrait cette hauteur, trouva un monolithe quadrangulaire mesurant 0,80 centimètres de chaque côté et de 0,60 centimètres de hauteur : au centre se trouvait une cavité profonde de 0,03 centimètres pour recevoir les libations ou le sang

des victimes, lequel pouvait s'écouler par un trou traversant tout l'autel. Ce trou pouvait encore servir aux jongleries des prêtres qui par là pouvaient mettre le feu aux matières combustibles.

Ce monolithe est de nature crétacée et ne provient pas des environs. Cependant on se sert de cette pierre spongieuse pour la construction de cheminées ; on la connaît sous le nom vulgaire de *cron*. — La carrière d'où on la tire est appelée cranière ; elle est située entre Gêrouville et La Hage, près de la ligne du chemin de fer.

L'absence de tout ornement de cet autel dressé sous le ciel libre et son emplacement sur cette hauteur, indique qu'il remonte aux plus anciens temps. — L'endroit était bien choisi pour servir aux sacrifices sanglants qui se faisaient primitivement au dehors.

On n'attacha pas grande importance à cette trouvaille ; la pierre fut laissée sur la montagne, abandonnée aux vandales qui, soit par superstition ou par un méchant plaisir de destruction, ont brisé cet ancien monument ayant servi de table au culte du paganisme.

Les morceaux ont été roulés au bas de la montagne dans la propriété de M. Huriaux, lequel avec son obligeance habituelle, les a rassemblés pour les envoyer au musée.

Il manque des débris mais avec ceux qui restent on peut reconstituer cet autel au moins dans ses parties essentielles.

J. B. SIBENALER.

LISTE DES DONS

REÇUS EN 1887-1888.

- M. Legros*, commissaire-voyer à Étalle. — Une cuillère, un morceau de mosaïque et une agrafe émaillée, trouvée dans une sépulture près de Poncelle.
- M. Julien*, chef de bureau au Gouvernement provincial à Arlon. — Une plaque en plomb représentant Bacchus se rendant chez Silène.
- M. Wicot*, armurier au magasin central du matériel de la garde civique à Bruxelles. — Un fusil à silex fabriqué en Belgique sous la domination espagnole. — L'originalité du système de cette arme consiste dans le mécanisme de la platine qui se compose de deux pivots mobiles traversant le corps de la platine de part en part et faisant l'office de cran d'arrêt et de cran de bander du départ du chien.
- M. Tandel*, commissaire d'arrondissement à Arlon. — Ammonite trouvée dans les minières de Rodange lui remise par M. l'avocat Hoschet, d'Arlon.
- M. Henriquet*, commissaire-voyer à Florenville. — Coupe et fiole en verre, deux francisques, et diverses poteries, trouvées en septembre 1887, dans les déblais du chemin de Prouvy à Orval, territoire de la commune de Jamoigne ; à 120 mètres environ de l'ancienne voie romaine dite « de Pin à Belle-fontaine. » — Deux pièces de monnaie romaine : Imp. Claudius (au revers) *Spes publica* ; Imp. Constantinus Aug. (au revers) *Gloria exercitus*.
- M. Henriquet*, trois pièces de monnaies françaises aux millésimes de 1662, 1700 et 1702.
- M. Krier*, Arthur, négociant à Arlon. — Un ancien plan de la ville d'Arlon avec projet de fortification à l'instar de celles de Luxembourg et de Metz, dressé sous le régime hollandais.
- M. Clément Maus*, rentier à Vieux Virton. — Copie d'un dessus de glace du château de la Trapperie, près de Habay-la-Vieille (Copie faite par M. Félicien Jacques, de Ste-Marie (E.) et décrite dans le t. XX des annales pour l'année 1888).

- M. Martin Sibenaler*, rentier à Arlon. — Histoire de Fl. Joseph, sacrificateur hébreu, par François Bourgoing (2 vol. Lyon 1569).
- M. Hourt*, directeur au Gouvernement provincial à Arlon. — Histoire de France, par le P. G. Daniel (VII volumes, Amsterdam 1725).
- M^{rs} Huriaux*, cultivateur à Fratin, *Huriaux*, contrôleur du cadastre à Arlon et *Laloi*, ancien secrétaire communal à St^e-Marie, don des objets trouvés dans une sépulture franque, découverte le 31 mars 1888, à lieu dit « au Haut du Fayé ».
- M. Lambert*, photographe à Arlon. — Une monnaie en cuivre (Henri-Max. de Bavière). Une médaille portant d'un côté la tête du Christ avec l'inscription « *Salvator mundi* » et de l'autre côté la tête de la Vierge avec l'inscription « *Mater IESV CHRISTI* ».
- M. J.-B. Yasse*, propriétaire à Fauvillers. — Tuiles romaines avec empreintes de clous et de patte de chèvre.
- M. Guillaume*, chef de station à Gedinne. — Deux assiettes en faïence émaillée, de fabrication Strasbourgeoise.
- M. Lambert*, propriétaire à Clairefontaine. — Un creuset en pierre, deux cercles en fer et une fibule en bronze, trouvés près d'un vieux mur entourant l'ancien domaine de la célèbre abbaye. — Pétrifications diverses et notamment un poisson fossile.
- M. Mohimont*, ancien contrôleur des contributions à Virton. — Un bucrane, une assiette et des urnes en poterie, trois grandes fibules en bronze, une lance, une petite fiole lacrymatoire en verre, des couteaux et un éperon en fer.
- Le bucrane a été trouvé dans la tranchée du chemin de fer de Virton à un endroit où on a découvert une quantité de monnaies de Constantin. La lance provient des minières de Halanzy et les autres objets de Grandcourt (Ruette).
- M. Jamin*, employé au commissariat d'arrondissement à Arlon. — Une pièce de monnaie trouvée à Mussy-la-Ville (Frédéric, roi de Prusse, 1767).
- M. Gerbeaux*, imprimeur à Étalle. — Une pièce de monnaie romaine trouvée près de Dampicourt dans la tranchée du chemin de fer. (Imp. C. Victorinus, P. F. Aug. — 265).
- M. Gérard*, bourgmestre de Torgny. — Une fibule en cuivre, trouvée dans une auge en pierre, découverte à Torgny, là où on

avait trouvé deux urnes funéraires romaines. L'auge est tombée en morceaux et n'a pu être expédiée.

M. Liégeois, instituteur à Grâce-Berleur, lez-Liège. — Histoire générale des Pays-Bas, contenant la description des XVII provinces. — Les délices des Pais-Bas. — Bruxelles, chez François Foppens MDCCXX. — Huit volumes.

Atlas portatif universel, par Robert, géographe ordinaire du roi, à Paris chez Panckouke. — 1748.

Eug. Van Damme, histoire de Chiny et d'Orval, Gand, Hage. — 1870.

Wolters, Codex diplomaticus Lossensis, Gand, Gyselynck. — 1849.

M. le baron Félix d'Huart, à Dampicourt. — 1^o Un fusil dit à tabatière. — (Manufacture impériale de Châtellerault, 1860).

2^o Une ancienne lampe en cuivre, trouvée à Dampicourt.

M. Jungbluth, négt. à Arlon. — Un cachet en argent, trouvé en creusant un puits à Waltzing, section de Bonnert. — Au milieu de ce cachet figure un ange tenant une coupe surmontée de trois cœurs et autour se trouve cette inscription : « RECEVEZ LE PLUS FIDEL ».

M. Mousel, inspecteur des eaux et forêts à Arlon. — Un fusil à aiguille, provenant de la guerre franco-allemande de 1870.

M^{rs} Schmit Georges, Hentgen Albert et Barnich Georges, étudiants à Arlon. — Fragments de poteries romaines provenant de la fabrique d'Arlon située en face de la nouvelle station. Sur un fond de bol en terre sigillée se trouve la marque du potier.



M. Kams, chef de station à Athus. — Empreintes fossiles sur des morceaux de schiste ardoisier à Athus ; pétrifications diverses.

M. Tandel, com^{re}-d'arrond^t à Arlon. — Plan ancien d'Amsterdam, sur toile.

M. Bausch, entrepreneur à Arlon. — Triple colonne de l'époque romane, trouvée dans le mur de façade de la maison Rogister (Grand'rue).

Administration communale d'Arlon. — Quatre pierres tombales provenant de l'ancien cimetière de la ville.

Anonyme. — Une ancienne lampe en fer forgé.

M. J.-B. Christophe, curé à Maissin. — Un groupe en bois sculpté et un ancien bénitier en pierre.

M. Hustin, secrétaire communal à Ethe. — Monnaie allemande de 1780 (Frédéricus Borussorum).

Le conservateur-adjoint,
J.-B. SIBENALER.



ERRATUM.

UN DESSUS DE GLACE AU CHATEAU DE LA TRAPPERIE.

Page 2. LISEZ : Le baron Huyttens de Terbecq, greffier de la
Chambre des représentants ;

Le baron Ruzette, gouverneur de la Flandre occidentale.

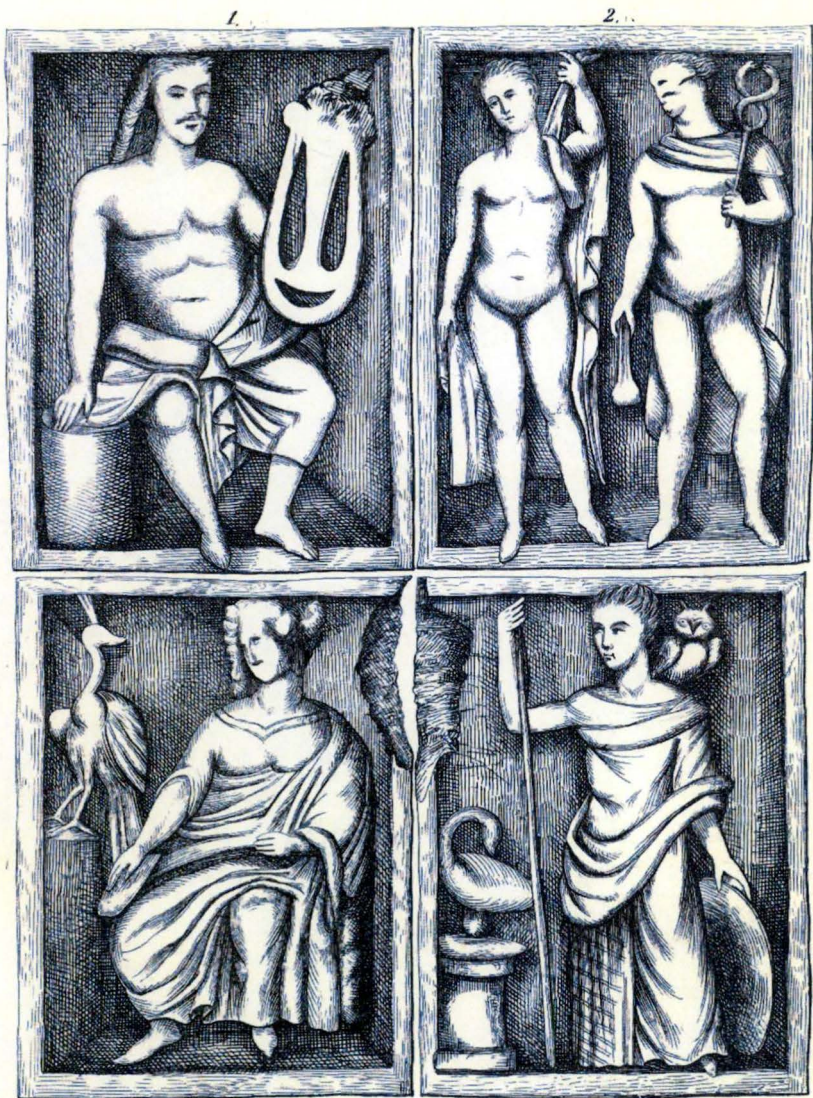
Eugène d'Arodes de Tailly.

Page 10. LISEZ : 1^o . . . époux de Gudule Séraphie, baronne
de Mesnil de Volckrange, fille du baron de
Mesnil de Volckrange, colonel au service
d'Autriche, et de dame de la Mock d'Assenois.

3^o . . . Henriette Victorine, née à la Trapperie,
le 13 janvier 1806, décédée au château
de Birtrange (G.-D.) le 13 juillet 1869.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
ÉM. TANDEL. Un dessus de glace au chateau de la Trapperie . . .	1 — 13
„ Les biens de l'abbaye d'Orval.	15 — 112
„ Les maîtres au 18 ^e siècle	113 — 114
„ Les communes luxembourgeoises — Halanzy . . .	115 — 128
„ Le dolmen de Wéris	129 — 130
„ Pratiques populaires	131 — 132
CHANOINE DOYEN. Une trouvaille à Nassogne	133 — 134
J.-B. SIBENALER. L'arra de Messancy	135 — 136
L'abbé AM. DE LEUZE. Histoire du comté de Montaigu et de l'hermitage de St-Thibaud	139 — 198
J. JEANTY. La famille de Harbonnier	199 — 202
ÉM. TANDEL. Un second dolmen à Wéris. Les fouilles à l'ancien Dolmen de Wéris	203 — 207
J. FELSENHART. Relations de la province de Luxembourg avec le gouvernement général des Pays-Bas autri- chiens 1716-1744 (4 ^e partie)	209 — 296
„ „ „ Liste des vœux du congrès de Bruges. Liste des questions renvoyées au congrès de Charleroy . . .	297 — 302
DENDAL. Antiquités à Watermal, à Villers-sur-Semois et à Rulles	303 — 307
J.-B. SIBENALER. Une tombe franque et un autel ante-romain dans les environs de Fratin.	309 — 312
„ „ „ „ „ Gravures.	
Liste des dons reçus en 1887-1888.	313 — 316
Erratum	317



Dessin de M. Stora.

3

1, Apollon. 2, Mercure.
3, Junon. 4, Minerve.

4

Grav. de L.V.P.



Trappe.



Baillet.



Anethan.



Huart.



Bonhomme.



Bellefroid.



Hoffschmidt.

Dessiné par L^s Van Pèteghem, Bruxelles.

Château de la Trapperie